



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14310 - 5 F

MARDI 29 JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Feu vert pour le KGB

EN état de décomposition économique depuis longtemps, l'Union soviétique est en pleine régression politique sans que son expérience démocratique ait dépassé le stade embryonnaire. La fin de la semaine dernière aura été, de ce point de vue, particulièrement noire : vendredi 25 janvier, c'est une directive ministérielle qui annonçait que les rues des villes soviétiques allaient dorénavant être quadrillées par des patrouilles composées de policiers et de militaires en armes. Le lendemain, on apprenait que M. Gorbatchev venait de signer un oukase présidentiel étendant encore les pouvoirs du KGB, de sinistre mémoire : les agents de la police politique pourront désormais perquisitionner toutes les entreprises du pays - y compris les entreprises mixtes, - vérifier leurs stocks, leur comptabilité, leurs comptes bancaires, leurs liquidités, interroger leurs employés.

La justification officielle de ces deux textes qui renvoient aux calendes grecques l'ébauche d'un Etat de droit (fut-il socialiste) tient en quelques mots : lutter contre la criminalité et contre l'économie de l'ombre, qui ne date pas d'aujourd'hui, mais qui connaît incontestablement un grand essor depuis que quelques barrières administratives ont été levées devant l'initiative privée.

CE sont les mêmes explications qui avaient été avancées quelques jours plus tôt pour justifier le retrait de la circulation des billets de 50 et de 100 roubles ; les principales victimes de ces mesures n'en ont pas moins été les retraités, qui se sont ainsi fait voler par l'Etat l'essentiel de leurs économies. Les mafieux, en revanche, n'auront aucun mal à trouver la parade, s'ils ne l'ont déjà fait.

De la même manière, on peut imaginer sans mal quel usage sera fait, dans les Républiques rétives, de l'autorisation donnée à l'armée de patrouiller aux côtés de la police. La lutte contre la criminalité n'est ici qu'un prétexte. Ce dont il s'agit, c'est d'intimider tous les éléments nationalistes, voire de les provoquer pour mieux les réduire, montrer que le seul pouvoir qui vaille est celui du centre et qu'il s'impose à tous les pouvoirs locaux, y compris celui de municipalités progressistes comme Moscou ou Leningrad.

INTIMIDER davantage, c'est aussi la consigne qui vient d'être donnée au KGB, qui avait déjà été promu en décembre dernier - par le biais du contrôle de la distribution alimentaire et de l'aide humanitaire étrangère - grand protecteur des populations civiles. Quel journal indépendant, quel commerçant privé, quel investisseur étranger trouvera grâce, dans ce royaume de l'arbitraire, devant les commissaires du KGB ?

Que M. Gorbatchev soit otage ou consentant importe peu désormais. En voulant en priorité préserver l'Union, en tournant le dos à la décolonisation d'un empire ingérable, M. Gorbatchev a choisi ses alliés. Ceux-ci ont maintenant les mains libres pour imposer leurs vieilles méthodes, prêcher l'avènement d'un national-communisme russe en attendant de s'en prendre à la politique étrangère de leur bête noire, M. Chevardnadze.

Une page 12 l'article de SYLVIE KAUFFMANN

M 0147 - 0129 0 - 5 00 F



Les Américains se déclarent prêts à lancer l'offensive terrestre avant la fin février

69 avions irakiens auraient atterri en Iran

Au douzième jour de la guerre du Golfe, les forces aériennes alliées avaient effectué lundi 28 janvier plus de vingt-trois mille sorties, détruisant quarante-neuf avions irakiens.

Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, a déclaré que les soldats américains seront prêts à lancer l'offensive

terrestre « avant la fin du mois de février ».

Selon le commandement américain à Ryad, soixante-neuf avions irakiens au total ont jusqu'à présent atterri en Iran.

Bagdad a implicitement menacé dimanche 27 janvier d'utiliser de nouvelles armes, notamment contre Israël,

où l'on redoute de plus en plus une attaque chimique.

La merée noire qui pollue le Golfe risque maintenant d'atteindre toutes les côtes des pays riverains. Pour enrayer la catastrophe, l'aviation américaine a détruit les deux collecteurs qui alimentaient la station de pompage.

F-111 contre marée noire

KHAFJI
(frontière saoudo-koweïtienne)
de notre envoyée spéciale

Serré contre les pierres noircies de la jettée, un cormoran transi tente maladroitement de marcher. S'en voler, il n'en est plus question tant ses ailes collées sur ses flancs dégouttent encore de pétrole.

Déjà vidée de sa population, quotidiennement soumise aux tirs sporadiques de l'artillerie irakienne entrecoupée à quelques kilomètres de là, la petite ville frontalière de Khafji est la première victime saoudienne de la nouvelle catastrophe qui frappe le Golfe. Le long de ses 12 kilomètres de plage, de grands oiseaux morts gisent, et les survivants, condamnés, errent sur le sable fin où d'épaisses traînées noires marquent la limite de cette marée noire. Des nappes d'huile

grasseuse surnagent sur le dessus des vagues. Le vent et les reflux ont repoussé à quelques milles au large, dimanche 27 janvier, la nappe de pétrole qui était venue battre, en fin de semaine, les rivages de Khafji et qui continue de dériver vers le sud à la vitesse d'un mille à l'heure, selon les autorités saoudiennes.

Si, pour cette nappe, dont la dimension est évaluée à 48 kilomètres de long sur 12 kilomètres de large, rien ne semble pouvoir être fait, l'aviation américaine a quasiment réussi, selon le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », à endiguer le flot de pétrole du champ de Mina al-Ahmedi qui se vide dans le Golfe à partir du terminal de Sea-Island.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 4

Lire également

- Le film des événements : neutralité iranienne par JACQUES DE BARRIN
 - La marée noire, trois « Exxon-Valdez » par ROGER CANS
 - Le point de la situation militaire par le commandant en chef par FRANÇOISE CHIPAUX
 - Les déclarations de l'amiral Lanxade
 - Des Mirage-F 1 français ont participé à des opérations.
 - Les Israéliens constatent l'amélioration de leur image de marque dans le monde par ALAIN FRACHON
 - Missiles sur Haïfa par YVES HELLER
 - Les réactions en Algérie, en Tunisie et au Maroc par MICHEL DEURE ET CATHERINE SIMON
 - La presse jordanienne multiplie les articles anti-français par JEAN GUEYRAS
 - A Bonn, 200 000 personnes ont manifesté pour la paix par HENRI DE BRESSON
 - Aux Etats-Unis, les manifestations contre la guerre prennent de l'ampleur par HENRI PIERRE
- Pages 3 à 11
- Le gouvernement pakistanais doit faire face à une poussée d'anti-américanisme par LAURENT ZECCHINI
- Page 40

Le Talion entre parenthèses

par Jean-Pierre Longellier

Ces jours-ci - Saddam Hussein oblige - Israël vit, en douceur, une véritable révolution stratégique. Pour échapper au piège que lui tend son pire ennemi du moment, l'Etat juif brise ses instincts, domine ses nerfs, apprend la patience. Lui qu'on soupçonnait naguère de vouloir jouer, à force d'aveuglement, au Samson courageux, sûr de son « bon droit » mais suicidaire, fait preuve d'une sagesse inédite, à son propre étonnement. Israël l'impulsif affiche calme et bon sens. Israël l'incontrôlable se range aux conseils de modération que lui dispense l'Amérique. Pour prix de sa « retenue », il sacrifie certains de ses dogmes les plus chers.

Pour la première fois de son histoire, Israël consent à encaisser des coups sans répondre. Au nom de la raison d'Etat, il déroge à cette vieille loi du talion - ne jamais laisser une attaque impunie - qui donnait tout son sens à sa stratégie de dissuasion envers le monde arabe. Il fait passer l'intérêt bien compris avant le désir de revanche. Si cette rupture lui coûte, c'est qu'elle contredit quarante années de doctrine militaire.

Objet d'un orgueil unanime, l'armée juive a nourri quelques-uns des plus vigoureux mythes d'Israël parce qu'elle fut l'instrument de sa survie, dans un pays où la paix n'a toujours été qu'une parenthèse, plus ou moins longue, entre deux guerres, parce qu'elle permettait aux sionistes - ces « nouveaux juifs sans peur ni

réproche » - de « répondre à la violence par la force », parce que ce fier symbole de l'« israélien » conjurait à jamais les douloureux fantômes de l'exil.

La mémoire du « génocide inachevé », le déséquilibre démographique à l'avantage des voisins arabes, le sentiment de vivre en état de siège permanent - du moins jusqu'à la signature du traité de paix avec l'Egypte - justifiaient l'attachement obsessionnel d'Israël à sa sécurité, l'occupation de ses règles et de ses contraintes comme autant de maux nécessaires. Hormis au Liban, premier conflit « non imposé », Israël ne livra que des guerres défensives ou préventives, dont dépendait la survie de l'Etat.

Lire la suite page 8

Les élections législatives partielles



■ « Désastre », par JEAN-YVES LHOMEAU ■ A Paris, le RPR fait barrage à M. Barzach, par GILLES PARIS ■ A Lyon, les « renouveaux » et le Front national face à face, par BRUNO CAUSSE

Troubles en Haïti

Douze morts à la veille de la visite du Père Aristide à Paris

Corse : violences contre des Maghrébins

Une recrudescence des actes racistes

Union monétaire européenne

La France s'efforce de rapprocher les positions de la Grande-Bretagne et celles de la Commission de Bruxelles

Clémence relative en Chine

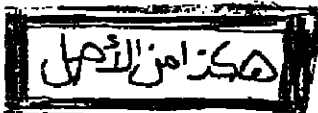
Pékin a été sensible à la pression internationale

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Allemagne-Japon : les géants fasciés « L'héritage disputé des Houillères du Nord » La chronique de Paul Fabre : « L'or de la prestrolina »

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 F.A. ; Maroc, 7 F.A. ; Tunisie, 6,50 F.A. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 F.B. ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F. ; Côte d'Ivoire, 465 F.CFA ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 200 L. ; Luxembourg, 33 F. ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 F. ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 375 F.CFA ; Suède, 14 KSE ; Suisse, 1,70 SF ; USA (NY), 23 ; USA (autres), 2,50 \$.



DÉBATS

La guerre du Golfe

Un rêve écrasé sous les bombes

par Harlem Désir

FAUT-IL continuer à débattre de la manifestation de son désaccord pendant la guerre ? C'est précisément parce que la guerre est une affaire grave et ses conséquences terribles que nous sommes en droit à tout instant de soumettre son bien-fondé à notre liberté de critique.

Plutôt que de se jeter l'anathème, « munichoïse » contre « bellicistes », maîtrisons les passions qui risquent de tout emporter, par un débat digne, dépouillé d'invectives et d'amalgames inutiles. Car qui peut douter qu'il existe de sérieuses raisons d'avoir été ou d'être aujourd'hui encore opposé à cette guerre ?

Le sénateur Kennedy ou la réaction du très sérieux *New York Times* aux États-Unis n'ont pas davantage la réputation d'être des farfelus juvéniles que le fils ou le petit-fils du général de Gaulle en France d'être des « munichoïses ». Aucun citoyen, aucun mouvement, syndicat, parti, association, incarnant une part des valeurs fondamentales de notre société ne pouvait se dérober au débat dès lors que c'est en notre nom à tous qu'on lance des tonnes de bombes chaque jour dans le Golfe.

Le silence en pareille circonstance valant approbation, nous nous sommes exprimés. Chacun ayant opté en son âme et conscience. Cela peut-il nous empêcher de continuer à combattre ensemble, au sein d'une même association, le racisme et l'antisémitisme, à faire avancer une France plus fraternelle et à porter au-delà de nos frontières une certaine idée de la démocratie ? Bien sûr que nous pouvons travailler ensemble, dès lors que nous restons fidèles en toutes circonstances, quel que soit le choix des uns et des autres sur la guerre, aux plus hautes exigences de cet idéal ; que nous refusons toute exploitation de ces événements contre les communautés religieuses et les populations innuies ; que nous continuons à promouvoir le dialogue israélo-arabe. Ce n'est pas de deux camps opposés mais dans ce partage de valeurs communes que se situe notre débat.

La fable du droit

Cette guerre était-elle évitable ? Est-elle la guerre du droit ? Si vraiment j'étais convaincu que cette guerre ouvrait une nouvelle période fondée sur le respect du droit des peuples, la libération des pays injustement occupés ou annexés, l'élimination des appareils militaires menaçant la sécurité de leurs voisins, et même, pourquoi pas, la destruction de tous les dictateurs barbares devant des tribunaux de Nuremberg, quoique la guerre me répugnait, je m'y résignerais comme à un mal nécessaire. Si, plus modestement, je ne pouvais en espérer que l'application de ce programme dans la seule région du Moyen-Orient, je m'en contenterais. Pardonnez-moi, je ne crois pas à cette fable.

Ce n'est pas cela qui nous attend au bout des sentiers de la guerre. J'ai soutenu dès le début la fermeté et le blocus décidés par l'ONU. On ne doit rien céder à l'Irak, qui doit quitter le Koweït sans conditions. Ce régime barbare n'a cessé de se déconsidérer aux yeux du monde, depuis le gavage des populations kurdes jusqu'aux bombardements de civils à Téhéran, en passant par l'utilisation de boucliers humains.

Mais la guerre n'est jamais un simple moyen de police internationale parce que nous savons qu'elle n'est jamais propre. Elle doit toujours rester un ultime recours. Elle devrait supposer que toute autre voie est devenue vaine et sans espoir.

Ce n'était pas le cas. Dans l'interdépendance économique totale de nos vivants, aucun pays, et certainement pas un pays de désert, déjà asphyxié financièrement et qui a

mis la main sur un tas d'or pour tenter de se refaire une santé, ne peut vivre indéfiniment dans l'isolement commercial et technologique. Si le même effort que celui investi dans la guerre l'avait été pour assurer l'étalement du blocus, il aurait forcément été efficace.

Rien ne prouve que ça aurait été plus long que ne le seront les réactions en chaîne négatives de cette guerre, qui se prolongeront bien au-delà de l'arrêt des combats. L'évacuation du Koweït aurait été obtenue plus lentement, mais la crise en elle-même aurait été moins longue.

C'est Saddam Hussein, me dit-on, qui aurait déclenché l'attaque. Possible, mais les choses se seraient passées sous un jour radicalement différent, si, dans l'intervalle, avait commencé d'être réglés les autres problèmes régionaux. Cette stratégie, c'est clair, n'intéressait pas les Américains.

Contrairement aux apparences mêmes, la sécurité régionale n'en sortirait pas renforcée. Il y a dix ans, nous surarmions l'Irak, rattachant la face à la poussée islamique venue de Téhéran. On se souvient également du bilan de la stratégie américaine de sourires au shah d'Iran : la plus grande déferlante intégriste de l'histoire.

Qui peut nous dire qui sera au pouvoir demain en Arabie saoudite, à la tête d'un armement dont la

sophistication est telle qu'Israël n'a eu de cesse d'en exiger la parité ; ou ce que seront les intentions de la Syrie. Les États-Unis n'auront réussi, après cette démonstration de force, qu'à rendre indispensable leur présence militaire permanente dans la région. Autant dire que la fièvre n'est pas prête de retomber et que la stabilité ne sera pas d'avantage au rendez-vous de la paix que la justice et le droit.

Davantage de haine

Je ne vois pas ce que nous aurons gagné au sortir de cette guerre. Si ce n'est davantage de haine, d'incompréhension et de fanatisme. Un règlement retardé du conflit israélo-palestinien, tant sera devenu difficile la reconnaissance mutuelle par les deux peuples de leurs droits respectifs. Un Maghreb fragilisé et menacé d'un recul historique dans le nationalisme exacerbé. Nous voulions isoler Saddam Hussein, nous lui offrons la rue arabe. Et d'une inévitable défaite militaire, il pourrait bien faire une victoire politique, qu'il en sorte vivant ou non.

Comment s'en étonner, dès lors que la principale puissance de la coalition s'est évertuée à tout faire pour bloquer l'examen des autres atteintes au droit dans la région ?

Par leur refus, avec le même

dédain que l'Irak, du plan de paix français, les États-Unis ont laissé à Saddam Hussein son principal argument de propagande : « il y a deux poids, deux mesures ».

Bien sûr, on ne pouvait accepter la convocation de conférences internationales comme prime à l'agresseur. Mais on ne peut d'avantage renoncer au règlement d'un vrai problème au prétexte qu'un démagogue s'en empare. Et puis, on ne fait pas la guerre du droit avec Hafez El Assad pendant qu'il occupe le Liban.

Les États ne font pas la guerre pour le droit ou par pur principe. Plus depuis Saint-Just en tout cas. Il y aurait à l'ordre du jour du Conseil de sécurité de l'ONU autant d'ultimatums à poser que de résolutions bafouées. Quand les États font la guerre à des milliers de kilomètres de leurs frontières, c'est en vertu de l'idée qu'ils se font de leurs intérêts. Géopolitiques ou économiques pour les uns, pur expansionnisme pour les autres, maintien de leur rang dans le monde pour d'autres encore.

Les naïvetés de la « fin de l'histoire »

Fukuyama nous avait annoncé dans un petit livre retentissant « la fin de l'histoire ». La démocratie triomphante l'emporterait partout sur la planète. Un seul modèle, une seule aspiration, seraient désormais partagés par l'humanité reconnaissante : le culte des droits de l'homme et de l'économie de marché. La « fin de l'histoire » n'aura pas passé l'année.

Cette naïveté post-romantique faisait trop peu de cas des inégalités, des souffrances et des révoltes des deux tiers de l'humanité. Pas de fausses nostalgies donc.

Pourtant rien n'interdit de penser que la démocratie, le pluralisme et les droits de l'homme peuvent aussi se frayer un chemin dans le monde arabe. Et qu'ils étaient en train de le faire, fragilément et confusément, ici et là. Les chars de Saddam Hussein ont commencé d'échouer ce rêve sous leurs chenilles le 2 août. Nous l'avons achevé, le 16 janvier, sous un tapis de bombes. Mais rien n'est définitivement joué. C'est pourquoi il n'est jamais trop tard pour ceux qui veulent la paix.

► Harlem Désir est président de SOS-Racisme.

Revanche sur Babylone

par Joseph Yacoub

Au commencement fut Babylone, foyer présumé, terre de prédilection, de rayonnement et de monothéisme. Il y a trois mille ans, les puissances acharnées à la détruire luttaient avec une ardeur féroce contre Babylone. Parmi les prophètes, certains rendaient des oracles qui précisaient sa fin : ils souhaitaient voir détruite à jamais Babylone, le « bijou », la « perle des royaumes », la « coupe qui enivrait toute la terre » jusqu'à la folie. Son heure est proche, annonçaient-ils, ses jours sont comptés. Spout, les bêtes sauvages y gèleront. Elle deviendra le domaine du héros : un mariage.

Le dieu des armées se dressera contre elle et effacera jusqu'à son nom, sa race et sa postérité. Préparez le massacre de ses fils, ajoutait-on, pour qu'ils ne se relèvent plus. Babylone sera qualifiée de nom multiple. Aucun attribut ne lui est épargné. Elle est même la grande prostituée, la mère des viciés et des infamies qui s'abattent sur la terre. Ville sanguinaire, peuple farouche, impétueux, terrible, on invoque des seigneurs jaloux et vengeurs pour qu'aucune descondance ne porât son nom.

Un univers sans perspective

Archers en rangs pour assiéger Babylone, les Mèdes et les Perses la démolirent aux VII^e et VI^e siècles avant Jésus-Christ. Des monceaux de ruines jonchaient son sol, ses palais furent détruits et sa population décimée. « *Andersness* les fils de l'Or », dit-on.

Ruine : ainsi, dit-on, Babylone serait ainsi partie pour ses « pensées orgueilleuses », parce que « toute, pleine, de fraude et de violence », refusant de mettre un terme à son « brigandage » contre les nations. Le monde s'est réjoui de sa chute, « elle est tombée, Babylone la grande ». Car elle était devenue « tenture de démons », repaire des esprits immondes et des oiseaux impurs et répugnants.

Mais Babylone fut ressuscitée. Sous les mêmes cieux, avec des acteurs héritiers du passé mais

agents d'une nouvelle civilisation riche et prospère, Babylone s'est retracée un parcours illustre sous les Arabes. Babylone-Bagdad s'inscrit dans cette filiation historique et de civilisation. A nouveau détruite, les excavations archéologiques aidant, elle rendra de ses cendres dans sa forme authentique et sous des aspects non moins originaux arabomusulmans. Encore restaurée récemment, jamais Babylone n'a été autant présente. Désormais, Nabuchodonosor n'est plus de l'archéologie et Hammourabi n'évoque plus une réminiscence d'un passé lointain et nébuleux : il n'est plus l'ombre d'un souvenir vague. L'archéologie, l'histoire et l'actualité se sont reconciliées.

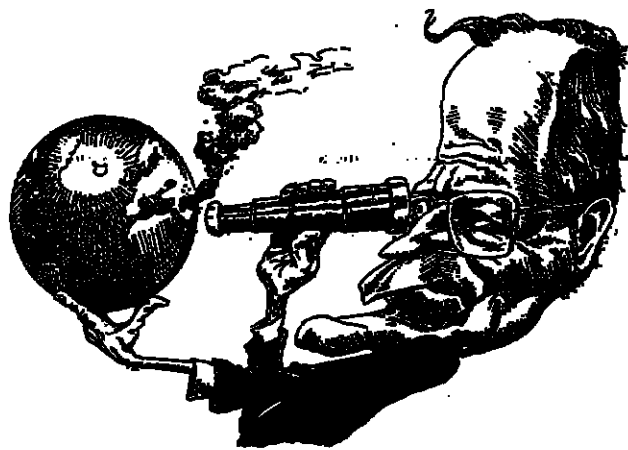
Vaut-on à nouveau détruire Babylone ? Souhaitons-on revoir ses petits enfants empoignés et fracassés contre les rochers ? Il n'y a pas de paix sans droit ni justice. Mais quelle est la valeur réelle des discours des trente dernières années sur l'égalité et le non-discrimination des règles de droit, sur la justice et l'injustice, sur le dialogue Nord-Sud, la rencontre des cultures, l'enrichissement et l'apport mutuel des civilisations ?

Il n'est pas de discours qui vaille une idéologie, celle de la supériorité de l'Occident. Oriental, juste le temps d'une liturgie, d'une lecture biblique et d'un recueillement, adépte et défenseur d'un christianisme occidental, l'Ouest se trouve emporté dans un univers embarrassant, sans perspective, matérialiste et économe où tout est, produit et marchandisé, où la guerre est devenue un spectacle.

A présent, Babylone pleure ses fils, se répand en lamentations et sanglots amers. Mais il n'est pas inscrit dans les cours des événements que Babylone sera de nouveau détruite et de façon irrévocable. La menace proférée jadis contre les Babyloniens est en cours d'exécution. Babylone est assésée. Pourrions-nous exprimer une espérance de salut pour Babylone, la grande ville ?

► Joseph Yacoub est professeur de sciences politiques à l'université catholique de Lyon.

TRAIT LIBRE



Dessin paru dans « The Economist » du 26 janvier.

Une carte pour M. Gorbatchev

par Gilles Martinet

BOUSCULÉ par les événements, allant d'échec en échec et de contradiction en contradiction, Mikhaïl Gorbatchev n'en suit pas moins avec beaucoup d'attention l'évolution de la guerre du Golfe. Elle lui fournit le seul terrain où il peut espérer retrouver cette capacité d'initiative qui lui fait partout défaut.

Les Soviétiques ont de l'Irak et de son armée une connaissance que les Américains semblent loin de posséder. Ils ont très vite compris qu'il était plus dangereux pour Saddam Hussein de céder aux injonctions de l'ONU que de faire la guerre. Dans un cas, il perdait son pouvoir en même temps que son influence sur le monde arabe. Dans l'autre, il conservait une chance de garder le premier et de conforter la seconde. C'est pourquoi la stratégie du shérif (« Sortez de la banque, les mains en l'air, avant le 15 janvier ») n'avait guère de chance de réussir.

Bien entendu, le calcul de Saddam Hussein perdait tout sens si les Américains avaient été en mesure de conduire une guerre éclair. Mais, en vérité, cette possibilité n'a jamais existé. Le rapport des forces impli-

quait une guerre relativement longue et coûteuse en hommes, celle que les opinions publiques occidentales ont le plus de mal à accepter.

A l'étonnement des généraux américains, Saddam Hussein a appliqué strictement la théorie de Clausewitz pour qui la défense, lorsqu'elle oblige l'adversaire à dévoiler ses plans, est supérieure à l'offensive. Sans doute ne compte-t-il pas vaincre les armées de la coalition. Son objectif est de tenir suffisamment longtemps pour amener ses adversaires à conclure un cessez-le-feu.

C'est naturellement le sort des armes qui décidera de la nature du cessez-le-feu. Qu'il intervienne après que les Irakiens aient subi une lourde défaite et Saddam Hussein aura perdu son pari. Mais qu'il puisse être imposé avant que sa capacité militaire ne soit détruite et il aura sauvé son pouvoir.

C'est ici qu'intervient M. Gorbatchev. « Nous ne devons pas permettre, a déclaré le président soviétique, aux opérations militaires de se transformer en une situation qui aurait pour conséquence la mort de soldats américains, celle de soldats irakiens et surtout celle de civils innocents ».

Admirable candeur. En votant à l'ONU pour le recours à la force, Mikhaïl Gorbatchev n'avait pas imaginé un seul instant que cela pourrait entraîner la mort de soldats américains et irakiens !

Mais la suite de la déclaration est encore plus intéressante. « Je pense, dit-il, qu'une nouvelle phase approche et qu'elle verra une situation entièrement nouvelle que nous devons évaluer et à laquelle nous devons répondre de façon adéquate ».

La démarche de la France

Ainsi se profile une tentative de médiation soviétique qui jouerait de la non-présence de soldats soviétiques dans le Golfe et qui chercherait à s'appuyer sur les réactions d'une grande partie de l'opinion internationale. Tout en se déclarant fidèle aux résolutions de l'ONU, M. Gorbatchev veut démontrer aux Américains qu'il faut encore compter avec lui et, donc, ne pas trop le gêner dans les affaires de la Baltique. Il s'assure, du même coup, le soutien de l'état-major de l'armée soviétique, qui n'a jamais vu d'un très bon œil l'appui que Che-

vardnadze avait apporté aux États-Unis.

D'une certaine manière, M. Gorbatchev reprend, le conflit une fois engagé, la démarche que la France avait entreprise avec l'espoir de l'éviter. S'affirmer respectueux des décisions de l'ONU et solidaire des États-Unis tout en faisant apparaître la différence aux yeux du monde arabe, telle était l'orientation de Paris. Elle demeurait conforme à toute une tradition diplomatique, mais elle supposait que Saddam Hussein n'avait pas encore tranché entre la paix et la guerre. Or il avait déjà tranché. Nous ne pouvions plus dès lors être des médiateurs. Nous devenions, en fonction des engagements souscrits, des combattants.

Pouvions-nous faire autrement ? J'ai écrit dans le *Monde* du 21 novembre 1990 que, si le recours à la force était parfaitement légitime, « la sagesse voudrait que l'on s'en tienne au blocus ». Et cela pour des raisons politiques (les réactions prévisibles au Maghreb, l'implication d'Israël) et militaires (le potentiel défensif irakien) et non en réaction d'opinions pacifistes qui ne sont pas les mêmes. La guerre engagée, il faut désormais

penser à ce que serait demain le monde si les forces rassemblées à l'appel de l'ONU ne l'emportaient pas. Et donc tout faire pour qu'elles l'emportent, aussi vite que possible.

Il y aura naturellement beaucoup de leçons à tirer de cette guerre. Sur le plan international, il ne devrait plus être possible d'appliquer cyniquement la règle du « deux poids deux mesures ». Mais aussi sur le plan français. La crise a été gérée dans des circonstances difficiles qui ont peiné au président de la République, de faire, une fois de plus, la preuve de sa pugnacité et de son habileté. Mais la France, hélas, n'était que la France. Non pas cette « grande puissance » dont on aime tant parler. Mais la France d'aujourd'hui, celle des défis de l'homme sans doute, mais aussi celle de ses limites économiques et de sa faiblesse militaire.

Un peuple sans ambition est sûrement un peuple qui se résigne au déclin. Mais un peuple sans lucidité risque de précipiter ce déclin au lieu de le conjurer.

► Gilles Martinet est ambassadeur de France.

GLOBE spécial la guerre en face • réflexions

Minc • Adler • Gallo • Léotard • Bergé • Guattari • Wolton • Kepel • Lipovetski • Halter • De Beaucé • Konopnicki • Stéphane • Lévy • Mermet • Ory • Miller • Geremek

Le film des événements
« Neutralité iranienne »

« Chaque fois que... »

K

سجل ١٠١٥٠

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements « Neutralité » iranienne

L'Irak, qui sait ce que guerre veut dire, entend ne pas se laisser entraîner dans un nouveau conflit avec son voisin irakien. L'atterrissage en catastrophe sur son sol, samedi 26 janvier, d'avions de transport militaires et de chasseurs-bombardiers irakiens — sept selon Téhéran, trente-neuf selon le Pentagone — lui a donné l'occasion de renouveler sa profession de foi de « neutralité » dans les hostilités en cours.

Défaillance technique, désertion, mise à l'abri, provocation ? Personne ne sait encore le pourquoi de cette affaire. Toujours est-il que le conseil suprême de sécurité iranien a décidé de saisir les appareils « jusqu'à la fin de la guerre » alors que l'Irak en réclamait la restitution. Parallèlement, Téhéran a pris des dispositions pour apporter une aide alimentaire à Bagdad « compte tenu du manque de vivres et de médicaments » dont souffre son voisin.

Cette « neutralité » n'est-elle faite que de mots ? D'aucuns soupçonnent Téhéran d'avoir livré des pièces de rechange à son voisin à la faveur de ce ballet aérien. Est-elle définitivement acquise ? Certes, le président Rafсандjani vient

d'affirmer qu'il serait « suicidaire » pour son pays d'entrer en guerre contre l'Irak. Mais, ce représentant de l'aile modérée saura-t-il longtemps tenir tête aux durs du régime qui souhaitent une participation aux hostilités au côté de Bagdad ?

Pour l'heure, l'Irak vient de lancer un appel à la coopération internationale pour contenir la marée noire dont Washington et Bagdad se rejettent la responsabilité et qui s'étendrait maintenant sur 48 kilomètres de long et 12 de large, menaçant toutes les côtes du Golfe. Les pays riverains ont pris des mesures de protection de leurs rives et de leurs usines de dessalement.

« Bon chef de guerre »

Les Etats-Unis, pour leur part, ont décidé l'envoi immédiat d'une délégation d'experts pour aider l'Arabie saoudite à lutter contre cette marée noire. Plus efficace : des bombardiers F 111 américains ont détruit les deux collecteurs qui pompaient le pétrole du champ de Mina-al-Ahmadi, situé près de Koweïtville, non loin du terminal de Sea Island.

Où en sont les missions

aériennes purement militaires ? Les forces de la coalition ont déjà effectué plus de 23 000. Selon le Pentagone, elles ont détruit, à ce jour, 49 avions irakiens, coulé ou endommagé 18 navires ennemis. A quand l'offensive terrestre ? De source militaire américaine, on a laissé entendre « qu'elle ne commencerait pas avant le 15 février ». Ces prévisions rejoignent celles de l'amiral Lanxade, chef de l'état-major particulier de M. Mitterrand, faites, dimanche, à l'émission « Sept sur Sept » : « La phase aérienne pourrait durer encore trois à quatre semaines ».

Le Pentagone explique ce retard par le temps passé à réparer les rampes de lancement de missiles Scud : « Plus d'un tiers des missions effectuées depuis une semaine ont été détournées vers cette recherche ». Reste que les forces de la coalition — 483 000 hommes, toutes armes confondues, côté américain — auraient aussi besoin de ce délai supplémentaire pour mieux se déployer sur le terrain.

Dans un communiqué radio-diffusé, l'Irak a averti que « la force rassemblée pour lutter contre les agresseurs améri-

cains et sionistes n'est pas une force conventionnelle », faisant probablement allusion aux armes chimiques et bactériologiques. A cet égard, l'amiral Lanxade n'a pas exclu qu'au moment de l'offensive terrestre, Saddam Hussein (que le général Roquejeoffre, commandant de l'opération « Daguet », a qualifié de « bon chef de guerre »), cherche à utiliser son arsenal non conventionnel.

« Le seuil d'intolérance »

Pour être sûr d'être bien compris, Israël qui, pour la première fois dans son histoire, a consenti à encaisser des coups sans y répondre, a répété, dimanche, par la voix de M. Moshé Arens, ministre de la défense, que « Saddam Hussein a déjà dépassé la ligne rouge » et qu'une riposte de l'Etat hébreu, « au moment opportun », est certaine.

La guerre du Golfe a-t-elle atteint « le seuil de l'intolérance » comme vient de le déclarer le président tunisien Ben Ali ? A son avis, « c'est une erreur politique que de vouloir punir le peuple irakien », soumis, selon lui, à « un déluge de fer et de feu ». Pour leur part, les

représentants des cinq pays membres du Conseil de coopération du Golfe, réunis, samedi, à Ryad, ont réaffirmé que « tout effort entrepris par quelque partie que ce soit doit avoir pour but de convaincre le régime irakien de retirer ses troupes du Koweït ». Ce faisant, le secrétaire général de l'ONU a préjugé, dans un ententeil accordé, un hebdomadaire italien, que le Conseil de sécurité devrait alors « approuver une nouvelle résolution qui retire le mandat qui leur a été confié aux pays qui aident le Koweït à défendre son indépendance ».

Plusieurs attentats, enfin, ont été commis à travers le monde — notamment en Grèce, au Liban et en Turquie — contre des intérêts occidentaux tandis que les mouvements pacifistes mobilisaient, samedi, des foules importantes pour manifester contre la guerre, de Bonn à Washington en passant par Paris et Tokyo. Les plus récents sondages montrent, cependant, que 86 % des Américains approuvent la politique de M. Bush, 77 % des Français celle de M. Mitterrand. Mais 63 % des Américains et 69 % des Français estiment que les hostilités dureront plusieurs mois.

JACQUES DE BARRIN

La situation militaire

« Chaque fois que les avions irakiens volent, nous les battons »

déclare le général Schwarzkopf, le commandant en chef américain

Le mauvais temps qui régnait dimanche 27 janvier sur le sud de l'Irak et le Koweït a une nouvelle fois compromis certaines opérations de bombardements alliés, sans toutefois en interrompre le rythme, qui demeure très élevé puisque dimanche soir l'aviation alliée avait effectué plus de 23 000 sorties aériennes au-dessus de l'Irak ou du Koweït. Certaines cibles, précises et petites, comme les chars ou l'artillerie, ont simplement connu un répit, les pilotes ayant dans ce cas besoin d'observer le résultat de leurs tirs.

Kienne demeure une menace tant qu'il leur restera un avion. Toutefois nous avons gagné et maintenu notre supériorité aérienne. Nous avons la liberté d'action : chaque fois que nous voulons et chaque fois qu'ils volent, nous les battons ».

Jusqu'à maintenant, vingt-six avions irakiens ont été abattus lors d'effrontements aériens. Le général Schwarzkopf a enfin affirmé : « S'ils ne veulent pas venir à notre rencontre, nous les détruirons au sol et ferons de même de leurs abris. Nous casserons ceci d'un par un. Nous l'avons déjà fait et de façon très efficace ».

L'atterrissage en Iran de ces avions

irakiens a en tout cas conforté tous ceux qui continuent de penser que l'armée irakienne, dans les rangs de laquelle les déserteurs ne sont pas jusqu'à maintenant légion, pourrait se débander très vite au moment d'une attaque au sol. Certains réfugiés koweïtiens, arrivés quelques jours avant le début de la guerre, soulignent à cet égard que nombre de soldats irakiens leur auraient confié qu'ils attendaient le contact avec n'importe quelle armée pour se rendre.

Il est vrai que, compte tenu des lignes de défense qu'ils ont devant eux, et de la présence de la garde

républicaine derrière eux, il est hasardeux pour les soldats de Bagdad, qui savent aussi le sort qu'encombreront leurs familles, de fuir. Le fait est toutefois à prouver même si les derniers soldats arrivés, six encore vendredi dont deux officiers venus d'échouer à bord d'un petit canot pneumatique sur la côte saoudienne, affirment tous qu'ils sont en très mauvais état. Selon un témoin de cette reddition, ces soldats n'avaient rien mangé depuis cinq jours, portaient des habits sales et détrempés et semblaient coupés de tout.

En attendant, les menaces de ter-

rorisme proférées par le président irakien sont prises de plus en plus au sérieux par les alliés et les contrées par la police, les forces spéciales ou la Garde nationale saoudienne, parfois doublée de soldats américains, se multiplient le long des routes ou aux abords des villes. Craignant aussi une attaque suicide aérienne, les troupes déployées dans le désert et qui pour beaucoup demeurent en plein mouvement — prenant de plus en plus de précautions pour se protéger. Les convois militaires de jour se font plus rares et les équipements transportés sans arrêt au front sont immédiatement dispersés dans les sables

pour limiter les pertes en cas d'attaque.

Ces précautions pourraient retarder encore la date de l'attaque au sol, qui ne paraît pas en tout pas imminente, les intensifs bombardements n'ayant pas encore, selon un expert, réduit à 50 % — ce que veulent les Américains avant tout engagement terrestre — les capacités militaires du président irakien. Le mauvais temps empêche aussi les satellites de donner une bonne évaluation des dégâts, mais, comme le souligne un officier, il faudra bien « y aller » pour être sûr, rien ne remplaçant jamais l'estimation humaine.

FRANÇOISE CHIPAUX

DHAHRAN

de notre envoyée spéciale

Si aucun avion allié, selon le commandant en chef américain, n'a été perdu pendant ces dernières quarante-huit heures, deux F-15 de l'aviation américaine ont été abattus dimanche, au sud-est de Bagdad, quatre Mig-23. La grande affaire du week-end a toutefois été le nombre élevé d'avions irakiens — plus de trente-neuf à ce jour, dont vingt-trois entre samedi 19 heures et dimanche 19 heures — réfugiés en Iran, selon le général Schwarzkopf (voir par ailleurs).

Tout en se refusant à interpréter de façon précise ces déflections le général a affirmé : « Notre campagne aérienne a commencé à forcer l'aviation irakienne à aller en Iran. » Mais, a-t-il ajouté, « l'armée de l'air ira-

M. Bush n'aura pas recours à la bombe à neutrons
déclare le secrétaire général de la Maison Blanche

Le président George Bush n'aura pas recours à une arme telle que la bombe à neutrons pour hâter la fin du conflit du Golfe, a déclaré dimanche 27 janvier, John Sununu, secrétaire général de la Maison Blanche. « Il n'y a eu personne, même au sein de l'armée, pour proposer pareille mesure », a-t-il dit dans une interview à la chaîne américaine ABC, en réponse à une question sur l'éventuelle utilisation par les Etats-Unis de la bombe à neutrons, dont la caractéristique est de laisser intacts le matériel militaire et les bâtiments tout en tuant les troupes par d'intenses radiations.

Selon M. Sununu, le président Saddam Hussein tentera probablement d'utiliser toutes les armes dont il est en possession, mais ce ne sera pas le cas de George Bush. — (Reuter.)

KEPEL

L'EPREUVE DES FAITS

Gilles Kepel
LA REVANCHE DE DIEU
Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde

SEUIL

Indispensable pour comprendre les soubresauts du monde actuel. *Henri Tincq / Le Monde*

Gilles Kepel démontre que les nouveaux "fous de Dieu" ont entrepris une reconquête, peut-être sanglante, du monde. *Le Figaro*

Dieu attaque. Un livre-événement. *Le Nouvel Observateur*

Un outil de réflexion irremplaçable. *Paul Corentin / Télérama*

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Roman. 99 F

Editions du Seuil

Revanche sur Bagdad

A

Gorbatchev

réflexion

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

L'Iran affirme qu'il gardera « jusqu'à la fin de la guerre » les avions des belligérants réfugiés sur son territoire

Le mystère demeure sur les raisons qui ont conduit les pilotes de sept chasseurs-bombardiers irakiens à se poser, samedi 26 janvier, en catastrophe sur un aéroport iranien (le Monde a écrit 27-28 janvier). Les chiffres eux-mêmes sont matière à contestation. Téhéran admet qu'outre les appareils de combat - dont l'un a pris feu en touchant le sol et a été détruit - quatre ou cinq avions de passagers se sont également réfugiés sur son territoire. Les autorités américaines avancent pour leur part un chiffre total de trente-neuf appareils. Lundi en fin de matinée, à Londres, une source proche du premier ministre britannique allait jusqu'au chiffre de cinquante.

La République islamique, arguant de sa neutralité face au conflit, a saisi les appareils « jusqu'à la fin de la guerre » - et donné aux États-Unis des assurances en ce sens - alors que Bagdad avait réclamé leur restitution ainsi que le retour de leurs pilotes. Alors que deux hypothèses avaient été avancées samedi - celle d'une défection des pilotes ou de leur fuite devant des appareils de la coalition anti-irakienne - les médias iraniens en suggèrent maintenant une troisième : une possible provocation visant à entraîner l'Iran neutre dans le conflit par une violation de son espace aérien, ce qui est pour Téhéran un casus belli.

Le président du Parlement iranien (Majlis), M. Mehdi Karubi, a, pour sa part, indiqué que les pilotes irakiens « continuaient d'être interrogés » et qu'il « n'en sait pas encore ce qu'ils étaient leurs intentions ». Il a ajouté que « les pilotes avaient dit qu'ils étaient dans une situation d'urgence ». Ils ont invoqué, a précisé le président du Majlis, des conditions météorologiques difficiles et un manque d'essence.

Le *Teheran Times*, quotidien en langue anglaise proche du gouvernement de M. Ali Akbar Hashemi-Rafsanjani, écrit toutefois : « On ne peut pas exclure la possibilité que la violation hier (samedi) de l'espace aérien irakien soit une nouvelle tentative visant à entraîner l'Iran dans le conflit ». Les mesures prises par Téhéran « devraient définitivement

décevoir ceux qui ont pensé pouvoir enfoncer l'Iran dans la guerre », souligne le journal.

L'Iran n'a pas moins décidé dimanche d'acheminer une aide alimentaire au peuple irakien, a annoncé à Téhéran l'Association iranienne du Croissant-Rouge (AICR). Ces vivres, dont les quantités n'ont pas été précisées, comprennent du pain, des dattes, du lait en poudre et des biscuits. Le principe de cette aide avait été décidé samedi par le Conseil suprême de sécurité nationale, la plus haute instance de décision politique en Iran, réuni à Téhéran sous la présidence du chef de l'Etat Ali Akbar Hashemi-Rafsanjani.

Le Croissant-Rouge iranien a été chargé de prendre des dispositions en ce sens. Le Conseil a affirmé que cette décision a été prise « compte tenu de la situation difficile provoquée par la guerre en Irak et le manque de vivres et de médicaments ». Téhéran

considère qu'une telle aide n'est pas interdite par les résolutions des Nations unies.

Le président du Parlement iranien Mehdi Karubi a, d'autre part, présenté dimanche à la presse un plan de paix, qui, a-t-il dit, représente « une position personnelle » qu'il a communiquée à d'autres Parlements à travers le monde. Ce plan en cinq points prévoit notamment « un cessez-le-feu immédiat, la fin rapide de l'embargo en vivres et médicaments imposé à la nation irakienne, le départ immédiat des Américains et de leurs alliés de la région, ainsi que celui des forces irakiennes du Koweït ».

Toutes ces forces devraient, selon M. Karubi, être remplacées en Arabie saoudite et au Koweït par les armées de pays islamiques. Le plan prévoit également la création d'un comité regroupant des pays islamiques pour contrôler l'application des points précédents et régler les diffé-

rends entre l'Irak et le Koweït. Le dernier point du plan prévoit « l'arrêt sans condition de l'immigration des Juifs en Palestine » et « la création d'un comité des pays islamiques pour soutenir les luttes pour la libération de la nation palestinienne sur tout le territoire de la Palestine occupée ».

Enfin, le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Taher El Masi, est arrivé dimanche à Téhéran pour une visite de deux jours afin, a-t-il dit, d'examiner avec les responsables iraniens les moyens de parvenir à un cessez-le-feu dans le Golfe. Sa visite doit également préparer l'échange prochain d'ambassadeurs entre les deux pays, qui ont décidé, il y a deux semaines, le principe du rétablissement de leurs relations diplomatiques. L'Iran avait rompu ses relations avec la Jordanie en 1981, en raison du soutien d'Amman à l'Irak dans la guerre de 1981 à 1988. — (AFP, Reuter, AP, UPI)

Défection de pilotes ou ruse ?

Les milieux militaires se disent très intrigués par les mouvements d'avions irakiens en Iran, qui, depuis le début du conflit, ont concerné trente-neuf appareils de tous types dont vingt-trois pour les seuls vingt-quatre heures qui ont précédé l'après-midi du dimanche 27 janvier. Dans ces milieux, on se montre sceptique sur la raison mise en avant par diverses sources : la défection des pilotes irakiens.

Selon des renseignements d'origine française, quatre ou cinq des appareils irakiens qui ont atterri en Iran seraient des avions de ligne, c'est-à-dire des avions du modèle IL-76 (de conception « soviétique ») dont l'Irak possède plus d'une vingtaine d'exemplaires dans sa flotte civile et militaire.

De même source, on précise

qu'il est arrivé que ces IL-76 se soient présentés aux frontières de l'Irak avec l'Iran en étant escortés par des avions de combat irakiens qui ont rebrousse chemin après que leurs pilotes eurent acquiescé à la conviction que ces appareils de transport avaient reçu l'autorisation de se poser en Iran de la part des autorités officielles de ce pays. Cette manœuvre-là fait douter les analystes français que la seule explication à ces transferts soit la désertion d'un certain nombre d'aviateurs irakiens. D'autant qu'on ignore la nature du fret ainsi acheminé et que l'on craint qu'il puisse s'agir de stocks de pièces de rechange, voire de munitions pour armer des avions de combat.

Si la défection de pilotes irakiens n'était pas la seule raison

de ces mouvements observés en Iran, la crainte des milieux militaires, proches de la coalition, est qu'il s'agit d'une nouvelle manœuvre de M. Saddam Hussein pour mettre à l'abri des attaques allées une partie de sa flotte de combat. L'attitude de Téhéran sera déterminante pour la suite des événements, si les Iraniens persistent - comme ils l'ont annoncé - à placer les avions sous séquestre et à interner leurs pilotes jusqu'à la fin des hostilités.

Seule une telle initiative irakienne fera que cette force de frappe irakienne, serait perdue pour la durée de la guerre, au lieu d'avoir été mise en réserve par Bagdad en cas de nécessité.

J. I.

« La chute du régime irakien n'est pas le but politique de la France »

déclare l'amiral Lanxade, chef de l'état-major particulier à l'Elysée

Invité de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, l'amiral Jacques Lanxade, chef de l'état-major particulier de la présidence de la République, a reconnu, dimanche 27 janvier, que les actions décidées par le président irakien sont telles que l'opinion publique considère que la chute de ce régime est nécessaire. Mais ce n'est pas le but politique de la France.

Pour l'amiral Lanxade, dont c'était la première apparition, depuis le début de la guerre du Golfe, sur une chaîne de télévision, avec l'assentiment du chef de l'Etat, « ce qui fait que la politique s'est engagée » sur les objectifs

de la France, « c'est que l'on a confondu le but politique de la guerre, qui est l'annexion du Koweït, l'application des résolutions de l'ONU, et la façon de l'obtenir (...). Or, pour obtenir, comme l'a dit le président de la République, il faut bien s'en prendre aux forces armées irakiennes là où elles sont, et donc au Koweït d'abord, parce qu'il y a là 500 000 hommes, 4 000 chars, 3 000 pièces d'artillerie, et également en Irak là où sont aussi des forces irakiennes importantes ».

A ajouté le chef de l'état-major particulier.

L'amiral Lanxade a estimé, d'autre part, que la phase aérienne de cette guerre devrait durer « entre trois et quatre semaines », mais qu'il faudrait encore, avant d'atteindre une quelconque phase terrestre, « apprécier la capacité de combat de l'armée irakienne, qui est durablement touchée en ce moment ».

« 10 à 20 % des avions détruits »

« On a entrepris de l'attaque aux forces de la garde républicaine », a expliqué le chef de l'état-major particulier. Dans un deuxième temps, on attaque les forces de deuxième catégorie au sud-ouest du Koweït et le long de la côte dans la mesure où l'on veut faire une opération de débarquement. Ces forces là n'opposent pas, selon lui, une grande résistance. « Les combats terrestres occasionneront des pertes beaucoup plus fortes que celles liées à l'action aérienne, mais elles pourront quand même être très lourdes », a-t-il ajouté.

Après avoir considéré que « les potentiels nucléaire et chimique ont été certainement très durement touchés », l'amiral a estimé que l'utilisation des Scud sur Israël ou l'Arabie saoudite précéderait du « terrorisme militaire » qui cherche à atteindre des populations civiles, mais qui n'a pas d'efficacité militaire en lui-même. « On ne peut pas exclure qu'il y ait quelques états chimiques qui aient été réduits (par les Irakiens) mais rien ne permet aujourd'hui de l'affirmer. Si l'Irak

cherche à utiliser les gaz, il utilisera sans doute d'autres moyens, c'est-à-dire d'autres missiles plus courts portés pour le champ de bataille, l'aviation et l'artillerie. Mais, pour l'instant, on ne peut pas prévoir l'amiral Lanxade, que ces choses-là devraient s'effacer ».

A propos de l'armée de l'air irakienne « dont, peut-être, entre 10 et 20 % des avions ont été effectivement détruits », le chef de l'état-major particulier a indiqué : « On ne peut pas exclure quelques actions à caractère presque un peu suicidaire, mais je ne crois pas que l'armée irakienne puisse espérer mener un combat d'importance et coordonné ».

Enfin, l'amiral Lanxade a estimé que la « catastrophe écologique » du déversement de pétrole dans le Golfe, « qui avait été annoncé par Saddam Hussein », ne « devrait pas gêner un débarquement allié, même si cela ne le simplifie pas ».

Il est tout à fait inhabituel, dans l'histoire de la V République, que le chef de l'état-major particulier s'exprime au sujet de l'Etat. L'armée est sous l'autorité de la présidence. Avec la même habileté, M. François Mitterrand, l'amiral Lanxade avait, du reste, été invité auparavant à Europe 1 pour y répondre également à des questions sur la guerre du Golfe. Il s'est vu un délégué de la coalition que le président de la République accorde à l'amiral Lanxade et qui pourrait se traduire, dans quelques semaines, par la nomination de l'armée en poste de chef d'état-major des armées en remplacement du général René Schœn. Ce sera, en définitive, la première fois qu'un maréchal occupe cette fonction, en France, depuis la seconde guerre mondiale.

Faut-il voir aussi, dans cette « médiatisation » progressive des chefs militaires depuis le début de la crise, un tel développement pratique accordé au président de la République destiné à stabiliser l'opinion aux effets d'une guerre plus dure que prévue ? Quelle qu'en soit la raison, ce développement des fonctions de l'armée, en France, depuis la seconde guerre mondiale, est le fait, et il s'accroît - en devenant explicite la pensée politique du chef de l'Etat - sur un terrain qui est peu de leur compétence. En cela, cette pratique est tout à fait contraire, du moins en régime républicain. — J. L.

Après la catastrophe écologique

L'équivalent de trois

La guerre du Golfe a pris, samedi 26 janvier, un tour nouveau avec l'alerte générale à la marée noire et l'intervention de bombardiers américains pour détruire le terminal pétrolier de Sea Island, à une vingtaine de kilomètres au large des côtes koweïtiennes.

D'après les spécialistes français du CEDRE (Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux), basé à Brest, le pétrole d'Al-Ahmedi est de la qua-

lité dite « Koweït Export », très léger et fluide, qui s'évapore dans une proportion de 35 % en vingt-quatre heures et de 45 % en dix jours. Le risque, pour les centrales électriques et les usines de dessalement, est que le brut résiduel mêlé à l'eau de mer ne se coagule en un magma visqueux qui, flottant entre deux eaux, vienne obstruer les crânes des prises d'eau.

Selon un spécialiste saoudien de la météorologie, M. Matari, la nappe n'était plus lundi 28 janvier qu'à deux jours de l'usine de des-

Les précédents

La marée noire, qui est en cours dans le nord-ouest du golfe Persique, pour inhabituelle qu'elle soit, s'ajoute à une liste déjà longue de catastrophes écologiques :

• 18 mars 1967 : les 123 000 tonnes de pétrole échappées du *Torrey-Canyon* souillèrent 180 kilomètres de côtes anglaises et françaises.

• 21 août 1972 : la collision de deux pétroliers répandit dans la mer au large de l'Afrique du Sud 100 000 tonnes de pétrole.

• 19 décembre 1972 : le pétrolier *Sea-Star* fait naufrage dans le golfe d'Oman : 100 000 tonnes de pétrole à la mer.

• 7 juin 1975 : le pétrolier *Sho-wa-daru* avec 237 000 tonnes de pétrole s'échoue dans le détroit de Malacca (près de Singapour).

• 13 mars 1976 : l'*Olympic-Brevy*, pétrolier tout neuf de 250 000 tonnes, échoué depuis deux mois sur la côte d'Ouessant, se casse en deux. Il faudra trois mois pour nettoyer les rivages.

• 12 mai 1976 : l'*Urquiola* explose dans la baie de La Corogne

(Espagne) : 100 000 tonnes de pétrole se répandent dans la mer.

• 16 mars 1978 : l'*Amoco-Cadiz* s'échoue sur la côte bretonne : 230 000 tonnes de pétrole se déversent presque immédiatement sur le rivage.

• 3 juin 1979 : l'éruption du puits mexicain Ixtoc-1 va durer neuf mois et demi et déverser dans le golfe du Mexique au moins 500 000 tonnes de pétrole (1 million de tonnes peut-être).

• Mars 1983 : les installations de champs offshore iraniens du golfe Persique sont endommagées par les Irakiens ; leur production s'écroule dans la mer, mais on n'a jamais eu d'informations précises sur les volumes déversés.

• 5 août 1983 : le pétrolier *Castillo-de-Belver* brûle et coule au large de l'Afrique du Sud avec 100 000 tonnes de pétrole.

• 24 mars 1989 : l'*Exxon-Valdez* s'échoue devant les côtes sud de l'Alaska : 35 000 ou 45 000 tonnes de pétrole vont souiller les côtes.

L'Irak menace d'utiliser de nouvelles armes

Par l'intermédiaire de la presse, l'Irak a implicitement menacé, dimanche 27 janvier, d'utiliser de nouvelles armes dans la guerre du Golfe. « Se trompe celui qui croit que la force de l'Irak repose seulement sur les armes connues qu'il a fabriquées et développées, ou encore sur la supériorité numérique de ses forces terrestres », a écrit le quotidien du gouvernement, *al-Joumhouria*, cité par l'agence irakienne INA.

« Les prochains jours seront plus

dramatiques et commencent une nouvelle ère après que nous ayons annulé à jamais l'entité bâtarde des sionistes », écrit de son côté *al-Qadissiyah*, organe du ministère de la défense.

« Plus Saddam Hussein aura le dos au mur et le sentiment qu'il n'a rien à perdre, plus il aura tendance à vouloir utiliser l'arme chimique contre nous », a déclaré dimanche matin, à la radio israélienne, M. Dany Navet, porte-parole du ministère de la défense. — (AFP)

F-111 contre marée

Suite de la première page

Refaisant un historique précis de cette catastrophe - qui, selon lui, « est antérieure et n'a rien à voir, a-t-il souligné à plusieurs reprises, avec les bombardements américains » - le général Schwarzkopf a affirmé que les vannes de pétrole avaient été ouvertes aux environs du 19 janvier et qu'il avait reçu des rapports sur l'ampleur de cette marée noire le 25 janvier.

A cette date, a-t-il expliqué, « nous avons consulté les experts saoudiens, qui nous ont demandé de mettre le feu à la source de ce flot et de couper son alimentation, qui se trouve à 22 kilomètres. La première chose a été faite : naturellement » au soir du 25 janvier quand, en attaquant un bateau irakien dans la région de Sea-Island, la marine américaine a mis le feu à ce terminal. » Photos à l'appui, le général Schwarzkopf a affirmé que l'incendie de Sea-Island, qui continue, avait toutefois nettement baissé d'intensité et que la fuite de brut, à un point de chargement proche, avait été coupée.

La deuxième demande a été accomplie par deux bombardements, l'un dans la nuit de samedi à dimanche et l'autre dimanche matin, effectués par des F-111 équipés de missiles guidés qui ont détruit très précisément les deux collecteurs pompant le pétrole du champ de Mina al-Ahmedi, situé près de Koweït-City, vers Sea-Island, ralentissant ainsi le déversement du pétrole

dans le Golfe. « Ces dégâts, a souligné le général Schwarzkopf, peuvent, selon les experts, être réparés en deux semaines, et nous avons choisi cette solution parce que nous ne voulons pas, a-t-il dit à plusieurs reprises, libérer le Koweït en le détruisant. Je ne peux pas garantir que tout est fini, a-t-il déclaré encore, seul le temps nous le dira, mais je pense que c'est une opération réussie ».

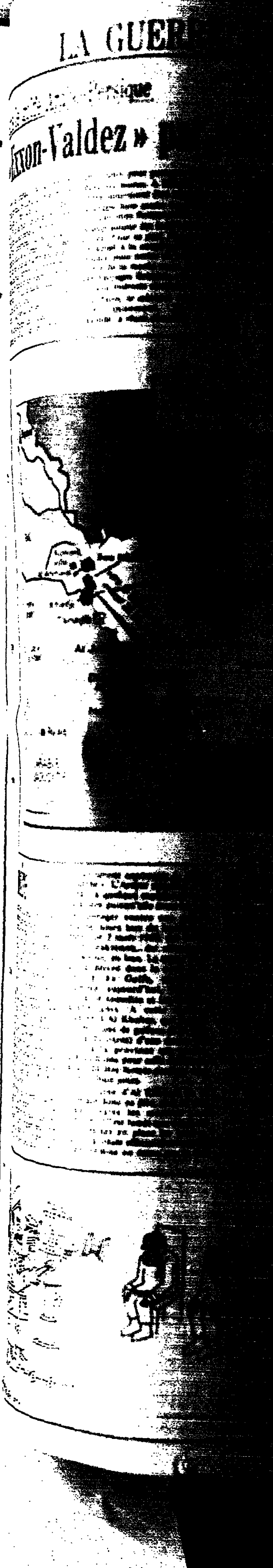
Le général Schwarzkopf a, d'autre part, souligné que cette affaire n'entraverait en rien les opérations militaires qui se poursuivent.

Optimisme discuté

Le commandant en chef de « Tempête du désert » a indiqué que la nappe de pétrole qui dérive dans le Golfe se trouvait à peu près à la hauteur du port saoudien de Ras al-Mishab, au sud de Khafji et au nord de Safaniya, où se trouve le plus grand champ offshore du monde, et de Jubail, où est installée la très importante usine de dessalement de l'eau, qui fournit notamment en eau douce les habitants de Ryad.

Sans vouloir se montrer trop inquiet, certains experts saoudiens ne cachent pas leurs préoccupations quant à la protection de l'ensemble des usines de dessalement de la côte est, qui fournissent 75 % de l'eau douce du pays. A ce stade, tous les spécialistes soulignent cependant le manque d'informations sérieuses et indépendantes dont ils disposent sur

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE



LA GUERRE DU GOLFE

L'équivalent de

dans le golfe Arabo-Persique

« Exxon-Valdez » par jour

lement de Joubail, qui alimente Ryad en eau potable à raison de quelque 120 millions de litres par jour. Pour sa part, le directeur de l'agence saoudienne de protection de l'environnement, M. Abdulrahman al Gati, a affirmé, dimanche 27 janvier, que la marée noire ne menace pas l'approvisionnement en eau potable et en électricité de son pays. « Seule la pêche locale, et donc la pêche, sera affectée, a-t-il dit, et cela pour des années. »

A Abou-Dhabi, un bateau norvégien, le *Al-Wasit*, se tient prêt à

intervenir pour pomper le pétrole dans ses soutes. A Bahreïn, où les côtes pourraient être atteintes par la nappe dans quatre ou cinq jours, des barrières flottantes ont été disposées autour des installations sensibles. Pour sa part, l'Iran a lancé un appel à la coopération internationale pour tenter de contenir les effets de la marée noire. Là aussi, des barrières flottantes ont été placées aux endroits stratégiques.

A Paris, le ministre français de l'environnement, M. Brice Lalonde, a réuni dimanche 27 jan-

vier une cellule de crise, en liaison avec les ministères de la mer et de la défense, pour tenter d'évaluer l'importance et les conséquences de la marée noire. Le matériel du plan POLMAR a été mis en alerte. Il est prêt à être chargé dans des avions dès que le feu vert sera donné par les autorités du Golfe. « Si on ouvre en grand les robinets d'Al-Ahmadi, cela fait à peu près trois Exxon-Valdez par jour ou un Amoco-Cadiz tous les quatre jours », a précisé M. Lalonde.

R. C.

L'approvisionnement de l'Arabie saoudite en eau potable pourrait être directement menacé

La marée noire échappée du terminal d'Al-Ahmadi semble se déplacer vers le sud ou le sud-est. Elle pourrait donc menacer, dans un délai difficile à préciser, deux des plus grosses usines qui produisent de l'eau potable pour l'Arabie saoudite.

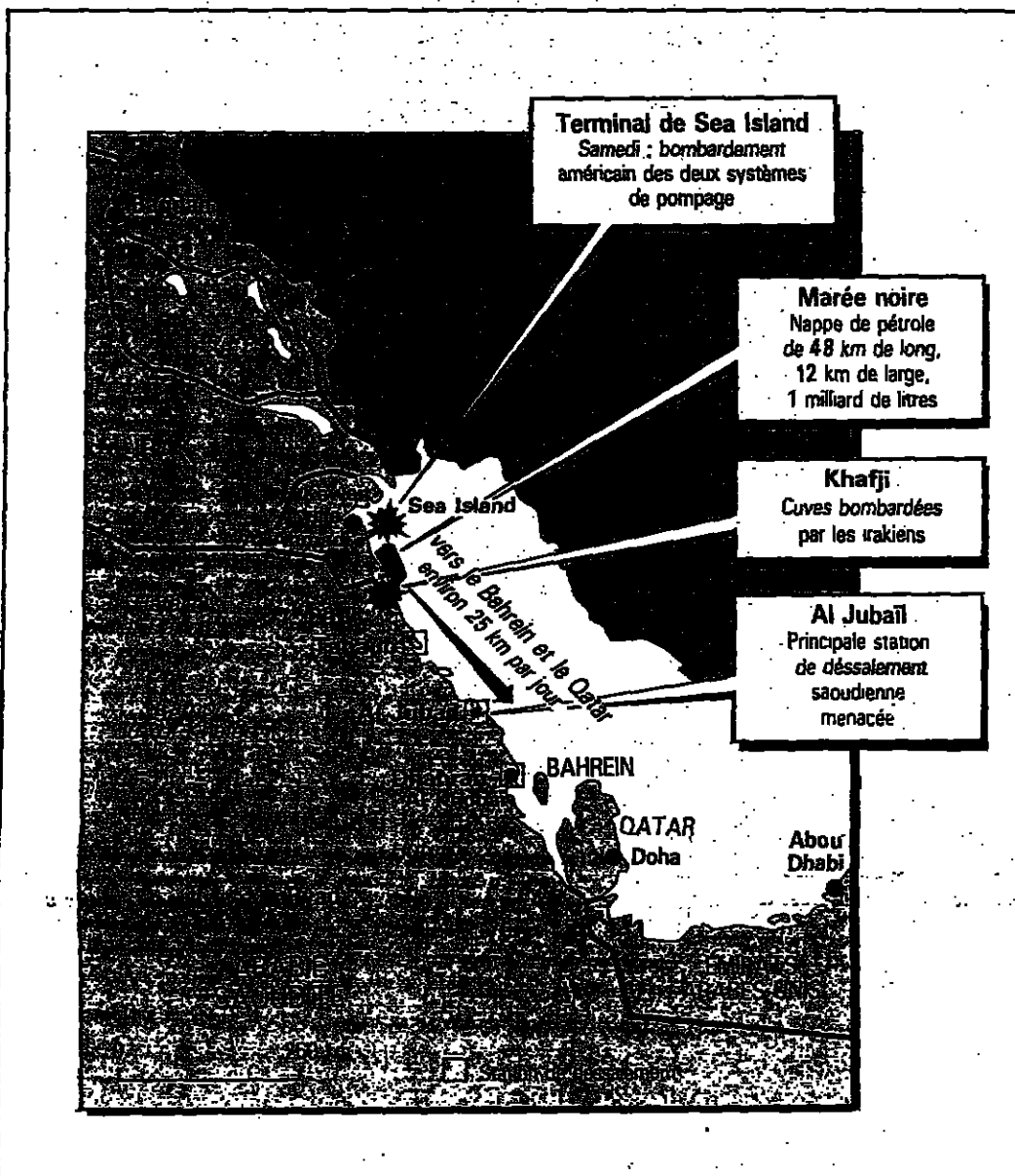
A environ 275 kilomètres au sud-est d'Al-Ahmadi, se trouve la plus grosse usine de dessalement du monde (1 million de mètres cubes par jour) d'Al-Joubail, qui alimente Ryad par un pipe-line de près de 400 kilomètres de long. A une centaine de kilomètres plus au sud-est, il y a, tout près de Dhahran, l'usine d'Al-Khobar qui produit, par jour, 250 000 mètres cubes d'eau douce et de l'électricité (600 mégawatts de puissance installée).

Protégée par une passoire

Pour l'une et l'autre usine, la côte est très plate, si bien que de très gros tuyaux ensablés dans le sol sous-marin vont jusqu'à 500 ou 1 000 mètres du rivage pomper l'eau de mer à 3 mètres en dessous de la surface. Bien entendu, la prise d'eau est protégée par une sorte de passoire (une crépine), tout comme les pompes de la station de pompage sont équipées de filtres rotatifs : tout ce qui a plus de 5 à 6 millimètres est ainsi retenu.

Si le pétrole de la marée noire arrive sous forme de boules de goudron, grosses comme des balles de ping-pong et flottant entre deux eaux, il ne devrait pas pouvoir entrer dans les installations de dessalement. En revanche, si le pétrole arrive sous forme d'une émulsion stable, il faudra arrêter les usines pendant tout le temps où la marée noire restera à proximité.

Y. R.



F-111 contre marée noire

cette nappe qui se serait fractionnée en plusieurs morceaux, dont certains sont en feu. « En temps ordinaire, déclarait l'un d'eux, nous devrions la surveiller et voir de plus près ce qu'il en est. Mais maintenant, c'est impossible. »

Selon le vice-président d'ARAMCO, M. Abdelaziz Al-Hoqail, cette marée noire ne devrait pas avoir « d'effet significatif sur les installations pétrolières saoudiennes ni même sur les usines de dessalement de Jubail et Al-Khobar, qui sont déjà en service protégées par une double rangée de bouées destinées à contenir l'arrivée de la nappe. »

Un optimisme qui n'est toutefois pas partagé par tout le monde, et, comme nous l'affirmait dimanche un ingénieur de l'usine d'Al-Khobar, « si le pétrole risque de toucher les installations,

nous serons contraints de fermer l'usine ». L'Arabie saoudite, il est vrai, a quelque expérience en la matière puisqu'elle avait dû déjà se protéger contre une grande marée noire lors du bombardement, le 2 mars 1983, par l'aviation israélienne, du champ de Nowrouz, en Iran. La nappe avait alors dérivé dans le nord et le centre du Golfe, menaçant, comme aujourd'hui, Bahreïn, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. A cette époque, l'usine d'Al-Khobar, qui fournit 50 millions de gallons (225 millions de litres) d'eau douce par jour à la province est, contre 200 millions pour celle de Jubail, avait dû être fermée pendant cinquante-huit jours.

A l'usine d'Al-Khobar, on se prépare donc au pire, tout en prenant toutes les mesures pour l'éviter. C'est lundi que devaient être mises en place les bouées, dont la totale efficacité est cependant remise en cause par le fait

que, dans cette région, les forts courants et le vent peuvent agiter la mer au point que les vagues de pétrole passent au-dessus du barrage. Pour l'instant on n'en est pas sûr, et aucun signe de détérioration de la situation n'a été constaté par les contrôleurs qui, neuf fois par jour, font des prélèvements au large. « Les gardes-côtes nous avertissent en permanence de la situation », souligne un responsable qui affirme que « le pompage de l'eau se faisant à environ 4 mètres sous le niveau de la mer, si le pétrole est léger cela ne devrait pas être un très gros problème. De toute façon dit-il encore même si nous étions contraints à la fermeture, les puits de la région, surtout en cette saison d'hiver, suffiraient à la consommation. La qualité de l'eau serait certes différente, un peu plus salée, mais tout à fait buvable. »

En fait tout dépendra des courants, de la direction et de la

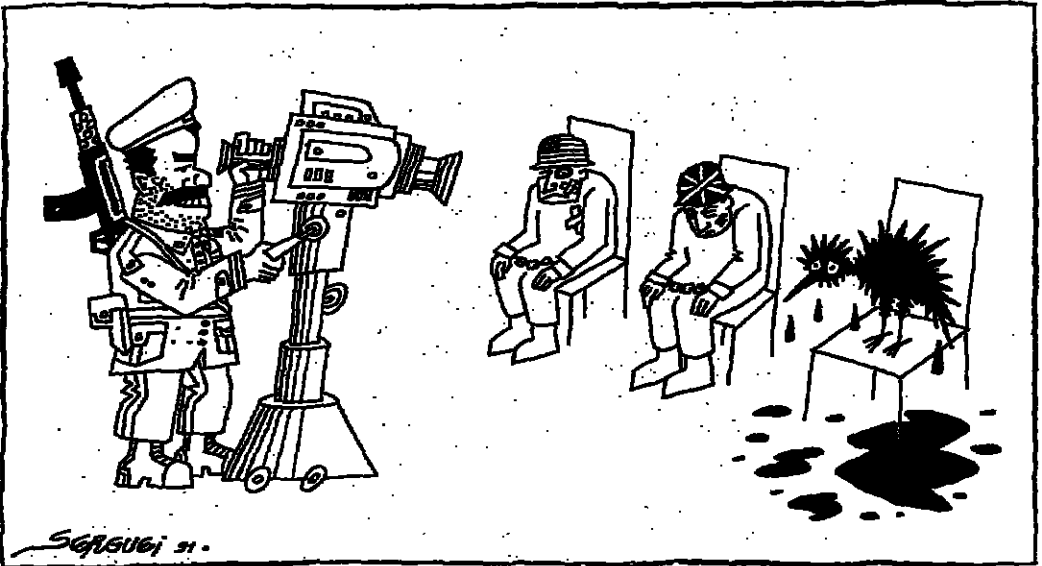
vitesse du vent qui, lundi, soufflait du nord, en rafales. « Normalement, en ce moment, affirme M. Al-Hoqail, la responsable de l'usine d'Al-Khobar, les vents sont plutôt du nord-ouest et la nappe devrait donc se diriger vers l'Iran. »

A la vitesse où elle dérive c'est cependant dans quatre ou cinq jours qu'elle pourrait atteindre la hauteur de Jubail et dans sept à neuf jours Al-Khobar. La côte est de l'Arabie saoudite a trois usines de dessalement dont celle de Khafji, fermée depuis l'évacuation de la ville aux premiers jours de la guerre, celle de Jubail et celle d'Al-Khobar. L'usine de Jubail, contrairement à celle d'Al-Khobar, est mieux protégée car construite au fond d'un lagon qui fait déjà écran. Elle ne devrait donc pas, affirment les experts, être affectée.

La préoccupation qui demeure concerne la faune et la flore « qui ne sont pas, comme l'a souligné le vice-président d'ARAMCO, par ces temps de guerre, la priorité ». Les eaux du Golfe sont très poissonneuses et on peut y trouver notamment des crabes, des tortues, sans oublier les dauphins qui s'ébattent non loin du rivage à Dhahran. Un grand nombre d'experts de plusieurs pays sont attendus ici pour étudier ce qui pourrait être fait, le principal, a toutefois souligné M. Al-Hoqail, étant de protéger « nos installations vitales ». D'ores et déjà il apparaît difficile, sinon impossible, de pomper cette nappe ou de la détruire par voie chimique, ce qui serait sans doute encore plus catastrophique pour l'écosystème.

A Al-Khobar, à 700 mètres de la côte, les quatre pompes tournent aujourd'hui à plein régime dans l'attente que les éléments — ou « la main de Dieu » — déterminent le sort de cette marée noire.

FRANÇOISE CHIPAUX

SOPHOCLE
AntigoneHERMANN HESSE
Narcisse et Goldmund

Peyrefitte

Le LIVRE de POCHES

Littérature générale

ALAIN PEYREFITTE	L'Empire immobile
HERMANN HESSE	Narcisse et Goldmund
PATRICIA HIGHSMITH	L'Inconnu du Nord-Express
JULES ROY	Ce mal étrange
PAUL-LOUIS SULTZER	Mémoires barbares
ALAIN MINC	Les Routes de Pékin
PIERRE MARION	L'Argent feu
DANIEL KARLIN et TONY LAINE	Le Pouvoir sans visage
CLAUDE GALLOIS	L'Amour en France
ANN VICTORIA ROBERTS	L'Homme de peine
ERIC OLLIVIER	Louisa Elliott
RAINER-MARIA RILKE	L'Arrière-saison
	Lettres à un jeune poète

Policier/Thrillers

AGATHA CHRISTIE	Némésis
ROBERT LUDLUM	Sur la route de Gandolfo
ROBERT DALEY	La Nuit tombe sur Manhattan

Biblio/Romans

BOURIMIL HRABAL	Moi qui ai servi le roi d'Angleterre
LEO PERUTZ	Turlupin

Biblio/Essais

JACQUELINE DE ROMILLY	La Grèce antique à la découverte de la liberté
RENE PASSERON	Histoire de la peinture surréaliste

Classiques

SOPHOCLE	Antigone
XXX	Anthologie de la poésie amoureuse de l'âge baroque

Langues Modernes

MICHAEL A. RICCIOLI et MICHAEL P. GRANT	L'Anglais des affaires Livre + cassettes
	Bilingue
E.T.A. HOFFMANN	Don Juan suivi de Le Marchand de sable
	Lire en anglais
PATRICIA HIGHSMITH	Please Don't Shoot The Trees

LA GUERRE DU GOLFE

Les tirs de Scud irakiens et la retenue de Jérusalem

Les Israéliens constatent l'amélioration de leur image dans le monde

Une vingtaine de missiles Al Hussein venus s'abattre sur les populations civiles de Tel-Aviv et Haïfa ont rétabli de façon spectaculaire la position diplomatique et médiatique d'Israël sur la scène internationale. En dix jours, les missiles du président Saddam Hussein, le nouveau héros du monde arabe, ont aussi éradiqué une bonne partie du capital de sympathie accumulé par les Palestiniens en trois ans et demi de patiente et lente révolte contre l'Etat hébreu. La « grande bataille » que vante la propagande irakienne ressemble fort à la « grande défaite » des Palestiniens des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Ce n'est pas l'un des moindres paradoxes du conflit du Golfe.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Jamais sans doute depuis la guerre de 1967 l'image d'Israël n'avait été aussi positive », disait un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Jamais le pays n'avait reçu autant de témoignages de solidarité. Le changement de la position diplomatique d'Israël à plusieurs dimensions. Il s'agit d'abord des relations avec les Etats-Unis. Après des mois de récriminations réciproques, de malentendus, de désaccords ouvertement affichés sur la question palestinienne et la situation dans les territoires occupés, c'est l'embellie et plus encore. En témoignage le resserrement d'une coopération militaire dont le symbole le plus éclatant est la présence de soldats américains venus servir les batteries de missiles antiaériens Patriot qui défendent Israël. L'important pour l'avenir, dit M. Don Gold, un des experts de l'Institut d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv, est que le climat de suspicion qui caractérisait les relations entre le président George Bush et le premier ministre Itzhak Shamir ait été dissipé.

Le changement n'est pas moins spectaculaire dans les relations avec la CEE, premier partenaire commercial d'Israël. Après avoir été parmi les plus critiques des

Occidentaux à l'encontre de la politique d'Israël en Cisjordanie et à Gaza, les Européens – souvent pour se faire pardonner leur rôle dans la composition de l'arsenal irakien – changent de ton, eux aussi, à l'égard de l'Etat hébreu. Après l'Allemand Hans-Dietrich Genscher, puis le Français Thierry de Beaucourt, c'était, dimanche 27 janvier, au tour du secrétaire général du ministère italien des affaires étrangères, M. Bruno Botai, de faire le voyage de Jérusalem pour manifester sympathie et solidarité. Inutile de dire que, s'ils sont épuisés par ce carrousel, les fonctionnaires du ministère israélien des affaires étrangères n'en affichent pas moins un certain sourire : on avait rarement été aussi courtisé depuis le début de l'intifada.

A en croire la presse israélienne, la CEE s'apprêterait à verser à l'Etat juif quelque 210 millions de dollars pour les dommages de guerre. Elle a levé toutes les restrictions à la coopération scientifique décidées l'an passé pour protester contre la fermeture des universités palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza (lesquelles universités sont, bien sûr, toujours fermées). Enfin, elle serait disposée à reprendre les pourparlers avec Israël sur les problèmes commerciaux à l'horizon 1993 – c'est-à-dire sur les ajustements nécessaires au moment de l'entrée en vigueur du marché unique – sans attendre des progrès simultanés sur le règlement de la question palestinienne. A Bruxelles, on avait établi un « lien » entre les deux sujets. Il n'en serait plus question.

« La question palestinienne reviendra... »

Les témoignages de sympathie viennent aussi du Japon, d'Amérique latine, d'Europe de l'Est, dit-on au ministère des affaires étrangères. Ils viennent encore des organisations de la Diaspora, dont les délégations se succèdent à un rythme accéléré dans les grands hôtels de Jérusalem et de Tel-Aviv. Si l'importante communauté juive américaine avait éprouvé des doutes et des inquiétudes au moment de l'intifada, la voici remobilisée et promettant une aide de 400 millions de dollars à Israël d'ici au mois de mars.

Toute la question est de savoir,

relevaient les mêmes sources, combien de temps durera cette période de grâce et quel impact elle aura sur la situation diplomatique de l'après-crise. L'évolution des combats sera décisive. Si Israël est amené à répliquer aux attaques irakiennes et si cette réponse a pour effet d'étendre la guerre à la Jordanie et de « fragiliser » la coalition

durables pour l'après-crise. « A coup sûr, la question palestinienne reviendra sur le devant de la scène, expliquait un haut fonctionnaire : il est même possible que l'OLP réussisse à « s'en sortir » en moins avec les Européens, sinon avec les Américains. Il y aura des pressions sur nous pour un règlement régional. Mais, cette fois, les impératifs

missiles Patriot. Au total, indiquait-on de source américaine, vingt-cinq fusées Al Hussein (des Scud soviétiques modifiés) ont été tirées sur Israël depuis le début de la guerre. Quatre personnes sont mortes – dont trois victimes de crise cardiaque – des dizaines d'autres ont été blessées. Les dégâts matériels sont importants :

tés de l'Irak dans ce domaine. Cette fois, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, a lui aussi, mis en garde, durant le week-end, contre « une nette possibilité » que les Irakiens utilisent les gaz. L'Irak a, depuis le premier tir de missiles, « franchi une ligne rouge » en ce qui concerne l'Etat hébreu, a expliqué, pour sa part, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, et, selon lui, cela entraînerait une riposte « en temps opportun », en coopération avec les Etats-Unis. Une partie de la presse laisse entendre que la probabilité, de plus en plus grande, d'une attaque chimique contre Israël pourrait inciter le gouvernement à tenter, plus vite que prévu, une opération contre les rampes de lancement irakiennes.

Sur les écrans de télévision, les images d'Israéliens portant leur masque à gaz, errant, hébétés, dans les décombres d'un quartier de Tel-Aviv touché par un missile, ont remplacé celles des jeunes Palestiniens en kaffieh, affrontant l'armée à Naplouse ou à Gaza, la pierre à la main. Cela compte beaucoup. Les Israéliens l'ont compris, et le gouvernement a multiplié les efforts pour recevoir et aider les quelque mille journalistes étrangers qui se trouvaient aujourd'hui en Israël. Des centres de presse ont été aménagés dans les grands hôtels. Certains ministres ou vice-ministres consacrent l'essentiel de leur temps à « commenter l'événement » pour les télévisions américaines. La rumeur veut que pour trouver le vice-ministre des affaires étrangères, « le bulldozer du micro », M. Benjamin Netanyahu, mieux vait se rendre au studio de la chaîne américaine CNN qu'au ministère.

Il n'y a eu, jusqu'à présent, qu'une seule limite au travail de la presse en Israël même. La censure interdit de rapporter avec exactitude dans les journaux israéliens les déclarations de responsables irakiens. « Nous ne pouvons pas faciliter le travail des « journalistes » irakiens », a déclaré le général Nabil al-Nabhan, le général Nabil al-Nabhan, a conseillé aux représentants de la presse : « Si vous voulez vous suicider, faites-le ailleurs qu'ici ».

ALAIN FRACHON

Missiles sur Haïfa

HAÏFA

de notre envoyé spécial

Haïfa illumine la baie. Mais ces lumières n'éclairent qu'un quartier désert. Les rues sont vides ; restaurants et cafés aussi. Il est 19 heures. « S'asseoir là et attendre de voir si sa maison va être détruite... c'est très étrange », A.-B. Yehoshua sourit. « J'essaie de garder le moral mais il y a des hauts et des bas ».

En cette fin de sabbat, samedi 26 janvier, Haïfa devrait déborder d'activité. Mais depuis plus d'une semaine, tout a basculé et, comme l'écrivain, tout le monde est calfeutré chez soi.

22 heures : les sirènes retentissent. Cinq minutes plus tard un bruit infernal éclate, comme si une multitude de trains sillonnaient la ville à pleine vitesse. Les vitres trébuchent sous l'effet de la déflagration. Puis le silence s'abat à nouveau sur Haïfa. Le tout n'a duré que quelques secondes. Dans les pièces étanches, on ne voit des visages

que les yeux sous le masque à gaz. A la radio, branchée en permanence, les consignes se succèdent. Seuls les habitants des régions situées au sud de la ligne Ashkelon-Hebron peuvent maintenant retirer leur masque. C'est ensuite au tour de celui de Jérusalem de pouvoir sortir des pièces « isolées ».

22 h 30 : deuxième alerte. Attente. Haïfa est cette fois épargnée. Mais les consignes sont formelles : les habitants de cette ville ainsi que ceux de Tel-Aviv doivent rester calfeutrés. A 22 h 45, fin de l'alerte, tout le monde est « libéré ». A 22 h 52, la radio se met à diffuser avec insistance un message : erreur, l'alerte continue pour Tel-Aviv et Haïfa. Il est trop tard, et peu de gens reviennent au confinement.

Le bilan de cette sixième attaque contre Israël en neuf jours n'est connu que plus tard : aucune victime, dégâts mineurs. Les Patriot ont rempli leur mission et ont intercepté tous les

missiles irakiens – dont trois sur Haïfa. Des fragments sont tombés sur des villages arabes de Galilée. Il est vrai que M. Saddam Hussein a dit qu'il ne faisait pas de différence entre juifs et Arabes israéliens.

« C'est une drôle de guerre », dans laquelle « les rôles sont inversés », dit A.-B. Yehoshua : « Nous sommes là dans notre pièce étanche avec nos masques à gaz et c'est mon fils, soldat dans une unité de parachutistes stationnée en Cisjordanie, qui est très inquiet pour nous. » Ce sentiment de paralysie est déprimant, même si l'on est d'accord avec la politique de retenue observée jusqu'à présent par Israël.

En écho, ces quelques lignes du *Jerusalem Post* à propos de l'attaque de vendredi dernier : « Toutes les victimes sont des habitants de centres urbains, et le seul soldat blessé était chez lui, en permission, lorsque le missile est tombé ».

Y. H.

plus de trois mille appartements endommagés, des dizaines de milliers de sans-abri, des rues ravagées, des commerces détruits, etc.

Efforts en faveur de la paix

En ce début de semaine, les autorités israéliennes ont annoncé que Saddam Hussein préparait une attaque avec des missiles à charge chimique. C'est aussi le point de vue des Etats-Unis, qui, jusqu'à présent, avaient douté des capaci-

de sécurité d'Israël seront mieux compris.

Pour l'heure, la « politique de retenue » rencontre toujours l'assentiment de la population israélienne. A en croire un nouveau sondage publié dimanche, 90 % des personnes interrogées approuvent la ligne du gouvernement Shamir. Même si les tirs répétés de missiles irakiens pèsent sur le moral. Samedi soir, une nouvelle salve – la sixième – dirigée sur les régions de Tel-Aviv et Haïfa a été interceptée par les missiles anti-

Logés à la même enseigne, celle de la peur

Arabes et juifs d'Israël ont un peu plus le sentiment d'appartenir à une même communauté

« Cette fois, les deux peuples (Arabes et juifs en Israël) font face à l'ennemi et à la mort en même temps. Celles-ci entrent dans chaque maison, dans les écoles (juives) comme dans les écoles (arabes). Cela ne peut pas ne pas avoir de répercussions sur les consciences juives et palestiniennes. Les deux peuples ne pourront pas garder l'expérience de la « paix étanche » (à l'abri des gaz). » Ainsi l'écrivain arabe israélien Emilie Habibi interpellait-il, la semaine dernière, un autre écrivain israélien, juif, Avraham B. Yehoshua, lors d'un débat publié par le quotidien *Haaretz*.

HAÏFA

de notre envoyé spécial

Saddam Hussein aurait-il réussi, par ses tirs de missiles contre Tel-Aviv et Haïfa, la grande ville mixte – juive et arabe – du nord d'Israël, à rapprocher deux communautés qui, bien qu'appartenant au même pays, n'ont finalement jamais fait que « cohabiter physiquement », comme le dit un universitaire – juif – israélien ? Celui-ci, Maurice Krieger, estime que « la société juive est incontestablement plus persuadée qu'auparavant de l'appartenance des Arabes israéliens à l'Etat ». En raison essentiellement de l'absence d'ambiguïté dans les prises de position de ces derniers et de leur manifestation de solidarité avec les populations directement

touchées par les missiles Al Hussein. Une solidarité qui s'est notamment manifestée par des offres d'hébergement adressées aux sinistrés juifs. Dans l'esprit de la majorité juive, estime encore Maurice Krieger, le « divorce » est nul entre les Palestiniens des territoires occupés « qui ont dansé sur les toits » à l'annonce du tir de missiles sur Tel-Aviv ou Haïfa – et les Arabes israéliens. Mais il y a surtout « la communauté de menace » à laquelle sont exposés juifs comme Arabes. Et ce pour la première fois dans une guerre dans laquelle est impliqué Israël, puisque les Arabes israéliens – mis à part quelques exceptions – ne sont pas appelés sous les drapeaux. Ils sont quelque sept cent mille sur une population totale d'environ quatre millions et demi d'habitants.

« S'il devait y avoir un effet Saddam sur les relations entre juifs et Arabes israéliens, ce serait certainement en bien, en montrant une solidarité renforcée et un plus grand sentiment chez les juifs de l'appartenance des Arabes à l'Etat d'Israël », renchérit de son côté Zaki Klatman, chercheur en endocrinologie à Haïfa, où il est installé depuis près de quinze ans. « Nous sommes sur le même bateau », ajoute-t-il.

Une expérience commune qui, aux yeux de A. B. Yehoshua, donne un sentiment « de participation ». Il rappelle à cet égard une manifestation organisée quelques jours à peine avant le déclenchement de la guerre par le

mouvement La paix maintenant et à laquelle les Arabes israéliens avaient été conviés. Parallèlement à cette « communauté de destin », explique-t-il, ceux-ci ont réussi à « garder leur identité » arabe. De leur côté, les juifs israéliens auraient, selon l'analyse de Yehoshua, quelque peu abandonné « l'image monolithique » des Arabes qu'ils avaient.

« Espoirs d'être des citoyens égaux »

Un phénomène dont les Arabes d'Israël bénéficient maintenant. « Finalement, quand on examine ces relations une fois le conflit terminé, si quelqu'un écrit un livre

dans vingt ou trente ans sur la nature des relations avec une communauté arabe au sein d'Israël pendant cette guerre, on s'apercevra que c'est un succès ».

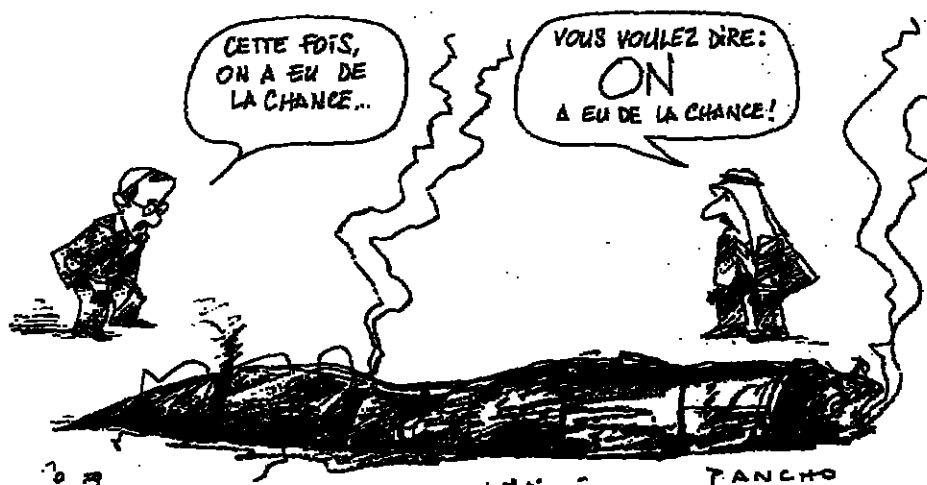
Le jugement est beaucoup plus nuancé côté arabe. Si Ibrahim Jeris, professeur à l'université de Haïfa, souligne qu'effectivement Arabes et juifs en Israël « reçoivent les mêmes missiles, partagent la même peur, se trouvent dans le même bateau », que « les missiles frappent aveuglément tout le monde » et que « nos rapports avec nos amis juifs sont meilleurs », il assure aussi que les Arabes « sont plus frustrés » car « nous pensons que la guerre ne

peut rien résoudre et que la seule solution pour régler les conflits au Proche-Orient réside dans la négociation ». C'est pour cela, poursuit-il, que les Arabes israéliens ont soutenu la position de la France avant que la guerre n'éclate. Or l'attitude de Paris est aujourd'hui la cible privilégiée de très violentes attaques de la part du pouvoir israélien, ainsi que d'une très grande partie de la population juive.

Certes, « la situation actuelle peut aider à améliorer les relations entre juifs et Arabes israéliens (...) et l'on peut attendre quelque chose de positif de cette situation », mais à deux conditions : « Qu'Israël n'intervienne

pas directement et que l'Irak ne soit pas rasé. » Car, dit Ibrahim Jeris, « le véritable problème est le sort des Palestiniens des territoires occupés : qu'ils aient leur identité ». Or, l'entrée en guerre d'Israël – « une riposte brutale » ou une invasion de la Jordanie, estime-t-il, « reporterait toute solution de la question palestinienne à une trentaine d'années encore ». Et « seule la création d'un Etat palestinien permettra aux Arabes israéliens de se sentir enfin citoyens d'Israël à 100 %, à part entière », d'éliminer ce sentiment d'être des « citoyens de deuxième classe ». « Toutes les guerres sont venues contrarier nos espoirs d'être des citoyens égaux aux juifs », dit-il, pour relever la « suspicion » manifestée à leur égard de la part de nombre de juifs. Un sentiment d'inégalité alimenté par la discrimination qui frappe les Arabes dans certains domaines : l'armée, la propriété foncière... Ce n'est pas, à ce propos, la mise en garde lancée au début du conflit du Golfe par le ministre de la police aux Arabes israéliens – leur recommandant, tout comme aux Palestiniens, de se tenir tranquilles – qui pourrait donner aux premiers – à l'heure actuelle, l'impression d'appartenir tout à fait à l'Etat d'Israël. Cette mise en garde « nous a profondément choqués », souligne Ibrahim Jeris. « Nous n'avons jamais rien fait contre Israël, lors des précédentes guerres », dit-il, avant de demander : « Ne sommes-nous pas israéliens ? »

YVES HELLER



Jeep 101 SD

... Le Monde • Mardi 29 janvier 1991 7



Rolf Blum, qui a sauvé une petite fille de trois ans d'une maison en flammes.

Il s'en est fallu de quelques secondes... Nous les lui avons données.

Pour Rolf Blum, il y a des secondes qui valent une vie. Pour lui comme pour tous les pompiers du monde, pouvoir rester quelques instants de plus au contact du feu est vital. Quelques secondes de plus... qui ont demandé plusieurs années de collaboration entre Du Pont de Nemours et les services de sécurité.

Le résultat : Le NOMEX® III, une fibre légère, résistante

à la chaleur et aux flammes, qui permet de travailler au plus près du foyer.

C'est un équipement en NOMEX III qui a permis à ce pompier de sauver cette petite fille.

Aujourd'hui, les brigades de sapeurs-pompiers de nombreuses villes comme Francfort, Milan et Londres sont équipées de vêtements en NOMEX III.

Du Pont et la vie...

La sécurité est précisément un des domaines dans lequel Du Pont réalise d'importantes innovations. En consacrant un budget de Recherche et de Développement de plus de

7 milliards de francs par an et en travaillant en étroite collaboration avec les spécialistes de domaines aussi variés que l'industrie, l'agriculture et la médecine... Du Pont de Nemours met la

technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter :
Du Pont de Nemours (France) S.A.;
137 rue de l'Université, 75554 Paris
Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

* Marque déposée de Du Pont de Nemours

De meilleurs produits pour une vie meilleure.

DU PONT

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions dans le monde

L'URSS : « Nous sommes dans la même alliance »

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, en visite à Washington où il devait, lundi 28 janvier, poursuivre ses entretiens avec M. James Baker et rencontrer le président Bush, a déclaré samedi : « Il n'y a pas de différence entre les États-Unis et l'URSS en ce qui concerne l'approche de base de la crise du Golfe. Nous sommes dans la même alliance. » « Je crois que ce qui est en cours est parfaitement conforme aux résolutions des Nations unies, dont le but est de libérer le Koweït de l'agression », a-t-il ajouté, en répétant toutefois son inquiétude devant « le risque que le conflit évolue vers la destruction de l'Irak et vers de lourdes pertes de part et d'autre ».

A Paris, le conseiller diplomatique de M. Gorbatchev, M. Vadim Zagladine, a affirmé que l'URSS, tout en étant avec le Conseil de sécurité pour forcer l'Irak à quitter le Koweït, conservait « des contacts avec l'Irak » et « la possibilité de dialoguer si nécessaire ».

Il a qualifié d'« acte d'agression » les tirs de missiles Scud sur Israël et estimé que l'État hébreu a « droit à la sécurité comme n'importe quel autre État », qu'il a le « droit de se défendre ». Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire italien *Panorama*, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, estime que si l'Irak évacuait le Koweït, le Conseil de sécurité devrait adopter une résolution retirant son mandat à la force multinationale et que l'action diplomatique de l'ONU pourrait alors reprendre. Il tient cependant pour peu probable une telle hypothèse et rappelle que M. Saddam Hussein est resté sourd aux appels qu'il lui a lancés les 15 et 22 janvier, de même qu'à la demande d'entreprendre dans le même sens par M. Gorbatchev. M. Perez de Cuellar souligne d'autre part que, si l'intervention de la force multinationale découle de la décision du Conseil de sécurité d'autoriser le recours à la force, la guerre n'est pas menée par les Nations unies, et que les soldats qui la font ne sont pas des casques bleus.

De nombreux contacts diplomatiques se sont poursuivis pendant le

week-end, au Moyen-Orient notamment. Ils visent soit à « convaincre l'Irak de retirer ses troupes du Koweït », comme le préconise un communiqué publié samedi à Ryad par le Conseil de coopération du Golfe (CCG), soit à rechercher un cessez-le-feu. Dans leur communiqué, les ministres des affaires étrangères du CCG expriment leur « profonde considération aux pays frères au sein desquels ils ont adopté une attitude ferme face à l'agression irakienne ».

Tandis que le président du Parlement libanais adressait à plusieurs de ses homologues étrangers un « plan de paix » qui prévoit un cessez-le-feu immédiat (voir par ailleurs), divers contacts entre l'Algérie, l'Inde, l'Iran, la Chine, la Zambie, ont eu lieu ces derniers jours. Il s'agit de préparer une initiative du Mouvement des non-alignés, dont les ministres des affaires étrangères se réuniront en février à Belgrade.

De son côté, M. Yasser Arafat est arrivé samedi à Rabat, où il a été reçu dans l'après-midi par le roi Hassan II, sans que rien n'ait filtré de la teneur de l'entretien. L'agence libyenne officielle JANA a rejeté samedi sur l'Irak la responsabilité de l'échec des « efforts arabes et internationaux » visant à arrêter la guerre. Le ministre libyen des affaires étrangères, M. Ibrahim Bichar, n'en a pas moins convoqué dimanche l'ambassadeur de France à Tripoli, M. Pierre Blouin, pour lui faire part de « l'étonnement de la Grande Jamahiriya » après les interventions de l'aviation française en Irak. Les autorités libyennes, « au sein de l'Union du Maghreb arabe », étaient félicitées de la position de la France, qui avait proclamé son engagement à « opérer en territoire koweïtien », a-t-il dit.

Le président égyptien Hosni Moubarak a quant à lui envoyé dimanche son ministre des affaires étrangères, M. Essam Abdel Meguid, à Washington, où il devait rencontrer M. Bush et Baker pour faire le point sur la situation après onze jours de guerre. M. Moubarak avait exclu la semaine dernière toute cessation des hostilités tant que l'Irak n'aurait pas accepté d'évacuer le Koweït. (AFP, Reuters, AP)

En Jordanie, la presse multiplie les articles contre la France

Le ton de la presse jordanienne contre la France ne cesse de monter jour après jour. Les éditoriaux et les commentaires dénoncent la duplicité du gouvernement français se multipliant dans les quotidiens en langue arabe.

AMMAN

de notre envoyé spécial

Dimanche, le journal *Al Rafi*, le plus influent des organes de presse jordanienne avec une diffusion de 60 000 exemplaires, a franchi un nouveau degré dans l'escalade en publiant un commentaire au vitriol intitulé : « La France nous a grandement surpris et déçus », qui fustige la récente décision de Paris d'interdire trois publications arabes favorables à l'Irak. L'auteur de l'article qualifie le régime français de « répressif », d'« hostile à la liberté, à la démocratie et à la culture », et s'en prend particulièrement au Parti socialiste, dont « le peuple arabe a une expérience amère depuis l'époque de Guy Mollet en 1956 jusqu'à celle de Mitterrand en 1991 », et qui a fait de la France « un simple protecteur américain combattant sous le commandement des États-Unis et obéissant à ses ordres ».

Le roi se dit « choqué »

Dans le même journal, un certain Sultan Hattab s'en prend aux intellectuels arabes qui croient en la démocratie française, laquelle, à la suite de l'épave de la « crise du Golfe », s'est avérée totalement pourrie. « Elle présente de l'extérieur l'apparence du marbre, mais ne contient à l'intérieur que de la saule ».

Ces commentaires auraient pu à la rigueur passer inaperçus dans le climat passionnel qui prévaut actuellement à Amman, si l'auteur du premier article, Khalid Mahadine, un ancien journaliste, n'occupait au palais royal les fonctions de conseiller de presse du souverain.

L'ambassadeur de France à Amman, M. Denis Bauchard, s'est rendu dans la matinée de dimanche auprès du prince héritier Hassan, pour lui faire part de son « étonnement ». Le frère du roi lui a donné l'assurance que l'article en question ne reflétait nullement le point de vue des responsables jordanien et qu'un tel « incident » ne se renouvelerait pas.

Interrogé à ce sujet lors d'une conférence de presse accordée aux journalistes français en fin d'après-midi, le souverain haïmène s'est départi de son calme habituel pour désavouer en termes vifs les affirmations et le comportement de son conseiller de presse. « J'ai été choqué, déçu et profondément décontenancé par ce commentaire, avec lequel je suis en total désaccord », a-t-il dit, ajoutant que les propos de Khalid Mahadine n'engageaient que son auteur, et que ce dernier n'avait pas le droit de s'exprimer de cette manière, « vu les fonctions qu'il occupe au palais royal ».

Le souverain avait auparavant pris le contre-pied des affirmations de son conseiller en soulignant qu'il avait toujours entretenu « des relations d'amitié, de confiance et de respect mutuel avec la France », et qu'il était sûr que celle-ci ferait tout son possible « pour empêcher le dérapage vers un avenir réellement sombre et dangereux si le cours de la situation actuelle (n'était) pas redressé et la paix recherchée aussitôt que possible ». « La France, a-t-il ajouté, a encore en rôle à jouer dans cette région et dans le monde ».

L'incident de dimanche semble donc clos et n'aura vraisemblablement pas de conséquences fâcheuses sur les relations entre Paris et Amman, mais il illustre une fois de plus le fossé qui existe entre l'attitude modérée des dirigeants jordanien, et celle, plus passionnelle, des milieux officiels et populaires en ce qui concerne la position à adopter dans le conflit actuel.

JEAN GUEYRAS

En Algérie, le Front islamique du salut appelle à une manifestation pour le 31 janvier

Le Front islamique du salut (FIS), principal parti d'opposition en Algérie, prévoit une manifestation jeudi 31 janvier à Alger pour appuyer ce qu'il estime être « un droit des nouvelles générations à une éducation militaire, physique et civique ». « Nous avons un rendez-vous avec la nation, dans la paix, la discipline et conformément aux lois en vigueur. Nous allons voir ce que dit la nation sur le contenu du discours du président (Chadli Bendjedid). (...) Nous rassemblerons ce que la capitale peut contenir de citoyens », a déclaré samedi le président du FIS, M. Abassi Madani, lors d'une conférence de presse.

Au cours d'une session parlementaire consacrée à la guerre du Golfe, M. Chadli Bendjedid avait, sans les nommer, mis en garde mercredi les intégristes contre « l'activisme (pro-irakien) dans un cadre anarchique en usant de la surenchère et de la démagogie à des fins électorales » (Le Monde du 25 janvier). Le FIS avait mobilisé

près de 400 000 personnes pour réclamer un droit à l'entraînement militaire de volontaires dans les casernes et les écoles de l'armée.

Pour sa part, l'un des chefs de l'opposition algérienne, M. Hocine Ait Ahmed, président du Front des forces socialistes (FFS), a lancé, dimanche, « un appel à tous les dirigeants, notamment Saddam Hussein et George Bush », pour « mettre fin le plus vite possible » à la guerre, « dont les grands perdants seront notamment la démocratie, la légalité et les Palestiniens ».

Invité au « Club de la presse » d'Europe 1, le président du FFS a critiqué Saddam Hussein, mais aussi les États-Unis, qui ont fait preuve, selon lui, d'une « trop grande précipitation », et a plusieurs reprises la France, qu'il a accusée de n'avoir pas utilisé son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour « bloquer l'engrenage ».

En Tunisie, M. Ben Ali tente d'apaiser les inquiétudes de la communauté étrangère

TUNIS

de notre correspondant

M. Ben Ali se devait de répondre aux « attentes nationales » de son opinion. Il l'a fait samedi 26 janvier dans une allocution radiotélévisée en condamnant en termes particulièrement durs la guerre menée contre l'Irak, mais en demandant en même temps à ses compatriotes de conserver leur calme et, surtout, de ne pas s'en prendre aux étrangers et à leurs biens.

En s'élevant contre « la destruction et la dévastation » de l'Irak, qui atteignent « le seuil de l'intolérable », M. Ben Ali a voulu manifester publiquement qu'il se trouvait en parfait accord avec la Tunisie profonde, qui vit intensément depuis deux jours à l'heure de la pierre du Golfe. « Il est de notre devoir, face à l'œuvre de destruction de l'Irak, d'exprimer notre profonde réprobation des développements destructeurs contraires aux impératifs de la paix, aux valeurs humaines et aux principes sur lesquels ont été fondées les Nations unies », a-t-il déclaré. « Nous considérons que c'est une erreur politique, une erreur de jugement que de vouloir punir le peuple irakien ».

Dans son allocution, le président s'est constamment référé au « peuple irakien » en proie « au déluge de fer et de feu », sans jamais faire allusion à M. Saddam Hussein, dont le nom est pourtant saisi dans la plupart des manifestations populaires. Il s'est aussi indirectement démarqué de la presse et des partis de l'opposition. Alors que plusieurs journaux paraissent s'employer à attiser la haine et que de mystérieuses lettres de menaces sont par-

venues à des ambassades occidentales, M. Ben Ali s'est efforcé d'apaiser les appréhensions qui peuvent se manifester dans la communauté étrangère. Il a demandé aux Tunisiens, qui ont déjà fait preuve « de maturité et de sens civique » dans leur solidarité avec l'Irak, « de faire preuve de responsabilité et de calme en veillant à la sécurité et aux intérêts des résidents étrangers qui se trouvent parmi nous et de tous ceux qui sont là pour contribuer au développement du pays, conformément aux traditions millénaires d'hospitalité qui font notre réputation ».

Même si la Tunisie veut continuer à se réclamer de la légitimité internationale, celle-ci n'en est pas moins déçue de constater qu'elle n'est pas appliquée pour tous « selon les mêmes normes et les mêmes critères ». M. Ben Ali a dit son amertume qu'elle soit seulement respectée lorsque « des intérêts économiques, politiques et stratégiques en dépendent ». Or, selon lui, la guerre engagée contre l'Irak au nom de cette légalité consiste seulement à « empêcher la renaissance de la nation arabe (...) pour qu'elle demeure à jamais asservie à la dépendance, n'ayant point de place dans cet ordre mondial prétendument nouveau ».

Le président ne veut pas pour autant désespérer et croit encore que la guerre peut être arrêtée et une solution trouvée. Si M. Ben Ali n'a évoqué ni les « incidents négatifs » de la guerre sur l'économie du pays que pour inciter les Tunisiens « à redoubler d'efforts », les sombres perspectives qui se profilent retiennent déjà toute l'attention du gouvernement.

MICHEL DEURÉ

Au Maroc, le gouvernement s'associe à la grève de solidarité avec les victimes irakiennes

RABAT

de notre envoyé spécial

La grève nationale de vingt-quatre heures, organisée le lundi 29 janvier, en signe de « solidarité » avec l'Irak, par les principaux syndicats, a finalement reçu un feu vert officiel. La télévision marocaine a indiqué, dimanche soir, que le gouvernement « recommandait » à chacun d'observer cette journée de grève « dans la recueillement, la discipline et la responsabilité ».

Redoutant d'éventuels débordements de rue — comme ceux qui ont secoué Fès puis le pays tout entier les 14 et 15 décembre —, les directions syndicales ont insisté, elles aussi, sur l'aspect religieux et pacifique que devait revêtir cette manifestation. La journée de lundi, consacrée « au jeûne

et à la prière », devait être marquée, en milieu de matinée, par la récitation d'une *fatwa* à la mémoire des « victimes irakiennes de l'agression américano-sioniste », selon les termes du communiqué signé par l'UGTM, la CDT et le SNE-Sup. Les grévistes ont été conviés à rester chez eux et à ne pas rejoindre leur lieu de travail « pour éviter toute provocation ».

En revanche, la « marche populaire », que les partis de l'opposition voulaient organiser mercredi prochain à Rabat, n'a pas obtenu la bénédiction du Palais. Selon des dirigeants de l'istiglal et de l'USFP, il ne s'agit pas d'une fin de non-recevoir mais d'un « simple problème de calendrier » : la marche aura bien lieu, mais quelques jours plus tard, le dimanche 3 février.

CATHERINE SIMON

Le Talion entre parenthèses

Suite de la première page

Si Israël frappait le premier, lors d'offensives éclairs, parait-il préparées de longue date (l'indépendance de l'armée de l'air égyptienne en juin 1967 avait été étudiée pendant dix-huit ans), c'était, en quelque sorte, pour des raisons « existentielles » : vulnérabilité géographique (« Le pays entier est une frontière », constatait déjà Moshe Dayan), absence de profondeur stratégique, besoin de disposer d'un délai minimal d'alerte anticipée (quelques minutes à peine, aujourd'hui, face à la menace des Scud irakiens), impuissance à maintenir longtemps la masse des réserves sur le pied de guerre. Le plus spectaculaire de ces raids préventifs, en 1981, se solda par la destruction du réacteur nucléaire irakien.

Abandon du souveraineté

Or, à la demande de Washington, non seulement Israël s'est abstenu, avant le début de la guerre du Golfe, de lancer une attaque préventive contre les sites de missiles irakiens, mais il s'oblige aujourd'hui à ne pas riposter aux agressions de Bagdad. Comme s'il avait craint une réaction négative de leur opinion publique à ce renoncement sacrilège, les dirigeants israéliens ne l'ont avoué que peu à peu, prononçant d'abord une réplique parallèle à celle qu'elle ne « serait pas automatique », l'ajoutant enfin jusqu'à « un moment voulu ». « Il ne s'agit pas d'une partie de ping-pong », observait le premier ministre, M. Itzhak Shamir.

Autre envoi au dogme : Israël accepte pour la première fois de confier la mission de le défendre à une puissance étrangère, fût-elle sa plus sûre alliée. Une trentaine de soldats américains, servants des batteries de

missiles anti-missiles Patriot, prendront une part active pendant quelques semaines à la défense d'Israël, au terme du plus intense pont aérien ayant relié les deux pays depuis la guerre de 1973.

Dans le passé, les gouvernements israéliens avaient toujours refusé un tel abandon de souveraineté. L'État hébreu n'a-t-il pas un devoir pour raison d'être d'assurer que la protection des juifs ne relève désormais que d'eux seuls ? Sa dépendance en matière de sécurité ne peut en tout cas qu'alimenter la propagande de ceux qui, dans le monde arabe, le tiennent pour une « extorsion de l'Occident » au service de l'impérialisme américain.

Ainsi, Israël semble entrer dans un « nouvel âge », où d'apparentes concessions sur le plan militaire témoignent paradoxalement de sa force, de sa cohésion nationale. Car l'immense majorité des Israéliens — tous les sondages le disent — approuvent la politique de « retenue » du gouvernement. L'homme de la rue serre les dents, en sachant de toute façon que son armée pourrait, à ce stade, difficilement mieux faire contre l'Irak que les forces alliées.

Marques de sympathie

Qui pouvait, mieux que M. Shamir, faire passer une telle politique, adopter « profil bas » ? Ses serbs solides, son pessimisme taciturne, la vision qu'il a d'un monde à jamais hostile, en font l'homme de la situation, méfiant, résolu, mais pragmatique face au danger. Le chef du Likoud doit d'ailleurs le mieux à même d'expliquer aux Israéliens, sans s'exposer aux reproches, qu'ils devraient prendre leur mal en patience sous la menace des Scud. Imagine-t-on les cris de la

droite, si elle n'avait pas été au pouvoir, contre des gouvernements travaillistes, toujours soupçonnés de faiblesse envers l'ennemi ?

Maintenant ? M. Saddam Hussein, que la Syrie tient en la circonstance pour un agent de la CIA, a en quelques jours rendu de grands services à l'État juif. La livraison des Patriot et l'envoi vers Israël du porte-avions Forrestal ont spectaculairement relancé la coopération stratégique entre Washington et Jérusalem. Inaugurée en 1983, sous le règne du président Reagan, elle s'était peu à peu engourdie dans la routine des manœuvres navales et aériennes communes.

Changement de rôle

Entre Israël et l'Amérique, la confiance semble restaurée et l'État juif a bon espoir d'obtenir le surplus d'aide qu'il demande au président Bush (13 milliards de dollars, dont 10 pour financer l'installation des juifs soviétiques). Autant Israël pouvait, au début de la crise, passer pour un gêneur aux yeux de l'Amérique, hanté par la cohésion de l'alliance arabe antirakienne, autant sa retenue, face aux provocations de Saddam Hussein, plaide maintenant en sa faveur et lui permet l'avance de se « repositionner » au côté des États-Unis, dans la perspective de l'après-guerre.

Coups de téléphone répétés de M. Bush à M. Shamir, visites ministérielles de solidarité, télégrammes amicaux : Israël engrange des marques de sympathie auquel il était plus habitué depuis 1967. Vainqueur depuis trois ans pour sa répression abusive de l'Intifada, voué aux gémonies il y a trois mois pour avoir fait couler le sang palestinien à Jérusalem, l'État juif offre à nouveau l'image, aux yeux de l'Occident, d'une petite démocratie fragile au milieu d'une tempête arabe, même si — chose nouvelle — nombre de ses voisins lui reconnaissent clairement le droit de se défendre contre

l'un des leurs. Une guerre chassée l'autre, et les missiles irakiens tombent sur Tel-Aviv font oublier les pierres de l'Intifada. Vulnérable, l'Israël-Goliat redevenait David.

L'erreur stratégique de l'OLP, dans la crise du Golfe, facilitée ce changement de rôle. En choisissant, selon le mot de Yasser Arafat, de « combattre dans la même tranchée » que Saddam Hussein — et en phase, au demeurant, avec le sentiment populaire arabe —, la centrale palestinienne s'est rangée parmi les ennemis de l'Amérique. Elle a pris le risque de se retrouver demain, discréditée, dans le camp du vaincu. Avec l'impossible il y a seulement quelques semaines : le secrétaire d'État adjoint américain Lawrence Eagleburger, en visite à Jérusalem, reconnaît ne pas avoir du tout parlé du problème palestinien avec ses hôtes israéliens.

Lorsque se régleront les comptes de l'après-guerre, Israël se retrouvera en position de force pour plaider sa cause. Il soulignera à quel point l'agression irakienne justifie son insistance et son refus d'abandonner les territoires occupés, qu'il tient pour nécessaires à sa sécurité en cas d'attaque terrestre venue de l'Est. Il rappellera combien ses craintes étaient légitimes face à une menace irakienne dénoncée de longue date — mais en vain — et qu'elles le resteront aussi longtemps que l'État de guerre fondera ses relations avec un monde arabe qui lui vote, le plus souvent, une haine implacable.

Tout cela n'empêchera pas les États-Unis, en toute hypothèse, contracté une dette envers les pays arabes membres de la coalition antirakienne, de s'atteler à nouveau, le moment venu, au règlement du problème palestinien. Ils auront affaire, ce jour-là, à forte partie. Car en disant « oui » aujourd'hui à l'Amérique, Israël s'est réservé le droit de lui dire « non » demain.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

GUERRE DU GOLFE

PRIORITE A L'ACTUALITE

Toutes les 1/2 h et à tout instant.

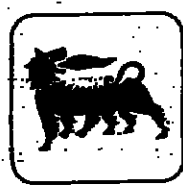
RTL

Le 19 janvier 1991
de la Société de
la (100) millions
de 12 millions
ENJOINTE
monde entier
et à notre pays
progrès, que
l'homme a
la chance de

جوليانو

... La Monde • Mardi 29 janvier 1991 9

L'ESSOR DE LA CHIMIE SE RECONNAIT A UN NOUVEAU SIGNE.



EniChem

Le 18 Janvier 1991 l'assemblée extraordinaire d'ENIMONT a établi le nouveau nom de la Société. A partir d'aujourd'hui elle s'appelle ENICHEM. Cette marque représente 50 000 employés, dont 3 000 se consacrent à la recherche, un chiffre d'affaires de plus de 13 milliards de dollars, plus de 30 000 produits, une présence dans 42 pays. ENICHEM, c'est un vaste système d'idées, d'hommes et de ressources, ouvert au monde entier et qui s'engage dans la recherche pour donner plus d'élan à la chimie et à notre propre avenir. Parce qu'aujourd'hui plus que jamais chimie signifie science, progrès, qualité de la vie dans tous les domaines, nouvelles conquêtes au service de l'homme et de son environnement. ENICHEM en est à la fois le signe et l'engagement: la chimie aura un avenir plus grand, plus sûr, plus proche de chacun de nous.

 **Eni**

Les menaces terroristes et les manifestations

**A « Libération »
les policiers s'interrogent
sur les motivations
des poseurs de bombe**

(Japon), 12 000 à Montréal (Canada), 15 000 à Berne (Suisse), et 10 000 à Amsterdam (Pays-Bas). A Peshawar (Pakistan), trois personnes ont été tuées par la police à la fin d'une manifestation qui s'est achevée par des violences affrontementes. En Inde, à Ghazabad, les manifestants ont soutenu jusqu'à la fin d'un défilé exigeant le retrait des troupes alliées du Golfe : des musulmans, brillant des effigies du président américain George Bush, ont été pris à partie par des Hindous qui célébraient une fête nationale. On ne peut pas parler de violents affrontements à coup de pierres, de couteaux et de bombes artisanales ont alors eu lieu, faisant neuf morts et une centaine de blessés selon l'agence Tass de l'Inde. Le couvre-feu a été imposé à Ghazabad samedi 26 janvier, en fin de journée, après que les manifestants aient tiré des incendies volontaires.

La journée du samedi 26 janvier était également une journée d'action pour tous les mouvements pacifistes. Des cortèges ont eu lieu dans le monde entier, de Rabat (Maroc) à Pretoria (Afrique du Sud), en passant par Genève (Suisse), Lahore (Pakistan) et Bilbao (Espagne) : ces défilés ont réuni 15 000 manifestants à Tokyo.

Les enquêteurs de la section antiterroriste de la brigade criminelle de Paris attendaient, lundi 28 janvier, à l'entrée du laboratoire du laboratoire de police scientifique afin de disposer des premiers indices dans leur enquête sur l'attentat à l'explosif qui a soulevé le hall d'entrée du siège du quotidien *Libération*, samedi 26 janvier à 5 h 10 (*Le Monde* du 27 janvier). Les policiers n'ont, pour l'instant, retrouvé sur les lieux qu'un tract non signé. L'insolite dans ce tract, remarque le texte fait référence aux soldats libyens faits prisonniers en Tchad après la chute du président Hissène Habré, évacués de N'Djaména vers le Zaïre à bord d'un avion militaire américain. L'envoyé spécial de *Libération*, Stephen Smith, avait expliqué, à plusieurs reprises, que

**Aux Etats-Unis
les rassemblements
pacifistes
prennent de l'ampleur
WASHINGTON**

Fork, l'un des principaux dirigeants de l'Eglise protestante est allé au-devant du temps de la RDA communiste, a résumé l'opinion de beaucoup des présents en renvoyant dos à dos Saddam Hussein le président George Bush et les Nations unies. Récusant la guerre, il a accusé la politique américaine et *« sous son influence »* (celle de l'ONU), d'avoir répondu *« à une injustice par une plus grande injustice encore »*.

Les slogans inscrits sur les bandières brandies par les manifestants donnaient la mesure de la confusion des esprits. On y trouvait de tout. Le drapeau palestinien cotoyait le drapeau israélien. Certains dénonçaient Saddam Hussein. D'autres affirmaient qu'«être contre la guerre ne voulait pas dire soutenir le dictateur irakien. Plusieurs suggéraient de livrer les vendeurs d'armes à ... Israël. Ici, la dénonciation de la guerre ne valait désormais sans celle des exportateurs allemands d'armements.

Bien qu'ayant appelé à manifester, le Parti social-démocrate n'avait délégué aucune de ses vedettes. On y côtoyait seulement des personnalités de deuxième plan comme M. Jo Leinen, ministre de l'environnement de la Sarre et ancien responsable du mouvement de la paix au début des années 80, ou encore le cofondateur du SPD en RDA, ancien ministre des affaires étrangères du gouverne-

maître *Der Spiegel* à accuser l'un des plus importants groupes d'armement privés, la Thyssen - qui a démenti, - d'avoir aidé les Irakiens à améliorer leurs missiles Scud et affirmé que d'autres avaient livré des équipements pour fabriquer des projectiles à gaz de combat...

HENRI DE BRESSON

HENRI DE BRESSON[illegible]

politiques
sociales

**Yougoslavie :
la fédération
menacée**

politiques
sociales

L'année
soviétique
et la perestroïka

**L'armée soviétique
et la perestroïka**
Jacques Sapir
Collection Problèmes
politiques et sociaux
Une profession trahie,
une institution en crise,
un mythe qui s'effondre.
Quel avenir pour l'armée
soviétique ?
60 p., 28 F

Le mouvement s'est étendu à de nombreuses autres villes américaines, à San-Francisco notamment, où 100 personnes ont été arrêtées par la police. 225 000 selon les organisateurs ont participé à une marche pour la paix qui s'est achevée sur une sorte de concert improvisé aux chœurs duquel ont été reprises et chantées les paroles de Joan Baez, l'une des plus célèbres chanteuses de la protestation contre la guerre du Vietnam. D'autre part, dans les nombreux Etats du Sud qui abritent des bases militaires, des dizaines de milliers de personnes ont participé à des manifestations de soutien aux soldats américains envoyés sur le front. En Caroline du Nord, environ 8 000 personnes ont manifesté à Goldsboro, où est située la base aérienne Seymour Johnson. Les personnes qui ont participé à un rassemblement organisé à Winston-Salem par une association d'anciens combattants du Vietnam,

Malgré la relative ampleur de leurs manifestations, les pacifistes restent une minorité. La plupart des sondages à l'échelle nationale, dont le dernier en date est celui mené pendant le week-end par la chaîne de télévision ABC et le *Washington Post*, indiquent que, pour 23 % des Américains qui la désapprouvent, 75 % approuvent un soutien total à l'intervention des Etats-Unis dans le Golfe.

HENRI PIERRE

Une charge d'environ
200 grammes de dynamite, munie

Ver 10 heures dimanche, un correspondant anonyme, se réclamant d'un mouvement sioniste israélien, a téléphoné au Centre méditerranéen de presse pour revendiquer cet attentat. Quelques minutes plus tard, le même message, considéré comme fantaisiste par la police, a été reçu au commissariat central de Marseille.

Cet attentat est le troisième commis en quatre ans contre la Maison de l'étranger. Le 11 mai 1987, trois personnes avaient été légèrement blessées par l'explosion d'une boule de pétanque farcie d'explosifs et une munie d'une mèche lente. Une seconde boule identique, qui avait fait long feu, avait été découverte dans une cage d'escalier à une autre extrémité du bâtiment. Le 24 octobre 1988, un engin incendiaire lancé à l'intérieur des locaux avait provoqué des dégâts très importants. Ces deux attentats n'avaient pas été revendiqués ni élucidés.

Le préfet de région, M. Claude Bussière, qui s'est aussitôt rendu sur les lieux, accompagné par M. François Filharet, préfet délégué à la sécurité, a estimé qu'il s'agissait d'un «*personne isolé, de portée limitée*», «*Personne, a-t-il ajouté, ne doit tomber dans cette provocation*», il a également indiqué que le dispositif de surveillance autour de la Maison de l'étranger — jusqu'ici, des patrouilles de police — allait être «*renforcé*».

GUY PORTE

GUY PORTE

[illegible]

LFE

des pays alliés

السلامة

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions en France

pacifistes

Plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris, mais moindre mobilisation en province

Les manifestations contre la guerre ont réuni plusieurs milliers de personnes dans de nombreuses villes de province, samedi 26 janvier, sans toutefois retrouver la mobilisation du 12 janvier. A Lyon, 7 000 à 8 000 personnes - ils étaient deux fois plus nombreux il y a quinze jours - se sont réparties en deux groupes, les proches du Parti communiste, de la CGT et de l'extrême gauche d'un côté, les sympathisants de SOS-Racisme, des Verts et de la CFDT de l'autre. A Marseille, également 7 000 à 8 000 personnes ont répondu à l'appel des 75, tandis que 4 000 personnes défilaient à Toulouse.

Avec 1 800 manifestants à Nantes (6 000 le 12 janvier), 1 500 au Havre (contre 3 000) et 400 à Rennes (près de 3 000 précédemment), les rassemblements organisés dans l'ouest de la France n'ont pas rencontré le succès escompté. A Bordeaux, quelque 3 000 personnes ont défilé aux cris de « Plus de peuples martyrs, la paix pour en sortir ». Des manifestations se sont aussi déroulées à Toulon (500 personnes), Avignon (500), Montpellier (2 000), Nîmes (1 000), Perpignan (1 200), Lille (1 000 manifestants selon la police), Nice (1 000 à 2 000 personnes) ainsi que dans les principales villes de Lorraine, d'Alsace et de Franche-Comté. A Rodez, une centaine de personnes ont déposé un cercueil de carton recouvert d'un drap noir devant le monument aux morts tandis qu'à La Roche-sur-Yon, les 700 manifestants déclenchaient des sirènes et simulaient des alertes à la bombe en s'étendant sur le sol. Enfin, il y a eu aussi une « marche pour la paix » de quelque 150 Guadeloupéens à Pointe-à-Pitre.

Dans la capitale, la fin désordonnée d'une marche grave et réussie

Le froid coupant n'avait pas découragé les combattants de « la paix dans le Golfe », samedi 26 janvier. Ils étaient de retour, place de la République, pour la cinquième fois en deux semaines, défilant des banderoles comme une grosse houle dès 14 h 30. Déjà ils se complétaient, rassurés de ne pas s'être « perdus » depuis le début des hostilités, le ton plus affirmé.

Étaient-ils 10 000, comme l'affirmait la police via certaines radios, vite contredites par le spectacle de la rue ? Ou 100 000 selon les organisateurs - les signataires de l'Appel des 75 -, le Parti communiste, la CGT, la CFDT, les rénovateurs, les trotskistes, les libéraux, les réfugiés irakiens, la communauté arabe de Paris, les féministes, les Verts, SOS-Racisme, et même les militants anti-sida venus dénoncer le fait que « trente minutes de guerre égale le budget 1991 de lutte contre le sida » ? Plusieurs dizaines de milliers de personnes marchaient d'un pas vite au rythme de slogans désormais connus, encadrés par l'effacement d'ordre du PC, de la CGT et de la LCR.

Certes, le « Forum pour une paix juste et globale », les écoles et les amis d'Harlem Désir avaient préféré, comme pour le rassemblement du 12 janvier, se retrouver au carrefour des Arts-et-Métiers pour rejoindre le gros de la foule plus tard, place du Châtelet. Mais cette fois encore ils paraissaient bien minoritaires. Les féministes déguisées en femmes enceintes avaient préféré l'œil protecteur des communistes pour clamer haut et fort : « Ni chair à canon ni repos du guerrier ! ». La banderolette-étendard des pacifistes - « Quelle connerie la guerre ! » - écrite en lettres noires sur fond jaune, portait une tache de sang.

Place de la République, le sentiment unitaire créait l'euphorie... Ne vit-on pas, dès les premières minutes, le dirigeant communiste René Audier donner l'accolade à l'écrivain Gilles Perrault, ex-membre du PCF ? Ce dernier rétorqua : « Cela fait plaisir de se retrouver. Rappelle-toi du passé. Gilles Perrault évoquait ces temps de la guerre d'Algérie où le soutien à l'indépendance de ce pays ne fut pas immédiatement clair pour tous les militants, dont lui-même : « Au nom du patriotisme, on m'a eu une fois, on ne m'aura pas à nouveau. »

« Désertion morale »

L'écrivain, très en verve, mettait quelque bémol à son appel « à la désertion », fustige la veille par le général Schmitt. « Je n'ai pas demandé de desserrer les boutons des Jaguar, précisait-il. C'est à une désertion morale que j'appelle, il faut désertir cette espèce d'union sacrée que l'on veut imposer. Ceux qui m'accusent ont vendu aux Irakiens les armes qui tuent les soldats français. »

Mais, soudain, devant le Pont-aux-Changes, place du Châtelet, la chaleur déterminée dans l'unité bascula dans la confusion. A 17 h 30, le cortège grossi des

Verts et de SOS-Racisme se heurta au barrage imposant des forces de l'ordre. Pas question de passer. M. Denis Langlois, porte-parole des « 75 », s'indigna de cette « interdiction », et dans la foulée appela à la dispersion. Il ne fut que fort partiellement entendu. Et guère mieux compris : la préfecture de police avait, en effet, dès la veille imposé cette modification du parcours.

Le service d'ordre discipliné des responsables communistes plaça bagage. Une partie de leurs manifestants se retrouvèrent désorientés rue Saint-Jacques, en direction de Port-Royal - terme initialement prévu du cortège - sous la houlette de quelques signataires de l'Appel des 75. Ils furent bientôt devancés par deux cents jeunes gens excités brandissant une banderolette « Sabotons la paix sociale pour saboter la guerre ». A l'angle de la rue Soufflot, jets de pierre sur une vitrine de la BNP. Puis, très vite, coups de batte de base-ball contre le camion-régie de RMC aux cris de « Journalistes menteurs ! ».

Les partisans de la paix dans le Golfe s'éparpillèrent, « désapprouvant cette fin bâclée d'une manifestation qui avait commencé dans la gravité et la fermeté ». Les bandes d'adolescents se regroupèrent à Port-Royal. Là, sous le nez des gendarmes mobiles en alerte, ils improvisèrent un feu de joie à l'aide d'une barrière de bois et d'un drapeau tricolore. Puis ils se rabrèrent sur les caisses de la station voisine du RER : les forces de l'ordre les dispersèrent promptement. La petite bande redescendit alors le boulevard Saint-Michel, vers la fontaine du Luxembourg, semant sur son chemin le feu dans des poubelles et jouant à la course-poursuite avec les CRS, qui procédèrent à l'interpellation de neuf personnes majeures et d'un mineur ; huit des majeurs devaient être déférés au parquet de Paris, dimanche en fin d'après-midi. Samedi soir, à 18 h 45, l'ordre était totalement rétabli.

GILLES PARIS et DANIELLE ROUARD

□ Trois Français sur quatre pensent que la guerre va durer au moins plusieurs mois. - Les trois quarts des Français (74 %) estiment que la guerre du Golfe durera encore plusieurs mois (59 %), ou plusieurs années (5 %), contre seulement 18 % qui croient qu'elle s'achèvera au bout de quelques semaines, indique un sondage BVA réalisé pour l'émission de TF1, 7/7 et pour Libération qui le publie lundi 28 janvier. Selon ce sondage, la politique du président de la république, François Mitterrand, dans la guerre du Golfe est approuvée par 77 % des Français (+2 % par rapport à la semaine passée). 79 % approuvent l'intervention de l'aviation française en territoire irakien (17 % y sont opposés). Ce sondage a été réalisé samedi 26 janvier auprès d'un échantillon de 921 personnes.

Des associations arabes et juives luttent ensemble pour prévenir des affrontements

Des responsables d'associations arabes et juives se sont rencontrés, samedi 26 janvier, à Paris, pour organiser en commun une parade aux risques d'affrontements entre communautés et de réactions racistes que pourrait entraîner, en France, la guerre du Golfe.

La guerre du Golfe et l'implication involontaire d'Israël dans le conflit ont en France des répercussions liées à deux données historiques. La première est la présence d'une population de nationalité ou d'origine maghrébine sur laquelle pèsent, à des degrés divers selon les racines nationales et selon les générations, le souvenir de la colonisation et celui de la guerre d'Algérie. La seconde donnée concerne les juifs, qui se souviennent de l'antisémitisme français, de ses œuvres sous le régime de Vichy et aussi de l'ostracisme dont la droite au pouvoir - et une partie de la gauche - avait fait preuve vis-à-vis d'Israël à partir de 1967 et jusqu'en 1981. Les souvenirs des uns et des autres sont ravivés, faut-il le préciser, par le réengagement, depuis bientôt dix ans, d'une extrême droite qui propage

alternativement ou concurremment un racisme antiarabe et l'antisémitisme.

Cette situation recèle plusieurs dangers. Le risque existe - et l'on en a déjà plusieurs exemples - de voir se diffuser une hostilité ou une méfiance envers les Arabes, globalement suspects de sympathie envers l'Irak, sinon de compter dans leurs rangs des exécutants ou des complices potentiels d'actions terroristes. Le risque existe aussi pour les juifs d'être désignés comme responsables, à travers Israël, d'une guerre dans laquelle, selon M. Le Pen, la France n'aurait aucun intérêt propre à défendre. Juifs et Arabes sont menacés enfin par la tentation de s'opposer les uns aux autres, les premiers au nom d'Israël, les seconds au nom de la Palestine.

Du côté juif comme du côté arabe, des responsables d'association, des intellectuels, de simples militants s'efforcent de conjurer tous ces dangers à la fois. Une centaine d'entre eux se sont rencontrés, samedi 26 janvier, à l'Assemblée nationale, à l'initiative d'Identité et dialogue et de Dialogues juifs et arabes en France, deux associations qui avaient demandé à être reçues par M. Michel Rocard dès le 18 janvier et qui avaient rencontré la semaine dernière des collaborateurs

du président de la République et la direction du Parti socialiste. Certains intervenants, samedi, ont reproché aux initiateurs de cette rencontre, soit d'agir pour le compte du gouvernement en acceptant la « logique de guerre », soit de duper les Arabes en mettant sur le même plan le droit d'Israël à la sécurité et celui des Palestiniens à une patrie.

Un spectacle en commun

Ces objections ont provoqué un débat dont les organisateurs auraient préféré faire l'économie. MM. André Azoulay, animateur d'Identité et dialogue, et Adil Jazouli, animateur de Dialogues juifs et arabes, ont réaffirmé que le dialogue suppose le respect de l'autre et des solidarités qui sont les siennes. L'écrivain marocain Abdelatif Laabi a regretté d'être obligé de rappeler ses états de service pour la cause palestinienne comme si le seul fait de participer à une initiative commune avec des juifs le rendait suspect de trahison. Une fois écartés les procès d'intention, il a été possible aux participants, parmi lesquels les représentants de vingt-sept associations locales maghrébines ou « beurs », de s'entendre sur un pro-

gramme. Celui-ci prévoit de rééditer ce type de rencontre dans plusieurs villes (Sarcelles, Montfermeil, Bondy, Goussainville) et dans le quartier parisien de la Goutte-d'Or. Les radios communautaires juives et arabes vont se rencontrer pour tenter de s'entendre sur une émission commune quotidienne.

Un collectif d'avocats va être mis en place pour venir en aide aux personnes qui subiraient des discriminations dans leur emploi, à celles qui seraient menacées d'expulsion hâtive ou aux habitants de quartiers connaissant des problèmes de sécurité. Les organisateurs ont prévu, d'autre part, de demander des entrevues aux dirigeants de l'opposition, comme ils l'avaient fait avec ceux de la majorité. Ils vont s'efforcer enfin d'aider les responsables d'associations « beurs » à accéder aux médias pour faire entendre leurs préoccupations et leur point de vue.

Ces initiatives communes auront aussi un aspect plus éphémère et souriant : les humoristes Guy Bedos, Smolin et Michel Boujenah donneront un spectacle commun le 4 février prochain.

PATRICK JARREAU

M. Pierre Vidal-Naquet : « La guerre est lancée, il faut la gagner »

L'historien Pierre Vidal-Naquet qui fut, en 1960, l'un des signataires du manifeste des « 121 » appelant à l'insoumission à la fin de la guerre d'Algérie, et qui, avant le déclenchement du conflit du Golfe, s'était rangé aux côtés des pacifistes, explique dans une interview publiée, lundi 28 janvier, par Libération : « Je ne suis pas sûr d'avoir eu raison, mais j'étais opposé à la guerre. Je pensais qu'il fallait tout faire pour ne pas entrer en guerre. (...) Mais à partir du moment où la guerre est déclenchée, je ne vois pas comment on peut manifester pour la paix sans faire le jeu de Saddam Hussein et lui donner le sentiment que les opinions publiques occidentales sont pro-Saddam. (...) Ce n'est pas la guerre d'Algérie. Ici, c'est la guerre d'Algérie ou du Vietnam est une imposture. (...) La guerre est lancée et il faut la gagner. (...) Je ne suis pas un va-t-en-guerre, je suis quelqu'un qui pense qu'on ne peut pas céder devant un personnage comme Saddam Hussein. Maxime Rodinson me disait : « Finalement les pacifistes ont toujours travaillé pour la guerre. Et si m'arrive de me demander s'il n'a pas raison. »

□ SOS-Racisme laisse une « totale liberté » d'engagement à ses militants. Au cours de son conseil national, réuni samedi 26 et dimanche 27 janvier à Paris, SOS-Racisme a adopté, à une très large majorité, une résolution qui laisse à « tous les adhérents (...) la plus totale liberté de « militance » au sujet de la guerre du Golfe (le Monde du 24 janvier).

L'association par M. Harlem Désir précise qu'elle « n'est pas en prise, en tant que telle, de telle ou telle tendance, structure ou mouvement, opposé ou favorable » à la guerre, « chaque militant, quelles que soient ses responsabilités, ayant l'entière liberté de s'exprimer à titre individuel dans et au nom de ces mouvements ».

□ Le chanteur Patrick Bruel quitte SOS-Racisme. - Dans le Journal du dimanche du 27 janvier, le chanteur Patrick Bruel annonce qu'il a décidé de quitter SOS-Racisme en se déclarant « choqué » par la « position pacifiste » de cette association. « Je réprovoque toute tentative de récupération politicienne de ce désir de paix qui est, bien sûr, en chacun de nous », ajoute Patrick Bruel, qui trouve la position de SOS-Racisme « à la fois naïve et dangereuse ».

□ M. Lajoinie : « Bush et Saddam complices ». - M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a affirmé, samedi 16 janvier, à Florac (Lozère), à propos des objectifs respectifs de M. George Bush et de M. Saddam Hussein : « C'est une guerre pour la maîtrise des ressources pétrolières. Il y a quand même une sorte de complicité entre ces deux hommes, adversaires mais complices. C'est terrible de voir ça. » Il a ajouté, au sujet de la marée noire qui s'étend au large du Koweït : « Je pense que Saddam Hussein a pu faire sauter des puits, mais je pense aussi que, quand les B52 déversent des dizaines de milliers de tonnes de bombes sur les installations pétrolières, il doit y avoir quelques trous. »

□ Le mouvement RECOURS : « Mépris et pitié ». - Le porte-parole du mouvement du RECOURS (organisation de pieds-noirs), M. Jacques Roseau, a demandé au gouvernement, samedi 26 janvier, « de ne pas engager de poursuites judiciaires à l'égard de Gilles Perrault » en estimant que cela « ferait encore trop d'honneur à son comportement misérable ». Selon lui, l'écrivain « ne mérite en fait qu'une seule sanction : celle du mépris et de la pitié ».

M. Mauroy : « Une logique de l'horreur »

M. Pierre Mauroy, qui était, dimanche 28 janvier, l'invité de RMC, a estimé que M. Saddam Hussein suit « une logique de l'horreur » et se comporte comme « un dictateur traqué qui peut encore nous réserver de très mauvaises surprises ». « Dès lors qu'on a décidé le conflit au nom de la coalition internationale sous l'égide des Nations unies, il faut mener ce conflit à son terme sans état d'âme », a ajouté le premier secrétaire du PS.

A propos des pacifistes manifestant contre la guerre, M. Mauroy a déclaré que ceux-ci avaient « politiquement tort ». Selon lui, l'écrivain Gilles Perrault, qui a appelé les jeunes à la « désertion », a « dépassé le seul de ce qui ne peut pas être toléré ».

Interrogé sur le maintien des sanctions à l'égard des parlementaires qui avaient voté contre l'engagement des forces françaises dans la guerre du Golfe, M. Mauroy a distingué ceux qui « manquent à la discipline parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement », mais jugent que « le premier secrétaire a eu raison de leur interdire de parler au nom du PS », et ceux qui « considéraient en faire une bataille politique ». « C'est-à-dire, le Parti socialiste apprécie, mais il a naturellement le droit de condamner davantage », a-t-il souligné.

Golfe : l'explosion

Vente en librairie et par correspondance

29, quai Voltaire
75340 Paris cedex 07
Téléphone (1) 40157000

Vente par minitel
3615 ou 3616 Code Docel

Conséquences économiques et sociales de la crise du Golfe arabo-persique

Travaux du groupe "Anti-crise"

Commissariat Général du Plan

L'économie française face à la crise du Golfe : une première évaluation à court et moyen terme. 272 p., 120 F

Crise du Golfe : les changements stratégiques

Fondation pour les Etudes de Défense Nationale

Mutations stratégiques et difficile adaptation des grandes puissances à ce nouveau type de crises. 125 p., 60 F

L'invasion du Koweït

Collection Monde arabe

Maghreb Machrek

Une analyse des causes et enjeux de la crise du Golfe avec l'opinion du Monde arabe. 159 p., 45 F

La documentation Française

EUROPE

URSS : renforcement des pouvoirs du KGB

« Le chat va pouvoir pénétrer dans la cage... »

Un décret présidentiel, publié samedi 26 janvier à Moscou, autorise le KGB et les organes du ministère de l'intérieur à enquêter directement auprès des entreprises et des banques afin de lutter contre le marché noir et l'économie souterraine. Les perquisitions sont également permises.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Ces derniers temps, le pouvoir central nous a fait tout dire de « chauds », trinité, samedi 26 janvier, l'un des dirigeants réformateurs de la municipalité de Moscou à propos de la directive ministérielle, annoncée la veille, instituant des patrouilles conjointes de l'armée et de la police dans les grandes villes à partir du 1^{er} février. « C'est à se demander quelles mesures on va encore nous annoncer pour justifier l'application de cette directive. »

M. Iouri Loujov, président du comité exécutif de la mairie de Moscou, ne croyait pas si bien dire. Le soir même, un nouveau décret, signé cette fois du président Gorbatchev, annonçait le renforcement des pouvoirs du KGB et des organes du ministère de l'intérieur pour lutter contre le « sabotage économique ». La publication de ce texte intervient trois jours à peine après le décret présidentiel qui retirait abruptement de la circulation les billets de 50 et de 100 roubles, provoquant la panique chez les petits épargnants.

La nouvelle décision, dont l'objectif est de « promouvoir la lutte contre le sabotage économique » et aussi « combattre les crimes économiques », a été « mise de l'ordre dans l'approvisionnement de la population en produits alimentaires et biens de consommation », autorise les officiers du KGB (Comité pour la sécurité d'Etat) et du ministère de l'intérieur à perquisitionner « sans entraves » - le cas échéant en l'absence du propriétaire - dans les entreprises et lieux de production, bureaux, moyens de transport, etc. Cela vaut également pour les entreprises mixtes formées avec des sociétés occidentales, ces joint-ventures tant souhaitées ici par le passé.

Les auteurs du texte ont toutefois jugé utile de souligner - et peut-être, après tout, la précision n'est-elle pas superflue ? - que les missions diplomatiques étrangères ne seraient pas concernées par la nouvelle mesure.

L'économie de l'ombre

Les enquêteurs du KGB et du ministère de l'intérieur ont aussi, désormais, le droit d'enquêter des chefs d'entreprise, des banques et de leurs employés des informations dont ils estiment avoir besoin, qu'il s'agisse des activités de production, de contrats - y compris ceux passés avec l'étranger - ou d'opérations financières. S'il le faut, ils peuvent encore bloquer les avoirs en interrogeant des salariés sur « les caisses ou autres lieux de dépôt d'argent, de documents et d'objets de valeur ». Présenté comme un moyen de lutte contre l'activité de cette « économie de l'ombre », qui bien qu'étant toujours existante, s'est particulièrement épanouie ces dernières années, ce décret va néanmoins à l'encontre de tout ce qui pouvait un tant soit peu encourager l'entreprise privée, l'économie de marché et les investissements étrangers en Union soviétique. Cela n'échappe pas aux libéraux, déjà très inquiets de toute

la série de mesures qu'on leur assène depuis plusieurs semaines.

Samedi, M. Loujov et un autre dirigeant de la municipalité de Moscou, M. Sergueï Stranicki, ont qualifié de « mesure illégale et inacceptable » la directive ministérielle sur les patrouilles militaires et policières dans les grandes villes, qui a également alarmé toute la presse réformiste. Bien que datée du 29 décembre, cette directive n'avait été communiquée à aucune des autorités locales, municipales ou républicaines, pourtant directement concernées par l'application de telles instructions d'ordre public, et c'est presque par hasard que les élus en ont pris connaissance vendredi. La municipalité de Moscou, voyant dans ces mesures « des éléments de l'état d'urgence » et une volonté d'anéantir les pouvoirs des collectivités locales, a demandé au président de la Russie, M. Boris Eltsine, de s'opposer à l'entrée en vigueur de la directive.

La Pravda de ce lundi, en revanche, commentait avec enthousiasme le nouvel « onkase » présidentiel, grâce auquel les « organes de la loi et de l'ordre » pourront porter à la fois un coup encore plus dévastateur que le décret de la semaine dernière sur le changement des grosses coupures. « Nous assistons au lancement non pas d'une campagne éphémère, mais d'une lutte réfléchie et déterminée contre la criminalité organisée », écrit l'organe du Parti communiste soviétique. Un précédent « onkase » de M. Gorbatchev en date du 30 novembre instituait un « contrôle ouvrier » sur les activités des entreprises, commerces et coopératives privées. Mais même si ce texte prévoyait que le KGB et le ministère de l'intérieur « collaborent » avec les comités de contrôle ouvrier, il ne leur donnait pas les pouvoirs extraordinaires que leur confère le dernier décret, et se semblait d'ailleurs guère avoir été suivi d'effets. « Désormais », écrit la Pravda, le chat pourra pénétrer dans la cage. »

SYLVIE KAUFFMANN

En Estonie

Le premier ministre craint un coup d'Etat après le sommet Bush-Gorbatchev

Le premier ministre estonien, M. Edgar Savisaar, a déclaré, dans une interview, publiée dimanche 27 janvier par le quotidien suédois *Dagens Nyheter*, qu'il craignait un coup d'Etat contre sa République après le sommet Bush-Gorbatchev prévu en février à Moscou. « Rien de sérieux ne se passera avant le sommet (...), mais après, je redoute de sévères tentatives de renversement du gouvernement », a dit M. Edgar Savisaar. Selon lui, les mouvements politiques estoniens favorables à Moscou vont tenter de plonger la République indépendante dans le chaos pour que l'armée soit appelée à rétablir l'ordre.

A Vilnius, capitale de la Lituanie, l'armée soviétique a libéré samedi cinq des six Litoniens arrêtés jeudi à l'issue d'une fusillade entre voitures litoniennes et blindés de l'armée. Trois d'entre eux, qui ont été passés à tabac par les militaires soviétiques, ont dû être hospitalisés.

Les troupes de l'armée soviétique présentes à Vilnius, sont de moins en moins maîtrisables », a averti, vendredi soir, leur com-



« Déglobet » (Cela)

mandant, le général soviétique Vladimir Ushchepchik dans une lettre adressée au président lituanien, M. Vytautas Landsbergis. Les responsables litoniens se sont en effet plaints à plusieurs reprises d'actes de « brigandage » commis par les soldats de l'armée soviétique. (AFP, Reuters, APF.)

ASIE

CHINE : tenant compte de la pression internationale

Pékin a infligé des peines relativement légères à la plupart des dissidents arrêtés en 1989

Les condamnations d'anciens dirigeants du printemps de Pékin, prononcées samedi 26 janvier (le Monde daté 27-28 janvier) ont été relativement légères.

PÉKIN

de notre correspondant

Contrairement à ce qu'il s'en défend, à la modération par la pression internationale, le régime chinois s'est vengé à sa manière : en marquant du sceau d'infamie, les personnes pour qui l'on s'attendait à des peines beaucoup plus lourdes. C'est le cas de M. Liu Xiaobo, critique littéraire qui, pour avoir « fait preuve de repentir et rendu des services méritoires importants », d'une nature non précisée, durant sa détention, a été purement et simplement relâché ; et de l'étudiant Wang Dan, condamné à quatre ans de prison seulement après qu'il eut « confessé ses crimes et dénoncé d'autres personnes ».

Le procès, même si la population ne s'y trompe pas, vise à les discréditer de manière durable : l'exercice de la justice en Chine est principalement orienté vers l'obtention d'un aveu de l'accusé et sa collaboration, en particulier dans le « mouchardage », avec les autorités détentrices de la vérité idéologique absolue.

En revanche, le dissident Ren Wandong, « coupable de crimes graves, qui n'a fait preuve d'aucun

repentir », est condamné à sept ans de prison ferme, avec trois années supplémentaires de privation de droits civiques. C'est la peine la plus lourde jusqu'à présent infligée à un participant de l'agitation de 1989. Ce n'est pas un hasard si elle tombe sur ce vétéran de la contestation, qui a déjà séjourné en prison pendant quatre ans pour avoir pris part à la première poussée de fièvre démocratique, en 1978-1979.

Contrairement à la plupart des autres dissidents dont Pékin a annoncé samedi le jugement, M. Ren, âgé de quarante et un ans, n'a pas le statut d'intellectuel. C'est un expert-comptable devenu autodidacte de la réflexion politique. Un profane qui n'a pas su rester à sa place, en somme. Parmi les trois autres condamnés, figurent au moins un étudiant et l'historien Bao Zunxin, âgé d'une cinquantaine d'années, dont la peine de cinq ans de prison est expliquée elle aussi par son « repentir ».

Pas d'images des procès

Cette deuxième liste de jugements était déguisée, dimanche, en dernière page du *Quotidien du peuple*. Les autorités ont jugé encore une fois préférable de ne pas diffuser de photographies ou d'images télévisées des procès, censés avoir été tenus « en public », c'est-à-dire devant un parterre de gens soit condamnés au silence, soit en cheville avec les autorités, entre le 8 et le 23 janvier. Dix-huit personnes ont été relâchées. Le parquet avait abandonné les

poursuites contre quarante-cinq autres.

Compte tenu de l'échelle habituelle des peines en Chine communiste, il ne fait aucun doute que le régime s'est senti contraint à l'élémentaire, comme dans la première série de jugements d'activistes annoncée le 5 janvier. Sans préciser pour chaque condamné les chefs d'accusation retenus, le communiqué officiel fait état de délits allant de « l'insubordination publique à renverser le gouvernement du peuple et le régime socialiste » au lancer de cocktails Molotov contre les forces armées lors de l'attaque du 3 juin mettant fin au « printemps de Pékin ».

Cependant, la libération des personnes acquittées ne marque pas nécessairement la fin de leurs démêlés avec la justice. Il est fréquent de voir d'anciens détenus devenir de véritables parias, aucun employeur ne voulant se risquer à leur donner un emploi. Il reste également à connaître le sort réservé à deux dissidents venus de l'intérieur même du système, les journalistes Wang Junzuo et Chen Ziming, dont le procès est toujours attendu. Si, comme on le pense, les poursuites se limitent à eux au sein de la hiérarchie pour éviter des remises en cause politiques, tout porte à croire qu'ils seront désignés, avec de lourdes peines à l'appui, comme les principaux responsables de ce soulèvement ébranlé dans le sang, qui ouvrit la séquence de l'effondrement des régimes communistes en 1989.

FRANCIS DERON

AMÉRIQUES

HAÏTI : à la suite de rumeurs d'un coup de force

Douze morts dans des troubles à Port-au-Prince

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Douze personnes ont été tuées, dimanche 27 janvier à Port-au-Prince, au cours de graves incidents, quelques heures avant le départ pour Paris du président élu Jean-Bertrand Aristide. La tension, vive depuis le putsch manqué de l'ancien chef des « tontons macoutes » Roger Lafontant, le 6 janvier, est brusquement montée dans la nuit de samedi à dimanche lorsque la rumeur a couru que d'anciens « barons » duviliers s'apprêtaient à passer à l'action et allaient tenter de libérer Lafontant, détenu au pénitencier national depuis son arrestation par l'armée.

Les noms de ces « barons » étaient même cités : Frank Romani, ancien maire de la capitale, réfugié en République dominicaine, Williams Regala et Claude Raymond. Comme le 7 janvier, la population de Port-au-Prince s'est éveillée dans la nuit alertée par les « ténébreux » (c'est le nom creole des perquisitions improvisées). Un peu partout, les habitants des quartiers populaires ont commencé à ériger des barricades et plusieurs dizaines de milliers de personnes ont convergé vers le palais national : une foule armée de bâtons, de machettes et de pierres, prête à faire échec au nouveau coup d'Etat qui se tramait, selon la rumeur.

A Carrefour, à la sortie sud de la capitale, des affrontements confus ont éclaté entre militaires et manifestants. L'armée a ouvert le feu, tuant huit personnes et en blessant

au moins six autres. Pendant ce temps, à La Plaine, au nord de Port-au-Prince, un groupe de « déchaussez » (pillards) lynchait quatre individus accusés d'être d'anciens « macoutes ».

Dimanche dans la matinée, le nouveau maire de Port-au-Prince, M. Evans Paul, un des principaux lieutenants du Père Aristide, a lancé un appel au calme et démenti les rumeurs de coup d'Etat sur les ondes de la télévision nationale. L'état-major de l'armée a fait une déclaration allant dans le même sens. Le commandement militaire s'est prononcé « contre la déstabilisation et contre les provocations » et a réaffirmé son engagement en faveur de la démocratie.

Le Père Aristide en visite à Paris

Le calme est finalement revenu à partir de la mi-journée lorsque M. Evans Paul a demandé à la population de démanteler les barricades pour permettre au Père Aristide de gagner l'aéroport. Accompagné de l'ambassadeur de France, M. Jean-Raffaëli Dufour, et de ses proches collaborateurs, le président élu s'est envolé pour Paris, comme prévu, pour une visite officielle de deux jours. L'invitation des autorités françaises montre leur volonté de se démarquer des Etats-Unis, plus que réservés à l'égard du Père Aristide, qu'ils considèrent comme un exemple dangereux pour leurs intérêts en Amérique latine.

JEAN-MICHEL CAROIT

CANADA

Le Parti québécois prépare la « souveraineté » de la « Belle Province »

Réunis en congrès à Québec, les députés du Parti québécois (PQ, opposition) ont entériné presque à l'unanimité, dimanche 27 janvier, le processus devant mener à la « souveraineté » de leur province que leur chef, M. Jacques Parizeau, avait proposé. Grande première dans les annales des congrès du Parti québécois, le débat constitutionnel sur l'avenir de la « Belle Province » - qui a traditionnellement été l'objet de grandes divisions - a été très court (dix minutes) et n'a suscité, pour une fois, aucune invective entre les participants.

MONTREAL

de notre correspondante

Le processus envisagé par le congrès prévoit trois étapes, dans l'hypothèse où le Parti québécois, qui a le vent en poupe dans les sondages depuis plusieurs mois, reviendrait au pouvoir. Une « déclaration solennelle affirmant la volonté du Québec d'accéder à la pleine souveraineté » serait tout d'abord adoptée par l'Assemblée nationale de la province. Des « discussions » s'ouvriraient ensuite avec Ottawa « pour déterminer quels éléments d'association économique seraient maintenus » entre le Québec et le reste du Canada, et « quelle méthode de partage des actifs et des dettes du gouvernement fédéral canadien serait retenue ».

Une minorité pour une solution « à la lituanienne »

Parallèlement, une commission serait chargée de rédiger le projet de Constitution d'un Québec souverain, notion qui implique pour le PQ la pleine compétence de la province sur toutes ses lois et ses impôts ainsi que le pouvoir de signer des traités. Ce projet serait ensuite soumis « dans les meilleurs délais » à la population de la province par voie de référendum.

Une fois adoptée, cette Constitution serait « l'acte de naissance du

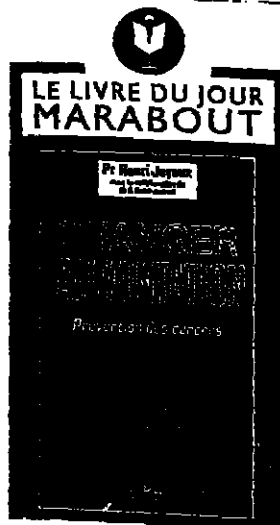
pays québécois » aux yeux de M. Parizeau persuadé qu'Ottawa accepterait préalablement, bon gré, mal gré, d'ouvrir des négociations. Les Canadiens du reste du pays « n'auront pas le choix, quels que soient leurs états d'âme, car il est de leur intérêt comme de notre de maintenir des liens économiques », a-t-il estimé.

Une petite minorité de députés souhaitait que, une fois revenu aux affaires, le PQ proclame d'abord l'indépendance de la province. Une solution dite « à la lituanienne » qui a été vue comme ayant toutes les chances de « mener rapidement à un cul-de-sac ».

Les auditions publiques de la commission parlementaire élargie sur l'avenir du Québec, instituée en septembre dernier, par une démarche unitaire du Parti libéral de M. Robert Bourassa (actuellement au pouvoir) et de l'opposition, se sont terminées en fin de semaine dernière sur un premier constat : la très grande majorité des Québécois souhaitent que leur province soit dotée de pouvoirs exclusifs dans de nombreux domaines, au premier rang desquels figurent la culture et la politique sociale.

Le chef du Parti libéral - dont la moitié des troupes sont tentées par l'idée d'une « souveraineté tranquille » - ne pourra ignorer cette demande lorsqu'il présentera, dans les prochaines semaines, ses nouvelles propositions constitutionnelles. Les précédentes sont devenues caduques lorsqu'une partie du Canada anglophone a refusé, en juin dernier, que le Québec adhère à la Constitution du Canada avec le statut de « société distincte ». M. Bourassa a, en théorie, la possibilité d'attendre jusqu'en 1993 avant de provoquer des élections, mais on voit mal comment il pourrait faire l'économie d'un scrutin - élections anticipées ou référendum - au plus tard l'année prochaine.

MARTINE JACOT



Dictateur

Le dictateur... (Text continues on the right side of the page, partially obscured by the edge of the scan.)

AFRIQUE

SOMALIE : la fuite du président Syaad Barré

Dictateur et chef de clan

Fils d'un éleveur marabout de la région de Lugh (nord-ouest de Mogadiscio), âgé officiellement de soixante-neuf ans (de soixante-dix-sept ans selon d'autres sources), le général Syaad Barré avait rêvé longtemps de gouverner les frontières héritées de l'histoire et de rassembler, au sein d'une seule et même nation, les membres dispersés de l'ethnie somalienne. La révolte de ceux-ci — clans issak, hawiye et ogaden en tête — constitue le plus grand échec de ce dessein de jeunesse. Depuis douze ans, le maître de Mogadiscio n'avait plus guère d'autre souci que de se maintenir au pouvoir, quel qu'en soit le prix.

Obstiné, mais pas au point de se laisser enfermer dans ses choix, cet autodidacte — s'exprimant aussi bien en arabe, en anglais, en italien ou en swahili — a su montrer, tout au long de sa carrière, un grand manœuvrier, habile à sauver sa mise. Promu inspecteur de police dans les années 40, Syaad Barré est admis, en 1952, pendant la colonisation italienne, à suivre les cours de l'académie militaire de Rome.

« Nous partions de zéro »

Nommé commandant en second de l'armée en 1960 — au moment où la Somalie accède à l'indépendance — il en devient le commandant en chef quatre ans plus tard. Et lorsque, le 21 octobre 1969, un groupe d'officiers

dits « progressistes » s'empare du pouvoir, sans effusion de sang, pour mettre un terme à la concussion et au népotisme du précédent régime, il s'impose d'emblée comme l'homme fort de la junte.

Le nouveau chef de l'Etat choisit alors d'engager son pays sur la voie du socialisme scientifique : « C'était un défi, avouera-t-il, car nous partions de zéro, sans capitaux, sans classe ouvrière, sans masses paysannes conscientes », figurent, entre autres, à son programme, la nationalisation des secteurs clés de l'économie, la création de fermes d'Etat et de coopératives agricoles, la sédentarisation des nomades, une campagne d'alphabetisation. L'Union soviétique, avec laquelle la Somalie signe, en juillet 1974, un traité d'amitié et de coopération, apporte son concours à cette politique, marquée par quelques résultats heureux.

La lune de miel avec Moscou s'assombrit vite. En novembre 1976, Syaad Barré prend la « décision historique » de lancer son armée à l'assaut de la « province perdue » de l'Ogaden, qui constitue l'est de l'Ethiopie. L'Union soviétique ne le suit pas sur ce terrain et se range aux côtés d'Addis-Abeba. En mars 1978, le président somalien doit donner à ses troupes l'ordre du repli. Celui-ci, quelques mois plus tard, qualifie d'« aberration monstrueuse » l'idée que son pays puisse abandonner le « camp révolutionnaire » pour

rejoindre le camp occidental, n'a désormais plus d'autre choix. La rupture est officiellement consommée avec la patrie du socialisme scientifique.

Le président Barré opère alors un spectaculaire renversement d'alliance. Il conclut aux Etats-Unis des facilités militaires à Berbera, à l'entrée de la mer Rouge, d'où les Soviétiques avaient été chassés. Cette coopération entre les deux pays conduit même à des manœuvres communes. Le chef de l'Etat somalien renoue aussi le dialogue avec certains pays arabes, notamment l'Arabie saoudite. Il en vient — secrètement, cette fois — à prendre langue avec Israël et à courtiser l'Afrique du Sud qui, en décembre 1984, dépêche son ministre des affaires étrangères à Mogadiscio.

Les « excès » de l'armée

Mais la dégradation de la situation économique et politique est telle que, très vite, le président Barré n'est plus en mesure de choisir ses amis comme il l'entend. Face à la contestation nordiste des Issaks, qui s'affirme avec la création du Mouvement national somalien (MNS) au début des années 80, face au mécontentement qui se fait jour dans la classe politique ou au sein de l'armée (dominée par les Ogadens), le numéro un somalien fait plus souvent appel à la répression qu'au dialogue. Il échappe à plusieurs complots, dont le plus

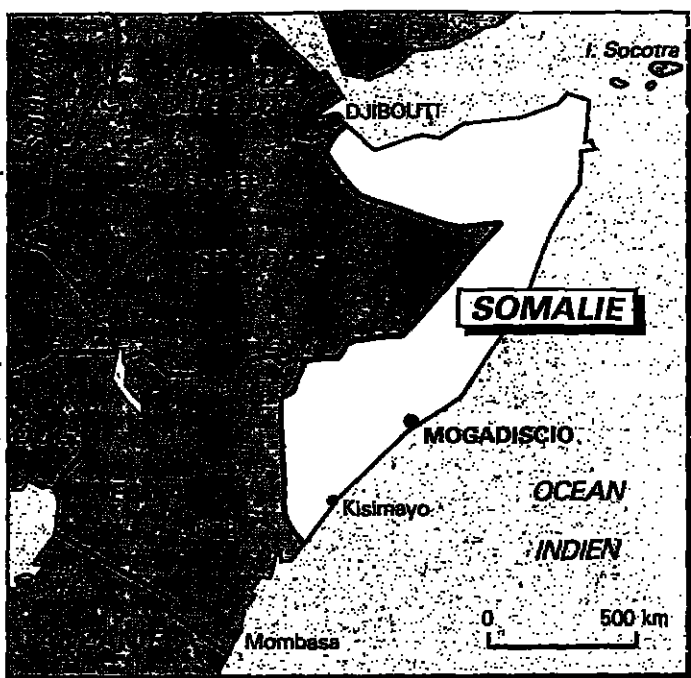
connu, fomenté par des officiers, remonte à avril 1978.

La guerre civile, qui ensangante bientôt tout le nord du pays, est marquée par des massacres et des atrocités qui achèvent de ternir l'image du régime. L'offensive de mai 1988 contre la ville de Hargeisa, la capitale du nord, en constitue un des points d'orgue. Washington et Londres s'indignent publiquement des « excès » de l'armée somalienne. C'est finalement vers Tripoli que le président Barré se tourne, afin de quémander un soutien militaire que les Etats-Unis, désormais, lui refusent.

Mais la contestation intérieure est trop forte. Après les Issaks et les Ogadens, les Hawiyes entrent eux aussi dans la danse. Mogadiscio, exsangue et isolée, sillonnée par les bérats vers de sinistres réputation, connaît ses premières manifestations de rue. L'assassinat de l'évêque local, Mgr Salvatore Colombo, en juin 1989, marque le début d'une vague de massacres sans précédent.

Le régime, à bout de souffle, tentera, en vain, de convaincre l'opinion de sa volonté de réforme et de dialogue. Les remaniements ministériels, les promesses de libéralisation de l'économie et les efforts tardifs en vue de négocier avec l'opposition ne serviront à rien. C'est la fin pour l'ancien homme fort de la Somalie, qui disait volontiers qu'« être sans ennemi, c'est ne rien faire ».

CATHERINE SIMON



1969-1991

D'alliance en alliance

- 1969 - 21 octobre : le major-général Syaad Barré prend le pouvoir sans effusion de sang.
- 1972 - octobre : le président Barré annonce le choix de l'alphabet latin pour l'écriture du somali.
- 1974 - juillet : un traité d'amitié et de coopération est signé entre la Somalie et l'URSS.
- 1976 - juillet : un parti unique est mis sur pied, le Parti socialiste révolutionnaire somali.
- 1977 - juillet : les forces somaliennes envahissent l'Ogaden éthiopien.
- 1978 - novembre : la Somalie dénonce le traité d'amitié avec l'URSS.
- 1978 - mars : les troupes somaliennes se retirent d'Ogaden.
- 1978 - avril : un coup d'Etat militaire est déjoué.
- 1979 - décembre : le président Barré est réélu à la tête de l'Etat par l'Assemblée nationale pour un mandat de six ans.
- 1980 - avril : les Etats-Unis signent avec la Somalie un accord pour l'utilisation de la base aéronavale de Berbera.
- 1981 - avril : le Mouvement national somalien (MNS, insurgé) est créé à Londres.
- 1985 - avril : la Somalie décide de rétablir ses relations diplomatiques avec la Libye, rompues en août 1981.
- 1986 - mai : le président Barré est victime d'un grave accident de la route près de Mogadiscio.
- 1986 - décembre : le président Barré est réélu à la tête de l'Etat au suffrage universel pour un mandat de sept ans.
- 1988 - avril : l'Ethiopie et la Somalie décident de rétablir des relations de bon voisinage.
- 1988 - mai : le MNS lance une offensive contre Hargeisa, la capitale du Nord.
- 1990 - mai : une centaine d'opposants diffusent un manifeste pour réclamer la démission du gouvernement et des changements démocratiques.
- 1990 - octobre : une nouvelle Constitution entre en vigueur, qui instaure le multipartisme.
- 1990 - novembre : le MNS, le Congrès de la Somalie unifiée (USC) et le Mouvement patriotique somalien (MPS) mettent en place un comité de coordination.
- 1990 - décembre : les rebelles de l'USC lancent l'assaut contre Mogadiscio.
- 1991 - janvier : le plan de paix proposé par l'Italie est rejeté par les mouvements d'opposition alors que les ambassades organisent l'évacuation de leurs ressortissants.
- 1991 - Le président Barré nomme un nouveau gouvernement, puis offre en vain sa démission en échange d'un cessez-le-feu.
- 1991 - 27 janvier : les rebelles de l'USC prennent le palais présidentiel, d'où le chef de l'Etat s'enfuit.

Victoire des rebelles

Suite de la première page

Réfugié dans son palais, le chef de l'Etat, isolé, narguait les rebelles de l'USC depuis près d'un mois, défendu par ses derniers fidèles et par une artillerie lourde meurtrière. Toute la journée, les canons de la Villa Somalia ont tiré aveuglément sur la ville, suivant la promesse de Syaad Barré de « détruire Mogadiscio, quartier après quartier », si les rebelles approchaient.

L'envoyé spécial de RFI rapporte que le président a abandonné son palais quelques instants seulement avant que les premiers rebelles franchissent les hauts murs d'enceinte, suivis d'une foule en liesse prête à saccager, de fond en comble, le haut lieu d'un régime détesté.

Fuite possible par la mer

Le président aurait-il pris la fuite vers le sud en compagnie de ses derniers soldats, comme l'affirme

l'USC, ou se serait-il retranché dans le camp militaire situé près de l'aéroport ? Personne ne sait ce qu'il est devenu, mais le coordinateur de Médecins sans frontières, installé à Mombasa (Kenya), hésite encore, dimanche soir, à envoyer un avion chargé de matériel médical sur la capitale somalienne, n'ayant pas eu le feu vert de l'équipe MSF sur place, bien que les rebelles aient annoncé qu'ils laissent l'aéroport depuis l'aube.

Le général Syaad Barré tente-t-il de fuir vers le Kenya, où il entretient, dit-on, de bons rapports avec la famille du président Daniel Arap Moi ? Ce serait une erreur, déclare un privé un officiel kenyan, que d'accorder l'asile politique au dictateur, dont le régime a chassé vers le Kenya des milliers de Somaliens. Et il lui sera difficile de passer la poste-frontière de Libye, explique un habitant de Kisimayo réfugié à Nairobi, puisque les rebelles du Front patriotique

somalien contrôlent la région, ajoutant que, sur l'aéroport de Kisimayo, seuls deux petits appareils sont encore en état de voler. « Il ne lui reste que la solution d'une évacuation par la mer, conclut-il, avec les deux navires de guerre amarrés dans le port, pour mettre le cap vers un pays ami... »

30 000 réfugiés à la frontière kenyane

Mais ceux qui n'ont jamais cru à une démission possible de Syaad Barré le croient toujours dans la capitale, dévastée par quatre semaines de combats et de pillages qui ont fait fuir tous les diplomates en poste et les deux tiers des habitants. Les Médecins sans frontières sont aujourd'hui les seuls étrangers à Mogadiscio. Installés en zone rebelle dans une petite école transformée en hôpital, ils opèrent sans interruption depuis six jours, aidés par quelques chirurgiens somaliens. Cet hôpital de fortune accueille plus de cent blessés chaque jour, et plus encore depuis les bombardements aveugles de ces dernières quarante-huit heures.

Dans le Sud, à la frontière kenyane, un autre « front humanitaire » s'est ouvert pour venir en aide aux quelque trente mille réfugiés somaliens, dont les deux tiers attendent près de Mandera, dans le no man's land frontalier, que le

gouvernement kenyan accepte l'installation de camps d'accueil. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, assisté de Médecins sans frontières, achève une mission d'évaluation sur les sites choisis par les autorités de Nairobi, mais se préoccupe déjà de la cohabitation, qui s'annonce très délicate, entre des gens de tous horizons tels que les opposants au régime et les membres du clan du président.

Tout en appelant les citoyens à se montrer solidaires et accueillants, le gouvernement kenyan a également suggéré aux bailleurs de fonds de faire la preuve de leur générosité. Mais l'heure est aussi à la méfiance : les bandes de « chifitas » (bandits) somaliens, qui ont écœuré le Nord-Est dans les années 70, ont laissé de mauvais souvenirs ici, et, pour éviter de nouveaux désordres, la police a reçu l'ordre de désarmer tous les réfugiés qui passent la frontière.

Le communiqué des rebelles diffusé dimanche par Radio-Mogadiscio souhaitait à tous les Somaliens « la prospérité, le progrès et la fraternité », maintenant que « les temps difficiles ont pris fin... ». Mais les tensions entre les mouvements rebelles, s'appuyant chacun sur un clan, restent vives et pourraient bien faire mentir ces quelques mots d'espoir.

JEAN HÉLÈNE

AFRIQUE DU SUD

Coup d'Etat manqué au Ciskei

Le gouvernement militaire du bantoustan du Ciskei (sud-est de l'Afrique du Sud), au pouvoir depuis le 4 mars 1990 dans ce territoire auquel Pretoria a octroyé l'indépendance en 1981, a affirmé, dimanche 27 janvier, avoir déjoué un coup d'Etat.

L'un des deux auteurs, le colonel Mangwane Guzana, a été tué dans la nuit au cours d'une fusillade avec l'armée. L'autre par schiste prisonnier, le colonel Charles Sebe (frère de l'ancien président Lennox Sebe), a également été tué dans un hôpital où, blessé, il s'était réfugié.

D'autre part, des milliers de personnes ont assisté, dimanche 27 janvier, à Sebokeng, au sud de Johannesburg, aux obsèques de 39 militants du Congrès national africain (ANC) tués le 12 janvier dernier par des hommes armés de fusils d'assaut AK-47, qui avaient tiré sur la foule rassemblée pour un enterrement.

Par ailleurs, les services de police ont annoncé dimanche que sept personnes avaient été tuées lors d'affrontements au cours des dernières vingt-quatre heures. Trois d'entre elles ont été retrou-

vées coupées en morceaux à Tokozza à la périphérie de Johannesburg et quatre morts ont été dénombrés dans la province du Natal, parmi lesquels un homme abattu par la police.

Records de violence

La violence politique en Afrique du Sud a provoqué, depuis 1984, la mort de 8 000 personnes, dont la moitié dans la seule province du Natal, indique un rapport d'enquête que vient de publier un organisme indépendant, l'Institut des relations raciales.

Les six premiers mois de l'année 1990, caractérisés par un processus de « libéralisation sans précédent » engagé par le président Frederik De Klerk, ont été également marqués par « une violence politique sans précédent », indique l'Institut.

1 591 personnes ont trouvé la mort « dans des affrontements » politiques établissant le record de « l'histoire moderne de l'Afrique du Sud », selon l'enquête. — (AFP, AP)

COTE-D'IVOIRE : fidèle de M. Houphouët-Boigny

Auguste Denise est décédé

Auguste Denise, fidèle du président Félix Houphouët-Boigny et l'un des figures marquantes de l'histoire politique ivoirienne, est décédé à Fria le 20 janvier à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, a annoncé dimanche 27 janvier la radio nationale ivoirienne.

[Né le 3 février 1906 à Tassané, au nord-ouest d'Abidjan, le docteur Denise a fait ses études à l'école normale William-Ponty de Dakar, puis à l'école de médecine et de pharmacie de cette ville, comme M. Houphouët-Boigny. Il a été, aux côtés de ce dernier, membre fondateur du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI, au pouvoir depuis 1960), dont il a occupé le poste de secrétaire général de 1946 à 1959, avant d'être membre du bureau politique et conseiller du parti (1959-1980). Il fut également président du gouvernement provisoire (1958-1959) qui a préparé l'accession à l'indépendance de la Côte-d'Ivoire, puis ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats membres du conseil de l'Entente (1959-1961), et ministre d'Etat à partir de 1961. Marié, père de six enfants, Auguste Denise était grand officier de la Légion d'Honneur.]

■ TCHAD : tentative d'assassinat. — M. Baal Zarth Papy, ancien directeur politique du cabinet du président tchadien, a été victime d'une tentative d'assassinat, vendredi 25 janvier, à son bureau à N'Djamena. Son agresseur, membre du mouvement de libération nationale, a été tué par la police. ■ MALI : des centaines de détenus soumis à des sévices. — Des centaines de personnes sont encore détenues à Bamako et en province après les manifestations du week-end dernier et du début de semaine. Des dizaines d'entre elles, dont des enfants de moins de douze ans, sont soumises à des sévices dans leurs lieux d'internement, a-t-on appris de sources concordantes, vendredi 25 janvier, dans la capitale malienne. Les détenus seraient au minimum deux cent cinquante, selon l'Association des jeunes avocats du Mali, alors qu'on apprend de bonne source que cinquante personnes supplémentaires auraient été arrêtées vendredi. — (AFP)

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, labilité à dériver le :

Master of Business Administration
with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de magistère, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (méro Iéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71
Communiqué par European University of America Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
Programmes offerts en France et en Arabie : 168, rue de la République, 92100 Nanterre, France et aux USA : 1680

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

SCIENCES
Le Monde
ET MÉDECINE

POLITIQUE

Les élections législatives partielles

A Paris, le RPR a fait barrage à M^{me} Barzach

M. Jacques Chirac ne s'est pas rendu à la mairie du quinzième arrondissement pour congratuler M. René Galy-Dejean, arrivé largement en tête à l'issue du premier tour de l'élection législative partielle de la treizième circonscription de Paris. Après avoir pesé de tout son poids dans la campagne électorale, il s'est contenté de féliciter le candidat RPR au téléphone. Tenu à bonne distance, M^{me} Michèle Barzach n'a plus beaucoup d'espoir, quoi qu'elle en dise, de garder son siège à l'Assemblée nationale.

« Digne et inquiète » en début de soirée devant le fort taux d'abstention enregistré dans les différents bureaux de vote, M^{me} Barzach attendait les premiers résultats avec circonspection. Ils ont confirmé ses craintes puisqu'un écart de quinze points s'est rapidement stabilisé entre les deux principaux prétendants, suscitant l'allégresse des militants RPR rassemblés à la mairie. M^{me} Barzach, adjointe de M. Chirac, affichait des mines réjouies et commentait à l'envi « la sagesse des électeurs » et « l'irresponsabilité des députés démissionnaires » d'avoir provoqué une élection en pleine guerre du Golfe.

M. Galy-Dejean, sur le conseil de M. Edouard Balladur, a attendu sagement la fin des opérations de dépouillement pour demander « instamment » à M^{me} Barzach de se retirer « afin que puisse se réaliser dans le quinzième arrondissement un très large rassemblement de toute l'opposition ». Il a souligné avec insistance qu'il est le seul à pouvoir être élu sans le soutien du Parti socialiste, argument martelé pendant toute la campagne contre M^{me} Barzach.

Dans sa permanence exigüe et surchauffée, M^{me} Barzach, après avoir fait ses comptes, affichait un public

Paris treizième circonscription (partie du quinzième arrondissement)

	5 JUIN 1988		27 JANVIER 1991	
Inscrits	70 646		66 704	
Votants	44 402		26 882	
Abstentions (%)	37,14		59,09	
Suffrages exprimés	43 946		26 436	
CANDIDATS ET ÉTIQUETTES				
	VOIX	%	VOIX	%
René Galy-Dejean, RPR			10 885	41,17
Michèle Barzach, ex-RPR	23 331 (1)	54,22	7 022	26,56
Alain Hubert, PS	13 568	30,85	2 710	10,25
Serge Martinez, FN	3 889 (2)	8,84	2 386	9,02
Laure Schneider, Verts	—	—	1 142	4,31
Roger Garrit, PC	1 976	4,49	706	2,67
Louis Girard, ext. d.	—	—	706	2,66
Agathe Caradee, Gén. écol.	—	—	443	1,67
Alain Kruger, div.	—	—	318	1,20
Marc Toupnier, div.	—	—	66	0,24
Gérard Danche, div.	—	—	49	0,18
Simone Caillot, div.	—	—	3	0,01
André Dupont, div.	—	—	3	0,01
Divers	691 (3)	1,57	—	—

(1) M^{me} Barzach, candidate URC-RPR; (2) M^{me} Michèle Le Hénec; (3) M^{me} Georges Proust, div. d. 450 (1,02 %), Claude Albert, FOR, 148 (0,33 %), Philippe Mercante, div., 93 (0,21 %).

Faites appel à ceux qui exportent partout dans le Monde

- École Supérieure du Commerce Extérieur
- Enseignement supérieur privé
- 4 années d'études dont 12 mois de stage en France et à l'étranger (USA et CEE)

- Diplôme Homologué au Niveau II (Cadres, Cadres Supérieurs) par Arrêté Ministériel

ESCE
la référence

63, rue Ampère 75017 Paris - Tél. : (1) 47 63 36 55 - 42 27 99 37
3617 CODE ECOI • ESCE

A Lyon, les « rénovateurs » et le Front national face à face

LYON

de notre bureau régional

Dans un salon de grand hôtel lyonnais, où MM. Michel Noir et Jean-Michel Dubernard vont réunir dimanche soir une conférence de presse, des partisans des deux députés démissionnaires prennent patience en regardant FR 5 Rhône-Alpes qui donne les premières tendances du scrutin. Une seule estimation provoque quelques réactions, quelques rires narquois : celle qui crédite M. Pierre Botton, gendre de M. Noir, candidat soutenu par le RPR dans la troisième circonscription, d'un modeste 11 % des suffrages exprimés. Cette petite satisfaction mise à part, l'ambiance n'est guère à la fête. Les 70 % d'abstentions jettent une ombre sur ces deux législateurs qui étaient considérés comme deux mille électeurs, soit la moitié du corps électoral de Lyon.

La première déclaration de M. Noir vaut pourtant, à ses yeux, communiqué de victoire : « Les Lyonnais viennent d'exprimer, en votant très largement pour Jean-Michel Dubernard et moi-même, leur accord avec la démarche politique ouverte le 6 décembre ». M. Dubernard renchérit en expliquant même que les électeurs « ont confirmé, par leur abstention, le diagnostic que nous portions sur le refus de l'organisation politique actuelle ». En atteignant respectivement 43,34 % et 40,14 % des voix, les deux députés sortent en effet certes réduits de bons scores, mais en repli de quatre points sur leurs performances de 1988.

Le PS sans illusions

M. Noir préfère insister sur l'écart creusé avec les autres formations politiques et « la déroute cursive du PS et du RPR ». Ce qui permet aux responsables du Front national d'affirmer que leur organisation est « désormais la deuxième parti du Rhône », même si ses représentants n'ont pas franchi la barre des 12,5 % des inscrits. En pourcentage, ils ne progressent que légèrement par rapport aux scores obtenus par leur parti lors de l'élection présidentielle de 1988 et des européennes de 1989. M. Bruno Gollinisch (15,99 % dans la deuxième circonscription) et M. Alain Breuil (18,64 % dans la troisième) vont donc se retrouver au second tour contre « les candidats de l'équivoque », en tenant la main « aux électeurs de convictions de droite ».

Désastre

par Jean-Yves Lhœmeau

ORSQUE, le 6 décembre dernier, M. Michel Noir a annoncé sa démission de son mandat parlementaire et du RPR, entraînant à sa suite deux députés, M^{me} Barzach à Paris et M. Dubernard à Lyon, il voulait provoquer, disait-il, un « électrochoc » dans les têtes des citoyens qui se détournent de la politique. Au soir du premier tour des trois élections législatives partielles, il n'a eu entre les mains que le dessin d'un électrochoc à plat.

M. Noir cherchait un « sursaut » civique en suscitant l'intérêt pour une pratique nouvelle, selon lui, de l'action politique. Deux électeurs sur trois sont restés chez eux. Les Français, il est vrai, ont la tête ailleurs, ce qui n'a tout de même pas empêché certains d'entre eux d'aller au football (vingt-cinq mille spectateurs, dimanche, au Stade Vélodrome de Marseille) ou aux courses (vingt mille à Vincennes pour le Grand Prix d'Amérique). Et l'on ne manque pas de reprocher au maire de Lyon — au RPR et chez les socialistes notamment — d'avoir provoqué ces élections partielles alors que la crise du Golfe était commencée depuis longtemps.

Le FN, principale force d'opposition

L'initiative de M. Noir se situe au plus près d'un désastre pour la rénovation dont il veut être le porte-drapeau, au mieux par un coup raté. Elle a certes confirmé le discrédit dont souffrent les partis politiques traditionnels. A Lyon comme à Paris, les socialistes, en recul de quinze à vingt points, subissent une véritable déroute. A Lyon, le RPR enregistre de piteux résultats et, à Paris, il a fait barrage à M^{me} Barzach, il le doit davantage à la personnalité du maire de la capitale et au système qu'il y a mis en place qu'à un engouement partisan. Le parti com-

Le PS s'était engagé sans illusions dans ces élections : les résultats enregistrés (12,12 % et 14,13 %) révèlent une perte importante par rapport à ceux de 1988 (30,98 % et 31,47 % au premier tour). Ils confirment leur incapacité chronique à se situer face à M. Noir depuis que celui-ci a pris la mairie de Lyon. Tout en dénonçant

« un scrutin accessoire sur des considérations secondaires », M. Yvon Deschamps, candidat dans la troisième circonscription, et premier secrétaire fédéral, a appelé « à faire barrage aux candidats de l'exclusion, de la ségrégation, de la xénophobie et de l'insécurité ».

Le PCF a vu son espace politique

encore un peu plus grignoté (4,15 % et 6,20 %), malgré sa volonté de porter la campagne sur le front de la guerre du Golfe. Quant aux Verts, avec 6,13 % et 5,98 %, ils n'ont pas réalisé la percée qu'ils espéraient.

BRUNO CAUSSE

RHONE, 2^e circonscription (Lyon II, III, IV et parties de Lyon I et V)

	5 JUIN 1988		12 JUIN 1988		27 JANVIER 1991	
Inscrits.....	65 710		65 710		61 877	
Votants.....	39 885		41 122		20 057	
Abstention (%).....	39,30		37,41		67,58	
Suffrages exprimés.....	39 470		39 942		19 428	
CANDIDATS ET ÉTIQUETTES						
	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%
Michel Noir, ex-RPR.....	18 877 (1)	47,82	23 494 (1)	58,82	8 421	43,34
Bruno Gollnisch, FN.....	5 390 (2)	13,65			3 108	15,99
Paul Raveaud, PS.....	12 231 (3)	30,98	16 448 (3)	41,17	2 355	12,12
Hervé Fabre-Aubrespy, RPR.....					2 180	11,22
Gilles Buna, Verts.....	860 (4)	2,17			1 192	6,13
Yves Fournel, PC.....	2 112	5,35			807	4,15
Michel Chomarat, div. g.....					616	3,17
Gilbert de Mauroy, CNI.....					509	2,61
Paul Rozet, div. d.....					180	0,92

(1) M. Noir, candidat URC-RPR; (2) M. Bruno d'Epenoux; (3) M. Pierre Lartel; (4) M. Jacques Pristemps, écologiste.

RHONE 3^e circonscription (Lyon IX, X^e et parties de Lyon XII^e et XIII^e)

	5 JUIN 1988		12 JUIN 1988		27 JANVIER 1991	
Inscrits.....	58 091		58 091		55 384	
Votants.....	34 723		35 821		16 378	
Abstention (%).....	40,22		38,33		70,42	
Suffrages exprimés.....	34 294		35 126		15 894	
CANDIDATS ET ÉTIQUETTES	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%
J.-M. Dubernard, ex-RPR.....	15 425 (1)	44,97	20 426	58,15	6 380	40,14
Alain Breuil, FN.....	5 143 (2)	14,99			2 964	18,64
Yvon Deschamps, PS.....	10 794 (3)	31,47	14 700 (3)	41,84	2 247	14,13
Pierre Botton, sout. RPR.....					1 852	11,65
René Chevalier, PC.....	2 932	8,54			986	6,20
Jean Brière, Verts.....					951	5,98
Roland Roux, CNI.....					514	3,23

(1) M. Dubernard, candidat URC-RPR; (2) M. Maurice Depierre; (3) M. Jean-Pierre Flaconnetche.

M. Gérard Le Gall, secrétaire national adjoint du PS : « Par ses initiatives immatures, alors que la guerre se profilait, M. Michel Noir a porté un mauvais coup à une démocratie qu'il jugeait malade lors de sa démission en décembre ».

M. Alain Juppé, secrétaire gé-

ral de RPR : « La démission des trois députés était inopportune et ne correspondait à aucune attente des électeurs ». Pour « assurer l'élection du candidat de l'opposition le mieux placé », M. Juppé demande aux électeurs RPR de voter à Lyon pour MM. Noir et Dubernard.

Une exposition dans plusieurs villes de province
L'Assemblée nationale se décentraliseBORDEAUX
de notre envoyé spécial

Les citoyens envoient leurs députés à l'Assemblée nationale, et voilà que l'Assemblée se déplace auprès d'eux. Tel est l'objet de l'exposition itinérante « Député-députés » qui va, pendant près de deux ans, séjourner dans une douzaine de grandes villes de province dont les habitants pourront voir ainsi chez eux, pendant plusieurs semaines, un chapiteau, réplique réduite du Palais Bourbon (1).

M. Fabius a inauguré jeudi 24 janvier la première de ces expositions à Bordeaux, où le maire l'a accueilli avec chaleur. M. Chaban-Delmas, qui détient le record de longévité à la présidence de l'Assemblée nationale sous la V^e République, s'est félicité que « soit ainsi rendue justice aux députés qui incarnent la République ». Cette exposition a naturellement pour objet de montrer l'importance du rôle des parlementaires et de l'institution au moment où l'antiparlementarisme et le rejet de la politique connaissent une poussée comme il s'en est d'ailleurs déjà produite à plusieurs reprises au cours de l'histoire républicaine.

Ce chapiteau ambulant a aussi un objectif pédagogique en apportant à domicile un cours d'instruction civique illustré. L'exposition évoque toutes les activités des parlementaires et souligne la diversité comme l'importance de leurs décisions. Elle montre aussi leur mode de vie avec une reproduction d'une fraction de l'hémicycle grandeur nature et d'un bureau de députés. L'histoire de France comme la vie quotidienne

sous tous ses aspects sont donc ainsi retracés grâce à cette sorte de décentralisation de l'Assemblée nationale. M. Fabius, qui se rendra dans chaque ville d'exposition, a souligné à Bordeaux que les grands choix de la nation, « qu'ils soient heureux ou malheureux, se sont toujours faits au Parlement ». Car c'est bien là que sont nées les Républiques comme en 1875 ou en 1958 ou qu'elles sont mortes comme en 1940, lorsque les chambres ont accordé les pleins pouvoirs à Pétain. Ainsi, selon M. Fabius, « rien de fondamental et de durable ne s'est produit en France sans que le Parlement l'ait voulu ou qu'il y ait été associé ».

ANDRÉ PASSERON

(1) L'exposition « Député-députés » sera, après Bordeaux, le 14 mars à Poitiers, le 26 avril à Dijon, le 14 juin à Saint-Etienne, fin juillet à Chalon-sur-Saône, le 6 septembre à Strasbourg, le 18 octobre à Lille, le 6 décembre à Rouen, le 17 janvier 1992 à Niort, le 20 mars à Toulouse, le 1er mai à Pau et le 12 juin à Nantes. Dans chacune de ces villes, l'exposition durera trois ou quatre semaines.

« Sida : M. Evrin soutient les associations poursuivant M. Le Pen. — Le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evrin, qui « se félicite » de la condamnation, à Lyon, du Front national pour utilisation du sigle SIDA sur ses affiches électorales, à la suite d'une plainte de six associations (Le Monde daté 27-28 janvier), a tenu, vendredi 25 janvier, à « réaffirmer sa solidarité avec les personnes séropositives ou malades que le Front national veut atteindre dans leur dignité ».

Agences de presse

Violences anti-immigrées

SCIENCE ET MÉDECINE

LA FONDATION YEHUD AU THÉÂTRE

Le Monde

Jeudi 10.1.50

SOCIÉTÉ

... Le Monde • Mardi 29 janvier 1991 15

Agressions ou attentats racistes

Les violences anti-immigrés augmentent en Corse

La communauté maghrébine vivant en Corse subit une accélération de la violence raciste depuis le début du conflit du Golfe: actes isolés, agressions crapuleuses ou tentatives d'attentat. Les chefs d'entreprise redoutent une vague de départ des travailleurs immigrés qui composent 20 % de la population active insulaire.

BASTIA

de notre correspondant

« Les autorités françaises ont pris des dispositions pour garantir la sécurité de nos ressortissants. Il ne faut pas brusquer les choses. (...) Attendons d'avoir un peu de recul sur les événements et le retour d'un climat serein pour interpréter la situation. » Consul du Maroc en Corse, M. Mohamed Bellaïch se veut plus prudent que rassurant. Quelques heures auparavant, dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 janvier (le Monde daté 27-28 janvier), le bâtiment qui abrite les bureaux du consulat a fait l'objet d'une tentative d'incendie.

La veille, en début d'après-midi, trois jeunes gens, le visage découvert, avaient fait irruption dans la Maison du combattant à Bastia, agressant violemment le porte-drapeau des anciens combattants de Haute-Corse, M. El Morhal Ben Alissa, d'origine algérienne, plusieurs fois médaillé pour avoir combattu dans l'armée française au cours de la dernière guerre et aujourd'hui âgé de cinquante-huit ans. Il réussira à mettre en fuite ses agresseurs.

Dans la soirée du vendredi 18 janvier, à la sortie sud de Bastia, des coups de feu étaient tirés contre la façade de l'appartement et contre la voiture d'un maçon marocain.

M. Lahcen Moulay, âgé de trente-quatre ans. Un des tirs de chevrotine atteindra un mur proche du berceau où dormait un bébé de deux mois. A la même heure, à la sortie nord de Bastia, un homme de cinquante-cinq ans, M. Amar Ajam, originaire du Maroc, était violemment frappé par un homme cagoulé et armé qui lui déroba les 2 500 F retirés dans l'après-midi de son compte bancaire.

Les vols de Royal Air Maroc

Le même jour, la voiture d'un ouvrier nord-africain, M. Mathlouthi, était incendiée à Fiesco-Novu, un quartier populaire au sud de Bastia. Le lendemain à Torre-Vecovato, à 30 kilomètres au sud de Bastia, l'épicerie orientale gérée par M. Ahmed El Khalkioui, quarante-huit ans, né au Maroc, était la cible de plusieurs tirs de chevrotine. Quelques jours auparavant, le commerce voisin, une boucherie dont le gérant est d'origine marocaine, avait été visé par plusieurs coups de feu. A l'époque, les enquêteurs avaient estimé qu'il pouvait s'agir d'un règlement de comptes d'ordre commercial.

Actes isolés, agressions crapuleuses ou attentats racistes... Tous jours est-il qu'une accélération de la violence visant les immigrés se fait sentir dans l'île depuis le début de la guerre du Golfe. Un climat qui favorise le développement d'une véritable psychologie raciste. Avant le 15 janvier, la Corse vivait déjà sous le choc de la révélation des agressions d'une bande de jeunes gens cagoulés et armés qui, dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier, dans la région d'Aléria, à l'allure, s'étaient attaqués à la hache à un baraquement abritant une famille de Marocains et s'apprêtaient à violer la mère de

famille. L'arrivée rapide des gendarmes, alertés par des voisins, permit d'éviter le pire.

Depuis, certains travailleurs immigrés songent à quitter définitivement la Corse. La rumeur enflamme les chiffres. Là où ils seraient des milliers, ils sont en réalité quelques dizaines de passages de plus sur les lignes maritimes de la FNCM entre Bastia et Marseille ou sur les lignes de la compagnie Royal Air Maroc qui assurent régulièrement le service de Oujda au départ de Bastia. Bien que la grève des personnels au sol des compagnies Air France et Air-Inter, à l'aéroport de Bastia-Poretta, dure depuis quarante-cinq jours et oblige la compagnie marocaine à annuler plusieurs de ses vols, les avions ne sont pas complets. « Les départs pour l'Afrique du Nord ne sont pas en hausse. Ce matin du 22 janvier, un avion de cent soixante-trois places est parti avec quarante-huit passagers pour Oujda », commente M. Roger Mondoloni, le responsable de Royal Air Maroc en Corse.

L'inquiétude des chefs d'entreprise

Situation presque normale pour M. Henri Huan, le préfet de Haute-Corse : « Depuis le déclenchement des hostilités dans le Golfe, au total moins de cinq cents personnes ont quitté le département, des départs motivés aussi par des impératifs économiques liés à la fin de la campagne de ramassage des cémentines. » Des chiffres contestés par les organisations antiracistes qui estiment que « les départs sont quotidiennement plus importants, mais les consignes sont de minimiser le phénomène pour ne pas affoler les populations ». Ces organisations multiplient les réunions et les rassemblements pour protester contre « la dérive raciste de la société corse et pour que les citoyens normalement informés assument leurs responsabilités de respect des droits de l'homme et de tradition d'hospitalité ».

Même les chefs d'entreprise manifestent leur inquiétude. Depuis quelques semaines, les chiffres des attentats sont souvent des ressortissants

marocains, qui comptent pour 14 713 des 17 534 résidents étrangers originaires du Maghreb officiellement recensés en Corse. Les Tunisiens sont 2 039, et les Algériens 782. Principale main-d'œuvre dans l'agriculture, où ils représentent 60 % des actifs contre 40 % dans le bâtiment et les travaux publics (BTP), les travailleurs immigrés composent 20 % de la population active de la Corse. Récemment, plusieurs organisations socioprofessionnelles du bâtiment ou de l'agriculture ont demandé aux pouvoirs publics de prendre des mesures pour garantir la sécurité des travailleurs immigrés.

Pour l'Uvaco (l'union des viticulteurs de l'île), « les départs massifs de membres de la communauté maghrébine peuvent causer une économie vitivinicole qui a du mal à survivre ». Préoccupation tout aussi « pratique » de la part du maire de ce village de Balagne, qui craint de perdre sa réserve d'élèves pour la rentrée 1991-1992 : « Si les familles des cinq Marocains qui habitent le village décident de partir, nous serons en dessous du seuil minimal pour le maintien de la classe. Alors, il faudra fermer. »

MICHEL CODACCIONI

LOISIRS

Une « carte mer » ou un permis seront exigés à partir de 1992 pour conduire les bateaux de plaisance à moteur

La réglementation relative au permis de conduire en mer des bateaux de plaisance va changer. M. Thierry Lajoie, président du Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques, vient de remettre un rapport au ministre de la mer, M. Jacques Mellick, qui lui avait demandé des propositions à ce sujet à l'automne dernier. Trois millions de Français sont plaisanciers. Le rythme annuel d'immatriculation des navires est de 24 000, dont 21 000 pour les seuls bateaux à moteur.

Le système actuel du permis de conduire en mer remonte à 1966 et comprend trois catégories. A l'avenir, il ne subsistera plus que deux catégories, la « carte mer » et le « permis mer », dans une réglementation notablement refondue.

La carte concernera les bateaux équipés d'un moteur de 6 à 50 chevaux et de moins de 2 tonnes. Les embarcations ne devront pas s'éloigner à plus de 2 milles des

côtes, et uniquement de jour. La carte sera délivrée après un examen simple consistant de dix questions théoriques et de dix exercices pratiques.

Le permis proprement dit sera obligatoire pour les conducteurs d'un bateau de plus de 50 chevaux et de plus de 2 tonnes, naviguant sans limite géographique de jour comme de nuit. Il sera assorti de deux options, la surmotorisation et la conduite spéciale, afin de tenir compte de l'augmentation du nombre des grosses vedettes off shore, qui peuvent présenter des dangers. Le permis ne sera délivré - par un moniteur titulaire d'un brevet d'Etat - qu'après un examen plus difficile constitué de vingt-cinq questions théoriques, d'un exercice sur carte marine et de vingt-cinq exercices pratiques.

Toutes ces dispositions s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 1992. Le ministre de la mer, M. Mellick, a fait savoir qu'il retiendrait les propositions de M. Lajoie, qui est par ailleurs son chef de cabinet.

F. Gr.

ESPACE

Les cosmonautes Afanassiev et Manarov effectuent une troisième sortie

Record de durée battu pour les cosmonautes Victor Afanassiev et Moussa Manarov, en orbite à bord de la station soviétique Mir, qui ont effectué, samedi 26 janvier, leur troisième sortie dans l'espace depuis le début de l'année.

Durant six heures et vingt minutes, ils se sont affairés dans le vide spatial, afin de fixer un bras télescopique sur le module d'astrophysique Kvant-1, arrivé à l'arrière de la station. S'ajoutant à la

« grue spatiale » montée la semaine dernière sur la paroi extérieure de Mir, cette structure leur permettra prochainement de transporter vers Kvant des panneaux solaires, actuellement fixés sur le module Kristall.

Les deux cosmonautes ont également installé à la surface de Mir des réflecteurs laser de navigation. Leurs précédentes sorties, effectuées le 7 et le 23 janvier, avaient duré, l'une 5 heures 18 minutes, et l'autre 5 heures 33 minutes. — (AFP)

17 Circulation automobile alternée à Milan en raison de la pollution atmosphérique. — Le taux de pollution atmosphérique ayant atteint la cote d'alerte, jeudi 24 janvier, les autorités de la région de Milan ont décidé d'imposer temporairement la circulation alternée des véhicules en fonction de leurs plaques minéralogiques. De 6 heures du matin à minuit, dans Milan et trente-quatre communes environnantes, les véhicules immatriculés en Lombardie ne seront autorisés à rouler qu'un jour sur deux, selon que leur numéro d'immatriculation se termine par un chiffre pair ou impair. Le chauffage des logements est aussi limité à 18 degrés.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde

ET MÉDECINE

Frédéric Pelassy, violon.
Emile Naoumoff, piano.
Sonate pour piano en ré majeur K. 576
Sonate pour piano en ut mineur K. 457
Sonate pour piano et violon en la majeur K. 526
Mardi 29 janvier, 18 h 30.

Olivier Baumont, clavecin.
Antoine Ladrette, violoncelle.
Jean-Christophe Frisch, flûte.
Sonates pour clavecin avec accompagnement de flûte et violoncelle
K. 10, 11, 12, 13, 14, 15
Mercredi 30 janvier, 18 h 30.

Nathalie Arnoux, violon.
Carole Carniel, piano.
Sonate pour piano en ut majeur K. 545
Sonate pour piano en fa majeur K. 280
Fantaisie n° 14 en ut mineur K. 475
Sonate pour piano et violon en mi b majeur K. 481
Mercredi 6 février, 18 h 30.

Marie-Annick Nicolas, violon.
Claire Desert, piano.
Sonate pour piano en si b majeur K. 281
Sonate pour piano en si b majeur K. 333
Sonate pour piano et violon en si b majeur K. 454
Jeudi 7 février, 18 h 30.

Trio BWV
Bertrand Walter, violon
Laurent Verney, alto
Dominique de Willencourt, violoncelle
Divertimento en mi b majeur K. 563
Mardi 12 février, 18 h 30.

Trio Wanderer
Vincent Coq, piano Guillaume Sutre, violon
Raphaël Pidoux, violoncelle
Laurent Verney, alto
Trio en ut majeur K. 548
Trio en sol majeur K. 564
Duo pour violon et alto en sol majeur K. 423
Mercredi 13 février, 18 h 30.

Le Mouvement E. Leclerc parraine l'événement.



Programme des prochains concerts:

PHOTO

Le masque des apparences

L'étrange univers de deux précurseurs de la photographie mise en scène : Nancy Wilson-Pajic et Ralph-Eugene Meatyard

« Ce que je montre, c'est ce que je vois », disait Ralph-Eugene Meatyard qui mena jusqu'à sa mort, en 1972, à l'âge de quarante-six ans, une activité de photographe *free lance* parallèlement à sa profession d'opticien. Passionné de jazz et de littérature, il se refusait à commenter ses images, qu'il montrait à ses amis dans un silence total, et s'est défini lui-même comme un « *primitif de la photographie* ».

Dans *The Family Album* de Lucy-belle Carter, commencé en 1970, alors qu'il se savait atteint d'un cancer, et publié par *Aperçu* en 1974, il s'inspire d'un récit de Flannery O'Connor pour conter la vie d'une femme imaginaire, entourée par des comparses (lui-même, sa famille, ses amis) affublés de masques de carnaval grotesques. Dans des endroits sinistres et sombres, aux alentours de sa maison du Kentucky, des personnages déguisés, sans identité, au physique inquiétant, au comportement irrationnel, se livrent à des activités incompréhensibles.

Messagers de l'au-delà, ces instantanés rituels et angoissants, ouverts à la poésie et au rêve, admirablement contrôlés, apparaissent pourtant plus vrais que toute réalité. Affirmant la primauté de la vision sur la raison, Meatyard ne cherche pas à créer artificiellement l'insolite, mais il tente,

par une transcription optique de l'illusion (surimpression, flou, ralenti) à visualiser des émotions cachées, à révéler la part de surnaturel et de mystère qui réside sous la surface des choses les plus familières.

Fabriquez plutôt que rendre compte, évoquer l'inconnu, faire travailler mentalement le regard, sont aussi les mobiles qui motivent, après son abandon définitif de la peinture en 1967, l'Américaine Nancy Wilson-Pajic, installée en France en 1978. Assez proche de Meatyard, elle aussi recourt au masque d'Halloweën et au déguisement dans ses premières œuvres narratives d'inspiration autobiographique, sortes de performances minimalistes tournant autour de l'identité féminine, et où bien sont Cindy Sherman, elle interprète tous les rôles.

Sa démarche devient plus conceptuelle lorsqu'elle fixe les gestes de sa grand-mère cousant (1973) et met au jour le contenu émotionnel des actes quotidiens les plus insignifiants. De ses premières expériences, à base d'images trouvées, lorsqu'elle utilisait la photographie et autres moyens graphiques, Nancy Wilson-Pajic a gardé la défiance des photographes « *froids et haisants* ». Dans la série *Displacement*, prise avec un simple *Brownie Flash*, par la fenêtre de sa voiture, elle va même jusqu'à élimi-

ner le sujet pour se concentrer uniquement sur la technique du tirage, traité par le procédé ancien de la gomme bichromatée sur des supports nobles (papier, toile) où la chair fine des gris s'épanouit en grandes plages monochromes.

D'essence plastique rythmée selon le procédé cinématographique du découpage en séquences, agencé en diptyques et commenté de textes manuscrits (non traduits), le travail de Nancy Wilson-Pajic est peut-être un peu à l'étroit dans le local exigu du Musée d'art moderne.

Servi par trente-huit tirages récents au format impeccable effectués par son fils Christopher, l'hommage rendu à Meatyard par Marie-Françoise Georges est d'autant plus émouvant qu'elle a décidé de fermer sa galerie après quatre ans d'activité.

PATRICK ROEGERS

► Ralph-Eugene Meatyard, *Comptoir de la Photographie*, 56, rue du Faubourg St-Antoine, cour du Bel-Air, Paris 12^e. Jusqu'au 9 mars.

► Nancy Wilson-Pajic, Musée national d'art moderne, Centre Pompidou, galerie du forum. Jusqu'au 17 février.

► Catalogue en phototypie. Textes de Nancy Wilson-Pajic et Alain Sayag. 64 pages. 320 francs.

Nancy Wilson-Pajic : « *Disguise, Scarecrow* » (1970).

DESIGN

L'intime et le repos

Une nouvelle collection de meubles d'André Putman

De l'Hôtel Morgan à New-York à la boutique Alaïa de Paris, André Putman, avec son parti pris minimaliste, aura marqué la dernière décennie. Douze ans après la création d'Ecart International (agence d'architecture intérieure, édition et réédition de mobilier), elle décolle en douceur l'image noire et blanche qui lui colle à la peau. Depuis le début des années 80, elle a réédité des meubles, des objets caractérisés par une sévérité des lignes et une technique de l'assemblage (soudure, boulonnage) propres à l'industrie des années 20. On trouve à son catalogue Eileen Gray (bureau *Troust* en bois laqué et cuir noir), Michel Dufet (chaise *nickelée*) ou encore Robert Mallet-Stevens, avec cette chaise en métal qu'André Putman considère comme le *tee-shirt* de l'ameublement.

Aujourd'hui, cette austérité graphique s'épanouit en formes rondes et généreuses. En ce début 1991, André Putman lance une douzaine de pièces signées par Paul Mathieu et Michaël Ray, deux jeunes créateurs – l'un français, l'autre américain – et réédite Jean-Michel Frank et Adolphe Chanaux. Ces deux décorateurs réalisèrent, dans les années 30, les intérieurs des Noailles, de Louis Aragon et d'Elisa Triolet, avec un luxe et une retenue classiques : meubles géométriques mais recouverts de marquetterie de paille ou de galuchat (peau de poisson traitée).

L'occasion est donnée ici de découvrir ce vrai travail d'ébéniste (car ces modèles destinés à des clients privés comme Jean-Paul Guerlain étaient des pièces uniques) : une table en chêne aux pieds vigoureux ainsi qu'un meuble de rangement repris d'après un dessin de 1932. Son apparente simplicité (un bloc, deux portes) dissimule une technique particulière. Centimètre par centimètre, le bois est usiné, et la matière ainsi écaillée retrouve une nature irrégulière mais parfaite. D'où son prix relativement élevé : 25 000 francs.

Du côté de Michaël Ray et Paul Mathieu, les canapés couleur crénelés, rebondis comme du bon pain, les petites tables en arcaïen et à roulettes, les repose-pieds qui peuvent servir de sièges d'appoint donnent une idée assez juste de la maison-pantoufle des années 90.

Enfin, présentée dans le loft d'Ecart, face aux meubles et aux dolmens du peintre Le Groumellec, la ligne de mobiliers dessinée par André Putman elle-même. L'ensemble signale son évolution, tout en soulignant, vers l'intime (chaises *la Lune gainée de cuir*) et le repos (chaise longue *Caquetière* en noyer et cuir).

LAURENCE BENAÏM

► Ecart International, 111, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : 42-78-11-11.

CINÉMA

Un inconnu de premier plan

Le Festival d'Angers a révélé un jeune cinéaste français, Arnaud Desplechin

Destiné à faire connaître les premiers films et les travaux des écoles de cinéma européennes (*le Monde* du 17 janvier), le Festival Premiers Plans, d'Angers, n'affiche pas de stars à son programme. Pourtant sa troisième édition, qui a eu lieu du 18 au 27 janvier et a couronné le très bon *Un Orphelin nommé Volodya* du Tchèque Václav Tichý, tandis que le public, après celui d'Avoriaz, plébiscitait *Wings of Fame*, s'est trouvée une vedette inattendue.

Le jeune réalisateur Arnaud Desplechin, présent à double titre, s'y est fait deux fois remarquer. D'abord grâce à un moyen métrage, *La Vie des morts* : autour des relations d'une famille aux multiples ramifications, cet auteur de trente ans finit par développer les tensions, les complications, les angoisses, les rires et les silences de ses nombreux personnages avec un sens certain du récit, de la mise en scène et de la direction d'acteurs.

D'une durée hors norme, quarante-huit minutes, son film avait été refusé par tous les festivals de courts métrages (trop long) et devait être présenté à Angers hors compétition (trop court). La

défection de dernière minute du film français *Fortune Express* d'Olivier Schatzky, sélectionné par le Festival de Berlin, lui valut finalement de concourir – et de remporter le prix du scénario, ainsi qu'une bourse de 200 000 francs pour son prochain film.

Ce prochain film, *La Sentinelle*, le public de Premiers Plans eut l'occasion d'en découvrir le scénario, grâce à une manifestation originale organisée par la Fondation GAN, sans doute l'entreprise de médias la plus impliquée dans l'aide au cinéma. Elle organisait la lecture de scripts par des comédiens, et André Dussolier « *interprétant* » seul à la table ce texte complexe, inventif et audacieux, loin de déflorer le film, aléchant comme un fumet prometteur.

La Sentinelle s'adjugeait donc la bourse au meilleur scénario, après l'avance sur recette obtenue l'an dernier. Et Desplechin, tout surpris de sa bonne fortune, s'en revenait d'Angers avec mieux que des récompenses : l'espoir et la confiance de tous ceux qui avaient eu l'occasion de découvrir son travail.

J.-M. F.

La sacrifiée

Bette Midler est la troisième « *Stella* », pas la meilleure

Serveuse dans un bistrot bruyant, tenu par un gros ivrogne, joueur malchanceux (John Goodman) mais qui l'aime, Bette Midler-Stella, super-moulée dans ses jeans peints d'éph (nous sommes en 1969), grimpe sur le bar et mime un strip-tease. Le jeune étudiant en médecine Stephen Dallas (Stephen Collins) n'en croit pas ses yeux et la drague à mort. Bientôt il lui fera un enfant et lui proposera de l'épouser, mais du bout des lèvres. La fibre Stella le renversera à ses études. Trois ans après, il réapparaît, jeune médecin plein d'avenir installé à New-York car il pense sans arrêt à sa fille. Stella accepte qu'il la prenne avec lui pour les vacances.

Une première version de ce mélo célèbre date de 1925, la seconde de 1937, dans laquelle Stella – Barbara Stanwick dirigée par King Vidor – n'était évidemment pas une femme libérée des années 70, mais une ambitieuse aventurière, une mauvaise. A la fin, elle se repentait et se sacrifiait, c'était tout de même plus intéressant que dans le film de John Erman, où Bette Midler est d'une vulgarité crasse, mais d'une grandeur d'âme sans défaut. Rien d'étonnant, donc, à ce qu'elle se sacrifie, elle n'a fait que ce qu'elle a dû.

Si on va voir Bette Midler dans

Stella on ne s'attend pas à de la dentelle. Cependant, elle n'avait peut-être pas besoin de s'enlaidir à ce point, de pousser la vulgarité aussi loin – en particulier dans la scène en Floride, où, attifée à bruler, sans doute ivre, elle oblige un barman à danser un mambo frénétique, mettant sa fille, dont elle protège pourtant l'idylle avec un gentil yuppy, dans une situation épouvantable.

Bette Midler pourrait faire mieux avec un meilleur scénario, après l'avance sur recette obtenue l'an dernier. Et Desplechin, tout surpris de sa bonne fortune, s'en revenait d'Angers avec mieux que des récompenses : l'espoir et la confiance de tous ceux qui avaient eu l'occasion de découvrir son travail.

COLETTE GODARD

Paris au doigt et à l'œil

En trois ans, la Vidéothèque de Paris a réussi à s'imposer et à se diversifier

A l'origine, il s'agissait de mémoire : garder la trace en images de la capitale, telle que le temps, les hommes et l'imaginaire la transforment. Citant Baudelaire (« *la forme d'une ville change plus vite, hélas !, que le cœur d'un mortel* »), le poète et scénariste Pierre Emmanuel concevait au début des années 80 le projet d'archiver et de mettre à la disposition du public tout ce que pellicule et bande magnétique avaient enregistré comme représentation de Paris. Le projet voyait le jour en février 1988.

Deux mille titres (trois mille cinq cents aujourd'hui) constituaient le fond de la Vidéothèque de Paris, dont l'utilisation repose sur les idées, divergentes en apparence, de haute technicité et de convivialité. La haute technicité, c'est la gestion informatisée du stock (l'ordinateur répond en trois secondes à toute question) et un robot serveur plus performant qu'une escouade de documentalistes (les Japonais s'approprièrent à le copier).

La convivialité régit aussi bien dans le choix des films que dans leur consultation. Tous les types de produits ont droit de cité dans la Vidéothèque : longs et courts métrages de fiction, documentaires, actualités cinématographiques ou télévisuelles, publicités, films d'amateurs... Et accès pour tous, qu'il s'agisse de choix individuels ou aujourd'hui de trente (bientôt quarante) moniteurs, ou de programmations organisées par la Vidéothèque dans l'une de ses salles de projection.

Le bilan de ces trois années d'existence est largement positif : 200 000 visiteurs en 1990 (dont 70 % de moins de trente ans, 60 % de moins de vingt ans), et 75 000 visionnages concernant 95 % du stock. Au hit-parade des consultations, on trouve les documents concernant l'histoire des quartiers et, côté fiction, Godard, Carax, Maille et... *Le Père Noël est une ordure*. Mais l'existence et le succès de la Vidéothèque ont entraîné d'autres développements que le simple dictionnaire d'archives-consultation d'une bibliothèque ordinaire.

Premier constat : notre époque réputée « *de l'image* » fournit plutôt moins de documents propres à constituer une mémoire visuelle qu'autrefois. « *Le maître mot de l'audiovisuel moderne, c'est toujours plus vite, toujours plus court* », constate Véronique Cayla, directrice générale. Les reportages destinés aux journaux télévisés sont découpés en tout petits morceaux. Le commentaire ne correspond pas forcément au contenu ni à la durée des images. Et les chaînes privées ne sont pas soulagées au départ, ce qui entraîne la disparition de nombreux documents.

Come une bibliothèque qui ferait écrire les livres qu'elle sou-

haïterait conserver, la Vidéothèque, qui fonctionne avec une subvention de 25 millions de francs par an de la Mairie de Paris, a donc pris en main la production d'images. En se consacrant surtout à l'enregistrement des différentes phases des grands chantiers, ainsi qu'à des documents sur des « *figures* », célèbres ou pas, de la capitale. Mais elle bute sur la limite de sa statuaire objectivité, lorsqu'il s'agit de filmer des événements « *chauds* » dans les rues de Paris, manifestations ou attentats.

Réservoir d'images, la Vidéothèque ne veut pas être une banque de données inertes. Ses documentalistes conçoivent des programmes complets sur des thèmes aussi variés que la Commune, l'empire des médias, Brassens ou les gamins de Paris, tous sujets d'un intérêt pour 1991 après « *les Folles Années* », qui débute le 29 janvier : une balade en diagonale du traité de Versailles à la défaite de 40, situant de la politique aux mouvements artistiques et à la vie quotidienne, au fil de montages documentaires et de fictions d'époques ou modernes, de *l'Inhumaine* de L'Herbier à *Slavsky* de Resnais, en passant par ces irrémédiables témoins : Renoir, Carné, Guitry, Duvivier ou Vigo.

Des liens avec les scolaires

Autres axes : les séries « *Ecrans d'un jour* », organisées par un historien et qui montreront « *l'environnement visuel et audiovisuel d'un événement historique* » ou « *les gens voyaient sur les écrans de cinéma, et de télévision pour les plus récents* », explique Véronique Cayla. A chaque fois, ces projections sont complétées par les explications du spécialiste qui les a programmées. Et aussi les « *cartes blanches* » données à des personnalités du cinéma, de la télévision, du théâtre ou de la presse – trente-quatre en 1990 – qui conçoivent des programmations « *subjectives* », en fonction de leurs goûts et de leurs centres d'intérêt.

Les enfants et les adolescents ont répondu massivement à l'appel de la Vidéothèque, leurs enseignants ont suivi. A leur intention et selon leurs demandes, sont organisées des projections thématiques. Mais, de plus en plus, il est question de faire se déplacer les images plutôt que les spectateurs. Le projet de raccorder les archives au câble pour une consultation à domicile tend à se concrétiser, le ciblage de la capitale étant dans un pièux état. Et les problèmes de droits n'étant pas réglés, gare aux magnétoscopes gourmands. Il y aura peut-être du neuf en septembre prochain, pour les « *câbles* » des douzième et vingtième arrondissements.

Mais la Vidéothèque a commencé de tisser des liens permanents avec les établissements sco-

laire. Le lycée Turgot est raccordé au fameux robot serveur, et un système d'envoi d'images à des magnétoscopes installés dans plusieurs lycées parisiens est à l'étude. Une autre forme, plus simple et plus stable de diversification.

« *Nœud ferroviaire* » de la communication aux connexions de plus en plus diverses, la Vidéothèque, qui a fait de l'interactivité un credo, tire sa vitalité de sa capacité à se transformer au fur et à mesure que la demande augmente et se précise. De ce qui a déjà été fait, de ce qui se prépare, les Parisiens pourront se rendre compte au cours de la journée « *Portes ouvertes* » du 7 février.

JEAN-MICHEL FRODON

► Vidéothèque de Paris, porte Saint-Eustache, 2, Grande Galerie, 75001 Paris. 40-26-34-30. Ouverte du mardi au dimanche, de 12 h 30 à 20 h 30. Entrée : 20 francs ou abonnements annuels.

MERCREDI



CULTURE

BANDE DESSINÉE

Le sacre de Marcel Gotlib

Le dix-huitième Salon de la BD d'Angoulême a primé l'auteur de la « Rubrique à bras » pour l'ensemble de son œuvre

ANGOULEME

de notre envoyé spécial

Ce fut tout à la fois une surprise et une reconnaissance tardive : le Grand Prix du dix-huitième Salon international de la bande dessinée d'Angoulême a été décerné à Marcel Gotlib, pour l'ensemble de son œuvre.

A cinquante-six ans, celui que le microcosme de la BD a depuis longtemps surnommé le « fils spirituel de René Goscinny » (le créateur d'Astérix, avec Albert Uderzo, pour lequel il dessina les *Dingodossiers*) a consacré la moitié de sa vie à la bande dessinée. Marcel Gotlib, qui débuta comme lettré de *Strips* à l'agence Opera Mundi, est quasiment devenu un monument dans le monde du neuvième art.

Il a participé à la création de *Pilote* en 1959, puis à celle de *L'Écho des savanes*, avant de fonder avec son ami d'enfance Jacques Diamant le mensuel de BD d'humour *Fluide glacial*. 100 000 exemplaires diffusés chaque mois, un record quand on sait la débâcle de la plupart des magazines de BD.

Ses séries d'albums, de la *Rubrique à bras* à *Gai Luron*, de *Rhûd* à *Hamster Jovial*, perpétuent la tradition du burlesque, du pastiche et de la dérision, dans la veine des Franquin, Kurtzmann et Goscinny. Mais ses ouvrages font tellement partie de la culture des adultes que la BD que chacun s'attache à lire aujourd'hui leur auteur, essentiellement occupé depuis plusieurs années par l'animation de *Fluide glacial*, n'a pas été distingué plus tôt par Angoulême.

Comme le veut la coutume, Marcel Gotlib devrait présider le jury du Grand Prix du prochain Salon d'Angoulême en 1992. A condition que des commanditaires prêtent vie à cette dix-neuvième édition. Le député et maire (UDF) d'Angoulême, M. Georges Chavannes, qui avait indiqué que la municipalité, grevée de dettes par la gestion de son prédécesseur, ne pourrait plus verser la totalité de la subven-

tion annuelle (*Le Monde* du 25 janvier), a cependant fait part à maintes reprises pendant le Salon de sa volonté de voir la manifestation continuer.

Dans les coulisses, plusieurs sponsors, dont les caisses d'épargne et le conseil régional, ont signifié leur souhait d'aider Angoulême 19. Mais la décision définitive devrait être connue fin février.

Un intérêt intact

Le dix-huitième Salon ne semble guère avoir été affecté par ces soucis financiers. Le public est certes en baisse - 5 % de moins que celui de 1990, qui avait attiré 100 000 visiteurs - mais son intérêt pour les expositions et le tout nouveau musée-médiathèque de la bande dessinée du Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNBDI) reste intact. Le visiteur, d'abord surpris, avait même tendance à noyer dans le décor les nombreux policiers présents aux abords des lieux d'exposition et de la « Bulle » regroupant les stands des éditeurs, afin de prévenir tout incident lié à la guerre du Golfe.

Une guerre que parvient à faire oublier la très belle exposition consacrée à René Goscinny : un grenier dans lequel s'entassaient, comme autant de malles alourdies de rêves, les souvenirs de papa argentin qui ont enchanté son enfance, les vues du New-York de ses débuts, ses premiers dessins de la capitale biblique, d'Olympie ou d'Astérix ou encore le radiateur du Petit Nicolas.

En revanche, l'exposition consacrée à Max Cabanes (*Colin-Mallard*) déçoit par son classicisme, tandis que celle qui traite de la BD japonaise (*Magavision*) scandalise par son indigence.

Mais le clou d'Angoulême 18, c'est le musée-médiathèque du Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNBDI), un lieu magique et étonnant dans lequel sont rassemblés, selon les époques et les écoles de BD, des originaux de dessins de Rodolphe Topffer,

Alain Saint-Ogan, René Giffey, René Fellos, Marijac, Paul Cuvelier, Raymond Macherot, etc., ainsi que des entretiens par vidéo interposée avec des auteurs contemporains de BD - Hergé, Tardi, Gotlib, etc. - qui s'apparentent autant à des conférences qu'à des leçons de création graphique empreintes de virtuosité.

M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, absent le 23 janvier - jour de l'inauguration de ce Musée de la BD - pour cause de guerre du Golfe, a manqué quelque chose.

YVES-MARIE LABÉ

Le palmarès

Voici la liste des prix attribués lors de l'édition 1991 du Salon d'Angoulême :

Grand Prix : Marcel Gotlib, pour l'ensemble de son œuvre (éditions Dargaud et Audie).

Alph'art du meilleur album 1990 : *Le Chemin de l'Amérique*, d'Hervé Barz (Albin Michel).

Alph'art humour ex-aequo : *Le Pauvre Chevalier* de F.M. (Casterman), et *Encyclopédie des bébés*, de Goossens (Audie).

Alph'art du meilleur album étranger : *Manuel Montano* de Miguel Prado et Luna (Casterman).

Alph'art communication : campagne publicitaire de Publicis-Etoile conçue par Villenot pour la radio Rire et chansons (groupe NRJ).

Alph'art jeunesse : *Dans la peau d'un chat*, de Colman et Desberg (Dupuis).

Alph'art avenir : Tiborce Roger. Alph'art scolaire : Benjamin Sabatier pour *Mann*.

DANSE

Chorégraphies adolescentes

Aux dixièmes Rendez-vous chorégraphiques de Sceaux le « Hic et nunc » de Roxane Huilmand manque d'urgence

Hic et nunc, la troisième création de la Néerlandaise Roxane Huilmand, permet de poser une question qui agite la danse aujourd'hui. L'univers des hommes et des femmes est-il aussi divisé que le racontent des chorégraphes de plus en plus nombreuses, exclusivement composées de femmes ou d'hommes ?

Pourquoi les femmes chorégraphes, qui mettent en scène des personnages de leur propre sexe, privilégient-elles le thème de la femme enfant, avec ses variations obligées : cris, gloussements et jeux innocents ? Une vision nostalgique et régressive qui limite, à moyen terme, plus d'un travail.

Le quatuor de Lolita de *Hic et nunc*, qui vient d'être présenté aux Gâteaux de Sceaux dans le cadre des dixièmes Rendez-vous chorégraphiques, n'échappe pas à la règle. Mais, très vite, on a l'impression que les quatre gamines, au demeurant charmantes, qui s'agitent dans une chorégraphie direc-

tement inspirée des « twisteries » des années 60 ne passionnent pas plus leur créatrice que le spectateur, et que celle-ci attend le moment idéal pour arracher ses danseuses à leurs minijupes pailletées et à leurs trémoussements.

Au premier fondu au noir, l'affaire est faite : les voilà qui réapparaissent en soutane sur fond blanc et lumières assorties. On se réjouit alors de retrouver la Roxane Huilmand qu'on avait découverte en 1988 avec *Tanz mit Mannen*, où elle bataillait, seule, avec cinq hommes, jusqu'à l'épuisement.

Commencent, alors, vingt minutes qui pourraient fonctionner comme une courte pièce autonome : corps qui s'attirent et se repoussent sans jamais se toucher, sachant dévier de loin leurs trajectoires tournoyantes ; corps balancés, vidés, à la recherche d'un nouvel influx. Glissades et roulés au sol sont personnalisés par les cabriolets sur une main, les

rythmes frappés par les paumes directement sur le corps, puis à terre avec les poings.

Les correspondances créées entre les mouvements et les sons produits par le corps sont fortes et justes. Cette séquence se termine par un filin de l'Autrichien Peter Kubelka en hommage au peintre Arnulf Rainer. Les éclairés bombardés sur l'écran blanc et vide, les déflagrations enregistrées sur la bande son incarnent, mieux que toutes les images prises sur le vif, la guerre qui vit dans nos têtes.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Dixièmes Rendez-vous chorégraphiques de Sceaux, jusqu'au 12 février, 20 h 30. CAC Les Gâteaux, 49 avenue Georges Clemenceau, 92330 Sceaux. Tél. : 46-60-06-64.

► Prochains programmes : le 29, Josef Nadi, dans *Comédie tempio*. Le 1^{er} février, Angelina Preljocaj dans *Amer America*.

AGENDA

CARNET DU Monde

Décès

M. et M^{me} Jacques Augé et leurs enfants, M. et M^{me} Max Augé, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Jacqueline Augé, ses enfants, petits-enfants, et arrière-petits-enfants. Les familles parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Pierre AUGÉ, née Yvonne Barbier,

survenue à Paris, le 24 janvier 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 janvier, à 14 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Bagneux-sur-Cette (Gard), suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille.

17, boulevard Lefebvre, 75015 Paris.

— Paul-André et Bernadette Belime, Paulette Belime, Julien, Catherine, et Vincent Jean Bogousslavsky, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants. Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de

Lucie BELIME-LAUGIER,

professeur honoraire à l'École nationale de Paris, journaliste.

chevalier de la Légion d'honneur, qui s'est éteint paisiblement, le 20 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

68, chemin Ami-Angard, 1290 Versoix, 27, chemin de la Pierraz, 1066 Epalinges (Suisse).

— On nous prie d'annoncer le décès récemment survenu de

M. Henri CHARDON,

avocat honoraire du tribunal de grande instance de Paris, croix de guerre 1939-1945, chevalier de la Légion d'honneur.

De la part de Son épouse, née Marthe, Sa fille, M^{me} Edouard Peyre, Et belle-famille.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

15 bis, rue Cauchois, 75018 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94. Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques : 32 F. Abonnés et actionnaires : 80 F. Communication diverses : 95 F.

— M. le doyen Jean-Paul de Gaudemar, Les enseignants, Et les personnels de la faculté des sciences économiques, université Aix-Marseille II, ont le regret et la tristesse de faire part du décès de leur ami et collègue

M. le professeur

Bernard ROSIER, survenu le 23 janvier 1991.

— M. Jean-Pierre Sautereau, née Christiane Biret, son épouse, Laurent et Pierre-Emmanuel, ses fils. M^{me} Roger Sautereau, sa mère, M. et M^{me} Gérard Sautereau, M. et M^{me} Alain Sautereau, ses frères. Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre COUDERC,

survenue à Paris, le 22 janvier 1991, dans sa soixante-douzième année.

Friez pour elle.

Les obsèques religieuses ont eu lieu, dans l'intimité familiale, le vendredi 25 janvier à Hardricourt (Vielaines).

21, rue Ernest-Renan, 75015 Paris.

— Jean-Charles MILLERET est parti pour un dernier voyage le 23 janvier 1991.

Il avait vingt-six ans.

Ses parents, Jean-Philippe et André Milleret, Son amie, Valérie, Son frère, Vincent, Ses grands-mères, M^{me} Moret et M^{me} Milleret, Ses oncles, tantes, cousins, cousines, Ses amis, sont tristes.

L'incinération aura lieu le mercredi 30 janvier, à 10 h 15, au columbarium du Père-Lachaise.

Levée du corps à 9 h 30, 22, rue Bruant, Paris-13.

61, avenue du Président-Wilson, 94230 Cachan.

— M^{me} Jean Rivière et ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 2 janvier 1991, de

M. Jean RIVIERE,

chevalier de la Légion d'honneur, capitaine de frégate (C.R.).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 2 février, à 10 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Bremontrier, Paris-17.

On associe à son souvenir celui de sa sœur,

M^{me} Jacqueline RIVIERE,

décédée le 18 septembre 1990.

— M. le doyen Jean-Paul de Gaudemar,

Les enseignants, Et les personnels de la faculté des sciences économiques, université Aix-Marseille II, ont le regret et la tristesse de faire part du décès de leur ami et collègue

M. le professeur

Bernard ROSIER, survenu le 23 janvier 1991.

— M^{me} Jean-Pierre Sautereau, née Christiane Biret, son épouse, Laurent et Pierre-Emmanuel, ses fils. M^{me} Roger Sautereau, sa mère, M. et M^{me} Gérard Sautereau, M. et M^{me} Alain Sautereau, ses frères. Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre COUDERC,

survenue à Paris, le 22 janvier 1991, dans sa soixante-douzième année.

Friez pour elle.

Les obsèques religieuses ont eu lieu, dans l'intimité familiale, le vendredi 25 janvier à Hardricourt (Vielaines).

21, rue Ernest-Renan, 75015 Paris.

— Jean-Charles MILLERET est parti pour un dernier voyage le 23 janvier 1991.

Il avait vingt-six ans.

Ses parents, Jean-Philippe et André Milleret, Son amie, Valérie, Son frère, Vincent, Ses grands-mères, M^{me} Moret et M^{me} Milleret, Ses oncles, tantes, cousins, cousines, Ses amis, sont tristes.

L'incinération aura lieu le mercredi 30 janvier, à 10 h 15, au columbarium du Père-Lachaise.

Levée du corps à 9 h 30, 22, rue Bruant, Paris-13.

61, avenue du Président-Wilson, 94230 Cachan.

— M^{me} Jean Rivière et ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 2 janvier 1991, de

M. Jean RIVIERE,

chevalier de la Légion d'honneur, capitaine de frégate (C.R.).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 2 février, à 10 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Bremontrier, Paris-17.

On associe à son souvenir celui de sa sœur,

M^{me} Jacqueline RIVIERE,

décédée le 18 septembre 1990.

— M. le doyen Jean-Paul de Gaudemar,

Les enseignants, Et les personnels de la faculté des sciences économiques, université Aix-Marseille II, ont le regret et la tristesse de faire part du décès de leur ami et collègue

M. le professeur

Bernard ROSIER, survenu le 23 janvier 1991.

— M. Jean-Pierre Sautereau, née Christiane Biret, son épouse, Laurent et Pierre-Emmanuel, ses fils. M^{me} Roger Sautereau, sa mère, M. et M^{me} Gérard Sautereau, M. et M^{me} Alain Sautereau, ses frères. Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès deM^{me} Pierre COUDERC,

survenue à Paris, le 22 janvier 1991, dans sa soixante-douzième année.

Friez pour elle.

Les obsèques religieuses ont eu lieu, dans l'intimité familiale, le vendredi 25 janvier à Hardricourt (Vielaines).

21, rue Ernest-Renan, 75015 Paris.

— Jean-Charles MILLERET est parti pour un dernier voyage le 23 janvier 1991.

Il avait vingt-six ans.

Ses parents, Jean-Philippe et André Milleret, Son amie, Valérie, Son frère, Vincent, Ses grands-mères, M^{me} Moret et M^{me} Milleret, Ses oncles, tantes, cousins, cousines, Ses amis, sont tristes.

L'incinération aura lieu le mercredi 30 janvier, à 10 h 15, au columbarium du Père-Lachaise.

Levée du corps à 9 h 30, 22, rue Bruant, Paris-13.

61, avenue du Président-Wilson, 94230 Cachan.

— M^{me} Jean Rivière et ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 2 janvier 1991, de

M. Jean RIVIERE,

chevalier de la Légion d'honneur, capitaine de frégate (C.R.).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 2 février, à 10 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Bremontrier, Paris-17.

On associe à son souvenir celui de sa sœur,

M^{me} Jacqueline RIVIERE,

décédée le 18 septembre 1990.

— M. le doyen Jean-Paul de Gaudemar,

Les enseignants, Et les personnels de la faculté des sciences économiques, université Aix-Marseille II, ont le regret et la tristesse de faire part du décès de leur ami et collègue

M. le professeur

Bernard ROSIER, survenu le 23 janvier 1991.

— M. Jean-Pierre Sautereau, née Christiane Biret, son épouse, Laurent et Pierre-Emmanuel, ses fils. M^{me} Roger Sautereau, sa mère, M. et M^{me} Gérard Sautereau, M. et M^{me} Alain Sautereau, ses frères. Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès deM^{me} Pierre COUDERC,

survenue à Paris, le 22 janvier 1991, dans sa soixante-douzième année.

Friez pour elle.

Les obsèques religieuses ont eu lieu, dans l'intimité familiale, le vendredi 25 janvier à Hardricourt (Vielaines).

21, rue Ernest-Renan, 75015 Paris.

— Jean-Charles MILLERET est parti pour un dernier voyage le 23 janvier 1991.

Il avait vingt-six ans.

Ses parents, Jean-Philippe et André Milleret, Son amie, Valérie, Son frère, Vincent, Ses grands-mères, M^{me} Moret et M^{me} Milleret, Ses oncles, tantes, cousins, cousines, Ses amis, sont tristes.

L'incinération aura lieu le mercredi 30 janvier, à 10 h 15, au columbarium du Père-Lachaise.

Levée du corps à 9 h 30, 22, rue Bruant, Paris-13.

61, avenue du Président-Wilson, 94230 Cachan.

— M^{me} Jean Rivière et ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 2 janvier 1991, de

M. Jean RIVIERE,

chevalier de la Légion d'honneur, capitaine de frégate (C.R.).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 2 février, à 10 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Bremontrier, Paris-17.

On associe à son souvenir celui de sa sœur,

M^{me} Jacqueline RIVIERE,

décédée le 18 septembre 1990.

— M. le doyen Jean-Paul de Gaudemar,

Les enseignants, Et les personnels de la faculté des sciences économiques, université Aix-Marseille II, ont le regret et la tristesse de faire part du décès de leur ami et collègue

M. le professeur

Bernard ROSIER, survenu le 23 janvier 1991.

— M. Jean-Pierre Sautereau, née Christiane Biret, son épouse, Laurent et Pierre-Emmanuel, ses fils. M^{me} Roger Sautereau, sa mère, M. et M^{me} Gérard Sautereau, M. et M^{me} Alain Sautereau, ses frères. Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès deM^{me} Pierre COUDERC,

survenue à Paris, le 22 janvier 1991, dans sa soixante-douzième année.

Friez pour elle.

Les obsèques religieuses ont eu lieu, dans l'intimité familiale, le vendredi 25 janvier à Hardricourt (Vielaines).

21, rue Ernest-Renan, 75015 Paris.

— Jean-Charles MILLERET est parti pour un dernier voyage le 23 janvier 1991.

Il avait vingt-six ans.

Ses parents, Jean-Philippe et André Milleret, Son amie, Valérie, Son frère, Vincent, Ses grands-mères, M^{me} Moret et M^{me} Milleret, Ses oncles, tantes, cousins, cousines, Ses amis, sont tristes.

L'incinération aura lieu le mercredi 30 janvier, à 10 h 15, au columbarium du Père-Lachaise.

Levée du corps à 9 h 30, 22, rue Bruant, Paris-13.

61, avenue du Président-Wilson, 94230 Cachan.

— M^{me} Jean Rivière et ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 2 janvier 1991, de

M. Jean RIVIERE,

chevalier de la Légion d'honneur, capitaine de frégate (C.R.).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 2 février, à 10 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Bremontrier, Paris-17.

On associe à son souvenir celui de sa sœur,

M^{me} Jacqueline RIVIERE,

décédée le 18 septembre 1990.

— M. le doyen Jean-Paul de Gaudemar,

Les enseignants, Et les personnels de la faculté des sciences économiques, université Aix-Marseille II, ont le regret et la tristesse de faire part du décès de leur ami et collègue

M. le professeur

Bernard ROSIER, survenu le 23 janvier 1991.

— M. Jean-Pierre Sautereau, née Christiane Biret, son épouse, Laurent et Pierre-Emmanuel, ses fils. M^{me} Roger Sautereau, sa mère, M. et M^{me} Gérard Sautereau, M. et M^{me} Alain Sautereau, ses frères. Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès deM^{me} Pierre COUDERC,

survenue à Paris, le 22 janvier 1991, dans sa soixante-douzième année.

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
La cinématheque de la danse présente : John Neumeier au travail (1987) : Introduction à l'art océanien (1989), de André S. Labarthe ; Van Gogh à Paris - répétitions (1988), d'André S. Labarthe ; Susie Berkeley, d'André S. Labarthe, 20 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)
Le Jour le plus long du Japon (1967, v.o. s.t. angl.), de K. Otake, 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Zavertini : la Sposa non può attendere (1950, v.o. s.t.f.), de Gianni Franciolini, 14 h 30 ; Lo Chiameremo Andrea (1972, v.o. s.t.f.), de Vittorio De Sica, 17 h 30 ; la Ciociara (1960, v.o. s.t.f.), de Vittorio De Sica, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A., v.o.) : Les Trois Batz, 8 (45-61-10-60).
L'AMOUR DANS DE BEAUX DRAPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (46-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (A., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-85) ; Le Barry Zibbe, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).
BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.o.) : Le Barry Zibbe, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

CABAL (*) (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (Esp., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-85).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46).

CERTAINES NOUVELLES (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-25-40-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHUCKY LA POUPEE DE SANG (*) (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LA CITÉ DES DOULEURS (Chin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

DAMES GALANTES (Fr.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

PARIS EN VISITES

MARDI 29 JANVIER

« L'Opéra Garnier », 13 h 30, sieste de Lully (M. Casse).
« Découvrir l'Unesco », 14 h 15, entrée, place Fontenay (Paris et son histoire).
« L'Institut du monde arabe », 14 h 30, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (Tourisme culturel).
« Le Musée Cognac-Jay dans l'hôtel Donon », 14 h 30, 8, rue Elzévir (D. Bouchard).
« Paris vu par les peintres, de Corot à Signac », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).
« Les passages marchands du XIX^e siècle, une promenade hors du temps », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autoguidé).
« Le quartier Breteuil-Suffren et le palais de l'Unesco », 14 h 30, métro Saint-François-Xavier (V. de Langlade).
« Hôtels et jardins du Marais sud, palais des Voisins », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du passé).
« Près de 500 mètres de l'enceinte de Philippe-Auguste », 14 h 45, métro Pont-Neuf (M. Benassat).
« Cryptes et souterrains de l'église Saint-Sulpice », 15 heures, parvis de Saint-Sulpice (Y. Jaslet).

CONFÉRENCES

11, avenue du Président-Wilson, 14 h 30 : « René Magritte », par José Vovelle (Musée d'art moderne).

DESPERATE HOURS (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Pathé Hautes-Fautes, 6 (43-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (43-31-58-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-47-94).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

DOC'S KINGDOM (Fr.-Por., v.o.) : Le Saint-Germain-de-Provence, Salle G. de Beaugrand, 6 (42-22-87-23).

L'ÉCHELLE DE JACOB (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-30) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ARNAQUEURS. Film américain de Stephen Frears, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Opéra, 2 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Les Nations, 12 (43-43-20-40) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

MAUVAISE FILLE. Film français de Régis Franc : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

MONSIEUR QUIGLEY L'AUSTRIEN. Film américain de Simon Winchester, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautes-Fautes, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept

LA FEMME DU MARCHAND DE PÉTROLE (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

GHOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

HENRY (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; Max Linder Panoramas, 9 (48-24-88-88) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15 (45-08-50-50) ; v.f. : Panthéon, 6 (43-54-15-04) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 9 (43-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6

(45-10-30) ; v.f. : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).

MIMA (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fautes, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

MIR AND MRS BRIDGE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Blanche-Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-12) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

NITTA (Fr.) : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

OUTREMER (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Pathé Hautes-Fautes, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-95-40) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

ROUTE ONE (USA-37) : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

TRANSIT. Film français de René Allio : Escuriel, 13 (47-07-28-04).

VILLA BEAUSOLEIL. Film français de Philippe Alard : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18).

LA 74-84-94 : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

ROUTE ONE (USA-37) : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA NUT (A., v.f.) : Le Barry Zibbe, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

REI DOM OU LA LÉGENDE DES KREULS (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

REZ-DE-CHAUSSEE (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucerna, 8 (45-44-57-34).

ROCKY 5 (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

SAILOR ET LULA (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Lucerna, 8 (45-44-57-34) ; Studio 28, 18 (48-08-38-07).

LE SEUL TÉMOIN (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 14 (43-26-58-00) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81).

TILAI (Bourkine, v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-85) ; Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18).

LES TORTUES NINJA (A., v.f.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Club Gaumont Publicis Montparnasse, 8 (43-59-31-67) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34) ; Les Trois Batz, 8 (45-61-10-60).

URANUS (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Breteigne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01).

LE VENT DE LA TOUSSAINT (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

LES SÉANCES SPÉCIALES

LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 16 h.

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h.

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 21 h.

ANNE TRISTER (Can.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 19 h.

LA BAIE DES ANGES (Fr.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) 12 h.

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 20 h.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 16 h.

LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 10.

LE CONFORMISTE (Fr.-It.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) 12 h 10.

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 15.

LE CUIRASSÉ POTEMKINE (Sov.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 16 h.

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) 14 h.

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) 17 h 45.

DOCTEUR PETITOT (Fr., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 22 h.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 14 h.

SCÈNES D'UN SOMBRE EMPIRE (Fr.-All.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 14 h.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16 (42-88-84-44) 20 h.

EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 h 40.

SANTASIA (A.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 19 h 40.

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) 12 h 05.

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

GOTHIC (Brit., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-96-86) 14 h 50.

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 40.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.-It.-All.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 17 h.

IVAN LE TERRIBLE (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 h 40.

THÉÂTRES

SPECTACLES NOUVEAUX

LES JOURS DE PREMIÈRE et de relâche sont indiqués entre parenthèses.

LE MAGICIEN PRODIGEUX. Théâtre de la Ville (42-74-22-77) (dim. soir, lun. 20 h 30 ; dim. 15 h 23).

MELITE OU LES FAUSSES LETTRES. Malakoff Théâtre 71 (48-55-43-43) (dim. soir, lun. 20 h 30 ; dim. 18 h 23).

LA TANIÈRE (DIE FREMDEN-FÜHRERIN). Théâtre national de la Colline (43-66-43-60) (dim. soir, lun. 21 h ; dim. 16 h 23).

TRANSIT.

Les conséquences économiques de la guerre du Golfe

L'AIE
accusée

Alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui regroupe les principaux pays consommateurs de pétrole, devait se réunir le 28 janvier à Paris, le ministre algérien des mines, M. Sadek Boussena, président en exercice de l'OPEP, a accusé cette organisation, créée en 1974 par M. Henry Kissinger, d'avoir par une « action délibérée » provoqué la chute de près de dix dollars des cours du brut.

Dans un entretien publié le week-end dernier par l'agence algérienne APS, M. Boussena s'est livré à une attaque très vive de l'AIE : « Les notifications faites à ses membres le 17 janvier, jour de déclenchement de la guerre, pour rendre disponibles 2,5 millions de barils/jour (mbj) à partir notamment des stocks stratégiques gouvernementaux (...), ont eu un effet d'annonce tel que le marché, largement approvisionné, a enregistré une pléthore de pétrole », a ainsi déclaré le président de l'OPEP. M. Boussena estime que la tentation de certains pays industrialisés de favoriser la baisse des prix du brut « aurait des effets désastreux sur la croissance économique et la stabilité sociale des pays fortement dépendants de leurs ressources pétrolières ».

De tels propos ne devaient pas empêcher l'AIE de maintenir son plan d'urgence visant à mobiliser 2,5 mbj par différents moyens, de stockage et d'économies d'énergie. Seules les quantités pourraient être réduites à la baisse, en raison de l'abondance de pétrole qui reste actuellement disponible sur le marché. Les États-Unis ont décidé le 16 janvier de puiser de nouveau 1,12 million de barils/jour dans leurs réserves, et le Japon 350 000 millions.

Si d'importantes quantités de pétrole koweïtien se déversent dans le Golfe, les experts font remarquer que les stocks de l'OCE atteignent avant le déclenchement des hostilités quatre-vingt-seize jours de consommation, soit leur niveau le plus élevé depuis 1982. Une certaine sécurité sera préservée tant que les installations soudeuses resteront indemnes. Si le feu brûle dans le Golfe, il n'y a pas encore péril dans la demeure des consommateurs. Pour l'instant.

E. F.

Depuis le début du conflit
Le trafic
dans le canal de Suez
a sensiblement baissé

Peu affecté au début de la crise, le trafic dans le canal de Suez a sensiblement baissé depuis la guerre, tombant d'environ 1,1 million de tonnes à 850 000, selon M. Essad Adel, président de l'Administration du canal, bien que le nombre de navires empruntant le passage n'ait pas diminué.

Selon M. Adel, cette baisse a plusieurs raisons : la diminution de la production pétrolière de certains pays se trouvant dans des zones de combat ; la hausse des tarifs d'assurance, qui peuvent atteindre 1,5 % de la valeur du navire et 1,5 % de la cargaison ; la baisse des importations des États du Golfe, qui concentrent leurs ressources sur l'effort de guerre ; enfin l'interruption du trafic du port d'Alaba, par lequel passaient des marchandises destinées à l'Irak.

La crise a aussi interrompu les travaux destinés à porter la largeur minimale du canal de 365 mètres à 415 et sa profondeur de 17 à 22 mètres pour permettre le passage de pétroliers de 230 000 tonnes, contre 150 000 actuellement.

Les États-Unis répugnent à mettre en place
des programmes d'économies d'énergie

Pour faire face à une éventuelle pénurie doublée d'une hausse des cours, la plupart des pays consommateurs, y compris la France, ont mis en place depuis longtemps de véritables programmes d'économies d'énergie, récemment renforcés (le Monde du 18 janvier). Rien de tel aux États-Unis, où le président Bush devrait cependant annoncer le 29 janvier, dans son message sur l'état de l'Union, quelques dispositions minimales qui souffrent encore d'une réelle volonté politique d'appliquer au plus important consommateur d'énergie au monde le moyen de réduire sa dépendance pétrolière.

NEW-YORK

de notre correspondant

Les cent cinquante mille manifestants pacifistes brandissant le 26 janvier des banderoles « *For de sang pour du pétrole* » devant la Maison Blanche, à Washington, et l'extension d'une gigantesque marée noire au large du Koweït sont venus rappeler aux Américains que le baril de brut est autant une richesse qu'une arme redoutable en cas de guerre économique.

Un instant affolés lorsqu'ils ont vu, en septembre dernier, le prix du pétrole grimper jusqu'à 40 dollars, les États-Unis, qui consomment deux fois plus d'énergie que l'Allemagne ou le Japon, à capacité de production égale, ont été rassurés en constatant qu'après les premiers raids de l'US Air Force non seulement les prix n'ont pas flambé, mais sont redescendus d'eux-mêmes, pratiquement à leur niveau du 2 août 1990.

La seule réaction de l'Administration américaine pour calmer la spéculation qui s'est emparée des marchés pétroliers pendant quelques semaines a consisté, en septembre dernier, à mettre en vente 5 millions de barils prélevés sur les réserves stratégiques (590 millions

de barils), puis, le 16 janvier, à autoriser le secrétaire à l'énergie à puiser dans ces réserves à hauteur de 1,12 million de barils/jour en fonction des besoins du marché et du pays.

Fallait-il repenser d'urgence un programme d'économies d'énergie, sachant que, bien avant qu'éclate la crise du Golfe, les États-Unis étaient contraints d'importer 50 % du pétrole nécessaire à la satisfaction de leurs besoins énergétiques (dont 26 % en provenance du Golfe, contre 10 % en 1983), faute de produire suffisamment sur place ? Fallait-il éviter au plus vite un alourdissement prévisible de la facture pétrolière, laquelle constitue, à elle seule, 40 % du déficit total de la balance commerciale américaine ?

M. James Watkins, secrétaire à l'énergie, s'est contenté pour l'instant, d'indiquer qu'un certain nombre de propositions diverses, actuellement examinées par son département, seraient sans doute soumises au Congrès au mois de février.

George Bush

« président vert »

Dans ce domaine, l'ancien président Carter est sans doute celui qui a fait le plus, ne serait-ce qu'en créant un ministère spécifique pour l'énergie et en abaissant la vitesse maximale sur les routes afin de réduire la consommation d'essence. Une série de dispositions dont son successeur, M. Reagan, s'est simplement accommodé en estimant que la baisse du prix du brut durant la majeure partie de son double mandat permettrait de remettre au lendemain des mesures d'économie nécessairement contraignantes.

A peine installé dans le bureau ovale, M. Bush s'est présenté, lui, en « président vert », soucieux d'écologie et d'énergie à un moindre prix. Des vœux pieux. Dix-huit mois après avoir lancé, la stratégie nationale de l'énergie n'a toujours pas pris corps, alors que le gouvernement a tout de même réussi à faire voter l'année dernière

une loi destinée à lutter contre la pollution atmosphérique (Clean Air Act), laquelle débouche incidemment sur des économies d'énergie via la réduction de la consommation d'essence. Mais il est plus facile de s'attaquer à la combustion des moteurs qu'au prix du gallon, redescendu à environ 1,10 dollar ces derniers jours.

Doublant le prix
de l'essence ?

« Le seul moyen de faire des économies d'énergie, c'est de doubler le prix de l'essence. C'est un problème politique, pas économique », rappelle M. Kent Jefferys, un spécialiste du Competitive Enterprise Institute, soulignant que plus de 60 % de pétrole utilisé aux États-Unis sont destinés aux transports, dont 42 % pour les seules voitures particulières. Éventuellement, évoque-t-il, des idées avancées par les pétroliers, les constructeurs d'automobiles, les responsables de l'environnement et des grands secteurs de l'activité économique appelés à définir la fameuse stratégie nationale de l'énergie qui doit devenir la doctrine fédérale.

Parmi les mesures d'économie proposées figurent : l'éclairage public (grâce à des ampoules consommant moins), l'équipement ménager (réfrigérateurs, climatiseurs...), le bâtiment (meilleure isolation des constructions nouvelles), les compagnies d'électricité invitées à encourager leurs clients à consommer moins (avec incitations fiscales à l'appui) et le recours accru aux énergies renouvelables (photovoltaïque, biomasse, éolien), lesquelles représentent 12 % des besoins énergétiques du pays. Le principal volet reste la consommation moyenne des véhicules, laquelle a déjà diminué de moitié en moins de quinze ans, une amélioration que les constructeurs veulent accentuer.

SERGE MARTI

Lire la suite page 23

Le port autonome de Marseille
a bien supporté la crise

Le trafic total du port autonome de Marseille (PAM) a atteint, en 1990, 91,6 millions de tonnes contre 93,4 millions de tonnes en 1989. Cette diminution de 3,2 % par rapport à l'année précédente s'explique essentiellement par la forte réduction des exportations d'eau à destination des pays touchés par la sécheresse (-1,9 million de tonnes) et par un nouveau recul du transit international d'hydrocarbures.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

S'il a bien supporté les conséquences des événements du Golfe, le port autonome voit cependant s'accroître l'écrit qui le sépare d'Anvers, qui lui avait soufflé, l'an dernier, la deuxième place européenne et franchit, pour la première fois, la barre des 100 millions de tonnes (102 millions de tonnes, en hausse de 6,9 %).

Selon l'expression de son directeur, M. Michel Pêcheux, le port marseillais est « à peu près passé à travers les gouttes » dans la tempête qui a secoué le golfe Persique. Avant l'embarquement décidé par l'ONU, l'Irak et le Koweït représentaient environ 6 % de ses approvisionnements en pétrole brut. Mais le rééquilibrage des importations s'est réalisé rapidement sur un marché surabondant et diversifié.

Perspectives
incertaines

Les raffineries locales ont ainsi fonctionné à pleine capacité en développant leurs débouchés à l'exportation. La légère diminution du trafic des hydrocarbures (62,6 millions de tonnes contre 63,6 millions de tonnes en 1989) résulte, en fait, d'une dégradation du trafic d'éclatement (-1,6 million de tonnes) et de la régression sensible des livraisons du pipe-line sud-européen vers les raffineries étrangères (-2,3 millions de tonnes) en raison de la réouverture

de l'oléoduc Rhin-Danube et de la très forte concurrence du port de Trieste. Ces deux facteurs sont compensés par une augmentation des importations françaises.

Toutefois, les perspectives sont incertaines. Selon les responsables du PAM, une extension de la guerre du Golfe aux pays périphériques, y compris ceux riverains de la mer Rouge et de la Méditerranée orientale, affecterait ainsi un trafic de 20 millions de tonnes, soit près du tiers du trafic total de brut.

Le trafic des marchandises diverses est, quant à lui, resté stable à son meilleur niveau de 1989, soit 10,64 millions de tonnes, alors que tous les autres ports autonomes, à l'exception de Nantes, enregistraient des replis significatifs de 4 % à 14 %. Le PAM a notamment battu ses records en ce qui concerne le trafic des conteneurs, avec une croissance de 1,3 % et celui des fruits et légumes (730 000 tonnes), en augmentation de 3,5 %.

Le redressement de la réparation navale s'est, par ailleurs, confirmé grâce au développement du nouveau marché des navires de haute plaisance. L'activité passagers a chuté de 9 %, mais une métamorphose est attendue dans ce domaine avec la démission, d'ici trois ans, d'un ambitieux programme de modernisation des gares maritimes.

Avec 900 millions de francs, le chiffre d'affaires du PAM est, enfin, resté stable. En s'imposant une gestion rigoureuse, et malgré une politique de modération tarifaire (les coûts de passage ont globalement diminué de 13 % en quatre ans), le port a obtenu une réduction de son endettement et une amélioration de sa marge brute d'autofinancement qui lui permettent d'envisager l'avenir avec confiance. Les dépenses d'investissement, qui ont progressé de 31 % en 1990, devraient ainsi croître de manière très importante en 1991, en passant de 185 millions de francs, à plus de 300 millions de francs, avec le concours du conseil régional, du département et de la ville de Marseille.

GUY PORTE

Un entretien avec le président d'Air Afrique

« Les compagnies qui survivront seront celles qui auront fait preuve de flexibilité »

nous déclare M. Yves Roland-Billecart

Les observateurs ne donnaient pas cher, en 1988, des chances de survie de la compagnie multinationale Air Afrique (1). Billets de fonctionnaires laissés impayés par les États, effectifs pléthoriques, horaires fantaisistes des avions et récession économique s'étaient conjugués pour accumuler une dette de 1 milliard de francs. Aujourd'hui, la France a donné 740 millions de francs et un PDG, M. Yves Roland-Billecart, ancien directeur de la Caisse centrale de coopération économique. Les comptes sont redevenus positifs et devraient le rester malgré la guerre du Golfe, grâce à l'austérité renforcée, déclare le PDG dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« La guerre du Golfe ne menace-t-elle pas le redressement d'Air Afrique ? »

« L'année 1990 se traduit par un coût supplémentaire de nos carburants de 60 millions de francs. Nous avons immédiatement réagi en fermant notre ligne du Moyen-Orient, peu fréquentée et dispendieuse en raison des assurances exorbitantes. Nous avons supprimé le vol Dakar-Casablanca, réduit des fréquences et fermé quelques bretelles sur notre ligne côtière. Au total, nous avons diminué de 12 % le nombre de nos heures de vol. »

« Malheureusement pour nos recettes, les États, qui avaient accepté 8 % d'augmentation de nos tarifs en octobre, ont repoussé à ce mois de janvier une nouvelle hausse de 3 %. Le résultat est que nos bénéfices seront ramené à un

niveau plus modeste que prévu. Nous espérons 30 millions de francs d'excédent net. Nous estimons avoir réalisé en 1990 un excédent de 10 millions de francs d'excédent. Je rappelle que celui-ci était de 7,3 millions de francs en 1989 et que nos comptes accusaient un déficit de 288 millions de francs en 1988. Si les calculs définitifs confirment notre estimation, nous aurons réalisé un très beau résultat pour Air Afrique au moment où toutes les compagnies aériennes - on presqu' - sont en train de s'enfoncer dans le déficit. »

« La chute du taux d'occupation de nos avions depuis le début des hostilités est plus préoccupante. La semaine dernière, je suis revenu à Abidjan dans un de nos DC-10 où l'on décomptait à peine cent passagers pour deux cent trente-six places. Il nous faut réagir à nouveau et très vite. Nous avons donc décidé de réduire nos capacités de 20 % en supprimant des vols et en utilisant des appareils plus petits. Nous suspendons tout investissement, hormis la mise en ligne de l'A310 en juin prochain. J'ai gelé le remplacement des personnels partant en retraite. Nous faisons le gros dos. »

Fin
des combines

« Comment vous y êtes-vous pris pour redresser Air Afrique en un an ? »

« Lorsque j'ai pris mes fonctions, le 2 mars 1989, je ne m'attendais pas à un redressement aussi rapide. En dix mois, très exactement. Nous avons réduit nos effectifs, qui sont passés de 5 600 à 4 000 salariés. Nous avons limité les missions et le nombre de billets gratuits par agent (deux par an). Cela a contribué à modifier l'état

d'esprit et à signifier à tous que les combines ne marchaient plus. Deuxième élément : une direction qui travaille de 7 h 30 à 22 heures et même le dimanche, cela oblige à se mettre au travail et à changer d'attitude à l'égard de la clientèle. »

« Troisième mesure : j'ai imposé des restrictions aux compagnies européennes opérant en Afrique, car elles détournent une partie du trafic vers leurs capitales. Pas plus d'un vol et pas plus de cent passagers par semaine. Interdiction d'enregistrer les bagages pour Paris via Genève, Rome ou Bruxelles. Tous les États africains n'ont pas eu le courage d'appliquer la politique que je préconisais mais l'effet a tout de même été positif pour notre trafic, d'autant que notre concurrent français UTA était désorganisé par des grèves à répétition. Dès 1989, le nombre de nos passagers a progressé de 710 000 à 754 000. »

Redressement
trop rapide

« Comment se présente l'exercice 1991 ? »

« Nous travaillons sur des hypothèses prudentes, c'est-à-dire une croissance zéro pour le long-courrier, un recul de 3 % pour les liaisons interafricaines et une progression de 4 % du fret. Notre résultat devrait demeurer assez modeste, de l'ordre de 13 millions de francs de bénéfices. Mais notre redressement ne sera assuré que si nous parvenons, un jour, à autofinancer 25 % de l'achat de nos avions, ce qui suppose que notre marge brute monte à 8 % du chiffre d'affaires, contre 6,5 % en 1990. »

« Quel est votre idéal de flotte ? »

« Tous nos DC-10 et nos Airbus A-300 sont à vendre. Trop gros et

trop gourmands. Notre flotte devrait comporter à terme neuf Airbus A-310. Cette flotte, nous la pourrions constituer avec des dépenses par rapport à la flotte actuelle. »

« La guerre du Golfe ne compromet-elle pas vos projets ? »

« Il peut en sortir un bien. Notre redressement a été trop rapide, et je sens un relâchement. Je vais remettre l'accent sur l'austérité : dans les cocktails, les frais de représentation, l'accès du personnel au téléphone international. Il y a encore des domaines où nous pouvons supprimer des gaspillages. Ceux-ci ne représentent pas des sommes énormes, mais il s'agit de maintenir un certain état d'esprit. Les compagnies aériennes qui survivront seront celles qui auront su faire preuve de flexibilité... en attendant que les gens se remettent à voyager. »

« Vous n'avez réussi le redressement d'Air Afrique qu'en parvenant, vous Français, à en transmettre la direction à des Africains. Comment ferez-vous pour que l'entreprise ne succombe pas, alors, à ses démons antérieurs ? »

« Je n'entends plus la chanson que m'accusait, au début de mon mandat, de ne pas être africain. Tout le monde a pu constater que nous avions réussi économiquement tout en maintenant, pour la première fois, un véritable dialogue social qui a abouti à l'élaboration négociée d'un statut unique des personnels d'Air Afrique. Nous commençons à être perçus comme une véritable entreprise. Il y a peu encore, la réprimande d'un de nos salariés nous valait une lettre du ministre de l'État dont il était originaire. »

« J'ai nommé trois directeurs africains pour l'exploitation, l'in-

dustrie et le fret. Je prépare la relève progressivement avec des hommes dont j'ai la certitude qu'ils sont loyaux à l'égard de la compagnie et qu'ils partagent mes convictions. »

« On vous dit partisan de la privatisation au moins partielle d'Air Afrique. Est-ce exact ? »

« J'y suis très favorable, mais cette décision relève des États propriétaires. Comme me l'a rappelé un chef d'État, qui se souvenait de l'exemple de la Banque Africaine de développement (BAD), une telle ouverture aux capitaux privés renforce la crédibilité de l'institution, qui demeure pourtant africaine. Trouver des investisseurs extérieurs, compagnies aériennes ou non, fait partie de mes objectifs. Il faudra que notre bilan soit mieux équilibré pour les persuader de tenter l'aventure malgré la conjoncture économique africaine. »

« Vous semblez pourtant optimiste... »

« Air Afrique a retrouvé une qualité de services, de matériel et de gestion qui la place au niveau des plus grandes compagnies. Voici une nouvelle crise. Nous thibérons d'en tirer le meilleur profit. Après tout, hier, nous étions en faillite ; posture alors que les autres compagnies étaient florissantes. Aujourd'hui, nous sommes tous dans le même bain. Cela me rassure. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

(1) Le capital d'Air Afrique appartenait pour 79 % à la Côte d'Ivoire, au Sénégal, à la Mauritanie, au Congo, au Burkina-Faso, au Niger, au Bénin, au Togo, au Tchad, et à la République centrafricaine et pour 21 %, à la SODE TRAF (Air France et Caisse des dépôts et consignations).

ÉCONOMIE

Après plusieurs semaines de conflits

La guerre du Golfe a eu raison de la fièvre sociale en Guadeloupe

La guerre du Golfe a finalement au raison de la fièvre sociale qui a agité la Guadeloupe ces dernières semaines. Les conflits s'étaient multipliés récemment dans plusieurs secteurs et, un temps, une grève générale avait même été envisagée par les quatre principales centrales syndicales locales. La crise post-guerre ont mis fin à cette agitation. Dernier exemple en date : la reprise du travail, le 22^e janvier, à la SOGEA, principal distributeur d'eau potable en Guadeloupe, après la signature d'un « accord d'entente » mettant un terme à neuf jours de conflit, dont quatre avec arrêt total du service.

POINTE-A-PITRE
de nos envoyés spéciaux

Les premiers signes de la «dérive» sociale sont apparus à la veille de l'expiration de l'ultimatum des Nations unies, lorsque les rayons des supermarchés et des épiceries ont été vidés de leurs stocks de sel, de sucre et de produits alimentaires de base. «Avec la chaleur, affirmait-on ici ou là, c'est chère pour soi, comme lorsqu'il y a un cyclone qui s'annonce.» Et tandis que les Guadeloupéens commencent de rentrer dans leur coquille, directions et syndicats ont brusquement retrouvé le chemin d'un dialogue jusque-là impossible dans les deux conflits majeurs qui secouaient l'archipel depuis le fin de l'année : ceux des Establishments Rynold, le principal

groupe antillais de grande distribution, et de la SOGEA (*Le Monde* du 11 janvier).

Si la guerre du Golfe a, pour un temps, étouffé ce regain de tension sociale, il n'en demeure pas moins que l'« état de grâce » dans lequel vivait la Guadeloupe depuis le passage dévastateur du cyclone Hugo, le 16 septembre 1989, est bel et bien terminé.

Les lendemains du cyclone

Le choc psychologique lié à l'ampleur des dégâts provoqués par la catastrophe, l'impérieuse nécessité de reconstruire, nous ont fait reconnaître-on à la préfecture, suscité un « climat de calme exceptionnel en Guadeloupe », et tous les acteurs locaux se faisaient volontiers de « l'état d'esprit nouveau, propice aux engagements » qui se faisaient jour dans l'archipel. Ainsi, dans les entreprises, les syndicats avaient-ils spontanément mis sous le coup de leurs cahiers de revendications. « Nous avions décidé une trêve quasi unilatérale après Hugo », confirme M. Rosan Moulin, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG, indépendantiste).

que la métropole s'est, une fois encore, montrée généreuse, pour régler la lourde note de la catastrophe. Les dégâts se sont élevés à 4 milliards de francs; 2 milliards de francs de crédits exceptionnels et de 1,7 milliard de francs d'indemnisation de la part des assurances ont été injectés dans l'économie de l'archipel, sans compter les 400 millions de francs versés au titre du RMI et les 500 millions de francs de travaux réalisés par EDF.

Localement, le secteur du bâtiment est aujourd'hui saturé avec les travaux liés à la reconstruction des bâtiments endommagés par l'Ingo et le lancement de l'ambitieux programme public d'habitat social. La manne touristique est revenue à son plus haut niveau, tandis que les gîtes ruraux se multiplient pour répondre aux besoins de la clientèle des charters.

Le commerce n'est pas en reste non plus, bénéficiant, de surcroît, d'une augmentation de plus de 20 % de la TVA perçue sur les produits importés.

Impatience salariale

Mais si la reconstruction est allée bon train, les compensations salariales sont restées lettre morte dans de nombreuses entreprises, faute de dialogue entre les direc-

tions et les syndicats. Carenone proteste, le préfet, M. Jean-Paul Prost, s'est souvent inquiété depuis le mois d'octobre dernier, de ce que l'Union patronale de la région de Montpellier se soit déclarée « satisfaites des relations entretenues » au « sommet » avec les organisations syndicales. Face à l'impatience de moins en moins contenue des salariés, il a dû dénoncer, ont donc eu beau jeu de dénoncer, comme le fait M. Moumien, l'attitude « de chef d'entreprise, toujours prêt à demander des subventions et jamais d'accord pour partager les profits ». Ou encore de « s'insurger, à la manière de M. de Quillien (FCO), de dire que le patronat mettrait « avant le poids de charges sociales qu'il ne paie pas » pour refuser d'examiner les propositions des salariés.

Les employés du groupe Reynold ou ceux de la SOGEA, qui viennent d'obtenir satisfaction, ne font pourtant pas partie des plus défavorisés de l'archipel. Ainsi le personnel de la SOGEA bénéficie-t-il désormais de la convention collective inspirée de celle des distributeurs d'eau, qui lui réclamaient depuis 1986, tandis que près de la moitié des effectifs (178 sur 384) se sont vu gratifier d'une augmentation de rémunération de 57,9 %, portant leur salaire net de 3 800 francs à 6 000 francs par mois. La grogne persiste, en

revanche, dans plusieurs municipalités de l'archipel. A Capeste (17 000 habitants), tous les services communaux, à l'exception de ceux de l'état civil, sont paralysés, depuis le 17 décembre, par une grève des agents qui réclament salarisation et revalorisation des salaires. Cette revendication rejaille depuis quelques mois dans plusieurs communes financièrement exsangues et pressées par la chambre régionale des comptes de faire preuve de rigueur dans la gestion de leurs frais de personnel qui représentent jusqu'à 60 % à 65 % du budget communal.

Embauchés en surnombre au gré des échéances électorales, les agents auxiliaires (il n'y a que 45 % de titulaires sur 380 agents à Capesterre) ne font souvent que le minimum d'heures légales (huit heures hebdomadaires) pour bénéficier d'une couverture sociale. Situation qui est brutalement apparue « déqualifiante » par rapport à celle des quelque 17 000 ouvriers allocataires du RMI.

La guerre du Golfe a bel et bien replongé la Guadeloupe dans le calme. Rien ne laisse à penser, toutefois, que les salariés se montreront aussi patients que durant la reconstruction. En particulier si le conflit s'éternise...

**VALÉRIE DEVILLECHABROLLE
et EDDY NEDELJKOVIC**

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécripteur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécripteur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Édité par la **SARL Le Monde**

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944


Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises,
- M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie de « Le Monde »
 12, r. M. Grandjean
 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347
 ISSN 0395-2037



Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
 Françoise Hugot, directeur général
 Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
 Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
 Téléx MONDIPUS 206 136 F
 Téléc. 44-55-04-70 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
 Composez 38-18 - Tapez LEMONDE ou 38-15 - Tapez LM

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
 Composez 38-18 - Tapez LEMONDE ou 38-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

PP Paris RP

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-68-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Vie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant le numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Remettre avec l'abonnement d'écriture tous les nom, prénoms et capitales d'imprimerie

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amarit,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15

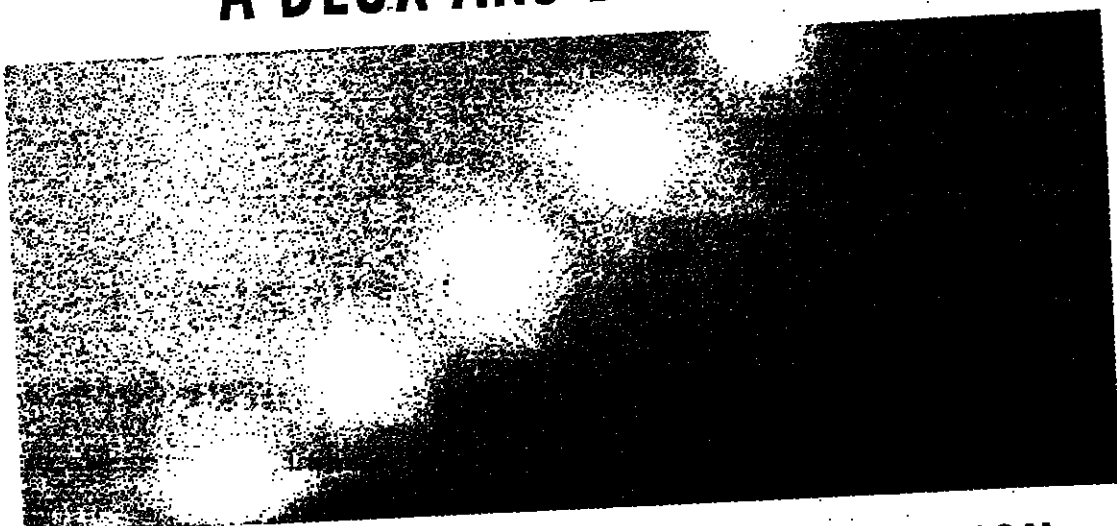
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 VRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

collectif a porte ses fruits. D'ailleurs


AUJOURD'HUI VOTRE PLACEMENT A DEUX ANS D'AVANCE.



LE FONDS COMMUN VICTOIRE PROGRESSION : LE POUVOIR D'ANTICIPATION.

*VICTOIRE PROGRESSION, c'est l'augmentation certaine de
votre capital. Sa performance vous est garantie deux ans à
l'avance, et tous les deux ans jusqu'au terme de votre contrat.
Elle vous est dans tous les cas définitivement acquise, et peut
atteindre une valeur supérieure à celle annoncée. Tous les
deux ans, votre liberté est ainsi préservée en toute sécurité.*

*VICTOIRE PROGRESSION, accessible dans le cadre du
Compte Sélectiveurs, bénéficie en plus des avantages
fiscaux et successoraux liés à l'assurance vie.*

Abeille vie 
GROUPE
VICTOIRE

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE SUR LES AVANTAGES DE VICTOIRE PROGRESSION
CONTACTEZ VOTRE CONSEILLER ABEILLE VIE : TEL. 40 23 26 64 OU 40 23 26 65 DE 9h à 17h.

à
sur
□
111 100 000
EX

50113

[illegible]

ÉCONOMIE

CEE

Dans le cadre de la conférence intergouvernementale

La France avance de nouvelles propositions sur l'Union monétaire européenne

Un mois après le lancement de la conférence intergouvernementale consacrée à l'Union monétaire européenne (UEM), l'heure est aux négociations serrées entre les membres de la Communauté. Malgré l'objectif commun de faire avancer l'unification monétaire de l'Europe, les avis divergent encore aussi bien sur la finalité que sur les modalités du processus d'union. Bien qu'ayant légèrement évolué au cours des dernières semaines, la position britannique repose toujours sur la création d'une monnaie commune qui circulerait dans un premier temps en parallèle avec les devises de la Communauté, et s'oppose à la vision de la Commission favorable à l'adoption d'une monnaie unique.

Jusqu'à la fin de la position de la Commission européenne, la France devait présenter, lundi 28 janvier à Bruxelles, sa propre contribution à l'union monétaire. Réitérant leur attachement à la monnaie unique, les dirigeants français devraient

néanmoins probablement soumettre de nouvelles propositions à propos de la deuxième phase qui doit commencer en 1994 et préparer véritablement l'union.

De même, la France devrait réaffirmer son attachement à la création d'un «gouvernement économique» de l'Europe, centré sur le conseil européen (chefs d'Etat et de gouvernement) au cours de la phase trois.

Selon le gouvernement français, le projet présenté à Bruxelles devrait surtout être la formalisation juridique de la communication en conseil des ministres faite par le ministre français de l'économie et des finances le 5 décembre.

«Ecu renforcé»

Au cours des dernières semaines, M. Pierre Bérégovoy a témoigné à plusieurs reprises de son intérêt pour la position de Londres. Une note intitulée «la contribution française aux progrès de l'union économique et monétaire», récemment diffusée par le Quai de Bercy, juge la proposition britannique «intéressante, à même d'enrichir la phase deux». A propos du développement de l'écu, cette note souligne qu'«il faut que nous choisissons, parmi les définitions et les

modèles de gestion possibles d'un écu renforcé, ceux qui assureront le meilleur accueil par les marchés... Mieux vaut renforcer progressivement la crédibilité de l'écu que d'avoir à le décréter brutalement au premier jour de la phase trois». Or la Commission estime que l'harmonisation des politiques monétaires, la convergence économique, et l'ébauche d'un système européen de banques centrales doivent, au cours de la deuxième phase de l'union, permettre un renforcement quasi spontané de l'écu, amené à devenir la monnaie unique.

La Commission européenne juge diamétralement opposée à la sienne la vision de la Grande-Bretagne selon laquelle «l'écu lourd», treizième monnaie au cours de la phase deux, pourrait éventuellement devenir l'unique devise de la Communauté si les peuples et les gouvernements en décidaient ainsi. Les récents textes français, pour leur part, laissent à penser qu'à Paris les avis des responsables britanniques et des responsables communautaires ne sont pas jugés inconciliables. A Madrid, le jugement est certainement le même, puisque l'Espagne avait elle aussi présenté lundi une nouvelle contribution au projet d'UEM.

F. L.

Bruxelles presse l'Allemagne de réduire son déficit budgétaire

Les autorités allemandes doivent s'employer sans tarder à réduire progressivement l'important déficit budgétaire que connaît leur pays : 4,8 % du PIB en 1991 au lieu d'un quasi-équilibre en 1990. «S'il convient de s'attaquer en premier lieu à la réduction des dépenses publiques, il faudra peut-être aussi s'efforcer d'augmenter les recettes», indique la Commission européenne dans la brève communication qu'elle a transmise aux gouvernements membres à la veille du débat que les ministres des finances des Douze devaient consacrer, le lundi 28 janvier à Bruxelles, à la surveillance concertée de leurs politiques économiques.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

«L'Allemagne a un rôle important à jouer dans la sauvegarde de la stabilité financière de la Communauté et la prévention d'un recours excessif à la politique monétaire», souligne la Commission, qui redoute que la politique pratiquée par Bonn pour financer la reconstruction de l'ex-

RDA — des taux élevés pour attirer l'épargne plutôt qu'une augmentation des impôts — ne contribue, à accroître les divergences dans les performances économiques des pays de la CEE.

Or le passage à la deuxième étape du programme d'union économique et monétaire (UEM), prévu par les chefs d'Etat et de gouvernement pour le 1^{er} janvier 1994, ne sera effectivement possible que si les économies des Douze ont atteint un niveau de convergence satisfaisant.

Les effets porteurs de l'unification

Au cours de la première étape du programme d'UEM qui a débuté le 1^{er} juillet 1990, les Douze se sont engagés à mieux coordonner leurs politiques économiques afin d'en accroître les convergences. Promesse qu'en dépit des appels du pied des pays partenaires, notamment de la France, le gouvernement de Bonn — et singulièrement M. Theo Waigel, le ministre des finances, qui n'est pas un ardent partisan du programme d'UEM — a superbement négligé.

L'exercice de «surveillance multilatérale» auquel devaient se livrer, lundi 28 janvier, les ministres des finances avait précisément pour but de remédier à cette défaillance. La Commission, dans sa communication, rédigea en termes très modérés,

en se gardant de trop isoler comme facteur de troubles la politique monétaire allemande, souligne que, la principale préoccupation aujourd'hui est bien moins le tassement de l'activité que les «divergences croissantes» des résultats selon les pays membres.

En dépit de la récession en Amérique du Nord, ses experts ne prévoient pour 1991 qu'un «ralentissement conjoncturel modéré» : la croissance moyenne dans la CEE atteindrait 2,2 % contre 2,9 % en 1990. «L'économie communautaire bénéficierait des effets porteurs de l'unification allemande», écrit la Commission, reconnaissant de la sorte que la situation particulière valant actuellement en Allemagne a au moins autant de conséquences positives que négatives pour le reste de la Communauté.

Mais alors que le retournement de conjoncture épargnerait pour l'essentiel l'Allemagne (+ 3,1 % en 1991) mais aussi la France (+ 2,5 %), l'Espagne (+ 2,5 %), l'Italie (+ 2,3 %), le Portugal (+ 3,2 %), il serait sévèrement ressenti au Royaume-Uni (+ 0,7 %), au Danemark (+ 0,9 %) et en Grèce (+ 1 %). La Commission préconise un renforcement du processus de surveillance pour la Grèce, l'Italie, le Portugal, l'Espagne et la Grande-Bretagne.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Les Etats-Unis répugnent aux économies d'énergie

Suite de la page 21

Dans ce contexte, les partisans du nucléaire s'efforcent d'avancer leurs pions. A l'heure actuelle, les Etats-Unis disposent de 114 réacteurs en exploitation, et le nucléaire contribue à hauteur de 19 % à l'ensemble de la production électrique, l'essentiel étant assuré par le charbon (55 %), le gaz et le hydraulique (10 % chacun), et le pétrole pour le reste (6 %). Aucune nouvelle commande (la dernière remonte à dix-sept ans) n'a été passée après les catastrophes de Three Mile Island et de Tchernobyl.

Profitant de l'interrogation que peut susciter la politique américaine en matière d'importation de pétrole, l'US Council for Energy Awareness, le principal groupe de pression de la profession, met régulièrement en avant les avantages économiques (du simple au double, selon cet organisme) qui résulteraient d'un recours accru au nucléaire pour proposer le lancement de nouvelles tranches.

Les écologistes ne veulent pas entendre parler d'une telle perspective ni de nouveaux forages, en mer ou à terre, susceptibles de détruire l'environnement. En juin dernier, le président Bush avait semblé leur donner raison en bloquant jusqu'à l'an 2000 tout forage au large des

côtes de Californie, de Floride, de Washington, de l'Oregon et de la Nouvelle-Angleterre. Le même conflit oppose les «verts» américains et les compagnies pétrolières à propos de l'Arctic National Wildlife Refuge, une région polaire encore inexploitée et qui, d'après les estimations officielles, ne devrait pas dépasser 300 000 barils/jour de production en moyenne.

Chiffre insuffisant pour rééquilibrer une production domestique qui stagne aux alentours de 7 millions de barils/jour, contre 9,2 millions lors du premier choc pétrolier de 1973. Mais qui permettrait néanmoins de compenser les 150 000 barils/jour perdus depuis deux ans sur le gisement de Prudhoe Bay, en Alaska, lequel fournit 25 % de la production pétrolière domestique américaine, mais dont la contribution diminue. Tirailles entre un coup d'arrêt aux forages, une baisse de la production et l'augmentation des importations de brut, les Etats-Unis devront choisir une ligne précise s'ils veulent éviter une hausse des prix sur leur marché. A moins qu'ils ne réussissent à faire baisser les cours internationaux après avoir échappé à la «pétro-panique». La suite des événements du Golfe démontrera si ce calcul était le bon.

SERGE MARTI

Fin de la grève des postiers en Allemagne orientale. Les mille treize agents des PTT de l'ex-RDA ont mis fin samedi 26 janvier, à la grève déclenchée le jeudi précédent, après avoir obtenu gain de cause en ce qui concerne leurs revendications salariales (le Monde daté 27-28 janvier). Le ministre de l'intérieur qui exerce la tutelle sur tous les employés de l'Etat fédéral a, en effet, accepté l'attribution à tous les postiers d'une prime, rétroactive pour 1990, s'élevant de 650 à 900 deutschemarks, en compensation des différences de salaires subsistant entre l'Est et l'Ouest du pays depuis la réunification économique et monétaire.

Coop suisse prend le contrôle de Konsum Verein Zurich. — Coop, deuxième entreprise de distribution suisse, après Migros, est devenu l'actionnaire majoritaire d'une entreprise de détail de Zurich, Konsum Verein Zurich (KVZ). L'enseigne de l'entreprise zurichoise sera conservée, les deux sociétés devant collaborer pour l'approvisionnement, la production, la distribution, la formation et l'infrastructure informatique. KVZ a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 471,9 millions de francs suisses (1,9 milliard de francs français environ) et employé 1 318 personnes. Le groupe Coop, pour sa part, enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 9,1 milliards de francs suisses (soit environ 36,7 milliards de francs). — (AFP)



Crédit d'équipement des PME FICHE D'INFORMATION

EMPRUNT DU CEPME GARANTI PAR L'ÉTAT JANVIER 1991

Le directeur du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 20 décembre 1990, de procéder à l'émission de titres d'un montant de trois cents millions de francs.

Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget.

CHARGES RELATIVES À L'OPÉRATION : Le produit de l'émission s'élèvera à 300 000 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 298 444 200 F après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 1 253 800 F (TVA incluse) ainsi que des frais légaux et administratifs pour environ 300 000 F.

MONTANT : 300 millions de francs représentés par 60 000 obligations de 5 000 F nominal.

PRIX D'ÉMISSION : 100 % soit 5 000 F par obligation.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 1^{er} février 1991.

DATE DE JOUISSANCE : 1^{er} février 1991.

DURÉE : Huit ans à compter du 1^{er} février 1991.

INTÉRÊT - PRIME DE REMBOURSEMENT : Aucun intérêt ne sera versé annuellement. A la fin de la huitième année, soit le 1^{er} février 1999, le prix de remboursement s'établira à 10 839,20 F soit 216,784 %.

Taux de rendement actuariel brut : Le taux d'intérêt actuariel brut de l'emprunt à la date de règlement est de 10,15 %.

Calculé à la date de règlement, c'est le taux avant prélèvement fiscal qui permet d'obtenir le prix de remboursement en capitalisant chaque année le prix d'émission à ce taux.

Ce taux est également utilisé pour la détermination du montant des annuités d'imposition prévues par la loi fiscale (voir régime fiscal).

AMORTISSEMENT NORMAL : Les obligations seront amorties en totalité le 1^{er} février 1999. Un avis spécial, portant à la connaissance des obligataires la date de remboursement, sera publié au Journal officiel un mois au moins avant cette date.

Les intérêts des obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder pendant toute la durée de l'emprunt à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve la faculté de procéder à tout moment à l'amortissement des obligations par rachat en Bourse sans limitation de prix ou de quantité.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'achat ou d'échange de titres, sans limitation de prix ou de quantité. Les titres ainsi rachetés ne pourront être revendues et seront annulés.

FACULTÉ D'ÉMISSIONS ULTÉRIEURES D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES : Au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilables aux présents titres, notamment quant au montant nominal, aux prix de remboursement, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement, aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra unifier, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

FORME DES TITRES : Les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des titulaires. En application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
- chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOVAM assurera la compensation des titres entre les teneurs de compte.

Les titres seront inscrits en compte et négociables le 5 février 1991.

RÉGIME FISCAL : Le remboursement des titres sera effectué sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Le régime fiscal de ces titres est actuellement défini par l'article 14 de la loi du 11 juillet 1985, complété par l'article 14 de la loi de finances rectificative du 30 décembre 1985 et par le décret n° 86-90 du 21 janvier 1986.

La prime de remboursement versée à l'échéance finale est imposable suivant le régime fiscal applicable aux intérêts d'obligations.

Le montant de cette prime de remboursement excédant 10 % du nominal de l'obligation est imposable selon une répartition par annuité, conformément à l'article 238 septies B du code général des impôts.

Chaque annuité d'intérêt imposable est calculée en appliquant au montant nominal de l'emprunt son taux d'intérêt actuariel brut déterminé à sa date de jouissance. Toutefois, la dernière annuité d'intérêt imposable est égale au montant de la fraction non encore imposée de la prime de remboursement.

Ainsi, pour le présent emprunt, l'annuité imposable de la première à la septième année s'élèvera à 507,50 F (soit 5 000 F x 10,15 %).

L'annuité imposable de la huitième année s'établira à 2 286,70 F (soit 10 839,20 F - 5 000 - (507,50 x 7)).

Le porteur recevra à cette dernière date le remboursement de son capital augmenté d'une prime de 5 839,20 F (soit 10 839,20 - 5 000).

Chaque une des annuités d'intérêt est imposable au nom du détenteur du titre à la date anniversaire de l'entrée en jouissance.

En l'état actuel de la législation, les revenus d'obligations (intérêts et primes de remboursement supérieures à 5 %) perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont :

— soit, sur option, soumis à un prélèvement au taux de 15 % (article 125-A du CGI) libératoire de l'impôt sur le revenu, auquel s'ajoutent :

• la contribution sociale de 1 % (article 1600-0A du CGI) ;

• la contribution sociale généralisée de 1,1 % (articles 133 et 134 de la loi de finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;

• le prélèvement social de 1 % (reconduit, pour les revenus perçus en 1991, par l'article 43-II de la loi de finances rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990) ;

— soit pris en compte pour la détermination du revenu soumis :

• à l'impôt sur le revenu ;

• à la contribution complémentaire de 1 % (article 204-A du CGI) ;

• à la contribution sociale généralisée de 1,1 % (article 132 et 134 de la loi de finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;

• au prélèvement social de 1 % (reconduit, pour les revenus perçus en 1990, par l'article 43-I de la loi de finances rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990).

Ce prélèvement est susceptible d'être reconduit pour les revenus perçus en 1991.

Par ailleurs, les revenus d'obligations bénéficient, avec les dividendes d'actions, d'un abattement global annuel de 16 000 F pour les couples mariés soumis à une imposition commune et de 8 000 F pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées.

COTATION : Les titres feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote officielle (Bourse de Paris).

PRISE FERME : La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par la Banque nationale de Paris.

GARANTIE DE L'ÉTAT : Le service de l'emprunt en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti par l'Etat.

L'émission sera ouverte le 28 janvier 1991 et pourra être close sans préavis.

BUT DE L'ÉMISSION

La présente émission contribuera au financement des activités du Crédit d'équipement des PME et de ses filiales.

La notice, prévue par la loi, est publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 28 janvier 1991.

A notre connaissance, aucun élément nouveau intervenu depuis les 10 mai 1990 et 6 novembre 1990, dates des vices ci-après approuvés par la Commission des opérations de Bourse, n'est susceptible d'affecter d'une manière significative la situation financière de la société :

— visa n° 90-174 sur la note d'information publiée à l'occasion de l'emprunt du 14 mai 1990 ;

— visa n° 90-464 sur la fiche d'information comprenant les résultats semestriels publiés à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 12 novembre 1990.

Le président du directeur,
Michel PRADA.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67.833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 91-009 en date du 11 janvier 1991.

Le rapport annuel de l'exercice 1989, la note n° 90-174 du 10 mai 1990 ainsi que la fiche 90-464 du 6 novembre 1990 sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME, Service de la communication, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS. Tél. : 42-98-80-85.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Se rapprochant de Péquignot

Lancel se lance dans la montre de luxe

Lancel, la célèbre maison parisienne spécialisée dans les articles de luxe (maroquinerie, articles pour fumeurs, arts de la table, bagagerie, pendules, horloges), a décidé d'élargir la gamme de ses produits horlogers.

Déjà alliée à Fred, et après un premier échec en 1989, elle vient de se rapprocher de l'horloger Péquignot, installé dans le Val de Morteu (Doubs), qui lui fournira, sur ses spécifications, les montres de luxe que ses réseaux distribueront bientôt.

Aux termes de l'accord, Lancel entrera à hauteur de 34 % dans le capital de Péquignot. Mais la firme parisienne ne sera pas seule, puis-

que la Société de développement de l'horlogerie (SDH) reprend également 11 % des actions Péquignot pour cautionner ce premier investissement d'une maison de luxe dans la région du Doubs. Tout en bénéficiant des implantations étrangères de Lancel, Péquignot apportera à la société parisienne son propre réseau de distribution.

Créée en 1973 pour réaliser des collections de montres de gamme à partir de mouvements suisses, Péquignot a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de quelque 51 millions de francs.

A. D.

Framatome signe un accord de coopération industrielle avec un groupe tchécoslovaque

Selon un porte-parole de Framatome, la firme française et le groupe industriel tchécoslovaque Vitkovice ont signé le 24 janvier un accord de coopération industrielle portant sur la fabrication d'éléments destinés à des centrales nucléaires de type occidental. Cet accord prévoit que Framatome - à travers la société NPI, détenue à parts égales avec l'allemand Siemens - et Vitkovice seront associés sur chaque projet de centrale où le groupe tchécoslovaque sera présent. NPI a été créée en 1989 pour commercialiser dans le monde les réacteurs nucléaires à eau pressurisée, conçus par Siemens et Framatome. Vitkovice est une entreprise d'Etat située à Ostrava (nord de la Moravie), spécialisée dans les équipements nucléaires et la mécanique lourde.

(AFP)

EN BREF

Une grève à Paris-Saint-Lazare. - A l'appel des syndicats CGT, CFTD et FGAAC (autonomes), des conducteurs de train du réseau de banlieue de Paris-Saint-Lazare ont cessé le travail, le lundi 28 janvier, pour vingt-quatre heures. Le trafic était assuré à 50 % de la normale. Les grévistes réclament une prime et un congé supplémentaire en compensation du fait que le conducteur assure, désormais, la fermeture des portes et qu'il n'est plus assisté d'un agent de train.

L'aéroport de Bastia est partiellement réouvert. - Les événements se sont précipités, le samedi 26 janvier, sur l'aéroport de Bastia, paralysé depuis quarante-neuf jours par une grève des employés au sol d'Air France et d'Air Inter. La chambre de commerce, s'estimant dans l'incapacité d'assurer le fonctionnement de l'aéroport, le préfet de Haute-Corse a ordonné l'évacuation des grévistes par les forces de l'ordre. Une partie des vols entre Bastia, Marseille et Nice ont repris, le dimanche 27, mais les liaisons directes avec Paris demeurent suspendues.

COMMUNICATION

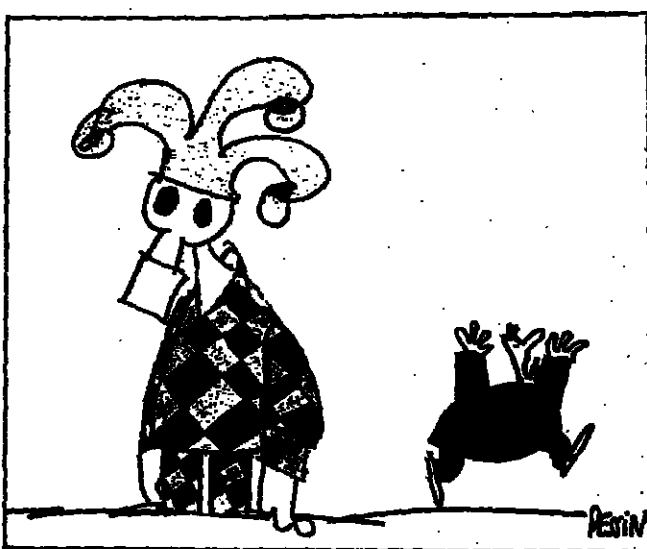
L'humour sous surveillance dans les médias

« On a perdu la 7^e compagnie »

L'humour sera-t-il victime de la guerre ? A cette question, les télévisions hexagonales répondent en ordre dispersé. Pour ne pas augmenter la confusion de leur public, après l'avoir saturé d'éditions spéciales, la plupart ont opté pour une précaution radicale : l'abstinence. « La classe » de FR3 est prise de bien se tenir : enregistrée à l'avance, l'émission a banni toute référence guerrière pour se cantonner dans le jovial. Même son de clocher au secteur divertissement d'Antenne 2, le plus grand des variétés sont « garanties ». Mais Jacques Martin se livre en chansons, dans « Ainsi font, font, font... » à une satire du marché noir, brocarde les émissions « Santa Bombardiers », « Tournez stratège » et « Bouillon de Brochure », bref prie qu'on en revienne « à la guéguère des chaînes ». La Cinq aussi a pris ses précautions pour éviter toute histoire avec Droles d'histoires, et observe une certaine « décence » quant au choix de ses téléfilms.

Le « Bébête show » attendra

TF1 refuse le mélange des genres : à l'information, le sérieux du conflit, au divertissement, le rire dans l'harmonie... Plus question par exemple d'inviter Jacques Vargès, comme le mercredi 18 janvier, dans une émission de variétés. L'avocat provocateur a par trop figé le sourire de Jean-Pierre Foucault. « Sacré soirée » doit rester une soirée sacrée. Le « Bébête show », interrompu après les fêtes, et prévu pour une reprise fin janvier, attendra sans doute des jours meilleurs. Et la Une n'a pas hésité à sanctionner l'audience garantie du comique trouillard sur l'autel du patriotisme : on ne reverra pas (tout de suite) sur



TF1 la 7^e Compagnie, Innocente pochade de Robert Lamoureux initialement programmée ces jours-ci...

Il faut donc aller chercher ailleurs, sur les petites chaînes, à l'étranger ou dans la presse, le divertissement - qu'elle soit un antidote à la peur, ou une arme pacifique contre la guerre. Canal Plus n'a pas arrêté ses émissions corrosives, « Les nuls », « Les arènes de l'info » et les interventions en piqué de Karl Zéro sur l'actualité dans « Nulle part ailleurs ». Tout au plus ses responsables veillent au grain, en faisant appel au sens de la mesure des producteurs. Un sketch des Nuls pastichant une diatribe du président de la République emperqué, diffusé le samedi 12 janvier, n'a pas été rediffusé le mercredi suivant, peu après la grave allocution du vrai président. Mais dans « Les arènes de l'info » la marionnette de PPDA pouvait donner son

pronostic dans un faux match de loto-sportif : ONU-Irak (il fallait cocher le 1, évidemment !).

« Ce n'est pas parce que Mitterrand a dit « les armes vont parler » que les comiques doivent se taire », explique Karl Zéro. Je ne toucherais pas aux images des pilotes prisonniers mais j'utiliserais tout le reste. Personne à Canal Plus n'essaie d'ailleurs de m'en dissuader. Je suis persuadé que la guerre sera longue et il est important que l'humour, la dérision continuent à jouer leur rôle. Dans la série de ses gags provocateurs, le collaborateur de Canal Plus prépare une parodie d'Histoires parallèles (Le SEPT-FR 3, le samedi soir) où un sosie de Marc Ferro compare les actualités télévisées françaises et israéliennes cinquante ans après la victoire de Bagdad sur la coalition allié. Et pour faire pièce aux réminiscences poétiques des mouvements pacifistes, il arbore

désormais un badge proclamant : « Quel con, Jacques Prévert ! ». Chez nos voisins britanniques, le dilemme est similaire entre deux spécialités nationales, humour et Union Jack. La Times relève ainsi que certaines émissions de la BBC comme « The Mary Whitehouse experience » évitent délibérément le sujet, et que les producteurs du fameux « Spitting Image » se félicitent que leurs marionnettes soient au repos jusqu'en avril.

Des deux côtés de la Manche, la presse, elle, a les coudes plus franches pour brocarder la guerre. Tradition pacifiste oblige, le Canard enchaîné maintient un cap pris depuis... la première guerre mondiale. L'Idiot International, son directeur Jean-Edem Hallier à peine rentré de Bagdad, ne fait pas dans la nuance avec des dessins et éditoriaux au « canon ». L'Echo des savanes n'hésite guère, et ses épitolements dessinés se limitent à la misère sexuelle des soldats.

« Quel temps fait-il ? »

Quant au britannique Private Eye, son « spécial invasion » traite les linéaires à la rubrique mode... La crise a même fait fleurir des publications spéciales, comme La Grosse Bertha qui se veut « un petit frère de Charlie Hebdo ».

A la radio, enfin, l'émission de Claude Villers a dû s'arrêter, son « Vrai-faux journal » courant le risque de froter de trop près la vérité. N'est-ce pas le propre de l'humour ? Tous ceux qui en sont sevrés peuvent en tout cas se rattraper avec l'humour involontaire de nombre d'experts, de journalistes, et de responsables militaires. Que penser d'un général qui refuse de répondre à la question « quel temps fait-il ? ». Mieux vaut en rire...

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

OBJET DE VALEUR A
124 200 F

IL EST ENCORE POSSIBLE D'ACQUÉRIR UN OBJET DE

VALEUR POUR MOINS DE 125 000 F

Pour 124 200 F les consommateurs peuvent enfin accéder au meilleur de la technologie automobile contemporaine, la Citroën CX 1.6i Fluocon Sélection.

UNE GRANDE ROUTIERE

Avec une puissance administrative de 7 CV, boîte longue, elle démontre que les privilèges ne sont pas fatalement liés à l'argent.

LE BON FINANCEMENT

Il permet à chacun d'aborder librement l'univers qu'il s'est choisi : Crédit moyen et long terme, Location avec option d'achat, Location longue durée, financement incluant l'assurance tous risques.

LE SENS DU SERVICE

C'est la capacité de répondre positivement à toutes les exigences en matière d'entretien de garantie et d'entretien : Contrat Plus et Contrat Total.

LA ROUTE MAÎTRISÉE

C I T R O Ë N X M

CITROËN PARIS ET REGION PARISIENNE

75 : Avenue CUNSTANTINOPLE - tel : 45 22 17 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
91 : Avenue CUNSTANTINOPLE - tel : 45 22 17 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
92 : Avenue CUNSTANTINOPLE - tel : 45 22 17 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
93 : Avenue CUNSTANTINOPLE - tel : 45 22 17 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
94 : Avenue CUNSTANTINOPLE - tel : 45 22 17 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
95 : Avenue CUNSTANTINOPLE - tel : 45 22 17 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
96 : Avenue CUNSTANTINOPLE - tel : 45 22 17 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
97 : Avenue CUNSTANTINOPLE - tel : 45 22 17 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
98 : Avenue CUNSTANTINOPLE - tel : 45 22 17 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
99 : Avenue CUNSTANTINOPLE - tel : 45 22 17 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100
100 : Avenue CUNSTANTINOPLE - tel : 45 22 17 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

Allemagne

Quel temps fait-il ?

Le Bébête show

L'humour sous surveillance

On a perdu la 7e compagnie

Framatome signe un accord

Lancel se lance dans la montre

L'humour sera-t-il victime

L'humour sous surveillance

On a perdu la 7e compagnie

Framatome signe un accord

Lancel se lance dans la montre

L'humour sera-t-il victime

L'humour sous surveillance

On a perdu la 7e compagnie

Framatome signe un accord

CHAMPS ECONOMIQUES

Allemagne-Japon : les géants fascinés

Outre une histoire parallèle, les deux pays partagent une même philosophie industrielle et la recherche d'interlocuteurs à leur mesure

SUR le « front » économique, s'il doit y avoir des vainqueurs dans la guerre du Golfe, ce pourrait être les deux grands pays non belligères membres du camp occidental : l'Allemagne et le Japon, qui apportent un soutien essentiellement financier à la force multinationale. Ils ont les ressources nécessaires, non seulement pour assumer sans dommages cette charge, mais encore pour faire face, demain, mieux que n'importe lequel de leurs partenaires, à une éventuelle flambée du prix du pétrole. Plus la guerre durera et plus leur position se renforcera.

Les deux pays ont en partage d'avoir été vaincus en 1945, occupés, puis de s'être redressés économiquement, au creux des alliances occidentales pour l'un, à l'ombre du parapluie militaire américain pour l'autre, et de démontrer aujourd'hui l'attachement de leur opinion publique à un pacifisme qui, autrefois, fut imposé par les vainqueurs. Mais ils ont maintenant davantage en commun. Ce sont les deux pays dont la croissance économique est la plus rapide : depuis 1985, estime le Fonds monétaire international dans une récente analyse, la production du Japon a augmenté de 25 % et celle de l'Allemagne de 18 %, dépassant les États-Unis, qui enregistrent d'ailleurs avec ces deux pays un déficit commercial important.

Aux deux, économiquement et financièrement, l'Allemagne et le Japon présentent un poids supérieur à celui des États-Unis. Logiquement, et tandis que les Américains ont une partie des Européens, obnubilés par le Japon, vainqueur contre ce pays « atypique » et « faiseur de troubles », se tisse sans tapage entre les deux économies les plus dynamiques du monde un tissu de relations et de collaborations industrielles qui dans les prochaines décennies constitueront un facteur déterminant de l'ordre économique mondial.

On a abondamment glosé sur les ressemblances entre la mentalité des Allemands et celle des Japonais, supposée être les « Allemands de l'Asie ». Une analogie, certes, mais elle n'est que médiocre, car, comme toutes les généralisations médiocres, elle est fautive. Les Allemands, en tant que tels, ne sont pas japonais, mais ils ont une mentalité qui, comme toutes les généralisations médiocres, elle est fautive. Les Allemands, en tant que tels, ne sont pas japonais, mais ils ont une mentalité qui, comme toutes les généralisations médiocres, elle est fautive.

de l'axe (alliance tripartite de septembre 1940), des liens profonds entre les deux pays. Ainsi, l'influence allemande fut-elle grande sur la Constitution de Meiji (1889) d'inspiration fortement prussienne. Fascination des oligarques nippons de l'époque pour une Prusse qui, en 1871, avait battu la France (dont le rayonnement fut néanmoins aussi important et se fit sentir notamment dans la rédaction du premier code civil), mais aussi

pensée ou de l'éducation des élites avant-guerre que dans celui de la culture industrielle, la matrice germanique joua un rôle important dans la modernisation du Japon.

Une collaboration à long terme

Aujourd'hui, si les connivences dans les aventures guerrières appartiennent au passé, cette

la conquête des marchés, l'Allemagne et le Japon n'en semblent pas moins être engagés sur la voie d'un rapprochement naturel. Ce sont les deux économies les plus dynamiques et les plus disciplinées du monde mais aussi deux sociétés conduites par leur destinée historique récente à mettre entre parenthèses cette « volonté nationale », épave dorsale d'une ambition politique sur la scène mondiale. Devenus des nations de marchands, l'Allemagne et le Japon ont tendance à penser leur sécurité en termes économiques plus que militaires. Ce pragmatisme mercantile partagé facilite la compréhension et se conjugue à une certaine fascination mutuelle pour les succès économiques.

Ainsi les Allemands ne se sont pas contentés de hurler contre la « fermeture » du marché automobile japonais : depuis quinze ans, BMW a fait sur l'archipel des investissements considérables, a perdu de l'argent mais a gagné et actuellement s'est taillé une place non négligeable sur ce marché. Une persévérance qui a forcé le respect.

L'alliance de mars dernier entre les deux géants Daimler-Benz et le groupe Mitsubishi, puis en octobre celle de la maison de commerce C. Itoh et du groupe Klockner, qui fabrique de l'acier, du plastique et des machines, sont symptomatiques des grandes ententes stratégico-industrielles qui se forment entre l'Allemagne et le Japon. Collaboration industrielle (Mitsubishi souhaite entrer dans la production aéronautique tandis que Daimler est intéressé par l'expérience des japonais en matière d'électronique et d'informatique) et de nouveaux matériaux, mais aussi commerciale et stratégique (réseau de distribution en Asie pour l'un, en Europe, dans le sens large, pour l'autre).

Malgré les différences d'objectif entre les alliances industrielles, les partenaires paraissent animés d'un même souci de collaboration globale. Autre caractéristique, qui tient peut-être à la philosophie industrielle commune : ni les Allemands ni les Japonais n'attendent des résultats immédiats et spectaculaires de leur collaboration. Leur objectif est le long terme.

Pour les Japonais comme pour les Allemands, les prises de participation croisées des groupes sont une pratique courante qui facilite cette perception des résultats à long terme. En revanche, les différences de structures industrielles ne facilitent pas toujours les

alliances : les « holdings » constituant la tête des *zaibatsu* (conglomérats) japonais furent abolies après la défaite par l'occupant américain. En Allemagne, les conglomérats furent également démantelés mais le principe des holdings fut maintenu. En d'autres termes, le président de la holding Daimler-Benz n'a pas d'équivalent dans le groupe Mitsubishi. C'est donc la maison de commerce Mitsubishi Corp. qui a signé l'accord avec Daimler.

Ces alliances s'inscrivent surtout dans une stratégie globale des partenaires allemands et japonais qui prennent position en vue du grand marché de 1992 et plus encore peut-être en prévision de la nouvelle donne créée par les bouleversements survenus au cours de ces dix-huit mois en Europe de l'Est, comme des transformations qui s'opèrent en Asie.

Au cœur de l'Europe nouvelle

Jusqu'à présent, il ne s'agissait pour les Japonais que de créer des unités de production en Europe (essentiellement dans son berceau industriel, la Grande-Bretagne, pour des raisons de langue, de coût, de travail et de politique généralement accueillante de Londres), pour contourner les barrières protectionnistes et afin d'être plus directement en prise sur le marché tout en établissant des points de vente ailleurs, notamment à Hambourg, Francfort ou Düsseldorf où se sont ainsi constitués de « petits Tokyo ». Puis sont intervenus les bouleversements en Europe de l'Est.

Les Japonais ont pris conscience de plusieurs phénomènes, explique M. Kenneth Courtis, directeur de l'unité de recherches stratégiques de Deutsche Bank Capital Markets Asia : 1° un déplacement du centre de gravité de l'Europe vers un pôle allemand, avec dans sa mouvance les pays limitrophes (Autriche, Danemark, Hollande, Luxembourg) et, autour, la nébuleuse des anciens pays socialistes ; 2° une récupération par l'Allemagne de son rôle « historique » d'agent de modernisation de la Russie. Compte tenu à la fois de l'intégration européenne de 1992 et de la nouvelle donne européenne, les Japonais s'aperçoivent qu'ils ont peut-être accordé trop d'importance à la Grande-Bretagne et ils opèrent au contraire au cœur de l'Europe : il ne suffit plus d'avoir des unités d'assemblage et de distribution ; il faut bel et bien dispo-

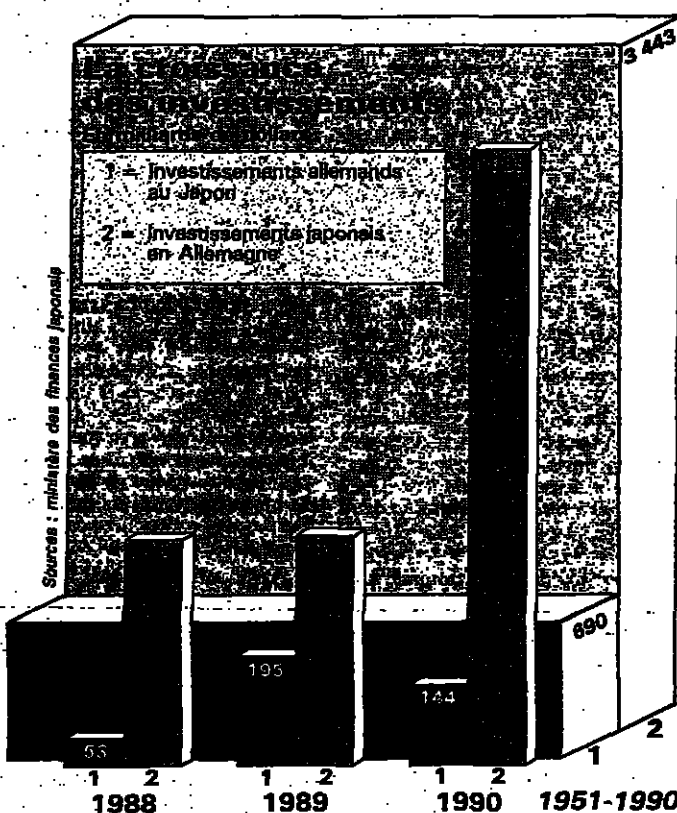
ser des bases stratégiques dans le pays qui va constituer le centre névralgique de la région, c'est-à-dire en Allemagne.

Vu de Tokyo, il y aura demain quatre pôles économiques : les États-Unis, l'Europe autour de l'Allemagne, l'URSS et le Japon avec les pays dans sa mouvance. Du côté allemand, on a sans doute davantage conscience qu'ailleurs sur le Vieux Continent que l'Europe, obnubilée par ses problèmes et aveuglée par sa myopie ethnocentriste, néglige ce qui se passe en Asie. Les États-Unis sont en retrait, d'une région où se trouvent pourtant les économies les plus dynamiques du globe. Les Japonais, qui en coulisent sur la haute main sur celles-ci, par leurs investissements et par l'aide qu'ils accordent à ces pays, disposent d'un potentiel considérable en termes de production et de marchés. Et les Allemands entendent s'appuyer sur eux pour assoir et accroître leur présence en Asie.

Le renforcement de la présence japonaise en Allemagne au cours de ces deux dernières années est évident : entre 1989 et 1990, les investissements directs japonais sont passés de 409 millions de dollars à plus de 1 milliard (sur un total de 3,4 milliards entre 1951 et 1990) (voir le graphique ci-contre). De manière symptomatique, les deux tiers des bureaux de la tour la plus haute d'Europe (265 mètres), bientôt achevée à Francfort, sont occupés par des Japonais (le constructeur Kajima et la maison de titres Nomura). Les Japonais sont en outre particulièrement actifs sur le marché boursier : selon les estimations de Bonn, les investissements japonais en Allemagne pourraient être multipliés par 2,6 d'ici un an.

En dépit d'une concurrence serrée dans des domaines tels que l'automobile ou les machines-outils, les signes de rapprochement entre Allemands et Japonais n'en sont pas moins clairs dans certains secteurs industriels-clés tels que les semi-conducteurs. D'une manière générale, la collaboration germano-japonaise dans des domaines de complémentarité naturelle comme la chimie et les grandes alliances stratégiques du type Daimler-Benz-Mitsubishi constituent un défi encore mal perçu mais non moins réel pour leurs partenaires.

de Tokyo
PHILIPPE PONS



A titre de comparaison, les investissements français au Japon se sont élevés à 25 millions de dollars en 1989, 27 millions en 1990 et ont représenté au total 257 millions de dollars depuis 1951, soit 1,5 % des investissements étrangers (dont l'Europe assure 23 %). En revanche, les investissements japonais en France ont fortement augmenté en 1989, dépassant le milliard de dollars, essentiellement dans les secteurs financier et immobilier, et ont atteint 3,4 milliards depuis 1951.

évidente solidarité entre deux pays qui, à l'aube du dix-neuvième siècle, devaient tous deux forger un ordre politique et juridique nouveau. La Prusse bismarckienne correspondait enfin aux aspirations autoritaires des réformateurs japonais. Tant dans le domaine de la

influence culturelle constitue un substrat latent aux collaborations qui se tissent. D'autant plus naturellement peut-être que ces deux pays ont en partage le succès économique : en d'autres termes, leurs entreprises constituent les nœuds pour les autres des partenaires à leur mesure. En compétition pour

Les nouveaux feux de la Cité ardente

Unie pour sa reconversion, Liège ne compte pas seulement sur sa métallurgie, mais sur le TGV, la formation et l'Europe

SE peut-il que nous nous trouvions à seulement 5 kilomètres des luxuriantes de style rocaille dont s'enorgueillit le Palais provincial et si près aussi des maisons typiques du quartier Saint-Pholien où se promenait le jeune Simonon ? Sur les deux rives de la Meuse, en aval de la « Cité ardente », s'étend, dans sa laideur absolue, un des paysages industriels les plus chargés de l'Europe septentrionale. Il n'y a même plus l'excuse de l'emploi et de la croissance : beaucoup de cheminées ne laissent plus échapper aucune fumée délétère, bien des portiques d'usine sont définitivement fermés, mais l'aménagement des « friches industrielles » coûte cher, trop cher, dans l'immédiat, pour une région lancée, sans doute, dans la plus importante opération de reconversion économique de la Belgique.

« Nous avons vendu sur pied trois laminoirs aux Chinois », raconte un responsable de la branche Phénix de Cockerill-Sambre, une des unités de production les plus modernes du groupe. « Ils ont tout

démonté, tout numéroté et tout remonté à l'identique dans leur pays. Nous, à la place, nous avons mis des espaces verts. »

Puisque, décidément, le langage des planificateurs du changement se veut bucolique, il est question aussi de remplacer les « friches » par des « parcs industriels », c'est à dire des zones aménagées pour des entreprises plus modernes, moins polluantes, faisant appel à une main-d'œuvre du secteur tertiaire, que d'anciens appellent moins poétiquement « zonings ».

La crise du Golfe

Et si on ne trouve vraiment pas preneur, dans certains cas, on vend pour des transformations plus justifiées : par exemple aux affranchisseurs qui ont transformé des dizaines d'anciennes maisons ouvrières de Seraing, à la périphérie de Liège, en un haut lieu de la prostitution belge, avec des rues enfilées de « femmes derrière la vitre ».

Un véritable affront pour Liège, pas bégueule mais fière d'un passé

plus reluisant. Ici règne encore « l'esprit principautaire », allusion aux époques où la population réunie autour de ses princes-évêques résistait à la maison de Bourgogne, avant de voir reconnaître une passagère indépendance de la principauté, puis de se rallier au « parti des Lumières » au dix-huitième siècle. Ville d'art depuis le Moyen-Âge, la cité aux sept collégiates s'était industrialisée dès le siècle de Louis XIV, notamment en se spécialisant dans les armes.

Pour les 196 000 Liégeois et les 600 000 habitants de l'agglomération, le dernier en date des grands chambardements est la reprise de la fameuse FN (Fabrique nationale) d'Herstal, une des communes avoisinantes, par le groupe français GIAT-Industries. L'affaire s'était conclue en novembre 1990, quand la Générale de Belgique, actionnaire à 70 %, avait enfin trouvé preneur, mais le contrat n'a été mis en œuvre que le 1^{er} janvier, après d'ultimes négociations avec les syndicats. A l'état-major de la nouvelle société, rebaptisée FNNH (Fabrique nationale nouvelle Herstal), on garde la prudence qui s'im-

pose quand de nouvelles nominations sont dans l'air. Informés que 1200 d'entre eux, sur 2500, devront partir par étapes, les ouvriers travaillent pour le moment à l'exécution d'un carnet de commandes gonflé depuis plusieurs mois par la crise du Golfe.

Des mariages difficiles

Célébrant « le mariage difficile du fer et du bois » pour la fabrication des armes d'infanterie qui sont une de leurs spécialités, les salariés de la FN sont accablés sans état d'âme par la belle ouvrage. Ils reconnaissent, à propos du Golfe, qu'« à quelque chose malheur est bon » : les demandes de devis pour quelque 140 milliards de francs belges (dont 10 % ont sans doute été effectivement commandés, par des clients dont l'entreprise fait traditionnellement l'identité) faisaient fort bon effet au moment des négociations avec GIAT.

de Liège
JEAN DE LA GUERIVIERE
Lire la suite page 26.

4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS

3, RUE LA BOTIE	112, BD ST-GERMAIN	132, BD ST-GERMAIN	18, BD DE SEBASTOPOLE
-----------------	--------------------	--------------------	-----------------------

EN CADEAU

et sur présentation de cette annonce est offert pendant 15 jours une calculatrice OLYMPIA TIP TOP®

DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE GRATUIT.

BUREAUTIQUE DURIEZ INFORMATIQUE

CHAMPS ECONOMIQUES

La mission belge de M. Jean Gandois

On sait gré au patron de Cockerill-Sambre des services rendus à la sidérurgie wallonne

Il y a deux Français connus de tous les Belges et pour lesquels on ne tarirait pas d'éloges : MM. Jacques Delors, en raison de ses convictions européennes, et Jean Gandois, à cause de ses services rendus à la sidérurgie wallonne. Le premier ministre, M. Wilfried Martens, nous a confié lui-même qu'il a choisi l'ancien président de Rhône-Poulenc pour redresser le groupe Cockerill-Sambre, en perdant, après avoir lu son interview dans le Monde du 7 août 1982.

L'intéressé a raconté cette expérience, de février 1983 à octobre 1985, dans un ouvrage qui est en même temps une bonne initiation aux subtilités politiques de Bruxelles : *Mission acier* (éd. Duculot, 1986).

On y apprend comment un patron en désaccord avec certains comportements du pouvoir socialiste en France parvient à nouer le dialogue avec les syndicats belges et à convaincre de la nécessité de révisions déshonorantes l'actionnaire majoritaire qu'était la région wallonne.

Face aux grands concurrents

L'aventure eut une suite quand le successeur choisi par M. Gandois, M. Raymond Lévy, fut rappelé à Paris, en novembre 1986, pour remplacer le patron de Renault assassiné, Georges Besse. Après des péripéties qui conduisirent M. Martens au bord de la broquette avec le gouvernement de M. Chirac, il fut convenu que le président de Pechiney retournerait au charbon pour assurer de nouveau les destinées de l'entreprise liégeoise la plus chargée d'histoire depuis que - en 1817, deux ans après la bataille de Waterloo - l'Anglais John Cockerill fonda sa première usine dans la commune voisine de Seraing, où il avait acheté le château de Guillaume d'Orange.

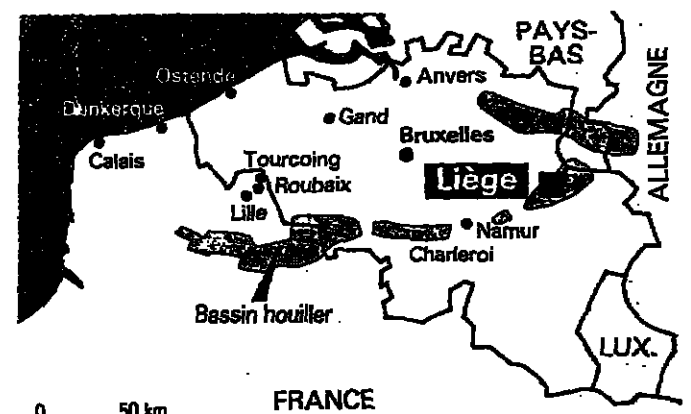
En plus de ses obligations en France et aux Etats-Unis, M. Gandois s'efforce donc de passer en moyenne un jour par semaine à l'état-major du groupe (installé à

Bruxelles pour dominer les rivalités entre Liège et Charleroi). Dans sa fonction de président, il est essentiellement appelé à définir la stratégie à long terme du groupe, quatrième entreprise belge, qui emploie encore, après de nombreux départs en retraite anticipée, 31 000 personnes établies dans seize pays.

Avec des réserves de 42 milliards de francs belges placées en banque et une dette réduite maintenant à 26 milliards, Cockerill est redevenue une affaire saine, que l'entrepreneur patron trouve néanmoins

très objectifs, ce qui est sain en soi.

Alors, des tentatives en direction d'Usinor, comme on le dit maintenant à Bruxelles ? M. Gandois n'y songe pas pour l'instant. Le groupe français, dont le chiffre d'affaires est trois fois plus important que celui de Cockerill, serait en position trop dominante, et M. Gandois « attache beaucoup d'importance aux effets de localisation », notamment quand il faut faire des sacrifices et dire quelle région devra en consentir l'essentiel.



un peu modeste face aux grands concurrents. D'où, ces derniers mois, des tractations avec Sidmar, la filiale du groupe luxembourgeois Arbed en Flandre belge. La fusion à un moment espérée n'aura pas lieu.

« Il y avait des visions différentes de ce qui devait être la nouvelle société », nous explique M. Gandois. Je voulais que celle-ci porte un nom nouveau. Arbed, dont Sidmar est essentiellement la filiale pour les aciers plats, se méfiait de cette nouvelle entité potentiellement forte. Il n'y avait pas de désaccord sur les objectifs industriels, mais malentendu sur le montage financier. Je tenais à aller sur le marché boursier : cela oblige l'actionnaire public à prendre en compte des cri-

Car le financier partisan des « critères objectifs » en économie a aussi la fibre sociale. Il n'hésite pas à rendre hommage à « l'esprit responsable de la plupart des syndicalistes, en France comme en Belgique », lorsqu'ils ont des raisons de croire en la compétence de la direction. On le lui rend bien : quand la Fabrique nationale d'Herstal cherchait encore un apport de capitaux français, en novembre 1990, des syndicalistes wallons sont venus - par avion privé à cause d'une grève - jusqu'à dans le bureau parisien du patron de Pechiney pour lui demander son aide.

de Bruxelles
J. de G.

Les nouveaux feux de la Cité ardente

Suite de la page 25

La reprise de la FN Herstal par le GIAT aura des conséquences pour une autre entreprise pilote de l'agglomération, la FN Moteurs dont elle détient 43 % du capital, et dont la SNECMA française avait déjà racheté 51 % (1). Dès à présent averti que le personnel passerait de 1680 à 1230 salariés, les syndicats espèrent que les parts du deuxième actionnaire de l'entreprise seront rachetées rapidement par Fiat, mais la « mondialisation du grand capital » - inéluctable - les inquiète.

En octobre, un congrès de la branche wallonne de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB), de sensibilité socialiste, sans se confondre avec le parti) a dénoncé « l'introduction de modes de gestion du personnel différents, non adaptés à la culture d'entreprise du pays ; la non-représentativité des managers locaux, réduits au rang de simples exécutants de décisions intervenues en dehors d'eux ; l'effacement du secteur public national, et a fortiori régional ». Sans oublier les multinationales américaines, ce congrès a évoqué la « francisation de l'économie wallonne », vieux serpent de mer dans une région animée de sentiments contrastés et parfois contradictoires à l'égard d'un pays qui en fit le département de l'Ourthe en 1793.

Un esprit de coopération

C'est cependant M. Carol Gluze, leader des métallos wallons, qui, sans doute en faisant jouer les solidarités sociales, avait rencontré M. Jean-Pierre Chevènement à Paris en novembre, lors de la phase finale des négociations entre la FN et le GIAT. « Ici, il n'y a pas de patrons, la bourgeoisie industrielle a disparu depuis la crise de 1929, affirme un responsable de la CGTB. Nous avons pris par la main les ministres de l'Etat wallon (le gouvernement régional dans le cadre de la politique de fédération entre Wallons et Flamands) pour aller chez Chevènement. Il fallait bien faire quelque chose pour sauver l'outil de travail ».

L'entretien a lieu au siège local du syndicat, l'immeuble le plus

haut et le plus opulent de la place Saint-Paul, à côté de la cathédrale. A quelques centaines de mètres de là, brille l'enseigne de la Wallonie, le quotidien régional qui peut s'offrir la FGTB. Ici, les syndicats sont un Etat dans l'Etat et personne ne peut rien entreprendre sans eux. M. Joselyne Piette, secrétaire fédérale de la CSC, la confédération chrétienne, en rivalité amicale avec la FGTB, est le premier à reconnaître que des salaires relativement élevés dans quelques entreprises pilotes, utilisatrices et formatrices d'ouvriers très qualifiés, ont contribué à créer cette situation.

Langage ferme mais étonnamment responsable chez ce leader chrétien : à propos du sauvetage de Cockerill-Sambre par le patron de Pechiney, ce syndicaliste reconnaît que, sur le plan social, « Gandois a tenu parole » et, par souci de vérité, il nous avertit que, derrière les murs lépreux de la FN, il y a des machines à commandes numériques achetées par l'entreprise pour sa méritocratie modernisation.

A qui l'interroge sur les raisons de cet esprit de coopération entre syndicats et patrons, dans une région à la pointe de la grande grève politique de l'hiver 1960-1961, commémorée et pas oubliée dans toutes les mémoires, M. André Burnotte, président de la chambre de commerce et d'industrie, explique que le climat social a changé depuis 1987, après « un combat de coqs » qui culmina avec un conflit très dur dans l'usine Cuivre et Zinc. Depuis cette affaire, dans laquelle salariés et dirigeants du capital lâchèrent des plumes, les syndicats auraient pris conscience du tort que trop de militantisme pouvait continuer de faire à une région à laquelle ils sont très attachés, en raison notamment des rivalités avec les Flamands qui, eux, ont su constituer tout un réseau de PME s'adaptant aux nécessités du marché sans les lourdes contraintes des grandes entreprises liégeoises.

Avec un égal enthousiasme, M. Burnotte, banquier de son état, M. William Ancion, premier échelon social-chrétien - qui a assuré l'interim d'un bourgmestre (maire) socialiste compromis dans une affaire ayant conduit à l'impignation de M. Jean-Claude Deaux (le

Monde du 15 décembre) - et le gouverneur Paul Bolland - socialiste que ses fonctions placent au-dessus de la mêlée politique et auquel les milieux d'affaires rendent hommage - « vendent » l'image de leur région. Quatre traits principaux : une université au passé culturel glorieux mais résolument orientée vers les disciplines du monde moderne ; une main-d'œuvre qualifiée, notamment chez les anciens sous-traitants de la FN et de Cockerill qui se reconvertissement grâce à l'arrivée de nouveaux investisseurs privés ; un port fluvial qui reste le troisième d'Europe ; une situation géographique exceptionnelle au carrefour de plusieurs grands axes européens, à proximité de l'Allemagne.

A une heure d'autoroute

Après s'être doté d'un réseau autoroutier particulièrement dense, Liège entend bien bénéficier du passage du TGV à destination de Cologne, même si elle soupçonne la Flandre de ne pas souhaiter ces investissements. La « Cité investissements », prompt à passer du doute de ses à des embellissements à la limite du chimérique, attache une grande importance au fait que Bouygues - encore un Français - songe à construire à Ans, une de ses communes limitrophes, un vaste ensemble de bureaux. « Pourquoi s'implanter, comme le veut actuellement la mode à Zaventem (la commune de l'aéroport de Bruxelles) alors que le terrain est trois fois moins cher chez nous ? », demande M. Ancion en faisant remarquer que Liège n'est qu'à une heure d'autoroute du centre de la capitale.

Non, Liège ne mise pas seulement sur le malheur des autres, sur ces commandes mystérieuses de la FN à destination du Golfe, pour son propre salut. La ville la plus chargée d'histoire en Wallonie joue la carte de la vitesse, du nouveau savoir-faire et d'une construction européenne à laquelle sa jeunesse s'intéresse davantage qu'aux sempiternelles querelles wallo-flamandes et aux magouilles politiques locales.

de Liège
JEAN DE LA GUÉRIÈRE

(1) Ser le montage financier des principaux groupes, Sidmar, la CGTB, Bruxelles-Lambert, Pechiney, Bouygues, lire l'ouvrage tout récent d'Anne Vissant *Les Groupes d'entreprises en Belgique*, publié par le CRISP, 35, rue du Congrès, 1000 Bruxelles, 407 p., 900 francs belges.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Valeo
Progression du chiffre d'affaires 1990 freinée par la conjoncture du dernier trimestre

Le chiffre d'affaires consolidé de Valeo pour 1990 a été de 20,2 milliards de francs, à comparer à 18,4 milliards en 1989. La progression de 10% reflète le développement des parts de marché du Groupe. Ces chiffres correspondent au périmètre actuel de consolidation qui sert désormais de référence.

A périmètre du premier semestre 1990, incluant les activités cédées au second semestre, le chiffre d'affaires s'élèverait à 21,5 milliards de francs en 1990, contre 19,5 milliards en 1989.

Le chiffre d'affaires du dernier trimestre 1990 (avant ou après cessions) a baissé de 8% par rapport à la même période de 1989, dans le contexte de la forte chute de la production

automobile en Europe, aux Etats-Unis et au Brésil.

Dès le début de 1990, Valeo a pris des mesures en prévision d'une dégradation de la conjoncture automobile, notamment en concentrant ses activités sur ses points forts et en réduisant de 12 le nombre de ses usines, ses effectifs de 8% et son endettement de 20%. En 1991, de nouvelles mesures sont prises pour adapter le Groupe aux récentes données économiques.

La demande du marché reste très orientée sur les produits et systèmes à fort contenu technologique. Valeo y répond en maintenant les investissements essentiels et un haut niveau de recherche et développement.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

POINT DE VUE

Les salariés n'ont pas perdu

par Rémy Prud'homme

Le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) a souligné un gros livre. L'institut présidé par Mme Cuestiaux a montré que la part des salaires dans la répartition du revenu national a diminué au cours des dix dernières années. Il y en a de moins en moins pour le travail et de plus en plus pour le capital. Plus revenu le temps des entrepreneurs, et même des rentiers. Le moins que l'on puisse dire est que cela ne fait pas très socialiste. Trahison, ont crié les uns. Retour à la raison, ont pensé les autres.

L'affirmation du CERC est bien entendue exacte, et les chiffres ne manquent pas pour la justifier. Les salaires ont augmenté moins vite que les dividendes. Les Comptes de la nation nous montrent qu'entre 1982 et 1990 la part de la « rémunération des salariés » dans le total du « revenu primaire brut des ménages » revient de 73 % à 71 %. Corrélativement, celle des autres revenus - une catégorie composite, mais utile pour notre propos, incluant les intérêts, les dividendes, les loyers, mais aussi les revenus des entrepreneurs individuels - passe de 27 % à 29 %. Au cours de cette période, en termes constants, la rémunération de l'ensemble des salariés a augmenté de 7 % et les autres rémunérations de 18 %.

Cependant, cette façon de présenter les choses néglige une dimension importante : l'évolution du travail et du capital dans le processus de production. Au cours de ces mêmes années 1982-1989, la production de notre pays, le PIB, a crû d'environ 17 %. Mais le travail et le capital, qui concourent à cette production,

n'ont pas augmenté homothétiquement de 17 % chacun.

En fait, la quantité de travail utilisée n'a pratiquement pas augmenté pendant cette période : de 1 % si l'on considère l'emploi total, de 2 % si l'on considère le seul emploi salarié. La quantité de capital utilisé a, au contraire, beaucoup augmenté : de près de 20 %, si l'on mesure l'ensemble du « capital fixe net » (comme disent les comptables nationaux), un peu moins si l'on exclut de ce capital les logements et les bureaux loués.

La croissance du capital

En d'autres termes, la croissance des années 80 doit plus à la croissance du capital qu'à celle du travail. Elle doit également beaucoup à la croissance de la productivité globale, ce qui veut dire que la production a augmenté davantage que l'ensemble des facteurs de production. Reste qu'il y a aujourd'hui, en France, davantage de capital par salarié qu'au début de la décennie.

Ce changement important déplace d'un jour nouveau le débat sur la répartition des fruits de la croissance. La part des salaires a diminué, certes, mais la part des salariés aussi. La part des revenus du capital a augmenté, en effet, mais celle du capital également. L'évolution constatée par le CERC n'a donc rien de bien surprenant.

Il faut faire une autre comparaison, et rapporter la rémunération des facteurs aux quantités de facteurs. Si l'on rapporte la rémunération des salariés au nombre des salariés, calculé ainsi un salaire

moyen, on voit que la rémunération du travail a sensiblement augmenté : de près de 5 %, toujours pour la période 1982-1989. C'est insuffisant diront les salariés, mais c'est beaucoup plus que la rémunération unitaire du capital, obtenue en divisant les revenus non salariaux par le stock de capital, qui, elle, a légèrement diminué au cours de la même période.

On pourrait donc soutenir que la gestion socialiste, loin de défavoriser les salariés, a au contraire défavorisé le capital ! La réalité est plus complexe et ne se laisse pas facilement enfermer dans les schémas simples. Les données sur le stock de capital ne sont pas à l'abri de la critique. Les revenus non salariaux ne sont pas seulement des revenus du capital, et, à l'intérieur de cette catégorie globale, certains revenus (les intérêts) ont augmenté plus que d'autres (les revenus des agriculteurs).

L'augmentation du capital par travailleur ou par salarié est une condition de la productivité, et elle ne peut pas avoir lieu si le capital n'est pas rémunéré correctement : en sorte qu'il n'y a pas, dans le moyen terme au moins, contradiction entre la rémunération du capital et celle du travail. Il faut aussi noter que les évolutions analysées ici se rapportent aux revenus primaires, avant impôts et avant transferts. De toute façon, ces évolutions, qui sont conduites par le changement technique et par la concurrence internationale, échappent très largement à la volonté des hommes politiques.

► Professeur à l'université Paris-XII.

L'héritage

ers d'
de que

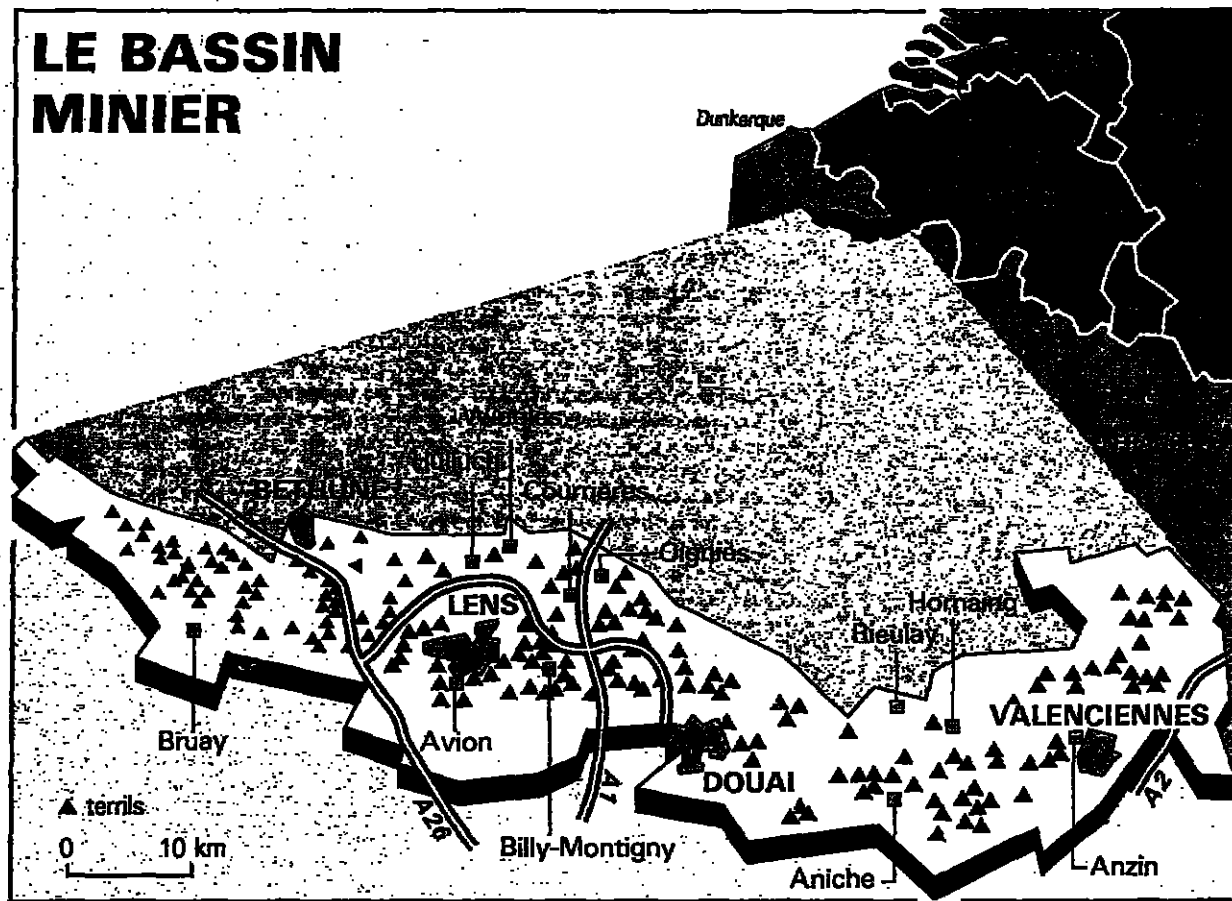
LE BA
MINI

quinze filles

L'héritage disputé des Houillères du Nord

Plusieurs milliers d'hectares de terrains, des dizaines de milliers de logements : de quoi transformer la physionomie de toute une région

LE BASSIN MINIER



Source : Etude sur l'aménagement des terrils, juin 1972 - ministère des affaires culturelles.

AVEC la fin de l'extraction du charbon dans le Nord-Pas-de-Calais, les chevalements des puits vont disparaître du paysage et avec eux la plupart des bâtiments de l'exploitation minière. Mais les Houillères, qui ont marqué la région de leur empreinte, ne vont pas totalement disparaître. Elles gardent quelques éléments d'industrie, mais surtout un vaste patrimoine foncier, qui suscite des convoitises et des controverses. Elles laissent des dizaines de milliers de logements : des villes, des villages ou des quartiers construits par les compagnies minières pour loger leurs salariés. Leur avenir est aujourd'hui incertain.

« Nous ne laissons pas un désert », répète-t-on aux Houillères du Nord et du Pas-de-Calais (HBNPC). La fin de la mine - depuis le 21 décembre dernier très précisément (le 22 décembre) - ne signifie pas la disparition. « Je me suis donné pour mission de mettre en état de durer les activités du « jour » qui gagnaient de l'argent, mais dont les résultats étaient perdus dans l'océan des pertes de l'extraction charbonnière », rappelle M. Jack Verhaeghe, directeur général des HBNPC depuis 1981, et symboliquement, le premier à avoir fait toute sa carrière « au jour » (lavoie, cokerie, carbocentrale...).

Des HBNPC elles-mêmes, il restera peu et peut-être pas très longtemps : pour l'essentiel deux centrales thermiques, fournisseurs d'EDF, à Courrières (Pas-de-Calais) et Hornaing (Nord), employant ensemble quelque 300 personnes. Seule la seconde a une chance de durer, au moins jusqu'à 1998.

Reconversion à l'échelle

Le plus gros est formé par les quelque quinze filiales d'importance inégale, mises en place depuis 1987 (voir l'encadré ci-dessous) : « Les filiales de Filianor ». Elles traitent du charbon importé, des résidus de l'exploitation d'autres mines, ou des établissements qui ont un capital à exploiter (matériaux, installations ou savoir-faire) ou qui sont déjà en état d'affronter la concurrence, selon M. Verhaeghe. Cependant, il leur faudra encore deux ou trois ans pour se stabiliser, avec l'aide de la holding Filianor, elle-même filiale des Houillères, qui les cofinanciera et va gérer leur cash-flow pour que celui-ci contribue au développement régional. « Nous avons une dette à l'égard de la région et nous ne pouvons nous désintéresser de l'emploi », dit M. Verhaeghe.

Avec 1,5 milliard de chiffres d'affaires, le « groupe » Filianor compte en effet que 1 200 salariés. Aussi, les responsables des Houillères mettent en avant la contribution de la Sofirem (Société pour favoriser l'industrialisation des régions minières), créée en 1966 par Charbonnages de France et reprise depuis 1984 dans le Nord par une société spécifique, Finorpa (Financière du Nord-Pas-de-Calais). De 1967 à 1984, 28 000 emplois ont ainsi été créés dans le bassin sous l'impulsion de la Sofirem et surtout du SAIL (Service d'accueil des implantations industrielles), destiné à rechercher les investisseurs potentiels et à aider leur installation.

En fait, la crise économique a interrompu ces efforts, en même temps que la hausse du prix du pétrole repoussait la fin de l'exploitation charbonnière. Il fallut paradoxalement attendre la conversion des socialistes au réalisme économique pour qu'ils reviennent. Cette relance amorcée par M. François Mitterrand lors de sa visite dans la région

en février 1984 a été marquée par la création de la Finorpa et du Fonds d'industrialisation pour le bassin minier, dotés chacun de 100 millions de francs par an.

Si, depuis, les créations d'emplois aidées par la Finorpa ont dépassé les suppressions aux HBNPC, le bassin a continué à perdre des emplois : 17 000, soit 3 %, depuis 1984. La fin de la mine a coïncidé avec la crise d'autres industries, créatrices de postes de travail jusqu'en 1975 : sidérurgie (- 41 %), métallurgie, construction mécanique (- 14 %), chimie de base (- 49 %), habillement et textile (- 31 %), bâtiment et travaux publics (- 13 %). La progression régulière du tertiaire n'en a compensé que la moitié. Résultat : le chômage, déjà élevé, est passé de 12 % de la population active en 1982 à près de 15 % en 1990 (1). Si la zone d'Anzin-Bruay, à l'ouest, où les puits de mine ont fermé avant 1979, demeure relativement indemne, le Valenciennais ou la région de Lens ont été particulièrement touchés. « Nous vivons une catastrophe économique », affirme M. Rolos - Sallamaines à la tête d'être proche des derniers puits arrêtés.

La fin de l'émigration

Aujourd'hui, les grandes restructurations sont terminées, mais les gains de productivité dans la sidérurgie, les métaux et la mécanique, la « délocalisation » du textile risquent de grignoter encore les effectifs. Dans l'automobile même, devenue la première

branche industrielle, l'automatisation peut encore supprimer quelques-uns des 20 000 emplois. En face, on voit de plus en plus arriver des « micro-implantations » (2). Or, parallèlement, le bassin minier perd peu d'habitants (59 000 depuis 1982, sur 1,3 million). L'émigration n'a pratiquement pas cessé de se ralentir, tombant à 0,87 % par an, au maximum, dans le Valenciennais - mais à 0,1 % dans l'ouest du Pas-de-Calais - comme si la crise, loin de pousser à partir, en dissuadait.

Ces perspectives font des dernières possessions des Houillères un territoire disputé : petit industriel désarmé, elles sont encore un grand propriétaire. Foncier d'abord, avec quelque 10 000 hectares dont 3 500 de terres agricoles, 1 000 de forêts - que l'on continue à exploiter - et autant de friches diverses (étangs, canaux, etc.), héritées des compagnies minières d'antan, comme les vingt-huit mines, les vingt-sept stades et les vingt-neuf salles des fêtes... « Pas question de les céder pour le franc symbolique », sauf si l'Etat le veut, car elles figurent au bilan », dit M. Verhaeghe.

Ce sont surtout les terrains industriels et les logements qui sont en cause. Les Houillères, qui ont cédé déjà 1 600 hectares depuis 1966 pour l'installation d'entreprises, en possèdent encore plus d'un million - sans compter l'emprise des voies ferrées (435 hectares) et l'assise des terrils, eux-mêmes (plus de 2 500 hectares). Une partie de ces derniers sont déjà viabilisés et découverts en lots, notamment près de Carvin, Courrières-Lens et Bully-les-Mines, près de l'autoroute Paris-Lille ou de la « rocade minière » qui la rejoint.

« A qui iront ces terrains ? Cherchant les moyens d'attirer de nouvelles entreprises, les communes sont à l'affût : « Nous sommes bloqués de tous côtés. Nos seules possibilités sont les 20 hectares de l'ancien carreau de mine de l'ancien puits de Courrières », dit le maire de Sallamaines. A Loos-en-Gohelle, les terrils occupent 250 hectares. Les maires protestent parfois contre leur exploitation, créatrice de « nuisances », sans que les communes en profitent, selon M. Wacheux, député socialiste, ancien maire de Bruay-en-Artois, président de l'Association des communes minières de Nord-Pas-de-Calais, qui s'insurge aussi contre les « emprises énormes » conservées par les Houillères ou contre les prix de cession « excessifs » (jusqu'à 20 francs le mètre carré, dit-il).

Plus importants encore, les logements, qui font des HBNPC de loin le premier propriétaire immobilier de la région : 83 000, soit l'équivalent d'une ville de plus de 250 000 habitants - un patrimoine inscrit pour 7 milliards de francs à leur bilan. Sur cette bande de 110 kilomètres de long et de moins de 20 kilomètres de large, qui va de la frontière belge à Aire-sur-la-Lys, à l'ouest, les compagnies minières ont fait naître des « cités » pour loger leurs salariés : simples palés de maisons ou quartiers entiers, selon les besoins, mais partout des maisonsnettes de briques à un étage avec leur jardin, disposées en bande le long de la rue pour les plus anciennes, celles d'avant 1914, accolées par deux, trois ou quatre, pour la plupart, celles de l'entre-deux-guerres.

mine fermée en 1988 : quelques maisons survivant au milieu de ruines et d'un terrain vague où l'on dépose des ordures.

Plus de 60 % des logements « miniers » sont actuellement occupés par des retraités des mines, dont 90 % ont plus de cinquante-cinq ans, et 60 % plus de soixante-cinq. Dans vingt ans, la plupart auront disparu. Que deviendront les maisons, qui concurrencent déjà le logement social ? Un tiers, estime-t-on du côté des Houillères, devront être démolies. « On ne pourra tout garder : les cités excentrées, installées par hasard ou près de puits de mine écartés, risquent de disparaître », reconnaît M. Marcel Wacheux. Lesquelles, et qui en décidera ? Les communes entendent récupérer leurs espaces et utiliser les logements miniers pour leurs projets de rénovation, devenir de « vrais villages ». Ainsi Bruay-en-Artois vient d'achever sa « ZAC des Provinces » de 1 200 logements, Sallamaines a entrepris de restaurer les cités de son centre : fenêtres peintes de blanc, briques lavées, avec des porches ou des balcons vitrés à la hollandaise...

Pour faciliter les arbitrages, la gestion des logements va être transférée à une société d'économie mixte, où seront représentés la région, les départements et les communes ; les friches seront confiées à un établissement public. Les nouveaux responsables devront trouver des priorités pour le réaménagement du bassin, alors que les communes paraissent engagées dans une concurrence sauvage pour attirer les entreprises comme pour conserver les logements. Les villes les plus importantes (Lens comme Douai) et celles qui préexistaient au charbon (comme Béthune, qui a depuis longtemps attiré des entreprises) subissent, de même que les plus proches des grands axes de communication : on voit déjà s'esquisser une nouvelle constellation d'usines, d'entrepôts, autour du carrefour des autoroutes nord-sud et est-ouest (où se trouve, par exemple, le plus important hypermarché Auchan, à Noyelles-Godault).

« A l'horizon 2000, la traînée du bassin minier apparaît-elle encore, ou verra-t-on le Valenciennais tourner vers la Belgique et la région de Béthune le futur ? », s'interroge M. Verhaeghe. Mais qu'en dira-t-il des communes plus pauvres ou des plus petites, les plus liées à la mine, et dont les ressources vont diminuer en même temps que le nombre des habitants ? Elles craignent de devenir des « villes fantômes » que furent les villes minières du passé, et pas seulement dans le western. Mais on peut aussi envisager d'autres scénarios-catastrophes : une banlieue appauvrie d'une métropole illusoire en expansion, ou le « minage » d'un bassin semé de cités à moitié vides et d'îlots de familles à problèmes.

de Douai
GUY HERZLICH

(1) « Situation et perspectives économiques du bassin minier », dans L'Annuaire 1990-1991 de la région Nord-Pas-de-Calais, n°3, décembre 1990.
(2) Les projets aidés par la Finorpa comptent en général de 10 à 50 emplois.

(3) Laillancourt, Oricourt, Waziers, Divion, Fourrières-Lens, Oignies, Sallamaines, Noyelles-sous-Lens, Mazingarbe, Calonne-Ricourt, Marais-les-Mines, Greny.

Les quinze filiales de Filianor

En chiffres d'affaires, en poids sur leurs marchés respectifs comme en emplois, ce sont les industries les plus liées à l'activité minière d'extraction qui comptent le plus dans le groupe Filianor, la société holding qui a repris l'héritage industriel des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais (HBNPC). Premier producteur européen de coques de fondrière, avec 627 000 tonnes, dont un tiers est exporté, les Coques de Drocourt (Pas-de-Calais) couvrent aussi 85 % du marché français et ont réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 600 millions de francs. Leur capital est détenu en totalité par Filianor ; la cokerie a conservé ses 594 salariés, qui ont seulement changé de statut. Agglomord (144 salariés), dont les principaux négociants français en charbon ont pris 36 %, exploite l'usine de boulets d'Oignies. Elle domine le marché français du chauffage domestique au charbon, avec un chiffre d'affaires de 300 millions de francs. Elle compte une petite « annexe » à Rouen, avec la Société rouennaise de défilage.

Vient ensuite l'exploitation des résidus de l'ancienne exploitation minière, essentiellement les terrils, dont la propriété a été transférée à Terrils SA. Surchêne (34

salariés et un chiffre d'affaires de 50 millions de francs) a été créée dès 1959 par Charbonnages de France avec ses différents bassins, pour commercialiser les centres des centrales et les schistes des terrils, dont le plus grand puits se trouve dans le Nord-Pas-de-Calais (73 sont actuellement en exploitation et autant en réserve). Utilisés surtout pour les travaux routiers, ces produits sont récupérés par plusieurs dizaines de sociétés de BTP et de transport pour lesquelles cette exploitation représente un million d'emplois.

Pour sa part, Tercharmor (37 salariés, une trentaine de millions de francs de chiffre d'affaires), constituée en 1988 par les HBNPC à parts égales avec la Société d'aménagement, de réhabilitation d'énergie et de lavage sur sols (SARELS) vend les résidus combustibles pour les centrales et des granulats pour des terrains de sport. Elle a créé récemment des filiales spécialisées pour cette exploitation.

Les schistes houillers sont aussi utilisés par la Briquetterie d'Hullich (Pas-de-Calais), la plus importante de France, construite en 1986 avec deux briquetteries, l'une belge, l'autre française, qui ont pris 51 % du capital. Un GIE, Méthamaine, a

été formé avec Gaz de France (qui en a pris 35 %) pour capter à partir de plusieurs puits anciens, traiter et vendre du gaz de mine, que les HBNPC utilisaient déjà dans leurs propres installations. Enfin Sotrenor, constituée avec SARP Industries (filiale de la Générale des eaux), qui en détient 53 %, exploite un incinérateur de déchets industriels (huiles) de 120 000 tonnes installé sur le site de la centrale de Courrières.

Quatre filiales de mécanique sont issues des anciens « ateliers centraux » : GMT, à Billy-Montigny, se consacre à la maintenance et à la réparation de robots et hydrauliques ; Famacom, à Anzin, dont la société Paquet a pris 51 %, construit des machines complexes, de même que Comequip à Wingles, racheté à 85 % par le constructeur PFI Brocher, Uelcam, à Billy-Montigny, spécialisé dans l'usage, a été repris par les membres du personnel et l'ancien responsable de ce département. Il faut y ajouter l'ancien département de menuiserie, racheté par une société de ce secteur et Société de mesures et de contrôle (SMC2), réunissant d'anciens laboratoires des HBNPC.

G. H

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

<p>M. Mme Mlle Adresse _____ Code postal _____ Ville _____ Niveau d'études 90-91 _____ Age _____ désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :</p>	<p><input type="checkbox"/> Classes Préparatoires <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion <input type="checkbox"/> Préparer un MBA <input type="checkbox"/> 2^e Cycle de Gestion <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion</p> <p><input type="checkbox"/> Architecture <input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur <input type="checkbox"/> Arts Graphiques <input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle <input type="checkbox"/> Assistant de Direction/Bureautique <input type="checkbox"/> Assurance <input type="checkbox"/> Communication et Culture <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise <input type="checkbox"/> Communication, Publicité <input type="checkbox"/> Comptabilité <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil</p>	<p><input type="checkbox"/> Design, Design Industriel <input type="checkbox"/> Electronique <input type="checkbox"/> Expertise Comptable <input type="checkbox"/> Formation en Alternance <input type="checkbox"/> Formation Continue <input type="checkbox"/> Gestion Financière <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel <input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration <input type="checkbox"/> Informatique <input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste <input type="checkbox"/> Journalisme <input type="checkbox"/> Logistique Production <input type="checkbox"/> Paramédical <input type="checkbox"/> Promoteurs Dentaire <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique <input type="checkbox"/> Relations Internationales <input type="checkbox"/> Réseaux de Baccalauréat <input type="checkbox"/> Sciences Politiques <input type="checkbox"/> Sténographie/Communication <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil</p>
--	---	--

Adressez ce bon à Orientations Service, 26, rue de la Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

L'or de la perestroïka

A première vue, il pourrait y avoir deux raisons péremptoires pour ne pas lire l'article publié dans la dernière livraison de la revue trimestrielle *Politique étrangère* (1) sous le titre « L'Occident peut-il soutenir la perestroïka ? ». La première est que la perestroïka (signifiant : reconstruction) est, politiquement, remise en cause, de façon tragique, par la répression dans les pays baltes. La deuxième raison est qu'économiquement la situation paraît encore plus désespérée.

Bien qu'il soit trop tôt pour faire le bilan de la première initiative du nouveau gouvernement, présidé par Valentin Pavlov, celle qui porte sur le retrait des billets de 50 et de 100 roubles, il semble bien qu'on ne s'y serait pas pris autrement si on avait voulu désespérer un peu plus la population et lui ôter tout espoir dans une thérapie de choc pour essayer de remettre d'aplomb l'économie soviétique. Non pas qu'on doive exagérer s'étonner des nouvelles brimades infligées à cette occasion aux malheureux citoyens.

Fin janvier 1988, une mesure de ce genre avait été introduite en France. Les journaux de l'époque font état du « manque d'instructions » reçues par les banques chargées de recueillir, dans un délai pareillement fixé à trois jours, les billets de 5 000 francs privés soudainement de cours légal. Si on n'avait pas sa « carte d'alimentation » sur soi, la longue attente devant le guichet était à recommencer. La mesure prise (comme aujourd'hui en Union soviétique) pour lutter contre l'inflation et les trafiquants du marché noir se révéla par elle-même source de complications et d'inefficacité. Du moins, le gouvernement René Mayer, qui l'avait instituée, l'avait accompagnée d'un premier dispositif visant à desserrer les contraintes administratives héritées de la guerre.

Selon toute vraisemblance, l'URSS va faire, en plus grave, l'expérience qu'on avait faite alors en France. En situation de pénurie, ce sont les prix qui tirent la monnaie, et non pas le contraire. D'où il résulte qu'il n'est aucune réforme proprement monétaire et financière qui tienne si on ne s'attaque pas simultanément au problème économique. Il s'agit de ranimer l'activité et de faire en sorte que ceux qui en exercent une clandestine

nement rejoignent naturellement les circuits légaux. Alors seulement, l'Etat a des chances de surmonter ses inextricables difficultés budgétaires (par augmentation spontanée des recettes fiscales) et de mettre fin à l'émission inflationniste de monnaie.

Cependant, comme le dit le signataire de l'article cité, le docteur Axel Lebehm, membre de la commission économique mixte germano-soviétique et directeur à la Deutsche Bank, la question n'est plus, si elle l'a jamais été, de personnaliser la perestroïka (pas plus avec Boris Eltsine qu'avec Mikhaïl Gorbatchev). La nationalité de l'auteur n'est pas indifférente. Jointe à la qualité de ses réflexions, elle justifie amplement l'intérêt, pour un lecteur français, de prendre connaissance, dans les circonstances actuelles, d'un texte comme celui-ci (lequel, du reste, est le résumé d'un rapport plus long).

Bien que ce ne soit pas là l'objet de son étude, Axel Lebehm rappelle en passant la raison essentielle qui a poussé les Allemands à s'intéresser à la perestroïka dès qu'ils ont compris — et il semble bien qu'ils l'aient compris très vite — qu'avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev au printemps 1985, quelque chose de fondamental avait changé en URSS. L'objectif principal de la politique menée à Bonn, nous dit-il, a toujours été de rechercher une issue pacifique, en Europe, à l'affrontement Est-Ouest. Il me semble que cette simple réflexion (qu'il ne commente pas) est de nature à expliquer bien des choses et, surtout, à lever bien des malentendus latents de nature à jeter une ombre sur les bonnes relations entre la France et l'Allemagne.

On doit, me semble-t-il, comprendre que la RFA pouvait être un allié loyal de l'alliance atlantique tout en explorant tous les terrains d'entente possibles avec l'Union soviétique. Son territoire n'était-il pas destiné à devenir le principal théâtre des opérations d'une guerre européenne ? Affecter de voir un soupçon de neutralisme derrière ce désir d'entente, comme le faisaient certains, confinait au procès d'intention. L'imputa-

tion était d'autant plus injustifiée que, à plusieurs reprises, c'est le gouvernement allemand qui a le premier réclamé un renforcement sur son sol des armements les plus efficaces — propres, donc, à attirer les feux de l'ennemi — de l'OTAN. C'est à la suite d'une initiative du chancelier Helmut Schmidt que fut (sous le gouvernement Kohl) prise la décision d'installer des fusées Pershing.

Ayant à l'esprit ces considérations, on est enclin à lire l'étude d'Axel Lebehm avec d'autant plus d'attention qu'elle est singulièrement dépourvue de complaisance à l'égard de la perestroïka et de l'attitude qu'on doit avoir envers elle, ou, en tout cas, envers les dirigeants soviétiques qui s'en prévalent pour demander un soutien financier. Il dresse un bilan largement négatif des premiers résultats de la coopération économique avec l'URSS depuis qu'une « nouvelle manière de penser » est censée y régner. Il voit dans les « avances » de la politique suivie à Moscou, c'est-à-dire dans l'absence de perestroïka économique, l'origine des déboires essuyés par les entreprises occidentales. Surtout, il admet que tant ces derniers que les gouvernements ouest-européens et américains de prendre très sérieusement en compte un facteur qu'on aurait tort, sous peine de graves et nouvelles déconvenues, de continuer à ignorer à peu près complètement.

Sur le terrain privé, le seul résultat quelque peu tangible est constitué par des opérations de joint-ventures (par suite de l'entrée en force d'autres nationalités, et notamment des Américains, le part des entreprises allemandes dans le total ayant été ramené d'un quart à un petit cinquième). Qu'on ne se laisse pas trop prendre aux palmarès diffusés par les Soviétiques à ce sujet. Il en ressort bien que les contrats signés sont en nombre croissant et les investissements correspondants de plus en plus diversifiés. On aurait pourtant tort d'en tirer la conclusion optimiste que « l'effet de sèche d'huile

souhaité [s'est] vraiment amorcé pour l'ensemble de l'économie soviétique ».

Pour exprimer la même idée, une autre métaphore est couramment employée. Lebehm écrit : « Dès l'origine, l'idée de créer un nombre croissant de joint-ventures, comme autant d'îlots de l'économie de marché et de la démocratie économique dans la mer de l'économie dirigée et du communisme, pour en arriver progressivement à la formation d'archipels et de terres fermes, jusqu'à ce que l'ensemble de l'économie soviétique jouisse d'une économie libre comme à l'Ouest, s'accompagnait chez tous les intéressés de grandes visions économiques et politiques ainsi que d'une volonté de s'engager personnellement, de prendre des risques et de faire des sacrifices. » A y regarder de près, on peut douter que cet ambitieux programme ait été suivi d'un commencement de réalisation. C'est du moins l'impression que dégagent les quelques chiffres cités par Axel Lebehm et les commentaires qu'ils lui inspirent.

Sur les quelque 2 000 joint-ventures enregistrées par les autorités soviétiques, seules 15 % fonctionnent effectivement. « Les autres n'existent que sur le papier et certaines ont déjà cessé leurs activités ». C'est que, « dans une économie qui se trouve littéralement en état de décomposition, il est logique que des îlots d'économie de marché [...] soient particulièrement vulnérables ». Selon l'auteur, ces joint-ventures profitent surtout au partenaire soviétique. Dans ces conditions, on pourrait s'attendre que l'Etat cherche à améliorer les conditions de leur fonctionnement. Mais « force est de constater » que les politiciens soviétiques « ne connaissent pas suffisamment les facteurs et les liens d'interdépendance économiques ». Quant à la convertibilité du rouble, elle « semble être de plus en plus incertaine ». Ce scepticisme ne risque-t-il pas d'être encore renforcé par la manière dont a été conçu et appliqué le retrait des billets ?

Remarquons cependant que la glasnost (transparence) n'est pas un vain mot. Les sujets les plus délicats — dont on ne parle qu'à mots couverts dans les pays les plus libres, — si l'on en parle (l'intégrité de la fédération, par exemple), ne sont plus des tabous dans la presse soviétique. Le mérite principal, me semble-t-il, de l'analyse présentée par notre économiste d'outre-Rhin est d'en tirer une conséquence dont ni les technocrates moscovites ni les technocrates (privés et publics) de l'Occident ne paraissent pas toujours s'être avisés. Rien de solide ne pourra être accompli désormais si, comme dans tous les pays nominaux, on ne tient pas largement compte des réactions de l'opinion publique du pays d'accueil.

« **E** N octroyant des crédits destinés à soutenir la perestroïka, écrit Axel Lebehm, l'Occident doit tenir compte que les Soviétiques sont fondamentalement conservateurs dans la lignée de leur tradition paysanne, qu'ils ont une aversion innée contre l'endettement et qu'ils apprécient le travail concret et productif, mais pas le commerce et le finance. Leur jugement est particulièrement négatif pour les bailleurs de fonds. L'octroi de crédits occidentaux qui ne seraient pas liés de façon visible et contrôlable au financement de projets profitant directement et tangiblement à la population ne constituerait donc pas une aide en faveur de la perestroïka, mais aurait plutôt des effets contraires. La population soviétique suit d'ailleurs très attentivement, même d'un œil critique et méfiant, la politique d'endettement de son pays à l'égard de l'étranger. » A l'appui de son jugement, Axel Lebehm n'hésite pas à invoquer les critiques que l'aide apportée par son pays, dans plusieurs occasions, suscitées en URSS. Que penserait le public soviétique s'il apprenait les conditions dans lesquelles ses dirigeants, afin de financer des importations de produits de consommation, ont été amenés à vendre une partie des réserves en or de l'Union ?

(1) *Politique étrangère*, quatrième trimestre 1990. Revue publiée par l'Institut français des relations internationales (IFRI). Amisard Colin éditeur.

Il y a les exploits d'un jour.



Et ceux de tous les jours.

La Diac s'investit chaque jour pour renouveler l'exploit. Celui de vous offrir des financements exceptionnels. Jusqu'en 2002/91, vous profitez d'une location avec option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 25 000 F (dont

15 025 F de premier

9 375 F de dépôt de

tion d'achat finale).

17 131 F. Coût total en

66 332 F. Renault 19

TTC clés en main au 01.01.91 : 62 500 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la

Diac, RCS Nanterre B 502 042 221. Contactez M. Financement chez votre

concessionnaire ou agent Renault, ou au **NUMERO VERT 05.05.05.05**

Diac. L'exploit financier.



Diac
Financement Renault

PA
EN
NU
vivre aux en
mo
mon
Services c
à France*. En pemr
box. des données, c
à toutes les
formante est un
ouvert la France
entreprises abor
diemanc et a
NUMERIS. TOU1

جريدة العالم

... Le Monde • Mardi 29 janvier 1991 29

J A N V I E R 1 9 9 1

PARTOUT EN FRANCE NUMERIS

ouvre aux entreprises un nouveau
monde de communications



De Dunkerque à Perpignan, de Brest à Mulhouse, pour la première fois au monde un Réseau Numérique à Intégration de Services couvre la totalité d'un pays. C'est NUMERIS et c'est la France*. En permettant sur le même réseau l'échange simultané de la voix, des données, des textes et des images, NUMERIS apporte une solution à toutes les entreprises pour lesquelles une communication performante est une source de compétitivité. Aujourd'hui, après avoir couvert la France entière, NUMERIS permet déjà de joindre les entreprises abonnées aux systèmes homologues américain, japonais, allemand et anglais. Pour le meilleur de vos communications.

*France métropolitaine uniquement. NUMERIS est une marque déposée par FRANCE TELECOM.

NUMERIS. TOUT COMMUNIQUER PLUS SIMPLEMENT.

**FRANCE
TELECOM** 
UN AVENIR D'AVANCE

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

Vice President Finance

Amsterdam
C.£80,000 (equiv) + Bonus + Car

Our client is a highly profitable, rapidly expanding, £350m t/o Division of one of Holland's leading industrial groups. Having been created by a series of successful international acquisitions, the Division currently comprises of 20 manufacturing companies in Western Europe and North America. There is considerable potential for continued growth, both organically and by acquisition. The size and complexity of the division now demands the appointment of a Vice President - Finance, to work closely with the Division President towards the continued, profitable growth of the business. Key immediate requirements of the role will include the development and implementation of sophisticated management information systems which facilitate rapid, accurate reporting and analysis, as a basis for both short term operational control and medium/long range planning. As a key member of a very small senior management team, the successful applicant will be expected to exercise considerable influence over all business decisions. The candidate we seek will be a highly qualified, internationally experienced finance manager, aged 40/45, who can demonstrate a strong track record of achievement, gained at senior level in a manufacturing environment. Familiarity with complex operating systems, coupled with a clear commercial vision and excellent managerial and communication skills are essential requirements. A second European language capability is highly desirable.

Full relocation facilities are available where appropriate and interested applicants should forward a comprehensive curriculum vitae, quoting ref: 2637 to Alan Dickinson ACMA, Executive Division, Michael Page International, Page House, 39/41 Parker Street, London WC2B 5LH. (Tel: 071-831 2000; Fax: 071-831 2612).



Michael Page International
Paris - Londres - Bruxelles - Amsterdam - Düsseldorf - Sydney

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE

Paris, le 28 janvier 1991

J'ai écrit, il y a plus d'un an déjà, une nouvelle société d'informatique, dans le but de développer et fabriquer en France, à Lyon, une famille de superordinateurs de très hautes performances et de la commercialiser sur le marché mondial.

Mon projet repose sur une architecture originale très avancée et des technologies rapides.

J'ai déjà réuni une équipe de développement très internationale. Pour la compléter, je recherche en particulier des collaborateurs pour des postes de direction, directement rattachés au Vice-Président engineering, et chargés :

- des laboratoires, du suivi du planning et de l'avancement du projet,
- du groupe architecture,
- du développement CPU.

Ces candidats auront une formation ingénieurs grandes écoles, si possible complétée par un diplôme d'université antérieure en informatique. Ils devront posséder une solide expérience en management technique : planification, budget, gestion de projet, relation avec les sous-traitants, ainsi que des compétences techniques et industrielles dans les domaines suivants :

- développement de VLSI et PCB en technologie rapide (ECL),
- processeurs RISC,
- architectures parallèles,
- système d'exploitation UNIX.

Si vous possédez ces expériences et compétences et avez le désir de participer à une grande aventure technologique, écrivez-moi :

Jacques STERN,
Advanced Computer Research Institute,
1 boulevard Marquis-Vivien-Merle,
69443 Lyon Cedex 03.

PS : notre langue de travail est l'anglais.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE LYONNAISE
(20 personnes/300 logements par an) appartenant à un groupe important, recherche pour gérer son développement, futur

DIRECTEUR GENERAL

Véritable professionnel de l'immobilier, il maîtrisera l'ensemble des opérations de promotion et veillera à l'équilibre entre les objectifs économiques et sociaux de l'entreprise.

Adressez votre candidature détaillée (lettre + CV + rémunération actuelle) s/réf. I.C. à notre Conseil

CEFLU RECRUTEMENT
K. LE PERFF
5, rue de Vienne
75008 PARIS.



Filiale d'un puissant groupe international cette entreprise réalise un très important investissement industriel dans l'Est de la France. Elle cherche pour cette nouvelle usine proche d'une grande ville universitaire, son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

DEA, DESS en droit des affaires ou équivalent

Chargé des affaires juridiques, des assurances, de la communication interne et de la fonction personnel, il assistera le Directeur Général auprès du Conseil d'Administration, des AG et dans ses relations avec l'extérieur.

Expérience d'une fonction équivalente en milieu industriel et anglais efficace parlé et écrit sont nécessaires.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV détaillé) sous la référence SLM/508 à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité.

SELETEC
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle
S.P. 33378
67008 STRASBOURG CEDEX

Directeur technique et marketing SULZER

Chauffage et Climatisation Sulzer, filiale française du groupe Sulzer, est spécialisée dans l'analyse, la conception, le montage, l'entretien et la conduite d'installations de chauffage, climatisation, protection incendie, télégestion. Sulzer France réalise un CA de 850 MF avec un effectif de 840 personnes. L'entreprise bénéficie d'une forte implantation nationale avec 14 agences. Elle recherche aujourd'hui son directeur technique et marketing. Rattaché à la direction générale, ce collaborateur assure ces deux fonctions en coordonnant son action avec celle de la maison mère. Patron des services techniques et des secteurs stratégiques (protection incendie, salles blanches, réfrigération), il a en outre un rôle fonctionnel auprès des succursales, informant et assistant les directeurs dans leur stratégie et actions de développement. Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un ingénieur grande école (Centrale, Arts et Métiers, INSA...) ayant une expérience de direction technique soit en entreprise soit en bureau d'études dans les domaines du génie climatique ou accessoirement de second oeuvre du bâtiment. La pratique de l'anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la référence 1242.91 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron, s.a.

Membre de Syntec



Directeur des activités formation

Organisation interprofessionnelle de l'assurance (135 pers.), notre métier est notamment la prévention des risques industriels. Nos interlocuteurs sont les professionnels de la sécurité, de la sûreté et de la protection de l'environnement dans les entreprises.

Nous créons ce poste rattaché au D.G. Animant une équipe de 30 personnes et plus de 100 intervenants extérieurs, en coordination avec les autres départements du CNPP, vous aurez, entre autres, la responsabilité du développement, en France et à l'étranger.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, complétée si possible par une formation de gestion, bilingue anglais, vous avez une expérience industrielle de 10 ans ou moins.

La connaissance de la formation continue vous permettra d'être tout de suite opérationnel. Votre professionnalisme vous fera très vite reconnaître.

Poste basé à Vernon.

Merci d'écrire sous référence 967/M à A.I. CONSEIL 35 rue de Naples, 75008 PARIS.

A.I. conseil

Société européenne de technologie de pointe spécialisée dans l'appareillage médical (FACEMARKS) recherche pour sa nouvelle FILIALE un

Directeur

Rattaché à la direction de la maison mère, il aura en charge la mise en place et l'organisation d'un réseau de vente en vue de l'introduction sur le marché français de stimulateurs cardiaques de conception exclusive. Doté d'un sens aigu de l'organisation, le candidat possèdera également une connaissance approfondie du secteur d'activité, ainsi que la pratique des contacts à haut niveau. Il mettra à profit ses connaissances du marché des appareils médicaux. L'expérience déjà acquise par la maison mère dans d'autres Pays d'Europe justifie ses ambitions de développement et offre des perspectives de croissance commerciale. Rémunération attractive, conforme à un poste de responsabilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant votre rémunération actuelle sous réf. S.O.P.D. au CENTRE DE SERVICES DE PARIS - 42 rue de Labenne - 75008 PARIS qui transmettra.

DIRECTEUR DE FILIALE

Un important groupe industriel Espagnol, spécialisé dans la production et la transformation de l'aluminium, recherche dans le cadre de son développement européen, le Directeur de sa filiale Française, basée à Montpellier.

A vocation commerciale, cette filiale doit réaliser un CA de l'ordre de 180 MF à court terme.

Si vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, bilingue Français - Espagnol, avec une 1ère expérience réussie de la vente de produits industriels, venez manager le développement de cette entreprise.

Veuillez adresser votre candidature (CV + lettre) s/réf. 6005 à Annick ALLEGRET.

CEGOS Division Recrutement
Tour Vendôme
92516 BOULOGNE Cédex.

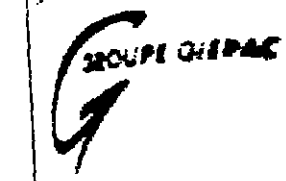


Bruxelles - Lisbonne - Londres
Madrid - Milan - Paris

PATRON DE PMI ET

emballage carton

Le client est une PME industrielle de 20 personnes, spécialisée dans l'emballage carton. Elle recherche un patron pour gérer son développement, futur.



DIRECTEUR

Chargé des affaires juridiques, des assurances, de la communication interne et de la fonction personnel, il assistera le Directeur Général auprès du Conseil d'Administration, des AG et dans ses relations avec l'extérieur.

Expérience d'une fonction équivalente en milieu industriel et anglais efficace parlé et écrit sont nécessaires.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV détaillé) sous la référence SLM/508 à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité.

SELETEC
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle
S.P. 33378
67008 STRASBOURG CEDEX

JURISTE

Chargé des affaires juridiques, des assurances, de la communication interne et de la fonction personnel, il assistera le Directeur Général auprès du Conseil d'Administration, des AG et dans ses relations avec l'extérieur.

Expérience d'une fonction équivalente en milieu industriel et anglais efficace parlé et écrit sont nécessaires.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV détaillé) sous la référence SLM/508 à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité.

SELETEC
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle
S.P. 33378
67008 STRASBOURG CEDEX

السلامة

REPRODUCTION INTERDITE

... La Monde • Mardi 29 janvier 1991 31

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

PATRON DE PMI ET DEVELOPPEUR

CC l'emballage carton

entreprise de 150 personnes, implantée à Brétigny-sur-Orge (91), filiale du groupe GIEPAC (un des premiers onduleurs français avec 1.500 personnes et un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs). L'entreprise transforme 8.000 tonnes de carton en emballages "haut de gamme" (impressions, découpes fines, petites et moyennes séries, PLV...), réalisant un chiffre d'affaires de 80 millions de francs avec comme principale caractéristique l'innovation. Afin de succéder au créateur qui la quitte très prochainement, nous recherchons pour cette affaire un patron développeur qui devra maintenir les acquis (en particulier la motivation du personnel et la créativité) et faire évoluer la structure au sein du groupe. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans et ayant impérativement une expérience réussie de direction dans une affaire industrielle. A travers cette expérience, il aura affirmé un fort charisme, un réel esprit d'entreprise, le sens du commercial et le goût de développer. Ecrire en indiquant vos prétentions sous la référence A/S8604M à GIL MASSON - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.51. (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

DIRECTEUR GENERAL

Cet organisme consulaire d'une grande métropole du sud de la France recherche son directeur général. Homme d'entreprise, il aura pour mission d'assurer la gestion de l'établissement sous tous ses aspects juridiques, financiers, administratifs et humains et de mobiliser les hommes autour de la stratégie définie par les élus, dans un souci de performance et d'efficacité. Son sens de la diplomatie et son habitude de la négociation avec les ins-

tances politiques et représentatives lui permettront de mener sa mission avec succès. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure Bac + 4, le candidat recherché a une expérience significative de cadre dirigeant d'une entreprise. Ecrire à Laurence FOURCAUD en précisant la référence A/T7402M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage



UNION DE 4 SOCIÉTÉS
INTERVENANT EN PORTUGAL-CHARENTAIS
A TOUTS NIVEAUX DANS L'IMMOBILIER
A CARACTÈRE SOCIAL, DE PRÊT, DE LOCATION
OU DE CONSTRUCTION.

35 pers. - 3000 logements collectifs et pavillons
10 M de collectes auprès de 400 entreprises

recrute à **NIORT** (rattaché en 93 par la TGV)
dans le cadre du départ à la retraite du titulaire actuel du poste :

DIRECTEUR

35 ans mini, de formation supérieure, vous avez une expérience analogue dans un organisme (tel qu'OPAC, SA HLM, SEM, etc.) ou de gestion dans une entreprise. Vos capacités d'organisation, d'animation et de négociation sont aussi importantes que votre sens de rigueur de gestion et de qualité de prestations.

Relevant du Président, vous dirigerez, organiserez, coordonnerez et contrôlerez l'ENSEMBLE des activités de ce GROUPE (CIL, SA HLM, Coopérative HLM et Crédit Immobilier) et notamment : • gestion financière • octroi et gestion des prêts • conseils aux salariés emprunteurs • gestion locative • choix des terrains, financements et constructions • collecte du 1% logement • relations avec l'environnement.

Merci d'adresser, sous référence CIL/DIR/83M, en indiquant votre salaire actuel, à notre Conseil : Richard Bénatouil
GROUPE BBC Conseil - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. DISCRETION ABSOLUE et réponse assurée.

INGENIEUR + MBA

ATTACHE DE DIRECTION GENERALE

Une société française, qui à l'échelon international et pour des secteurs industriels diversifiés, finance et réalise des équipements lourds recherche l'adjoint de son directeur général.

Il collaborera étroitement à l'ensemble des activités de la société : relations commerciales, et ingénierie financière.

Ce poste conviendrait à un cadre supérieur ayant de préférence une double formation et disposant d'une expérience (technique et/ou financière) d'environ 5 ans dans l'étude et la réalisation d'investissements importants (une formation complémentaire sera assurée en fonction du type d'expérience antérieure). La connaissance du secteur de l'énergie, sans être indispensable sera un atout.

Il hébergera :
• d'excellentes qualités d'analyse et de rigueur pour évaluer les risques industriels et financiers,
• de capacités relationnelles marquées pour être reconnu comme un interlocuteur avisé par ses partenaires industriels et bancaires.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Connaissances complémentaires de l'espagnol ou du portugais appréciées.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 5 A 2065-1M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Le Monde des Juristes

SE2: 10* SSII française, 1 milliard de F de CA, 2 000 personnes.
Nous développons notre expertise dans l'ingénierie informatique, le conseil et les services à valeur ajoutée. Nous recherchons un(e) :

JURISTE

C D D 6 M O I S

Pour assurer la secrétariat juridique des sociétés du groupe ainsi que la gestion des contrats d'assurance et des sinistres.

Vous participerez également à la rédaction et éventuellement, à la négociation des contrats commerciaux ainsi qu'à la gestion du contentieux.

Vous êtes diplômé d'une maîtrise en Droit, débutant ou avec une première expérience.

Poste basé à Paris 16^e.

Jean-Louis MUTTE vous remercie d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous la référence JLM-SE2-12-14, avenue Vian-Wythecomb - 75016 PARIS.



LE PARTENAIRE DU FUTUR

845 000 LECTEURS
CADRES,
le Monde
est
le premier titre
d'information
des cadres.

(IPSOS 90)



Salon Quentin en Yvelines

ETABLISSEMENT PUBLIC

D'AMENAGEMENT DE LA

VILLE NOUVELLE DE

ST-QUENTIN-EN-YVELINES

recrute

JURISTE

JURISTE H/F. Au sein de la direction administrative et financière votre mission sera de conseiller nos différents services dans l'élaboration des conventions et contrats, et de les exécuter dans la mise en œuvre des marchés publics (logement, travaux, etc.). Ce poste nécessite des compétences diversifiées dans le domaine du droit (urbanisme, urbanisme, construction, commercial). Titulaire d'une maîtrise de droit (DCEI apprécié). Vous devrez justifier pour réussir, d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, acquise dans le secteur de l'aménagement.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à l'attention de Madame GILLES E.P.A.S.O.V. BP 49 - 78104 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

FILIALE D'UN GROUPE PRESTIGIEUX,
recherche

REDACTEUR JURIDIQUE

Agé de 25-30 ans, vos études supérieures et votre ancienneté bancaire de 3-5 ans vous ont permis d'acquérir de bonnes connaissances en droit des sociétés.

Votre aptitude rédactionnelle et votre expérience de prise de garanties vous permettent d'être immédiatement opérationnel.

Notre taille humaine vous offrira un milieu de travail responsabilisant et motivant.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) sous réf. LM/31 à OCBF - 66, rue de la chaussée d'Antin 75009 PARIS, qui transmettra.



BANQUE PRIVEE TRES ACTIVE DANS LE
DOMAINE FINANCIER, FILIALE D'UNE
IMPORTANTE BANQUE EUROPEENNE

recherche pour son siège parisien

JURISTE

SPECIALISÉ EN DROIT IMMOBILIER ET PATRIMONIAL,
il assistera deux départements opérationnels intervenant dans des spécialités reconnues de la Banque : immobilier (promotion et marchands de biens) et gestion de patrimoine (clientèle haut de gamme).
Il sera aussi le conseiller pour la gestion du patrimoine immobilier de la banque et des filiales.

FISCALISTE

Il participera comme conseil aux opérations d'ingénierie financière (haut de bilan, fusions-acquisitions, etc...).
Il sera aussi le Conseiller de la Direction Générale pour les questions fiscales internes.

Tous deux rejoindront l'équipe peu nombreuse (7 personnes) mais très qualifiée du Département Juridique. Leurs missions seront exercées avec une finalité très opérationnelle et impliqueront des contacts variés, internes et externes.

Pour ces deux postes, nous souhaitons : ■ une formation de bon niveau, ■ trois à cinq ans d'expérience, ■ une certaine familiarité avec les opérations bancaires et/ou financières, ■ si possible la pratique de l'anglais.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 40338 à : PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET qui transmettra ou tapez 3615 code PCONTACT.

Puissant groupe industriel français parmi les leaders mondiaux dans son secteur de pointe, recherche un

Juriste d'Entreprise

Paris-Ouest

Au sein d'une équipe de juristes d'affaires réellement opérationnelle, votre mission couvre : le droit des sociétés (créations, prises de participations, conseils, assemblées...), les opérations immobilières, les marques, les litiges avec les fournisseurs, certaines questions fiscales. Pour mener à bien vos actions, vous travaillez en étroite relation avec les différents entités du Groupe et les intervenants extérieurs (cabinets juridiques, notaires, commissaires aux comptes...).

Doté d'un solide bagage juridique complété idéalement par une formation en gestion et si possible une expérience réussie de 2 à 4 ans, vous souhaitez pouvoir exprimer vos qualités de rigueur dans une entreprise qui valorise pleinement la fonction juridique. Vous avez un bon niveau d'anglais.

Contactez Frédéric d'Anthin au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous référence FA6560MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Jeune juriste-fiscaliste, au coeur de la finance.

Après une formation universitaire ou grande école + DESS de fiscalité et une première expérience de 2 à 4 ans en entreprise ou en cabinet, vous commencez à maîtriser les principales facettes de votre métier.

Nous sommes un très puissant organisme financier et notre département fiscal - 15 personnes - intervient dans l'ensemble de nos activités. Plongé dans un contexte professionnel très stimulant, vous aurez la perspective d'être très rapidement associé à des dossiers majeurs.

Au-delà de la technique, vous aurez à exercer vos capacités relationnelles et apprécierez la qualité du travail en équipe. Pour un premier contact, écrivez sous référence 214 511 LM à notre conseil Elizabeth Morin, associée de Sirca, 140 bd Haussmann - 75008 Paris, en précisant votre rémunération actuelle. Poste basé à Paris centre.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

La BANEXI, banque d'affaires du Groupe BNP, souhaite renforcer ses équipes en intégrant un

JURISTE de haut niveau

Ingenierie Juridique et Fiscale

Vous assisterez nos ingénieurs d'affaires dans leurs activités d'investissement et de négociation.

A 30 ans environ, vous possédez une bonne maîtrise du droit anglo-saxon et avez acquis une solide expérience au sein d'un grand cabinet d'affaires et/ou du secrétariat général d'une entreprise importante.

Merci d'adresser votre dossier (C.V., lettre manuscrite et prétentions) à R. DECOT BANEXI - 12, rue Chauchat - 75009 PARIS.



MAÎTRISE DROIT + DESS DROIT IMMOBILIER

JEUNE JURISTE IMMOBILIER, VENEZ VALORISEZ VOTRE FORMATION.

Avec un effectif de 170 collaborateurs, des réalisations réputées, la SINVIM occupe une position prépondérante dans tous les secteurs de la promotion immobilière.

C'est dans ce contexte stimulant que nous vous proposons de valoriser votre maîtrise en droit complétée par un DESS de droit immobilier ainsi que vos qualités relationnelles.

Dans un premier temps, vous serez chargé du suivi contentieux. Puis, vous élargirez votre champ d'interventions dans le domaine du conseil juridique, notamment en matière de montage de nouvelles opérations.

Si vous êtes motivé par un poste aux facettes multiples, riche en contacts internes comme externes et ayant de réelles perspectives de développement (au sein de la société ou du groupe), adressez lettre manuscrite, CV et photo à Sylvie de la Blanchardière - Compagnie Bancaire - Service Orientation Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS, sous réf. 478.



COMPAGNIE BANCAIRE

Notre groupe (1MdF de C.A. en 90) partenaire majeur du BTP est présent dans toute la France. Nous cherchons, pour notre siège à Lyon,

un juriste

Dans un esprit de rigueur et de conseil, vous couvrez le droit des sociétés, des assurances, le contentieux. A 30 ans minimum avec une formation supérieure juridique, votre expérience, idéalement dans une entreprise de BTP ou en cabinet de conseil juridique, vous permet d'être rapidement opérationnel.

Ecrivez à Mme C. LAPORTE, consultante (réf. 1580 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - NANTES - STRASBOURG
LILLE - GRENOBLE - TOULOUSE
MEMBRE DE SYNTec

BOIRON LHF

Leader mondial de l'homéopathie, 900 MF, 1900 salariés, cherche son

DIRECTEUR JURIDIQUE

Belle opportunité pour un juriste de 30-35 ans, ayant une excellente formation (DEA de droit des affaires + gestion de préférence) et qui souhaite participer au plus haut niveau au développement international du groupe. Il s'appuie sur une équipe de 4 collaborateurs et prend en charge le secrétariat des sociétés, la rédaction et la gestion des contrats, brevets, marques, licences, transfert de technologie, litiges... Il pratique nécessairement l'anglais.

ARTEMIS
CONSEILS

Ecrivez à Geneviève CROUZET (réf. 587 LM) ARTEMIS CONSEILS 21 rue François Garcin 69003 LYON

Filiale de la Caisse des Dépôts et Consignation

Leader de l'aménagement et du développement urbain recherche pour PARIS

JURISTE

Niveau maîtrise Droit
Connaissant droit de l'urbanisme
Première expérience souhaitée

Ecrire avec CV et prétentions sous n° 8210
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

Nous sommes une société de conseil aux entreprises.

Nous recherchons pour notre **DEPARTEMENT JURIDIQUE**

UN CONSULTANT

SPÉCIALISÉ EN DROIT DES AFFAIRES

Vous êtes titulaire d'un DESS et avez acquis, au cours d'une expérience minimum de 2/3 années dans un Cabinet Conseil, une bonne maîtrise de ce domaine.

Homme ou Femme de dialogue, vous avez le sens des responsabilités et le goût du travail en équipe.

Envoyez votre candidature détaillée à M. Marc SOUBAIGNE
Directeur des Relations Humaines
Société SVP
54, rue de Monceau
75384 PARIS CEDEX 08



NOTRE MISSION : LOGER LES HOMMES LE MIEUX POSSIBLE.

Notre Organisme à vocation départementale (10 640 logements) crée la fonction d' :

ATTACHE JURIDIQUE

au sein de la Direction des Ressources Humaines. Vous serez chargé des questions concernant le droit du travail (dossiers, relations avec les avocats...).

Votre formation (maîtrise de droit), votre expérience dans ce domaine favoriseront votre intégration dans une équipe jeune, dynamique, évolutive.

Poste à pourvoir : Banlieue Paris Nord.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à notre Conseil CENAS, Philippe VINCHON, Tour Neptune Cedex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1.

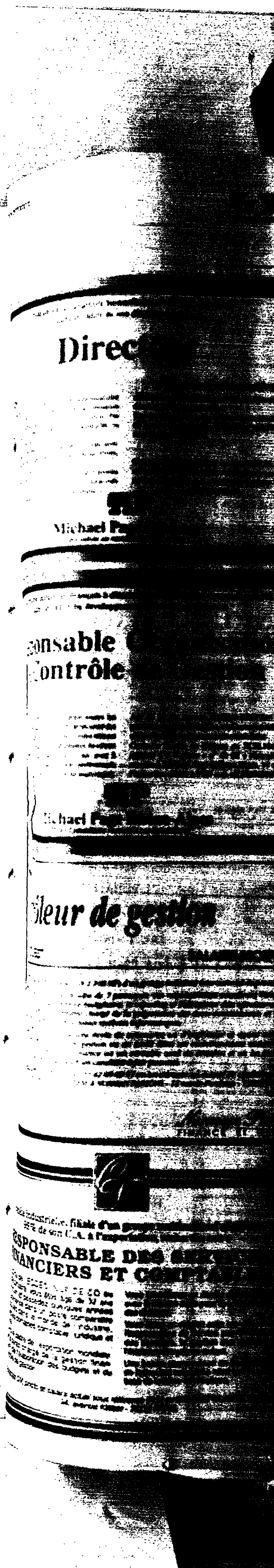
Retrouvez
Le Monde
initiatives
campus / emplois
sur



le mardi
et le mercredi
à 7 h 45 et 8 h 45

le mardi
à 14 h 00
et 18 h 10

La 1^{ère} radio de l'information professionnelle
et de la Communication d'Entreprise
43 43 99 60



Jeudi 10150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de la
Gestion

... Le Monde • Mardi 29 janvier 1991 33

les
jeune juriste-fiscaliste,
au cœur de la finance.

Fondation à caractère humanitaire et culturel recherche,
dans le cadre de son développement, un

Directeur

Paris

Rattaché au Président, vous avez la responsabilité du montage et du suivi des projets de la fondation tant sur le plan financier, que juridique et fiscal. Par ailleurs, vous assurez la gestion comptable et administrative de cet organisme.

Ce poste nécessite des contacts à haut niveau avec des établissements financiers et des administrations, en France et à l'étranger.

Nous recherchons un professionnel de haut niveau et de formation supérieure. Vos capacités relationnelles, votre sens de la négociation

Rémunération motivante

ainsi qu'une solide culture générale vous permettront de réussir dans cette fonction.

Une expérience dans un environnement similaire et de bonnes connaissances financières constitueront un atout supplémentaire.

Contactez Pascale Gutton au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini 75116 Paris, sous réf. PG6278MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Filiale d'un des leaders du BTP nous recherchons, pour nos différentes implantations INTERNATIONALES, un

Adjoint au Directeur Administratif et Financier

En collaboration étroite avec votre supérieur hiérarchique, vous serez chargé d'assurer progressivement l'intérim de celui-ci dans l'administration et la supervision des services comptables et financiers, le contrôle et l'analyse des chantiers internationaux, la consolidation de gestion budgétaire et/ou des études de rentabilité, la résolution de problèmes fiscaux et sociaux.

Le poste conviendrait à un jeune diplômé HEC, ESSEC, SUP de CO Paris, ou Sciences Po ECOFL débutant ou justifiant d'une première expérience réussie. L'anglais sera nécessaire. Contacter Fabrice de L'Assomption au (1) 45.53.26.26 ou envoyer CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS, sous réf. FL6533MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Grand groupe industriel français à dimension internationale, nous recherchons dans le cadre du développement d'une de nos unités un

Responsable Organisation et Contrôle de Gestion

Sud-Est

Bras droit du Directeur de l'usine pour toutes les questions d'organisation, de gestion et de sécurité des flux, animant une équipe de 7 personnes, votre rôle est de conseiller les responsables opérationnels du site en liaison avec la direction financière. Vous avez à votre disposition des outils de gestion performants (GPAO, gestion budgétaire, comptabilité analytique).

Agé de 28 ans environ, diplômé ESC, fort d'une première expérience réussie en milieu industriel, vous alliez esprit d'initiative et de convivialité. Contacter Derrick de Brosses au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf. DDB6458MO.



Michael Page Rhône-Alpes

"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

Banque, filiale d'un important groupe d'assurances recherche son

Responsable Audit / Contrôle Interne

Rattaché au Directeur Comptable, vous devrez créer les systèmes de contrôle interne aboutissant à un ensemble de procédures appelé piste d'audit.

L'élaboration de ces procédures se fera en étroite corrélation avec les lois, règlements, normes et usages professionnels et déontologiques. Vous veillerez à la qualité de l'information comptable et financière, en particulier aux conditions d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de cette information et ce pour l'ensemble des activités multiples de la banque.

Agé de 25 à 30 ans avec une bonne expérience (3 ans minimum) de cabinet d'audit et une formation Ecole de Commerce (ou équivalent) vous êtes autonome, créatif et diplomate. Des missions de valeur réalisées en audit bancaire ou informatique seront un plus.

Contactez Frédéric Serres au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. FS6579MO.



Michael Page Banking & Insurance

Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Contrôleur de gestion

PARIS OUEST

SALAIRE MOTIVANT

LA SOCIÉTÉ : Filiale française (CA 1.100 MF) d'un groupe industriel international de premier plan.
LE POSTE : A la tête d'une équipe de 7 personnes, vos responsabilités couvriront l'analyse des résultats de 3 entités, le contrôle budgétaire, le reporting et l'assistance aux opérationnels dans les usines. Vous serez également chargé de la préparation des devis commerciaux et impliqué dans la mise en œuvre des nouveaux systèmes informatiques.

LE CANDIDAT : Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieur et ayant acquis une expérience d'environ 5 ans en gestion ou en audit dans un environnement industriel, vous recherchez un groupe où la finance est un véritable outil de décision et où les perspectives d'évolution sont excellentes pour un candidat à fort potentiel.

Merci de contacter Ivor ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui adresser un dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 1264/AM à NORMAN PARSONS - 12 rue de Pontbriou - 75008 PARIS.

Norman Parsons
FINANCE ET GESTION

Directeur administratif et financier

Paris

400 KF

Une société de communication, leader sur son marché, recherche le "patron" de ses services financiers.

Gestionnaire et organisateur, il saura rendre performant un petit service de comptabilité et de contrôle de gestion, et mettre en place un système intégré d'informations chiffrées. Il sera en charge de la trésorerie, du juridique courant, et plus généralement, de tout ce qui concerne la gestion d'une société (personnel, services généraux...).

Ce poste très complet s'adresse à un candidat âgé de trente ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou universitaire de haut niveau, il aura une expérience significative de direction financière, axée sur le contrôle, dans une société du même secteur ou d'un secteur proche en termes de gestion.

Un passage en cabinet d'audit anglo-saxon serait apprécié pour ce poste qui demande rigueur et créativité.

Contactez Thomas le Carpentier au 45.62.90.00 ou adressez un dossier de candidature sous la référence TLC 9347 LM à :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE

■ 11 TITRES FRANÇAIS DIFFUSÉS A PLUS DE 500 000 EXEMPLAIRES
■ EUREXPANSION, UN RESEAU D'UNE TRENTAINE DE TITRES ECONOMIQUES ET FINANCIERS.
■ IMPLANTE DANS 11 PAYS D'EUROPE ■ 700 PERSONNES
■ 1,2 MD DE CA

Votre objectif est de contribuer en permanence à l'amélioration de la rentabilité des produits qui vous sont confiés (Agefi, la Lettre de l'Expansion, Haute Finance, l'Annuaire de la Finance...) par la mise en œuvre d'études chiffrées, véritables outils d'aide à la décision de la Direction produit. Responsable de l'ensemble des analyses propres à la vie de vos produits, vous suivez le CA de la publicité, la rentabilité de la promotion, les coûts engagés par la rédaction... Conseil, vous intervenez ponctuellement à la demande des différentes équipes pour qualifier les projets. Vous assurez également le reporting dans le

respect des procédures du groupe auprès du contrôleur financier de la holding.

De formation école de commerce, IEP option Ecofi ou encore Dauphine, avec 1 à 2 ans d'expérience à un poste similaire, vous êtes motivé par l'analyse rigoureuse des chiffres et par leur interprétation. Curiosité d'esprit, autonomie, excellent sens relationnel sont vos qualités premières pour réussir dans cette fonction pointue.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M2506, au GROUPE EXPANSION. Direction des ressources humaines, Le Pontant, 25 rue Leblanc, 75842 Paris Cedex 15.

GROUPE EXPANSION

Société industrielle, filiale d'un groupe multinational réalisant 95% de son C.A. à l'exportation, recherche son :

RESPONSABLE DES SERVICES FINANCIERS ET COMPTABLES

Diplômé de l'ESSEC, SUP DE CO ou école similaire, vous êtes âgé de 32 ans minimum et possédez quelques années d'expérience dans un poste comparable acquises dans le monde de l'industrie, dans les domaines comptable, juridique et fiscal.

Dans le cadre de l'exportation mondiale, vous serez chargé de la gestion financière, de l'élaboration des budgets et du contrôle de gestion.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec la maison mère pour la consolidation des résultats.

Vous serez en rapport avec les différents Responsables de Service pour l'analyse des résultats, la gestion des stocks et l'évolution des prix de revient.

Une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand est exigée ainsi que la pratique de la micro-informatique.

Adressez CV, photo et salaire actuel sous référence 9131 au CABINET CLAUDE VITET 84, avenue Kléber - 75116 PARIS.

AU COEUR DU CONTRÔLE DE GESTION

Au rang des tout premiers groupes européens de transport multimodal, présents dans plus de 50 pays, nous recherchons un responsable de gestion très expérimenté pour recruter un :

HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent.

jeune, vous avez acquis une expérience de 2 à 4 ans dans l'élaboration des budgets et la conduite du reporting, dans une société ayant des activités fortement décentralisées. Vous pratiquez régulièrement la micro-informatique : vous maîtrisez Excel, Harvard Graphics.

Votre connaissance des langues, votre mobilité géographique et votre professionnalisme ainsi que de très bonnes qualités relationnelles vous permettront d'évoluer au rythme de notre expansion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, lettre manuscrite, photo, salaire actuel) à Monsieur Emmanuel MEREAU - TOUR DELMAS VIEUX, 31/32 quai de Dion-Bouton, 92811 PUTEAUX CEDEX.



DELMAS

NOUS SOMMES
UN GROUPE FINANCIER
DE PREMIER PLAN.
NOUS RECHERCHONS
POUR NOTRE
DÉPARTEMENT
DU CRÉDIT ET
DE L'ACTION
COMMERCIALE AUPRES
DES COLLECTIVITÉS
LOCALES UN

jeune responsable d'études marketing

PRODUITS BANCAIRES

Intégré au secteur ingénierie financière et développement commercial, vous serez chargé au sein d'une équipe jeune et performante :

- de participer à la définition de la stratégie "marketing produits" de notre banque,
- de réaliser des études techniques concernant une très large gamme de produits,
- d'élaborer et de former notre réseau régional à la maîtrise de tous ces produits,
- d'élaborer des supports d'information financière destinés à nos directions régionales et à nos clients,
- de concevoir des documents argumentaires à caractère commercial sur les produits et services offerts par notre Société.

Pour ce poste, nous recherchons un jeune diplômé de l'enseignement supérieur possédant un tronc commun financier ou scientifique, riche d'une première expérience en marketing bancaire, ou en financement des collectivités locales. Des déplacements ponctuels en province sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 144 à MEDIA PA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

Groupe International de Communication, consolidant une centaine de sociétés, nous mettons en place un nouvel outil de reporting de gestion et de consolidation financière pour la direction générale. Nous créons un poste de

Chef de Projet

PARIS

Vous avez une formation Grande Ecole de Gestion et une expérience d'organisation de 4/5 ans dans les domaines comptables et financiers sur des projets complexes d'information (micro ou mini-informatique avec des réseaux locaux et des télétransmissions) et vous en avez coordonné la réalisation. Notre Groupe vous propose de

prendre, auprès du Directeur du Budget et du Plan, la responsabilité de ce projet et de la mise en œuvre de cet outil informatique. Bien sûr, vous ajouterez à vos compétences les qualités relationnelles indispensables pour réussir cette mission et trouver ensuite votre évolution dans un Groupe diversifié et de premier plan.

Merci d'adresser votre candidature détaillée sous la référence 9112 à Vocation Média 6, Passage Lathuile 75018 Paris qui transmettra.



Le Groupe CENTRALE DE BANQUE (55 agences, 800 personnes), filiale d'un important établissement bancaire, recherche :

DEUX CONSEILLERS PATRIMONIAUX

ROUEN/PARIS

Au sein d'une structure mettant de nombreux moyens à votre disposition, votre mission consistera à PROSPECTER et DEVELOPPER une CLIENTELE PRIVEE MOYENNE ET HAUTE GAMME.

A 30 ans environ, vous justifiez d'une expérience bancaire auprès de la clientèle privée et avez une bonne connaissance des produits de placement et de la fiscalité. Vos qualités commerciales et relationnelles font la réussite de votre parcours. De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes au sein de notre réseau national.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous la référence VG 204/M à

CREA
CONSULTANTS

Creative Resources for European Access
Counsellors in resources humaines
4, place Félix Eboué, 75003 PARIS CEDEX 12

Filiale d'un puissant groupe international, cette entreprise réalise un très important investissement industriel dans l'Est de la France. Elle cherche, pour cette nouvelle usine proche d'une grande ville universitaire, son

CONTRÔLEUR DE GESTION

HEC, ESSEC, ESC ou équivalent, options finances, contrôle de gestion, ayant une expérience de 2 à 4 ans du contrôle de gestion en milieu industriel.

Il mettra en place et exploitera les outils de contrôle de gestion, les tableaux de bord et le reporting, élaborera les budgets et en assurera le suivi. Angles efficace parlé et écrit nécessaire. Poste d'avenir évolutif.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV) sous référence SJM/1523 à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité.

SELETEC
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle
B.P. 333/89
67009 STRASBOURG CEDEX

L'avenir est à l'image. Une image qui se décline chez Kodak dans un univers de haute technologie. Ses activités s'étendent avec la même rigueur dans les domaines de la photo, du cinéma, de la santé et de la bureautique.

Contrôleur de gestion

De formation HEC, ESSEC, ESCP, vous souhaitez valoriser une 1^{re} expérience de 3 à 5 ans en contrôle de gestion ou comptabilité, ainsi que vos connaissances en informatique. La fonction que nous vous proposons intègre l'analyse financière et les prévisions ; indicateurs de performances, suivi du compte d'exploitation, pilotage de systèmes informatiques de reporting.

La pratique de l'anglais fera partie de votre quotidien.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. et photo sous référence GC/9 à KODAK PATHÉ, Direction Gestion des Cadres - 26 rue Villiot - 75594 Paris Cedex 12.

L'avenir est à l'image



RESPONSABLE EXPLOITATION ITALIE

Banque française de réseau ayant passé un accord de partenariat avec une importante banque italienne

ITALIE DU NORD

Détaché par la Direction Générale de Paris, vous développerez en ITALIE du Nord les relations commerciales avec les entreprises italiennes intéressées par le marché français et avec les filiales françaises installées en Italie, auxquelles vous proposerez les services des deux groupes bancaires.

Pour cette création de poste, vous avez le goût du challenge et un tempérament d'entrepreneur, entre 30 et 40 ans, et une très bonne expertise de l'exploitation bancaire notamment sur le marché des entreprises (PME). Vous maîtrisez parfaitement l'italien.

Vous aurez une rémunération motivante (bases francs + divers avantages) versée par la structure française vous garantissant la continuité de vos droits sociaux.

Ecrivez à Monsieur Jérôme Lancreon, CIP associés, 33 av. du Maine, 75015 Paris, ou téléphonez au 45 38 62 62.

C. L. P.
Associés



LA CHAMBRE SYNDICALE
DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

CRÉE UN POSTE

D'AUDITEUR BANCAIRE

Les SDR, Institutions Financières Spécialisées cotées en Bourse (20 sociétés, 700 personnes) totalisent 50 milliards FF de bilan. Elles détiennent 2 000 participations dans les entreprises régionales et ont consenti, en 1990, 1 milliard FF de crédits en fonds propres et 9 milliards FF de crédits à terme et de crédit bail.

En application de la réglementation bancaire, nous recrutons pour assister notre Contrôleur Général un diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, de niveau expertise comptable, confirmé par une première expérience réussie.

Vous assurerez des missions d'organisation et de contrôle portant sur les procédures de gestion interne et les systèmes informatiques. Vous dialoguerez avec les Directions Générales des SDR et de leurs filiales.

Votre professionnalisme, votre capacité d'analyse et votre aptitude à convaincre vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre réseau.

Basé à Paris, vous intervenirez fréquemment dans les principales métropoles régionales.

Adressez, sous pli confidentiel, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Président de l'ANSDER - CHAMBRE SYNDICALE DES SDR 11 bis, rue Balzac - 75008 Paris

BANQUE RÉGIONALE FORTEMENT IMPLANTÉE DANS L'OUEST recherche pour ses agences situées sur le littoral ATLANTIQUE

Responsable de l'animation commerciale, de la maîtrise des risques, du

management des hommes, vous assurez le développement des points de vente de votre secteur (7 à 10 agences). La rémunération proposée sera fonction de votre expérience.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence 1614 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 56 rue François Bruneau - 44000 NANTES, qui transmettra.

RESPONSABLE FI COM

PA8

CAD

RESPONSABLE FINANCIER DU CONTRÔLE DE GESTION

CONTRÔLEUR DE GESTION

ERNST & YOUNG

Jeudi 15

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de la
Gestion

... Le Monde • Mardi 29 janvier 1991 35

Contrôleur
de gestion

RESPONSABLE FINANCIER ET COMPTABLE

Aix-en-Provence

Notre holding regroupe des sociétés qui réalisent un chiffre d'affaires de 75 millions de francs avec 160 personnes. Notre croissance : 25 % par an, interne et externe, nous amène à confier à un responsable, l'ensemble de la centralisation comptable et à mettre en place des outils de reporting : tableaux de bord, élaboration de budgets... Vous conduirez des études de reprises de sociétés. Titulaire d'une maîtrise de gestion et du DECS ou de formation équivalente, vos cinq années d'expérience professionnelle

se sont déroulées dans une organisation similaire ou comme adjoint du directeur financier. Directement rattaché au directeur général, votre sens des relations humaines vous permettra de réussir dans votre rôle d'animateur. Dans notre contexte, une personnalité à fort potentiel saura évoluer. Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence A/X5190M - PA Consulting Group - 11, cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

POUR LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Au sein d'une équipe de 6 personnes chargée de la gestion prévisionnelle du bilan du groupe, vous interviendrez plus particulièrement pour sélectionner, mobiliser et traiter les informations nécessaires à l'analyse prévisionnelle des risques de taux et de liquidité.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur scientifique ou commercial (BAC + 5), vous devrez justifier d'une expérience bancaire de 3 à 5 ans et d'une bonne formation en informatique. Une connaissance des matériels Digital et du système VMS serait particulièrement appréciée.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. C.FIN à :
Anne MONFORT - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement
7, rue Cassini - 75009 PARIS.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

REJOIGNEZ L'EQUIPE DU CONTROLE DE GESTION !

H/F

35 ans environ, diplômé d'enseignement supérieur en gestion, vous avez une solide expérience du contrôle de gestion acquise de préférence dans le domaine de l'assurance-vie.

- Vous participerez à l'élaboration et au suivi des objectifs, plans d'actions, et budgets.

- Vous analyserez le suivi des principaux projets de la société
- Vous développerez la connaissance et le suivi des coûts, des indicateurs de performances et en ferez une comparaison avec la Profession
- Vous prendrez en charge la gestion des outils de pilotage des résultats de la société
- Vous participerez à l'analyse des résultats des filiales à l'étranger.

En participant à la prévision des composantes du résultat de la société, en analysant les problèmes de gestion et en proposant les actions correctives, vous contribuerez efficacement à l'évolution du contrôle de gestion.

Vous pratiquez la micro-informatique ; vous possédez une langue européenne, votre profil nous intéresse.

Merci de nous envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions sous la référence 4432 à SERIFO, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.

Membre de Syntec

Serifo
GROUPE EUROSEARCH

HUCK

CONTROLEUR DE GESTION (H/F)

(40 km à l'ouest de Paris)

afin de consolider notre réussite commerciale et industrielle.

Bras droit du Directeur Financier vous serez principalement en charge de l'élaboration du budget, du contrôle budgétaire et du reporting mensuel. Par ailleurs, vous apporterez un œil neuf sur la comptabilité analytique (coûts standards) et en affinerez les données afin d'élaborer des tableaux de bord qui guideront au mieux les dirigeants de l'entreprise dans leurs décisions opérationnelles.

A 27 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ES-C ou DECS) et vous parlez Anglais. Une première expérience en cabinet d'audit ou en entreprise (2/3 ans minimum) vous a permis d'acquérir de solides connaissances en comptabilité industrielle et anglo-saxonne ainsi qu'en informatique, ce sont vos qualités relationnelles, un esprit curieux et ouvert qui vous permettront de réussir et d'évoluer au sein de notre groupe.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous la référence F 284 M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

La Société de banque Occidentale, banque commerciale
à taille humaine, filiale d'un
grand groupe bancaire international, recherche un

Inspecteur confirmé

Homme ou femme de 30 à 35 ans, vous pouvez justifier d'une formation supérieure Sciences Po, ESC ou maîtrise de gestion...

Vous avez acquis une expérience significative de la fonction.

Votre sens de l'analyse et votre goût des contacts vous permettront de mener à bien des missions variées au sein d'une structure à taille humaine.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à Mme TISSERAND - 8, rue de la Rochefoucault - 75009 PARIS.

SciBo

Nous recherchons pour notre Direction de la Comptabilité Générale et du Contrôle de Gestion.

1 AUDITEUR COMPTABLE INTERNE

Au sein de notre service Contrôle de Comptabilité, vous veillerez à la bonne application des règles comptables, participerez au rapprochement et à l'analyse des résultats. Vous procéderez à des actions thématiques de contrôle, analyserez et mettrez en œuvre les préconisations de l'inspection et des auditeurs externes.

Une expérience de 2 à 3 ans au sein d'un cabinet d'audit, d'une direction comptable ou d'un back-office est indispensable. (Réf. AC)

2 CHEFS DE PROJETS COMPTABLES

Au sein de notre service Normes Comptables, vous participerez à la définition des principes de comptabilisation et des méthodes d'évaluation. Vous élaborerez les schémas comptables, veillerez à leur mise en œuvre et contribuerez aux études comptables générales.

Vous interviendrez :

- soit sur les opérations de marché : votre professionnalisme de 2 à 3 ans acquis au sein d'un back-office, d'une Direction comptable ou d'un cabinet d'audit sera votre atout. (Réf. OM)

- soit sur les opérations sur ressources et emplois clientèles : vous disposez d'une bonne maîtrise de mise en œuvre de projets informatiques. (Réf. OR)

Pour ces 3 postes évolutifs, nous souhaitons rencontrer des candidats titulaires d'un DECS. Le goût des contacts, le sens de l'analyse sont indispensables pour réussir au sein de notre banque.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V.) en précisant la référence choisie à la BNP Direction du Personnel Recrutement 35, rue du 4 septembre - 75002 PARIS.

BNP

LE CREDIT AGRICOLE
D'ILE DE FRANCE

CONFIRME

SA DYNAMIQUE

DE SUCCES :

PREMIERE BANQUE

REGIONALE,

252 AGENCES,

3 000

COLLABORATEURS.

CA

RESPONSABLE DU SERVICE DES PRETS PROFESSIONNELS

CERGY

Vous êtes un professionnel de la banque grâce à votre formation (ITB ou équivalent), et un homme de métier grâce à votre expérience.

Dans la Direction Générale de Cergy (50 agences), vous prendrez la responsabilité d'une équipe de 20 personnes chargée d'étudier et de mettre en place les crédits aux entreprises (1 milliard d'encours en 1990).

A ce titre, vous aurez également à assister nos agences, soit en actions de formation, soit en appui à leur propre démarche, et à prendre en charge les dossiers de crédit de votre ressort.

Merci d'adresser votre candidature complète sous réf. RS PRO au Service de Recrutement - Crédit Agricole - 26 Quai de la Rapée - 75012 PARIS.

IMPORTANT GROUPE D'EXPERTISE COMPTABLE
(200 personnes)

Région Est parisien

recherche

COLLABORATEURS (trices)

Niveau EXPERTISE COMPTABLE pour intégrer son équipe de Direction. Perspective d'évolution

Adresser C.V. et prétentions sous numéro 8209

Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Contrôleur de gestion



1 200 personnes,

1 Md de CA.

Une dynamique

commerciale

qui positionne

ses marques au

1er plan :

Petit Enghien,

Par Beauve,

Clamart, Palmito,

Boissy, Trompette.

Au sein de la Direction Financière et directement en relation avec le responsable du contrôle de gestion de la Société, vous assurerez l'analyse et l'étude de la rentabilité des activités commerciales et marketing, comptes d'exploitation par client, contribution des produits, actions promotionnelles, investissements marketing, opérations commerciales ponctuelles. Votre formation supérieure (ES-C ou équivalent) et votre première expérience, soit de gestionnaire, soit de commercial, vous permettent de prendre en main votre mission avec autonomie. Vous maniez avec aisance l'outil micro-informatique. Votre évolution se fera naturellement, au sein de l'Alsacienne ou du groupe, vers des responsabilités plus globales de contrôleur de gestion.

Poste basé à Athlis-Mons.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. SIA/MA2, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08

BSN
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Le Monde des Cadres

L'ORCHESTRE PIANORISQUE DE STRASBOURG recherche pour entrée à convenir

UN COORDINATEUR ARTISTIQUE ET TECHNIQUE

Connaissances musicales
fondées en symphonique
et lyrique, bonnes notions en
allemand et anglais. Réassu-
rément complémentaire
(profil, mission, rémunération)
: Palais de la musique
et des congrès,
place de Bordeaux,
67082 Strasbourg Cedex.
Tél. : 88-37-87-87.
Candidature à adresser à :
COORDONNATEUR L'ORCHESTRE
DE STRASBOURG
Direction des Ressources
humaines,
1, place de l'Étoile,
B.P. 1048 / 1050 F,
67070 Strasbourg Cedex.

Importante société d'études économiques recherche **DOCUMENTALISTE DÉBUTANT H/F**

Formation Sciences Eco.,
ES, Niveau
techniques documentaires,
banques de données
appropriées.
Adr. lettre + c.v. + photo à :
M. COTEN-PICOT
85, rue La Fayette,
75008 Paris.

REWRITER recherché par publication scientifique, Culture générale et scientifique nécessaire série, bien entendu, d'une parfaite maîtrise de la langue française.

Prévoir envoyer c.v.
sous n° 8217 :
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montesson,
75007 Paris.

Fédération nationale du secteur social recherche (création de poste)

CHARGÉE(E) DE MISSION

Compétence gestion des
entreprises + action sociale.
Expérience professionnelle
10 ans minimum.
300 KP.
Paris 75007.
Paris 75007.
Paris 75007.

Importante Sté d'Études recherche urgent **CHARGES D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES VACATAIRES H/F**

Profil : 3^e cycle Eco.,
industrielle, gestion,
doctes de commerce,
Sciences Po.
Adr. c.v., lettre + photo à :
Laurence HUSSAINT-PRÉCEPTA
85, rue La Fayette,
75008 Paris.

L'AR.L.A. Association pour la resurre- ction des innombrables anciens recrute rapidement pour **MULHOUSE**

1 CHARGÉE(E)
D'OPÉRATION POUR
LE SUIVI DU P.S.T.
POUR LE SUIVI DU P.S.T.

(Programme social
thématique) de la ville.
1 CHARGÉE(E)
D'OPÉRATION POUR
L'ÉTUDE ET LE
SUIVI ANIMATION
D'UNE D.P.A.J.A.
Formes, études bilatérales de
préférence. Excellentes
capacités relationnelles.
Grande sensibilité aux
aspects sociaux
de la réhabilitation.

Une expérience profes-
sionnelle en D.P.A.J.A. ou bien au
sein d'une collectivité
territoriale sera un plus.

Envoyer lettre, CV, et
références à : la Direction de
l'AR.L.A., cour des Châtres,
15, rue des Franciscains,
68100 MULHOUSE.
Tél. : 88-88-11-14.

IMPORTANTE ORGANISATION PROFESSIONNELLE recherche

Son (sa) RESPONSABLE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Diplômée de l'enseigne-
ment supérieur (type IEP ou
CELSA), vous avez à votre
actif une solide expérience
des relations avec la presse,
un bon sens du contact, et
des qualités rédactionnelles
d'analyse et de synthèse.
Une connaissance de la
communication audiovisuelle
constituerait un atout sup-
plémentaire.

Merci d'envoyer votre can-
didature (lettre manuscrite,
CV, photo et références
accréditées).
Entre sous le n° 8220

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montesson, Paris-7.

MJC recrute ANIMATEUR Exp. et formation souhai- tées, possédant BEATEP ou DUT CS, Email CV + LM. MJC, rue de Montesson- 94310 ORLY.

VILLE D'UGINE (Savoie) recherche **UN CHEF DE PROJET** Pour le suivi et la coordina- tion d'une convention Ville/Habitat avec l'état mission prévue pour 3 ans. Expérience préalable dans montage d'opérations d'urbanisme, dans réhabi- litation de logements sociaux et dans l'animation du déve- loppement social.

Adresser candidature avec
motivations et précisions à :
Monsieur le Maire de la
Ville d'Ugine
73400 UGINE

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CHERCHE

MONITEUR

Niveau d'études BTS ou
DUT pour enseigner
secrétariat, sténo-dactylo.
Adresser c.v. à :
CENTRE « LE PARC »
68340 OSSELIA.

Établissement public recherche

Rédacteur en chef technique (+ 180 KP)

Collaborateur du directeur de la
communication, il sera :
• le responsable du secrétariat
de rédaction et des travaux
graphiques.
• l'animateur du service PAO.
Vous avez une formation sup.,
une expérience de la presse
et/ou de l'édition, une bonne
maîtrise des outils PAO.
Adresser c.v., lettre
de motivation et photo et
références à : la
C.M.J.A.R.S., 23, rue
David, 75013 Paris.

Rédacteur en chef

Bonne expérience pour
manuel info. locale.
Adresser c.v. avant 31/01/91
sous n° 8211.
Le Monde Publicité,
5, rue de Montesson,
75007 Paris.

C.E. URSAFF Montreuil cherche

DIRECTEUR DIPLOMÉ

pour centre de vacances.
Compétences du
18/2 au 1/3/91
14 enfants de 4 à 14 ans.
T. : Charlotte Bernard
01-30-24-15, p. 363
C.E. URSAFF : 48-81-16-38

VOUS

recherchez les compétences et l'expérience
d'un spécialiste de 40 ans, rompu aux
techniques de contrôle de gestion, qui ait à
la fois exercé des responsabilités de
Direction Financière opérationnelle, et de
Consulting en systèmes financiers dans un
groupe de premier plan.

JE

dispose de cet acquis et souhaite le
valoriser dans un poste évolutif de

DIRECTION FINANCIÈRE ou de CONTROLE DE GESTION

Merci de contacter **LE MONDE PUBLICITÉ**
5, rue de Montesson - 75007 PARIS sous référence
8201 pour nous permettre d'en discuter

ASSISTANTE COMMERCIALE 43 ans, dynamique, connais- sance milieu industriel ch. poste à responsabilité. Tél. : 47-83-34-01.

J. F., 40 ans Bac + 5,
anglais courant, bonne
connaissance Afrique, rech.
poste respons. secteur com-
munic. ou relat. publiques.
Ecrire sous n° 8213
Le Monde Publicité,
5, rue de Montesson,
75007 Paris.

Vous recherchez un cadre :
• Intérieur de rédaction :
• le sens de la rentabilité ;
• à l'aise dans la rédaction
et dans l'action ;
• une expérience de la presse
et/ou de l'édition, une bonne
maîtrise des outils PAO.
Adresser c.v., lettre
de motivation et photo et
références à : la
C.M.J.A.R.S., 23, rue
David, 75013 Paris.

Fiscaliste, 40 ans, formation
BUT, expériences diverses,
étudiant ttes propositions
Paris ou région parisienne
Sous n° 7007 : PUBLICITE
BOGNER, 101, rue Réaumur,
75002 Paris qui transmettra.

J. H., 22 ans, dipl. O.M., bac
3^e + 2 (spéc. DCP option
logistique et pratique du
commerce international), ch.
emploi gestion de stocks
en/ou de production Paris ou
région Paris, M. HOUSTY :
Tél. : 43-45-15-17.

J.H., 28 ans, SERVIER, 5 ans
exp. ch. emploi santé, resour-
ces tradition. 48-28-12-81.

J.F., 5 ans expérience gestion
COMPTABILITÉ INFORMATIQUE
secrétariat Word 5, Lotus
Dose, Sybel, Novell, Dos.
Angl. bon contact rapide, cher-
che poste responsabilité.
P. COIN, H. B. : 47-42-65-28
et domicile 60-22-44-59.

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Longue expérience profes-
sionnelle en milieu industriel.
Homme de projet et de réali-
sation, rompu aux contacts
à tous niveaux, recherche en
PROVINCE,
région indifférente,
poste similaire dans entre-
prise destinée à développer
ses ressources humaines.
Ecrire sous n° 2181/M à :
PARTRANCE ANNONCES,
13, rue Ch.-Lacour,
75016 Paris qui transmettra.

JOURNALISTE AMÉRICAINE
2 ans de séjour, cherche
travail dans publication,
rédaction, relations publiques.
Étudie toutes propositions.
Tél. : 80-75-74-23.

**DAME, 60 ans, ch. garde
enfant et/ou personne âgée.**
Tél. : 35-71-97-98.

J.F., 28 ans, bac + 5, angl.
alle. ital. 1^{er} exp. en com-
munication ch. poste de chargé
de projet dans un service de
communication. 42-40-88-82 ré-
pondre.

Francis, trilingue (esp. courante
matriline), 3 ans Tokyo, exp.
dir. comm. inspirée.
Disponible. 43-60-58-20.

J.F., 31 ans, inf. exp./angl.
(2 à USA), exp. documental.
pendant 7 ans, DUT techniques
de communication, rech. poste
serv. informat. documentat. ou
collè. Laissez message tél. :
43-36-50-88.

F. 25 ans, BAC + 4 GESTION,
2 ans d'exp. recherche
à intégrer dans services du
parcours. C.E. : formation,
système juridique, bilan
social. Étude ttes propos.
Tél. : 44-40-22-64.

J.H., 27 ans, thèse, cherche
emploi veilleur, gardien,
aide-cuisinier, de nuit, région
Paris. 42-27-88-58.

TURBO DIESEL CONFORT
Nov. 88, mod. 88, bleu
lagon métal. Alarma, ferm.
électrique toussage, 1^{er} main.
118 000 km. 71 000 F.
39-00-06-16 après 19 h.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

automobiles
ventes
moins de 5 CV
A VENDRE
AUDI 80
TURBO DIESEL CONFORT
Nov. 88, mod. 88, bleu
lagon métal. Alarma, ferm.
électrique toussage, 1^{er} main.
118 000 km. 71 000 F.
39-00-06-16 après 19 h.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1 000 m.
Pêche, équestre, rafting,
etc. 3 ch. s. à manger, cuis.
s. de bain, w.-c., gar. climatisé.
Tél. : (16) 71-77-01-12.

vacances
A louer juin, juillet
sept., septembre,
16 km Langres-43.
Gorges d'Allier, 1

MARCHÉS FINANCIERS

Fusion difficile entre un assureur et un banquier aux Pays-Bas
Les actionnaires contestent l'accord entre la NATNED et la NMB-Postbank

La première compagnie d'assurances des Pays-Bas, Nationale-Nederlanden (NATNED) et la troisième banque du pays, NMB-Postbank, devaient confirmer, lundi 28 janvier, en fin de matinée, leur intention de fusionner. Mais, cédant à la pression d'actionnaires récalcitrants, elles devaient aussi modifier les conditions financières de cette union qui continue à susciter des inquiétudes dans les milieux spécialisés.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Tout aurait pu aller pour le mieux pour NATNED et NMB-Postbank lorsqu'elles ont annoncé le 5 novembre 1990, leur volonté de former un holding commun. Ainsi, le ministère des finances à La Haye leur avait décerné vite une déclaration de non-objection. Mais, à la surprise des futurs partenaires, la contestation est venue de la propre famille de l'un d'entre eux.

Réunis autour du groupe d'investissement Robeco, détenteur de moins de 2 % des titres NATNED mais doté d'une réputation qui force le respect, un ensemble d'investisseurs institutionnels portant environ 20 % des parts de la compagnie d'assurances critiqua vivement les termes de l'échange d'actions proposé. La valeur de celles-ci était calculée à partir du cours boursier, près de trois fois inférieur à la valeur intrinsèque du titre. De plus, les actionnaires de la NMB-Postbank (dont l'Etat, pour 23 %) étaient mieux traités, recevant un bonus financier.

Offre révisée

Deuxième foyer de critiques : les agents et les courtiers d'assurances. Ils décidèrent de boycotter les produits de la compagnie accusée de les poignarder dans le dos en cédant à la pression des investisseurs. Liés avec une banque disposant de près de 3 000 guichets pouvant faire office d'autant de points de vente de polices d'assurances standards.

A l'égard des intermédiaires qui négocient par exemple 75 % des contrats d'assurances-dommages signés chaque année aux Pays-Bas, NATNED utilisait l'arme du chantage en se déclarant prête à « casser les prix ». A l'égard des action-

naires, la compagnie fit preuve tout d'abord d'entêtement, refusant de réévaluer son offre mais elle vint de céder, améliorant les conditions juridiques et financières de l'échange d'actions.

La recrudescence de NATNED marqua le tournant dans l'histoire de l'actionnariat aux Pays-Bas. C'est la première fois semble-t-il que des actionnaires mécontents exercent avec succès une telle pression, qui est sans rapport avec le seul droit de leur donner leurs titres : celui d'encaisser les dividendes. Aux Pays-Bas, les actions sont en effet démembrées : la propriété reste généralement entre les mains d'une personne morale contrôlée par l'ensemble des titres ; seul le droit aux bénéfices est mis sur le marché sous la forme de certificats.

Il n'est pas sûr pour autant que le mariage NATNED-Postbank puisse avoir quand même lieu dans les conditions prévues. Car si les actionnaires NATNED sont mieux lotis, c'est au détriment de ceux de la NMB-Postbank. Quelle sera la réaction de ces derniers ? De plus, les banques concurrentes de la NMB pourraient bien conseiller à leur clientèle (17 % des certificats NATNED seraient dans le public) de garder leurs titres : elles ont en effet intérêt à empêcher cette fusion qui permettrait à leur rivale de financer son expansion internationale et de devenir une *merchant bank* grâce à son partenaire qui contrôle, dit-on, 5 % de la totalité des actions cotées à la Bourse d'Amsterdam. Enfin, un important porteur de titres NATNED (5 %) a d'ores et déjà fait savoir qu'il ne s'en séparera pas : il s'agit de la société AEGON qui, en tant que deuxième compagnie d'assurances néerlandaise, se doit de défrayer les plans de sa concurrente.

AEGON a-t-elle simplement voulu donner le signal de la résistance aux autres actionnaires ? Vaut-il lancer une contre-offre d'achat sur les titres NATNED ? Ou cette idée viendra-t-elle à un assureur étranger ?

CHRISTIAN CHARTIER

□ Citicorp déclassé : Moody's, l'agence de rating américaine, a abaissé de A3 à Baa2 la note de crédit de Citicorp, la plus grande banque américaine. Ce jugement reflète l'inquiétude croissante des milieux financiers sur la capacité des banques américaines à faire front à la déflation et à l'engagement des banques sur un secteur de l'immobilier en crise.

REPÈRES

ACTIVITÉ
Important recul
au Brésil
en 1990

Le PIB (produit intérieur brut) du Brésil a diminué de 4,3 % en volume au cours de l'année dernière par rapport à 1989, a annoncé, à la fin de la semaine dernière, l'institut brésilien de géographie et de statistique. Ce recul est l'un des plus graves enregistrés par le pays depuis très longtemps, égalant la récession du début des années 80. En 1989, le PIB avait augmenté de 3,8 %, mais avait diminué de 0,3 % en 1988.

COMMERCE EXTERIEUR
Réforme
en Chine

La réforme du commerce extérieur de la Chine, dont les grandes lignes avaient été annoncées en décembre dernier, pourrait s'appliquer prochainement. Si l'on en croit la presse chinoise, notamment le *China Daily*, cette réforme aurait notamment pour but d'éliminer progressivement les subventions à l'exportation.

L'autre souci de la réforme serait de mettre sur un pied d'égalité les compagnies de commerce des différentes provinces, de les rendre responsables de leurs résultats et de les obliger à partager les devises gagnées avec le pouvoir central.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS
LE BILAN ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL 1990
est paru

200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

	17 janvier 1991
Total actif	727 868
dont	
Or	161 543
Disponibilités à vue à l'étranger	116 508
Escomptes	54 830
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 087
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 399
Concours au Trésor public	38 520
Titres d'Etat (bons et obligations)	80 613
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	1 036
Effets privés	141 887
Effets en cours de recouvrement	54 468
Total passif	727 868
dont	
Émissions en circulation	253 008
Comptes courants des établissements financiers adhérents à la constitution de réserves	77 737
Comptes courants du Trésor public	98 558
Reprises de liquidités	12 248
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	7 827
Escomptes au Fonds européen de coopération monétaire	58 177
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	182 056

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,25 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

FRANCFORT

Vers un système de transactions informatisées à la Bourse de Francfort

La Bourse de Francfort a décidé d'intégrer une version développée du système inter-banques d'information (IBIS), qui dotera le marché de son premier système informatisé de transactions.

Un porte-parole de la Bourse, M. Ruediger von Rosen, a précisé que cette décision avait été prise d'un commun accord de ses administrateurs. Selon des sources boursières, cette mesure ne constitue qu'un premier pas, ne permettant pas que des opérations informatisées soient opérées en dehors des heures de séance.

On craint que ces mêmes sources, le système IBIS, mis en place fin 1989 par un groupe de sept banques, ne pourra guère être développé au-delà de la transformation annoncée, en système des transactions automatisées. Du fait de ses capacités insuffisantes, il ne permettra pas de satisfaire toutes les exigences du marché, ont-elles noté. Actuellement, seul le Deutsche Terminbörse (marché des futures et des options) est équipé pour les transactions informatisées. Aucune décision n'a encore été arrêtée pour des étapes ultérieures, a ajouté M. von Rosen.

PARIS, 28 janvier

Maussade

Début de semaine maussade à la Bourse de Paris, où après deux séances de hausse et presque 2,7 % de gains en moyenne, les valeurs françaises ont repris le chemin de la baisse. En fait, le CAC 40 continuait d'accumuler ses pertes au cours de la matinée. A la mi-journée, le retard accumulé par l'indice était voisin de 1 %. Au cours de la matinée, le début des échanges à la Bourse de New-York, l'indice de la place parisienne, affichait un recul de 0,53 %.

L'absence de nouvelles en provenance du Moyen-Orient a mis un sérieux coup d'arrêt au phénomène s'est traduit par des volumes réduits par les spéculateurs de peu pour les plus opportunistes ou franchement acquiescents pour les autres. En outre, quelques prises de bénéfices ont sensiblement affaibli le cote tout au long des échanges. L'anticipation d'une baisse des taux d'intérêt et la bonne orientation, surtout en fin de semaine dernière, du MATIF, ont fait long feu. L'espoir d'un volume des échanges, quelques-uns ont tiré leur épingle du jeu : ce fut le cas notamment d'Eurochem, avec plus d'un million de titres échangés à la mi-journée. Sodexho s'est vivement apprécié après avoir été en baisse pendant plusieurs jours. L'offre publique de retrait (OPR) de Schneider, sur le reste des actions Télécom, non encore dénouées, que les spéculateurs ont achetées par la radiation de la cote officielle des actions Télécom. Les spéculateurs ont suspendu la cotation ce jour.

Du côté des valeurs, malgré la forte contraction du volume des échanges, quelques-unes ont tiré leur épingle du jeu : ce fut le cas notamment d'Eurochem, avec plus d'un million de titres échangés à la mi-journée. Sodexho s'est vivement apprécié après avoir été en baisse pendant plusieurs jours. L'offre publique de retrait (OPR) de Schneider, sur le reste des actions Télécom, non encore dénouées, que les spéculateurs ont achetées par la radiation de la cote officielle des actions Télécom. Les spéculateurs ont suspendu la cotation ce jour.

TOKYO, 28 janvier

Surprise

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de lundi sur une baisse insignifiante. Le Nikkei a reculé de 3,81 points à 23 569,44, soit un repli de 0,02 %.

Nombre d'intervenants ont choisi de rester en retrait à la Bourse de Tokyo, où le cours de la séance de lundi a été de 23 569,44, soit un repli de 0,02 %.

Nombre d'intervenants ont choisi de rester en retrait à la Bourse de Tokyo, où le cours de la séance de lundi a été de 23 569,44, soit un repli de 0,02 %.

VALEURS	Cours de 25 jan.	Cours de 28 jan.
Nikkei	24 000	23 569,44
Yen (100)	163,28	163,28
Dollar (en yen)	137,38	137,38

FAITS ET RÉSULTATS

□ Union Carbide : chute de 46 % du bénéfice pour 1990. - En dépit d'une légère hausse de son chiffre d'affaires (+ 4 %), le groupe chimique américain Union Carbide a enregistré une baisse de 85 % de son bénéfice net pour le quatrième trimestre 1990 à 7 millions de dollars contre 47 millions pour la même période de 1989. La forte baisse du bénéfice s'explique par la vente de 50 % de la participation d'Union Carbide dans sa filiale UCAR Carbon Co. à la firme japonaise Mitsubishi Corp. Cette vente devait se traduire par le remboursement des dettes. Cette charge financière exceptionnelle est partiellement compensée par la vente pour 41 millions de dollars des participations dans les sociétés Kemet Electronics (composants électroniques) et Lincate (matériel médical). Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice net s'établit en baisse de 46 % à 308 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 7,62 milliards. En 1989, le groupe avait réalisé un bénéfice de 573 millions sur un chiffre d'affaires de 7,65 milliards.

□ OPR sur la Télécom. - Le groupe Schneider a décidé de lever des actions non encore en possession de sa filiale, qu'il avait acquise de haute lutte en 1988 au terme d'une bataille boursière l'ayant opposé à Framatome. La Société des Bourses françaises (SBF) a indiqué, vendredi 25 janvier, que Schneider avait déposé une offre publique de retrait (OPR) sur Télécom, dont il détenait déjà 98,53 % du capital. Les derniers actionnaires indépendants de la Télécom se verront offrir 4 500 francs par titre, un bon bonus par rapport aux 3 400 francs que cotait le titre avant sa suspension. Ceux-ci n'ont pas eu le temps de faire une bonne affaire, puisqu'il y a deux ans, Schneider leur avait offert un prix nettement supérieur : 5 000 francs tout de suite ou 5 500 francs un an plus tard.

□ Le Crédit du Nord prend définitivement le contrôle de la Société Générale de Banque. - Le président nigérien Ibrahim Babangida a posé la première pierre du complexe pétrochimique d'Elone (sud-est du Nigeria) près de Port-Harcourt, qui entre dans la deuxième phase de développement de l'industrie pétrochimique du pays. Proche de la raffinerie de Port-Harcourt, ce complexe devait entrer en service en 1994. Il sera équipé d'un vaporisateur d'une capacité de 260 000 t/an avec en aval des unités de polyéthylène (25 000 t/an), de polypropylène (30 000 t/an) et de caoutchouc (12 000 t/an). Le projet d'un coût proche du milliard de dollars, est financé par la Banque mondiale. Il sera construit par trois groupes japonais (Chiyoda, Japan Chemical, Kobe Steel), un italien (Technimont) et un français (Spie-Batignolles).

□ Merck rejoint la « file d'attente » contre l'AIDS. - Pour la cinquième année consécutive, la firme américaine Merck, numéro un mondial de la pharmacie, et centenaire cette année, est arrivée en 1990 en tête du classement, réalisé par le magazine *Fortune*, des entreprises les plus admirées aux États-Unis.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	2900	2830	Banque	791	791
Amstel-Associés	240	230	L.C.C.	225	225
Asystel	105	105	OMA	280	280
B.A.C.	158	158	Idemone	888	888
B.L.C.M.	820	820	U.M.S.	118	118
Bolton (S.)	380	380	Loca Invest.	280	280
Boulet (S.)	175	175	Locatic	84	82 50
C.A.I.-S.F. (C.I.)	635	635	Merc Com.	129 80	129
Cedex	380	380	Méler	107	110
Cedif	484	465	Obvied Logis	690	690
C.E.G.E.P.	175	175	Obvied Logis	75	75
C.F.P.I.	268	268	Obvied Logis	334 80	348 20
C.N.I.M.	785	785	Obvied Logis	480	466
Codex	228	228	Obvied Logis	304	304
Comptel	788	770	Obvied Logis	177	182
Cosla	205	204 50	Obvied Logis	94	90
Dauphin	245	245	Obvied Logis	180 20	189 80
Dalme	635	630	Obvied Logis	189	155
Danachy Worms Ch.	420	403 20	Obvied Logis	220	215
Dequenne et Gral.	234	225	Obvied Logis	103 80	148
Devantley	630	630	Obvied Logis	86	87
Dewille	325	327	Obvied Logis	650	639
Difusion Belland	170 80	185			
Euro. Population	230	228			
Finacor	140	140			
Finaparc	182 80	182			
G.F.F. (Group. F.)	288 50	280			
Grand Lira	350	350			
Group. Océan	188	185 50			
Group. Océan	480	445			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 LAPEZ

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 25 janvier 1991

Nombre de contrats : 83 805

COURS

	Mars 91	Sept 91	Sept 91
Daxiel	102,58	102,58	102,58
Précédent	102,58	102,58	102,58

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
102	1,12	1,98
	0,56	1,20

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 10 838.

COURS	Janvier	Février	Mars
Daxiel	1 561	1 572	1 585
Précédent	1 561	1 572	1 585

CHANGES

Dollar : 5,057 F =

Le dollar est resté ferme lundi 28 janvier sur les marchés des changes, s'établissant à Paris à 5,057 F contre 5,061 F à la clôture des échanges interbancaires de vendredi. Les opérateurs observaient un début de semaine en état de complet, faute d'informations nouvelles sur l'évolution de la situation dans le Golfe et en URSS, et dans l'attente d'une possible baisse des taux d'intérêt en Allemagne.

FRANCFORT 25 jan. 28 jan. Dollar (en DM) 1,4873 1,4875

TOKYO 25 jan. 28 jan. Dollar (en yen) 137,38 137,45

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (28 janvier) 10 1/16-31/16

New-York (25 janvier) 8 1/2

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 102,58

Valeurs étrangères : 97,40

(SBF, base 100 : 31-12-90)

Indice général CAC : 40,76

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 553,7

NEW-YORK (Index Dow Jones)

24 jan. 25 jan.

Industrielles : 2 643,87

Industrielles : 2 659,40

LONDRES (Index Financial Times)

24 jan. 25 jan.

100 valeurs : 2 080,38

30 valeurs : 2 042,40

Mines d'or : 151,28

Fonds d'Etat : 84,22

FRANCFORT

24 jan. 25 jan.

Daxiel : 1 575,16

Daxiel : 1 582,05

TOKYO

24 jan. 25 jan.

Nikkei Dow Jones : 23 573,29

Indice général : 1 774,62

1 772,70

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

	100 marks	100 francs	100 dollars	100 livres	100 yens
S.E.U.	5,0585	5,0615	1,4873	1,4875	137,38
Yen (100)	163,28	163,28	137,38	137,45	137,45

DM

3,3972

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

3,4015

BOURSE DU 28 JANVIER

Règlement mensuel																							
COMPANIES		VALUERS		Cours précédent		Prévoir cours		Dernier cours		% + -		COMPANIES		VALUERS		Cours précédent		Prévoir cours		Dernier cours		% + -	
3730	CHL 2K	940	940	3730	940	3730	940	3730	940	+0.27	3730	940	3730	940	3730	940	3730	940	3730	940	3730	940	+0.25
925	BLU 7P	3720	3720	925	3720	925	3720	925	3720	-1.80	925	3720	925	3720	925	3720	925	3720	925	3720	925	3720	-0.10
1220	ALU 7P	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	0.00	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	0.00
1440	ALU 7P	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	+0.00	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	0.00
1520	ALU 7P	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	+0.00	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	0.00
1600	ALU 7P	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	+0.00	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	0.00
1680	ALU 7P	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	+0.00	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	0.00
1760	ALU 7P	1760	1760	1760	1760	1760	1760	1760	1760	+0.00	1760	1760	1760	1760	1760	1760	1760	1760	1760	1760	1760	1760	0.00
1840	ALU 7P	1840	1840	1840	1840	1840	1840	1840	1840	+0.00	1840	1840	1840	1840	1840	1840	1840	1840	1840	1840	1840	1840	0.00
1920	ALU 7P	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	+0.00	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	0.00
2000	ALU 7P	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	+0.00	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	0.00
2080	ALU 7P	2080	2080	2080	2080	2080	2080	2080	2080	+0.00	2080	2080	2080	2080	2080	2080	2080	2080	2080	2080	2080	2080	0.00
2160	ALU 7P	2160	2160	2160	2160	2160	2160	2160	2160	+0.00	2160	2160	2160	2160	2160	2160	2160	2160	2160	2160	2160	2160	0.00
2240	ALU 7P	2240	2240	2240	2240	2240	2240	2240	2240	+0.00	2240	2240	2240	2240	2240	2240	2240	2240	2240	2240	2240	2240	0.00
2320	ALU 7P	2320	2320	2320	2320	2320	2320	2320	2320	+0.00	2320	2320	2320	2320	2320	2320	2320	2320	2320	2320	2320	2320	0.00
2400	ALU 7P	2400	2400	2400	2400	2400	2400	2400	2400	+0.00	2400	2400	2400	2400	2400	2400	2400	2400	2400	2400	2400	2400	0.00
2480	ALU 7P	2480	2480	2480	2480	2480	2480	2480	2480	+0.00	2480	2480	2480	2480	2480	2480	2480	2480	2480	2480	2480	2480	0.00
2560	ALU 7P	2560	2560	2560	2560	2560	2560	2560	2560	+0.00	2560	2560	2560	2560	2560	2560	2560	2560	2560	2560	2560	2560	0.00
2640	ALU 7P	2640	2640	2640	2640	2640	2640	2640	2640	+0.00	2640	2640	2640	2640	2640	2640	2640	2640	2640	2640	2640	2640	0.00
2720	ALU 7P	2720	2720	2720	2720	2720	2720	2720	2720	+0.00	2720	2720	2720	2720	2720	2720	2720	2720	2720	2720	2720	2720	0.00
2800	ALU 7P	2800	2800	2800	2800	2800	2800	2800	2800	+0.00	2800	2800	2800	2800	2800	2800	2800	2800	2800	2800	2800	2800	0.00
2880	ALU 7P	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	+0.00	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	0.00
2960	ALU 7P	2960	2960	2960	2960	2960	2960	2960	2960	+0.00	2960	2960	2960	2960	2960	2960	2960	2960	2960	2960	2960	2960	0.00
3040	ALU 7P	3040	3040	3040	3040	3040	3040	3040	3040	+0.00	3040	3040	3040	3040	3040	3040	3040	3040	3040	3040	3040	3040	0.00
3120	ALU 7P	3120	3120	3120	3120	3120	3120	3120	3120	+0.00	3120	3120	3120	3120	3120	3120	3120	3120	3120	3120	3120	3120	0.00
3200	ALU 7P	3200	3200	3200	3200	3200	3200	3200	3200	+0.00	3200	3200	3200	3200	3200	3200	3200	3200	3200	3200	3200	3200	0.00
3280	ALU 7P	3280	3280	3280	3280	3280	3280	3280	3280	+0.00	3280	3280	3280	3280	3280	3280	3280	3280	3280	3280	3280	3280	0.00
3360	ALU 7P	3360	3360	3360	3360	3360	3360	3360	3360	+0.00	3360	3360	3360	3360	3360	3360	3360	3360	3360	3360	3360	3360	0.00
3440	ALU 7P	3440	3440	3440	3440	3440	3440	3440	3440	+0.00	3440	3440	3440	3440	3440	3440	3440	3440	3440	3440	3440	3440	0.00
3520	ALU 7P	3520	3520	3520	3520	3520	3520	3520	3520	+0.00	3520	3520	3520	3520	3520	3520	3520	3520	3520	3520	3520	3520	0.00
3600	ALU 7P	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	+0.00	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	0.00
3680	ALU 7P	3680	3680	3680	3680	3680	3680	3680	3680	+0.00	3680	3680	3680	3680	3680	3680	3680	3680	3680	3680	3680	3680	0.00
3760	ALU 7P	3760	3760	3760	3760	3760	3760	3760	3760	+0.00	3760	3760	3760	3760	3760	3760	3760	3760	3760	3760	3760	3760	0.00
3840	ALU 7P	3840	3840	3840	3840	3840	3840	3840	3840	+0.00	3840	3840	3840	3840	3840	3840	3840	3840	3840	3840	3840	3840	0.00
3920	ALU 7P	3920	3920	3920	3920	3920	3920	3920	3920	+0.00	3920	3920	3920	3920	3920	3920	3920	3920	3920	3920	3920	3920	0.00
4000	ALU 7P	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	+0.00	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	0.00
4080	ALU 7P	4080	4080	4080	4080	4080	4080	4080	4080	+0.00	4080	4080	4080	4080	4080	4080	4080	4080	4080	4080	4080	4080	0.00
4160	ALU 7P	4160	4160	4160	4160	4160	4160	4160	4160	+0.00	4160	4160	4160	4160	4160	4160	4160	4160	4160	4160	4160	4160	0.00
4240	ALU 7P	4240	4240	4240	4240	4240	4240	4240	4240	+0.00	4240	4240	4240	4240	4240	4240	4240	4240	4240	4240	4240	4240	0.00
4320	ALU 7P	4320	4320	4320	4320	4320	4320	4320	4320	+0.00	4320	4320	4320	4320	4320	4320	4320	4320	4320	4320	4320	4320	0.00
4400	ALU 7P	4400	4400	4400	4400	4400	4400	4400	4400	+0.00	4400	4400	4400	4400	4400	4400	4400	4400	4400	4400	4400	4400	0.00
4480	ALU 7P	4480	4480	4480	4480	4480	4480	4480	4480	+0.00	4480	4480	4480	4480	4480	4480	4480	4480	4480	4480	4480	4480	0.00
4560	ALU 7P	4560	4560	4560	4560	4560	4560	4560	4560	+0.00	4560	4560	4560	4560	4560	4560	4560	4560	4560	4560	4560	4560	0.00
4640	ALU 7P	4640	4640	4640	4640	4640	4640	4640	4640	+0.00	4640	4640	4640	4640	4640	4640	4640	4640	4640	4640	4640	4640	0.00
4720	ALU 7P	4720	4720	4720	4720	4720	4720	4720	4720	+0.00	4720	4720	4720	4720	4720	4720	4720	4720	4720	4720	4720	4720	0.00
4800	ALU 7P	4800	4800	4800	4800	4800	4800	4800	4800	+0.00	4800	4800	4800	4800	4800	4800	4800	4800	4800	4800	4800	4800	0.00
4880	ALU 7P	4880	4880	4880	4880	4880	4880	4880	4880	+0.00	4880	4880	4880	4880	4880	4880	4880	4880	4880	4880	4880	4880	0.00
4960	ALU 7P	4960	4960	4960	4960	4960	4960	4960	4960	+0.00	4960	4960	4960	4960	4960	4960	4960	4960	4960	4960	4960	4960	0.00
5040	ALU 7P	5040	5040	5040	5040	5040	5040	5040	5040	+0.00	5040	5040	5040	5040	5040	5040	5040	5040	5040	5040	5040	5040	0.00
5120	ALU 7P	5120	5120	5120	5120	5120	5120	5120	5120	+0.00	5120	5120	5120	5120	5120	5120	5120	5120	5120	5120	5120	5120	0.00
5200	ALU 7P	5200	5200	5200	5200	5200	5200	5200	5200	+0.00	5200	5200	5200	5200	5200	5200	5200	5200	5200	5200	5200	5200	0.00
5280	ALU 7P	5280	5280	5280	5280	5280	5280	5280	5280	+0.00	5280	5280	5280	5280	5280	5280	5280	5280	5280	5280	5280	5280	0.00
5360	ALU 7P	5360	5360	5360	5360	5360	5360	5360	5360	+0.00	5360	5360	5360	5360	5360	5360	5360	5360	5360	5360	5360	5360	0.00
5440	ALU 7P	5440	5440	5440	5440	5440	5440	5440	5440	+0.00	5440	5440	5440	5440	5440	5440	5440	5440	5440	5440	5440	5440	0.00
5520	ALU 7P	5520	5520	5520	5520	5520	5520	5520	5520	+0.00	5520	5520	5520	5520	5520	5520	5520	5520	5520	5520	5520	5520	0.00
5600	ALU 7P	5600	5600	5600	5600	5600	5600	5600	5600														

COMPTANT

VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours
Obligations								
Emp.Etat 6,25/77	130	8 02	Colfong	258		Algonquin	825	800
Emp.Etat 6,375/78	96 40	7 87	Coplin	341 80	345 10	Alma D'Almeida	587	587
VL00% 78/84	100 30	4 32	Comptech	474	468	Alma	115	118
Emp.Etat 13,25/80	100	13 17	Cos Industriels	3940		Navigant (Gde)	220	220
Emp.Etat 16,58/82	100 01	15 95	Cpt Linn Almond	374	372	Opting	280	280
Emp.Etat 14,25 83	100 29	13 28	Comstock		768	Ortel (C)	239	238
Emp.Etat 13,46/83	106 40	1 39	Cos. Metal Prod.		32 50	Osage Development	800	800
Emp.Etat 12,25 84	103 11	3 74	Cash Gold		33	Pacific Investment	900	900
Emp.Etat 11,95 86	106 80	0 27	C. Universal Ind.		490	Pacific Motors	819	819
Emp.Etat 11,75 87	101 76	9 06	Cybernet	120	115 30	Parfums	174	179
Emp.Etat 11,25 88	103 11	0 74	Darby	630		Parsons (CP)	650	648
Emp.Etat 11,25 89	101 30	7 27	Dagenmont	1286	1220	Patis France	215	215
Emp.Etat 11,25 90	101 76	9 06	Dalhousie	1050	1050	Patis Orleans	230	236
Emp.Etat 11,25 91	101 76	9 06	Dalhousie Valley	4100	4100	Parsons Int'l	285	274
Emp.Etat 11,25 92	101 76	9 06	Dalton Bros	1205	1205	Patis Quebec	925	925
Emp.Etat 11,25 93	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	2304	2307	Pike Habitats	2025	2025
Emp.Etat 11,25 94	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	915	925	P.M.	267	258
Emp.Etat 11,25 95	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	180 20	186	Procter	730	730
Emp.Etat 11,25 96	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	774	774	Procter (C)	1025	1025
Emp.Etat 11,25 97	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	330	321	Public	575	575
Emp.Etat 11,25 98	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	480	470	Recreation	110 50	111
Emp.Etat 11,25 99	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	4000	4000	Rothmans	183 50	180
Emp.Etat 11,25 00	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	1400	1400	Rouge	454	454
Emp.Etat 11,25 01	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	20	20	S.A.C.E.R.	285	280
Emp.Etat 11,25 02	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	220	220	S.A.F.I.A.	280	280
Emp.Etat 11,25 03	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	126 50	126 50	S.A.F.I.C. Alcan	200	190
Emp.Etat 11,25 04	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	1500	1500	S.A.P.T.	630	630
Emp.Etat 11,25 05	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	622	622	Sig	225 80	220
Emp.Etat 11,25 06	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	737	737	Sig. Domingos F.L.	121	123
Emp.Etat 11,25 07	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	473	473	Solus de M&S	608	592
Emp.Etat 11,25 08	101 76	9 06	Dash-Rand Vicky	672	672	Strochamps M.	160	160

SICAV

VALEURS	Cours prés.	Dernier cours	VALEURS	Emission Prête Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête Incl.	Rachet net
Etrangères											
A.E.G.	760	-750	A.A.A.	940 07	517 14	Fixed-Capi	37 03	35 48	Platinor	550 18	527
Alcan Ind. Can.	232	226	Anlon	152 67	187 42	Fixed Court	125765 67	125765 67	Pembina	117 48	114 26
Alcan Alumin.	96	.....	Appogrow	770 57	873 46		234 31	234 31	Pine County	67801 53	67801 53
Aluminum Branci	201	205	Aspen	7226 57	7226 57		28 31	28 31	Pineau Chépy	11206 51	11206 51
Arifol	445	.....	Asphaltes	111 63	111 30	Fluorobase	748 21	730 94	Pow. Comm.	109 14	108 06
Asahi Glass	145 10	.....	A.S.F. Actions or CP	974 17	950 41	Fructanone	27 22	28 56	Proseccation	26075 05	26075 05
Banco Popular Sps.	.....	.....	A.S.F. 9000	559 31	544 69	Fruct-Francis	10889 04	10737 97	Profinor	1023 73	899 76
B. Reagents Int.	25000	24000	ASR ECU	1035 81	1020 55	Fructing	4817 65	4803 45	Quarta	115 58	112 76
Cas. Protegée	11	8	ASR FCB	1047 34	1047 34	Fructing	1213 23	1213 23	Reb. Ind.	758 26	758 26
Chrysof Corp.	92	90	ASR Invest. S&P	100 81	98 35	Fructing	13007 84	12943 12	Reb. Ind.	159 78	156 43
Chrysof Corp.	10	.....	ASR Interfide	419 51	408 69	Gas. Association	146 32	146 28	Revue Témisc.	5315 77	5263 14
Comcast	700	701	ASR Olig	1103 39	1097 70	Horizon	1078 23	1046 86	Revue Vint.	1119 82	1103 27
De Beers (Int.)	127	.....	ASR Skatol Saw	11267 37	11267 37	Imaging	103584 35	100336 21	St. Henri H. Alon.	639 86	601 58
DEL Chem Lamb.	248 50	246 50	A.S.F. I&O	107 62	103 23	Intang.	1214 32	11659	St. Henri H. Alon.	201 58	201 58
GEI, Shaw Lamb.	488 501	.....	AMER-GAN	5581 02	5554 43	Intang. F&G	448 28	448 28	St. Henri Invest.	181 81	150 89
Goldcorp	700	701	Ampliflex	571 96	555 30	Jacques	135 28	131 34	St. Henri Mat. Plur.	180 11	171 94
Gu. Beans (Int.)	127	.....	Anthropos Court.T.	6360 90	6351 18	Jarange	253 29	249 54	St. Henri P&C	522 55	498 85
Gu. Beans Lamb.	248 50	246 50	Astecor	1058 57	1055 57	Lafitte America	184 14	176 63	St. Henri P&C	473 04	451 59
Gu. Shes Lamb.	488 501	.....	Astecor	326 34	326 34	Lafitte Europe	226 83	219 50	St. Henri P&C	13373 20	13320 32
Gu. Shes Lamb.	488 501	.....	Astecor	1049 32	1019 34	Lafitte Copan	222 32	221 51	St. Henri Services	62 84	62 84
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Alcan	1653 12	1627 57	Lafitte France	254 74	282 72	St. Henri	1559 05	1559 05
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	98	96 12	Lafitte Inmobal.	221 17	212 15	St. Henri	12200 03	12076 46
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	148 19	141 81	Lafitte Japan	378 11	359 82	St. Henri	1236 55	1236 55
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	120 59	116 78	Lafitte Japan	135 44	128 52	St. Henri	701 04	680 89
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	120 59	116 78	Lafitte Japan	172 38	172 38	St. Henri	164 24	164 24
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	120 59	116 78	Lafitte Japan	311 51	289 81	St. H.I. et. av.	601 55	594 03
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	120 59	116 78	Lafitte Japan	2002 49	1999 49	St. Henri 5.000.	371 51	367 41
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	120 59	116 78	Lafitte Japan	1108 94	1189 94	St. H.	1260 72	1206 43
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	120 59	116 78	Lafitte Japan	8025 62	8025 62	St. Henri	986 74	971 04
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	120 59	116 78	Lafitte Japan	1006 23	1006 23	St. Henri	270 32	270 32
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	120 59	116 78	Lafitte Japan	2576 91	2570 65	St. Henri	210 19	208 06
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	120 59	116 78	Lafitte Japan	864 35	836 48	St. Henri	395 94	395 34
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	120 59	116 78	Lafitte Japan	2171 52	2193 24	St. H.I.	1024 30	994 52
Gu. Holdings Ltd.	83	80 60	Avenir Cui	120 59	116 78	Lafitte Japan	2414 24	2414 24	S&P.	312 98	301 67

ctions

Agache (see In.)	781	788	Grle Mollins Park	285	285	Sells	488	480
Applications Hydr	1255	1275	Grange Victoria	1370	1380	Shells	428	...
Arbit	...	...	G.71 Transport	1100	1100	Shells	1175	1185
Bain C.Miron	884	880	Harrold	345	345	Shells (see Samed)	70 45	73
B.R. Ryppel-Bel	342 80	...	Harrold	604	...	Shells Int.	125	125
B.N. Miron	231	231 90	Harrold	5100	6000	Singel	159	158
Bayley-Say C.F.	581	...	Harrold	378	388	Structure Amplifier	743	743
Beleconics	3300	...	Harrold	418	440	Synchro	630	620
Berry Quant	2874	2874	Harrold	2200	...	Therm	715	...
B.T.P.	86	87	Harrold	125	125	Time (CP)	225	225
Cambridge	632	...	Harrold	370	370	Tolpeter	3400	3380
Carlson Lavigne	655	650	Harrold	1610	1610	Telecommunications Sect.	3400	...
Case Products	8 50	12 70	Harrold	272	180	Trans-Amplifier	330	328
C.E.G.F. Frigor.	394	394	Harrold	482	480	Tour Effort	230	...
Compazine Blaney	465 10	470	Harrold	142 20	...	Water	508	538
Corbett	56 70	92 80	Harrold	845	827	W.T.A.	5315	...
Chapman-Ry	130	...	Harrold	3550	3550	W.T.A.	515	...
CDC (CP)	140 50	159 80	Harrold	30	31	W.T.A.	1650	1650
C.L.M.	785	780	Harrold	140	...	W.T.A.	150	...
CLUTRAM (R)	2805	...	Harrold	140	...	W.T.A. (see Borealis)	355	...

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL		COURS préc. 28/1		COURS DES BILLETS achet. vente		MONNAIES ET DEVISES		COURS préc. 28/1	
Banque d'Inde (100 r.)	5 044	5 067	4 800	5		Or fin (en barre)	61200	61200	
Banque d'Inde (100 r.)	5 098	5 001	329 500	349 500		Or fin (en lingot)	61200	61200	
Allemagne (100 dm.)	16 498	16 487	16 900	311		Néon (100 g.)	406	411	
Argentine (100 p.)	10 420	10 420	10 420	3 900		Pièce 10 (10 r.)	375		
Autriche (100 s.)	10 420	10 420	10 420	3 900		Pièce 20 (20 r.)	381		
Danemark (100 kr.)	86 240	86 240	86 240	10 300		Pièce 50 (50 r.)	448		
France (100 f.)	9 817	9 817	9 817	5 080		Pièce 100 (100 r.)	448		
Grèce (100 drachmes)	1 186	1 186	1 186	417		Pièce 20 dollars	2310	2240	
Inde (100 r.)	400 800	400 800	400 800	95 500		Pièce 5 dollars	390	390	
Italie (100 l.)	95 890	95 890	95 890	48 900		Pièce 10 dollars	367	367	
Japon (100 y.)	400 800	400 800	400 800	4 200		Pièce 50 dollars	890	890	
Néon (100 g.)	5 405	5 413	5 150	4 200		Pièce 100 dollars	367	367	
Pays-Bas (100 f.)	4 336	4 336	4 336	4 200		Pièce 100 r.	367	367	
Portugal (100 esc.)	4 336	4 336	4 336	4 200					
Roumanie (100 lei)	4 336	4 336	4 336	4 200					
Spain (100 pes.)	4 336	4 336	4 336	4 200					
Sweden (100 k.)	4 336	4 336	4 336	4 200					
Switzerland (100 fr.)	4 336	4 336	4 336	4 200					
Turkey (100 liras)	4 336	4 336	4 336	4 200					
U.S.A. (100 c.)	4 336	4 336	4 336	4 200					
Yugoslavia (100 din.)	4 336	4 336	4 336	4 200					

Hors-cote

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - * : prix préférentiel - ■ : marché continu

Engagé aux côtés de la coalition dans la guerre du Golfe

Le gouvernement pakistanais doit faire face à une forte poussée d'anti-américanisme

Pays musulman non arabe, le Pakistan est le théâtre d'une poussée d'anti-américanisme et de ferveur religieuse. Saddam Hussein y est devenu le symbole de la fierté musulmane. Le gouvernement, qui maintient un contingent de plus de 10 000 hommes en Arabie saoudite, doit donc faire face à une forte pression populaire.

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

Les Pakistanais, bons musulmans certes mais réputés « modérés », semblent vider leur sac de ce qu'il contenait comme rancœurs multiples envers un Oncle Sam dont les dollars accompagnés de bons sentiments se sont déversés,

comme souvent, de façon un peu abrupte sur une société jugée moins profondément islamique et subtile qu'elle ne l'est. Le résultat, si l'on en croit un diplomate occidental, est que le Pakistan est un pays « de tradition britannique où l'on n'aime pas beaucoup les Américains ». D'autant que Washington, devant les efforts manifestes déployés par Islamabad pour se doter d'un armement nucléaire, a gelé toute son assistance économique (civile et militaire) depuis octobre dernier (1). C'est sur ce « terrain » socio-politique qu'est venu se greffer le « syndrome Saddam Hussein ».

Les Pakistanais n'aiment pas les Irakiens, et leur gouvernement a beaucoup de raisons de témoigner sa solidarité avec l'Arabie saoudite. L'Irak, dit-on ici, ne nous a jamais rien donné : ni soutien diplomatique lors des guerres indo-pakistanaïses de 1965 et de 1971 ou à propos de la crise du Cachemire, ni aide économique. Ryad, au contraire, est le principal allié d'Ismaïl, ces rapports privilégiés se manifestant par des liens économiques, diplomatiques et religieux. M. Nawaz Sharif, des saoudiens élisent des mosquées au « pays des Pures », d'un financement des écoles coraniques et d'un soutien à la cause du pétrole à des conditions sans concurrence sur le marché mondial.

Bref, après le 2 août, Islamabad est allé à défendre les lieux saints en envoyant un contingent militaire, aujourd'hui fort de plus de 10 000 hommes. La plupart de ces soldats sont concentrés à Tabuk, dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite (un petit contingent est stationné près de la frontière yéménite), et ils ne doivent en aucun cas, affirme-t-on à Islamabad, intervenir dans les combats.

Hostilité aux barons du pétrole
« Ce n'était pas de tout une erreur d'envoyer nos soldats, explique-t-on de source militaire autorisée, c'était une décision symbolique qui s'imposait pour toute une série de raisons politiques et diplomatiques. Aujourd'hui, à moins que le gouvernement ne soit en réel danger d'être dépassé par les événements, c'est-à-dire par la pression des partis islamiques, je ne pense pas qu'il soit possible de retirer nos troupes. Cela signifierait que, politiquement, nous ne sommes pas majeurs ».

Depuis, les choses ont cependant évolué. La population pakistanaïse, musulmane à 97 %, a une cure des subtilités diplomatiques : Saddam, c'est le nouveau Saladin, le premier musulman qui ose défier le complexe « américano-sioniste ». Des manifestations ont lieu quotidiennement dans la plupart des grandes villes, à l'appel des partis religieux, mais aussi du Parti du peuple pakistanaïse (PPP) de M. Bhutto, devenue le porte-drapeau d'un islamisme militant, le statut de parti d'opposition n'étant pas étranger à cette détermination. Les formations musulmanes sans exception vouent aux géomètres l'Amérique, tout en exprimant avec nuances, voire par-

fois du bout des lèvres, le soutien qu'il convient d'apporter au « pays-frère » irakien.

Comme le gouvernement, elles sont à l'écoute et souvent déçues par la surenchère islamique de la masse de la population laquelle, « non éduquée à plus de 80 % », comme disent les militaires, n'éprouve aucun sentiment de reconnaissance à l'égard de la monarchie saoudite, ou des émirats pakistanaïses ont eu trop souvent le sentiment d'être les « esclaves » des barons du pétrole pour qu'il en soit autrement. Les partis islamiques exigent donc le retrait des troupes pakistanaïses.

La démission immédiate du ministre des Affaires étrangères, M. Yaqub Khan, réputé pro-américain, est également devenue un leitmotiv. Chef de la diplomatie par trop irremplaçable (les gouvernements passent mais le Yaqub Khan reste), symbole en tout cas d'une politique trop étroitement liée à Washington, il sera peut-être le « fusible » nécessaire d'un apaisement des passions religieuses. L'armée, elle, ne cache pas qu'elle est, selon le mot d'un général, dans un « dilemme terrible ». « Nous avons pris une position de principe (la condamnation de l'invasion du Koweït), ajoute-t-il, nous voulons donc nous y tenir mais, en même temps, nous ne pouvons pas ignorer notre obligation politique à l'égard du roi Fahd, tout comme son prédécesseur, M. Bénéazir Bhutto. Les Saoudiens élisent des mosquées au « pays des Pures », d'un financement des écoles coraniques et d'un soutien à la cause du pétrole à des conditions sans concurrence sur le marché mondial.

Et ce d'autant que les partis islamiques, notamment le Jamaat-Islami, ont une influence très importante dans les rangs, comme dans le reste de l'appareil d'Etat. L'armée se doit de suivre la position officielle, laquelle, à mesure que les mouvements de protestation d'un rétablissement de l'ordre social (c'est après tout pour cela qu'elle n'était pas favorable à la poursuite de l'« expérience » Bhutto), l'armée est tentée d'écouter la voix populaire.

Et ce d'autant que les partis islamiques, notamment le Jamaat-Islami, ont une influence très importante dans les rangs, comme dans le reste de l'appareil d'Etat. L'armée se doit de suivre la position officielle, laquelle, à mesure que les mouvements de protestation d'un rétablissement de l'ordre social (c'est après tout pour cela qu'elle n'était pas favorable à la poursuite de l'« expérience » Bhutto), l'armée est tentée d'écouter la voix populaire.

A Karachi, où les partis religieux se livrent à une véritable compétition militante, les autocollants invitant à « bouter l'Amérique et élever Israël » et les portraits de Saddam Hussein sur la vitre arrière des voitures, se font moins nombreux. Les autorités de la province du Sind multiplient les interdictions de « meneurs » pour freiner la contagion. Celle-ci semble loin d'être éteinte. Une étincelle — notamment l'entrée en guerre d'Israël — et le gouvernement d'Ismaïl serait bien forcé de faire valoir ses principes pour éviter d'être balayé par les ravages du « syndrome Saddam Hussein ».

LAURENT ZECCHINI

(1) En 1990, cette aide s'élevait à 577 millions de dollars, dont plus de 40 % d'aide militaire. Le gouvernement d'Ismaïl, samedi 26 janvier, au Congrès américain le montant de l'envoie budgétaire (sous réserve que la Maison-Blanche livre vite) allouée au Pakistan pour la production année fiscale : 200 millions de dollars, soit une baisse de 64 %.

Une élection municipale...

La liste de M. Déchamps (exclu du PC) l'emporte à Clichy-sous-Bois

SEINE-SAINT-DENIS : Clichy-sous-Bois (2^e tour). Inscr., 10 116 ; vot., 5 058 ; abst., 50 % ; suffr. expr., 4 896. Liste conduite par M. Déchamps (ex-PC, 2 092 voix (42,72 %)) ; liste du FN conduite par M. Laurent Daffos, 1 900 (38,80 %), 7 sièges (7 FN) ; liste du PS, conduite par M. Léon Testé, div. g., 904 (18,46 %), 3 sièges (2 PS et 1 div. g.).

[Un électeur sur deux, très précocement, s'est abstenu lors du second tour des troisièmes élections municipales, organisées en même temps que les élections municipales de Clichy-sous-Bois. L'ancien maire, M. André Déchamps, exclu du Parti communiste en mars 1990 après avoir tenu des propos racistes, qui fut élu lors des propres élections, mercredi 23 janvier, par le tribunal de grande instance de Paris, à 10 000 francs d'amende, a bénéficié très largement des consignes de vote données par son ancien parti pour « voter la route au Front national ».

De même, son concurrent le plus sérieux, M. Laurent Daffos (FN), qui progresse de 9,5 points d'un tour à l'autre, semble avoir rassemblé sur son nom l'essentiel du Front national RPR et UDF. Avec sept élus et près de 40 % des suffrages exprimés, le FN peut se prévaloir d'être désormais le premier parti à Clichy-sous-Bois. La liste de la majorité présidentielle, qui avait appelé à « un large rassemblement de tous ceux qui rejettent l'intégrisme », se gage, en revanche, que 171 voix et 2,92 points par rapport au premier tour. Le grand perdant de cette élection fut cependant le PC qui, après avoir tenté de « faire le ménage » dans ses propres rangs, n'a plus un seul élu au conseil municipal de Clichy-sous-Bois.

Les résultats du second tour de mars 1990 avaient été les suivants : Inscr., 10 117 ; vot., 4 798 ; abst., 52,59 % ; suffr. expr., 4 718 ; liste conduite par M. Déchamps, 1 546 voix (32,77 %) ; liste conduite par M. Daffos, 1 363 (29,31 %) ; liste conduite par M. Testé, 753 (15,94 %) ; liste du RPR conduite par M. Patrick Chapuis, 437 (9,26 %) ; liste du PC, conduite par M. Christian Chapuis, 428 (9,09 %) ; liste UDF conduite par M. Christian Tardif, 199 (4,22 %).

Les résultats du second tour de mars 1990 avaient été les suivants : Inscr., 10 117 ; vot., 4 798 ; abst., 52,59 % ; suffr. expr., 4 718 ; liste conduite par M. Déchamps, 1 546 voix (32,77 %) ; liste conduite par M. Daffos, 1 363 (29,31 %) ; liste conduite par M. Testé, 753 (15,94 %) ; liste du RPR conduite par M. Patrick Chapuis, 437 (9,26 %) ; liste du PC, conduite par M. Christian Chapuis, 428 (9,09 %) ; liste UDF conduite par M. Christian Tardif, 199 (4,22 %).

... et une cantonale
SEINE-MARITIME : canton de Montivilliers (2^e tour). Inscr., 21 954 ; vot., 9 709 ; abst., 55,77 % ; suffr. expr., 9 282. M. Daniel Fidellin, div. g., 5 595 voix (60,27 %) ; ELI ; Gabriel Bauville, PS, 3 687 (39,72 %).

[Cette élection était rendue nécessaire par le décès accidentel de M. Michel Adam, UDF, conseiller général depuis octobre 1988, qui était également maire d'Octeville.

En premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 21 954 ; vot., 9 282 ; abst., 58,97 % ; suffr. expr., 8 496. M. Daniel Fidellin, 4 695 voix (55,28 %) ; Raymond Lecacheux, PC, 2 980 (35,08 %) ; Josée Vallet, Verts, 666 (7,85 %) ; Guy Bourlé, FN, 462 (5,40 %).

En 1988, au second tour, Michel Adam avait emporté avec 5 475 voix (61,60 %) contre 5 133 (58,39 %) à Josée Vallet. M. Adam avait obtenu 18 606 suffrages exprimés, soit 50 % d'abstention et 21 814 inscrits.]

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Douche allemande

Il n'y a pas à dire, ils sont pas gentils, les Juifs. Les Israéliens, en particulier. Rancuniers, avec ça, incapables de tendre l'autre joue, pareil que les chrétiens. Nuit après nuit, ils sont obligés de courir se réfugier au hurlement des sirènes, sous un déluge de feu, dans leurs chambres anti-gaz et, au lieu de la prendre à la rigolade, ils rouscailent. Tenez, pas plus tard que ce matin, j'appelle mon ami Sibon, il bosse à la Fondation de Jérusalem :

— Alors, ça va ? T'es bien dormi ?

— Oui, là, pas trop mal, mais bon...

— Qu'est-ce que t'as encore à riler ?

— Je râle pas, simplement, ces attaques continuelles, ces menaces de plus toxiques, ça commence à nous taper sur les nerfs. D'autant qu'on est là, pieds et poings liés, pris en otage, sans avoir le droit de riposter. Moi, je te jure, ça me dérange...

— C'est marrant, cette allergie au Ziklon B Pourtant, depuis Auschwitz, vous devriez être habitués. En plus, il est de très

bonne qualité, celui que Saddam se prépare à vous balancer sur la poire. Made in Germany.

— Là, faut reconnaître, on sera gâtés. Les Allemands, c'est leur spécialité, et ils lui en fournissent encore trois mois après l'embargo, alors question fraîcheur...

— Qui, de ce côté-là, rien à craindre. Tiens, dans Libé, samedi, ils ont publié les photos des chambres à gaz pour chiens livrées à Bagdad avec vitres spéciales permettant de tester l'effet de neurotoxiques incolores, et inodores.

— On sait ! Suffit d'en recevoir une seule goutte pour être pris de convulsions et tomber dans le coma. Et, au rayon gaz, on nous a concocté un mélange génial qu'aucun masque ne peut filtrer. Saddam l'a expérimenté sur des prisonniers irakiens. Radical, ils sont morts dans les trois minutes.

— Ben, tu vois ! Alors, au lieu d'en vouloir aux Allemands de vous faire passer à la douche, vous devriez leur en être reconnaissants. Nous, les Juifs, faut nous nettoyer de temps en temps.

FOOTBALL

M. Tapie suspendu de ses fonctions de président de l'OM pour un an

M. Bernard Tapie n'est plus président de l'Olympique de Marseille (OM). La Commission nationale de discipline (CND) du football français a prononcé, lundi 28 janvier, une suspension d'un an, dont quatre mois avec sursis, à son encontre. M. Tapie est interdit de banc de touche et de vestiaires. Il devra suivre les matches de son équipe depuis les tribunes.

Les cinq membres de la CND, une commission présidée par l'avocat lyonnais M. André Soulier et composée de juristes, ont invoqué « un manquement grave à la morale sportive ». Ils reprochent au député marseillais d'avoir tenu des propos injurieux à l'égard d'arbitres et d'avoir proféré à l'égard des médias des menaces verbales et tenté de les intimider.

En outre, M. Jean-Pierre Bernès, directeur général du club phocéen, a écopé d'une suspension de six mois, avec interdiction de banc de touche et de vestiaires. Il est, lui aussi, accusé de « manquement grave à la morale sportive ». La CND a condamné, par ailleurs, M. Claude Bez, ancien président des Girondins de Bordeaux, à 50 000 francs d'amende. Elle recommande à la Fédération française de football (FFF) de lui infliger une suspension de trois ans pour le cas où il désirerait prendre à nouveau la présidence d'un club.

Le « manquement grave à la morale sportive » concerne l'enregistrement d'une conversation entre M. Bernès et M. Louis Barthelemy, un « intermédiaire » bien connu dans le milieu du football. Cette conversation portait sur les pratiques en vigueur à Bordeaux, en particulier sur les moyens de corrompre les arbitres en Coupe

d'Europe (le Monde du 30 novembre 1990). La CND estime que M. Tapie a ainsi « mené une enquête privée et obtenu par un procédé déloyal des renseignements, n'ayant aucun rapport avec la compétition sportive elle-même, sur son principal adversaire ». Selon un proche du président du club, M. Jean-Louis Leveau, vice-président de l'OM, M. Tapie aurait de son côté décidé de démissionner de ses fonctions.

Ph. Br.

La Fédération française de rugby n'a plus ni président ni comité directeur

La Fédération française de rugby (FFR) n'a plus de président ni de comité directeur. Ainsi l'ont voulu, à une écrasante majorité, les participants à l'assemblée générale de la FFR, réunie à Paris samedi 26 janvier. Cette assemblée générale, convoquée alors que le rugby français traverse l'une des plus graves crises de son histoire (le Monde du 18 décembre 1990), a confié l'administration des « affaires courantes » à un bureau de neuf membres. Celui-ci est composé d'Albert Ferrasse (ancien président), de l'un de ses fidèles, de M. Jean-Pierre Lachaud, président de la commission juridique, et de deux représentants de chacun des trois courants opposés à M. Ferrasse. Cette structure demeurera en place jusqu'à l'élection d'un nouveau comité directeur, lui-même chargé de choisir le président. Aucune date n'a été fixée pour l'élection. La création de ce bureau est cependant un camouflet pour M. Ferrasse qui souhaitait assurer seul l'intérim.

Assemblée de la Société des cadres de « Monde ». — La Société des cadres de Monde a réuni, le vendredi 25 janvier, une assemblée générale afin de se prononcer sur la candidature de Jacques Lesourne à la présidence de la SARL le Monde. Le scrutin a donné les résultats suivants : pour, 71,34 % ; contre, 25 % ; blancs ou nuls, 3,66 %. Rappelons que l'assemblée des porteurs de parts de la SARL se réunira le vendredi 1^{er} février.

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
La guerre du Golfe : « Un rêve écorché sous les bombes », par Harim Dézir : « Une carte pour M. Gorbatchev », par Gilles Mardant : « Revanche sur Babylone », par Joseph Yacoub 2
- La guerre du Golfe** 3 à 11
- La situation en URSS**
Renforcement du pouvoir du KGB. Crainte d'un coup de force en Estonie 12
- Le congrès du Parti québécois**
Les indépendantistes proposent un plan en trois étapes 12
- Les procès de dissidents chinois**
Une clemence relative 12
- Maghrébins en Corse**
Multiplication des attentats racistes 15
- Les discriminations filles-garçons**
Les enquêtes de l'UNICEF 16
- Rallye de Monte-Carlo**
La révélation de François Delcourt 16
- Vidéothèque de Paris**
Le troisième anniversaire d'une institution devenue très ambiguë 17
- Photo :**
Le masque des apparences
L'univers étrange de Nancy Wilson-Pajot et de Ralph Eugene Meatyard 17
- Le Salon de la BD d'Angoulême**
Le sacre de Gotlib 18

SECTION B

- Trêve sociale en Guadeloupe**
La guerre conduit à ajourner les revendications 22
- Union monétaire européenne**
La France entre la Grande-Bretagne et la Commission 23
- Déficit monétaire allemand**
Bruxelles rappelle Bonn à l'ordre 23

CHAMPS ÉCONOMIQUES

• Allemagne-Japon : les géants face à face
• L'héritage disputé des Houillères du Nord
• La chronique de Paul Fabra 25 à 28

Services

- Abonnements 22
Annonces classées 30 à 37
Carnet 18
Loto 18
Marchés financiers 38-39
Météorologie 20
Mots croisés 18
Radio-Télévision 20
Spectacles 19

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 27-28 janvier 1991
a été tiré à 644 097 exemplaires.

DECORATION, CHACUN VOIT OÙ EST SON INTERET!

Certaines boutiques ou show-rooms de tissus d'ameublement ont bien du charme...

Seulement voilà, il y a le problème des prix, du stock, du choix. Et là, souvent, rien ne va plus !

Voilà intérêt : c'est tous nos tissus en stock, des prix qui évitent de coûteux intermédiaires, l'invitation à comparer.

(depuis 40 F le mètre)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

3615
NEUBAUER
pour occasion
+ un grand jeu !



NEUBAUER
PEUGEOT

Commandez votre PEUGEOT chez NEUBAUER

Nous vous offrons 4 ans ou 80 000 km de Contrat Service PEUGEOT

GRATUIT

jusqu'au 28 février

- Prise en charge de toute intervention consécutive à une défaillance mécanique ou électrique
- Assistance permanente 7 jours/7. "Ecoute 24 plus"
- Dépannage-remorquage
- Prêt d'un véhicule de remplacement *

- * 4, rue de Châteaubien 75008 PARIS ☎42.81.54.34
- * 8, rue de 4 septembre 75002 PARIS ☎42.81.15.88
- * 28, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.58.52
- * 227, bd. Anatole-France 93208 ST-DENIS ☎48.21.08.21

* selon les termes du contrat service PEUGEOT, en fonction d'une répartition affective des ventes régionales